

COMMISSION DES FINANCES



Séance du Mercredi 16 Janvier 1929.

La séance est ouverte à 15 heures 30, sous la  
Présidence de M. CLEMENTEL.

Présents : MM. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JEANNENEY.  
HERVEY. SERRE. FARJON. COURTIER. LEBRUN.  
SCHRAMECK. REYNALD. BERENGER. STUHL.  
GARDEY. GALLET. ROUSTAN. MAHIEU. RIO.  
PHILIP. CUMINAL. CHASTENET. PERET.  
FRANCOIS MARSAL.

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. le Ministre des  
Finances, un état des comptes spéciaux du Trésor . Il sera  
dactylographié et distribué aux membres de la Commission.

Organisation des expositions internationales.

La Commission adopte, sur le rapport de M. SERRE,  
le projet de loi portant insertion au budget du Ministère  
du Commerce d'un crédit de 180.000 francs pour les dépenses  
relatives à la Conférence diplomatique concernant l'organisa-  
tion des expositions internationales (Paris Novembre 1928).

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- J'ai reçu  
de notre collègue Raiberti, une lettre par laquelle il  
s'excuse , pour raison de santé, de ne pouvoir assister

à .....



à cette séance ni à celles qui vont suivre et me demande de me charger à sa place du rapport sur la mise en chantier des unités prévues au programme naval.

M. LE PRESIDENT.- Vous voudrez bien, en conséquence préparer ce rapport et en saisir la Commission à une de nos prochaines séances.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1928.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.-donne lecture de son rapport sur ce projet de loi.

A propos du chapitre 8 du budget des monnaies et médailles comportant un crédit pour permettre au Parlement de se prononcer sur le principe du concours ouvert en vue du choix du type des nouvelles monnaies d'or et d'argent, il rappelle que la Commission, émue à l'idée du danger que comportait la décision de fabriquer de nouvelles monnaies d'or et d'argent, avait demandé au Gouvernement de négocier avec la Banque de France en vue de revenir sur les dispositions de la Convention prévoyant la mise en circulation de nouvelles monnaies d'or. La Banque de France a opposé au Gouvernement une fin de non-recevoir non exempte de raideur.

J'ai insisté, ajoute M. le Rapporteur Général, auprès de M. le Ministre des Finances, pour qu'il continue néanmoins la conversation.

Nous considérons, en effet, que la Banque de France a fait une trop belle opération au moment de la stabilisation; il serait donc préférable que la conversation engagée aboutisse à une concession de la part de la Banque, sous la pression ferme de la Commission, plutôt que de voir la question portée publiquement .....



publiquement à la tribune.

M. JEANNENEY.- On aura, par ce procédé, obtenu notre adhésion en deux temps, à une opération que nous avions condamnée . Il faudrait faire savoir au Gouvernement que la leçon n'a pas été perdue pour nous et qu'il s'exposerait à de graves inconvénients en renouvelant de tels procédés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Lors du dernier renouvellement du privilège de la Banque, celle-ci a acquis du Gouvernement, 40 milliards de devises, dans des conditions extrêmement favorables.

M. SCHRAMECK.- Devises qui ne lui coûtaient pas bien cher puisqu'elle n'avait qu'à imprimer des billets pour les acquérir .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il fallait évidemment les acquérir , car on craignait une revalorisation.

M. SCHRAMECK.- C'est pourquoi on nous a acculés à la stabilisation.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Quoi qu'il en soit, la Banque a fait à ce moment, une trop belle opération.

M. HENRY BERENGER.- On a même prédit, à ce moment, que les actions de la Banque de France monteraient à 40.000 Fr.

M. HERVEY.- On n'a pas dit cela au moment du vote de la loi de stabilisation.

M. SCHRAMECK.- Je vous demande pardon; cela à été dit par des membres de l'Assemblée appartenant à tous les partis. La Banque nous a acculés à la stabilisation. Il faut essayer de diminuer le profit abusif qu'elle en a pu retirer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne dirai rien de cela dans mon rapport , mais je vous demande de m'autoriser à continuer mes conversations avec le Ministre des Finances et l'entourage .....



l'entourage de la Banque afin d'obtenir qu'elle renonce à la frappe de monnaies d'or-

- A propos du crédit ouvert au Ministère des Finances pour dégrèvements et non-valeurs , M. le Rapporteur Général fait connaître qu'il a reçu de l'administration un tableau indiquant le montant des crédits pour non-valeurs en 1913 et depuis 1919.

En 1913, le montant des non-valeurs représentait 2,27% de l'ensemble des contributions.

En 1925..... 2,92 %

En 1927..... 3,70 %

En 1927 ..... 4,44 %

M. le RAPPORTEUR GENERAL voit dans ces chiffres, la preuve indiscutable que le contribuable est arrivé à l'extrême limite de ses facultés et qu'il commence à plier sous le poids des impôts.

M. HENRY BERENGER.- Pourtant lorsque l'on déclare un revenu, c'est sur les sommes que l'on a encaissées au cours de l'année écoulée; on doit donc être capable de payer l'impôt assis sur ce revenu.

M. LE PRESIDENT.- Pas forcément. Supposez un commerçant qui a fait son bilan en fin d'année, bilan qui laisse apparaître un bénéfice d'un million. Il déclare ce bénéfice, puis quelques semaines après un de ses clients fait faillite et il perd 3 millions dans la faillite. Il ne pourra plus payer et pourtant , ces trois millions, il les aura comptés à son actif lorsqu'il a établi son bilan.

M. HERVEY.- Je comprends qu'aux contribuables qui se trouvent momentanément gênés, on accorde du temps pour se libérer , mais je ne comprends pas qu'un fasse passer leurs cotes.....



cotes aux non-valeurs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La dernière loi de finances contient une disposition qui permettra d'obvier aux inconvénients dont vient de parler M. le Président puisqu'elle autorise les commerçants à faire le report des pertes sur trois années.

M. SERRÉ.- La vérité, c'est qu'il est impossible à un commerçant de dire à la fin de l'année : j'ai gagné tant. D'un exercice à l'autre, il peut perdre sur ses stocks. Pour connaître exactement le bénéfice, il faudrait pouvoir tabler sur une période d'au moins cinq années. La loi de finances permettra de le faire sur trois, c'est déjà un progrès.

M. HENRY BERENGER.- Les chiffres que nous a donnés M. le Rapporteur n'en indiquent pas moins qu'il existe une fissure dans le recouvrement des impôts.

M. LE PRESIDENT.- Il faut tenir compte aussi de ce que beaucoup d'assujettis à l'impôt sur les salaires sachant que la loi de finances les exempterait de l'impôt à partir de 1929, se sont refusés à payer les sommes dont ils étaient redevrables pour 1928. Il était bien difficile, dans ces conditions, de les poursuivre, aussi pour éviter une agitation possible, on a préféré faire passer leurs côtes aux non-valeurs.

M. SCHRANECK.- Des diverses explications qui viennent de nous être données, il résulte qu'il serait intéressant de connaître la répartition des non-valeurs par catégories de contributions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je me propose de faire une étude de cette question dans mon rapport sur le collectif.

M. HENRY BERENGER.....



M. HENRY BERENGER.- Quel est le total des non-valeurs pour 1928 ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Avec les crédits prévus à cet effet dans le collectif, cela fera environ 1 milliard.

M. HENRY BERENGER.- Ce pays est épris de justice et d'égalité . La pratique consistant à accorder des dégrèvements à certains contribuables ou à mettre leurs côtes aux non-valeurs ne manquera pas de soulever des réclamations que pour ma part, je trouverais justifiées.

- A propos du crédit ouvert au Ministère des Affaires Etrangères pour indemnités au personnel des services diplomatiques, pour perte au change et cherté de vie, M. le Rapporteur Général signale que la Commission a été l'objet de la part de l'administration des Affaires Etrangères d'attaques violentes et sournoises parce qu'elle avait protesté contre les pratiques abusives qui présidaient à l'attribution des indemnités de perte au change , grâce aux artifices employés ajoute M. le Rapporteur Général, <sup>les</sup> émoluments de l'ambassadeur de France à Rome qui étaient de 134.000 francs en 1914 atteignaient en 1928, 776.110 francs ; ceux d'un conseiller d'ambassade passaient de 11.250 à 103.600 francs , ceux d'un Consul de 1ère Classe de 18.000 à 144.000 francs.

Je ne dis pas que ces chiffres soient trop élevés; je dis simplement qu'ils ont été obtenus au moyen de véritables tours de passe-passe et en trompant le Parlement. Il est inadmissible que l'on procède à de telles augmentations de traitements par des moyens détournés et en esquivant le contrôle du Parlement. Je me propose de publier ces chiffres dans mon rapport.

M. HENRY BERENGER.....



M. HENRY BERENGER.- Vous verrez qu'on finira par établir une incompatibilité entre l'exercice du mandat parlementaire et le contrôle des finances publiques.

M. LE PRESIDENT.- Je ne crois pas qu'il soit bon de publier de tels chiffres. Il vaudrait mieux les montrer au Ministre des Affaires Etrangères et lui faire les observations qu'il convient.

M. HENRY BERENGER.- Comme M. le Président, je pense qu'il serait imprudent de publier ces chiffres, mais il serait intéressant que nous puissions les comparer avec les émoluments payés par les principales puissances à leurs agents diplomatiques de même grade. Il doit être facile de se procurer ces renseignements qui figurent certainement dans les budgets étrangers.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les budgets ne nous donneront pas les renseignements complets, car la plupart des puissances ont des budgets diplomatiques occultes.

Je ne donnerai donc pas dans mon rapport, les chiffres que j'ai cités; je me bornerai à conclure à l'adoption du crédit, tout en protestant contre la manière dont on s'est procuré les indemnités dites de perte au change.

M. LE PRESIDENT.- Quand nous avons discuté la question de la perte au change, lors de l'examen du budget, je vous avais incidemment signalé les services éminents rendus par nos attachés commerciaux à l'étranger. Permettez-moi de vous en signaler un nouveau. Notre attaché commercial en Italie vient d'obtenir que l'alimentation en poisson, de l'Italie, soit exclusivement réservée aux syndicats de mareyeurs français.

- A propos du crédit ouvert au Ministère des pensions

pour -.....



pour frais médicaux et pharmaceutiques aux pensionnés de guerre , M. le RAPPORTEUR GENERAL signale que les crédits affectés à cet objet , croissent d'année en année, que le contrôle exercé est insuffisant et qu'en tout cas , il est plus mal exercé dans certains départements que dans d'autres, puisque les dépenses varient, selon les départements, de 46 à 220 francs par tête de mutilé. Il propose d'insérer , dans son rapport, un commentaire, protestant contre les abus signalés et qui proviennent d'ententes frauduleuses entre mutilés, médecins et pharmaciens.

M. LE GENERAL STUHL.- La question n'est , hélas! pas neuve. On a envisagé , pour limiter les abus, l'attribution à chaque département d'une somme calculée forfaitairement par tête de mutilé. Il faudrait aussi trouver un moyen d'encourager les départements à contrôler l'attribution des frais médicaux et pharmaceutiques et à réaliser des économies.

Comme l'a dit, M. le Rapporteur Général, il y a de trop nombreux médecins qui favorisent des fraudes dont ils bénéficient . Si cela continue , il faudra retirer au mutilé le droit de choisir son médecin.

M. GALLET.- La question est trop grave pour que nous puissions envisager de la résoudre au moyen de solutions improvisées. Je crois qu'il serait sage de demander aux associations de mutilés de nous apporter leur concours dans l'étude d'un contrôle à instituer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture du commentaire qu'il se propose d'insérer dans son rapport. Il propose d'allouer à chaque département une somme forfaitaire par mutilé inscrit.

M. MAHIEU.- Il n'est pas possible d'accorder la même

somme .....



somme à tous les départements', car le coût de la vie n'est pas le même dans tous.

M. LE PRESIDENT.- Il ne s'agit que d'empêcher des visites trop fréquentes de la part de certains médecins.

M. SERRE.- Je ne suis pas très enthousiaste du système forfaitaire . Celui que nous avons établi pour l'attribution des allocations aux familles des soldats mariés a donné des résultats piteux.

Sous le bénéfice de ces observations les conclusions de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

La Commission adopte les conclusions de trois avis financiers de M. REYNALD, favorables à l'adoption :

1° - du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des arrangements conclus : 1° le 18 Juillet 1924 , à Assomption, entre la France et la République du Paraguay; 2° le 21 Juillet 1924, à Guatemala, entre la France et la République de Guatemala; 3° le 25 Août 1924, à Paris entre la France et la République de Salvador, arrangements concernant les taxes d'affranchissement et les conditions d'admission des imprimés échangés par la voie postale entre la France et les trois pays intéressés.

2° - du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'Arrangement conclu, le 22 Janvier 1927, à Paris, entre la France et la République de Nicaragua et concernant les taxes d'affranchissement et les conditions d'admission des imprimés échangés par la voie postale entre la France et le pays précité,

3° - du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des arrangements conclus: 1° le 27 Mai 1924 à Santiago, entre la France et la République du Chili; 2° le 30 Juin 1924, à Quito , entre la France et la République de l'Equateur; 3° le 15 Aout 1924, à Panama , entre la France et la République de Panama, arrangements concernant les taxes d'affranchissement et les conditions d'admission des imprimés échangés par la voie postal entre la France et les trois pays intéressés.



M. JOSEPH COURTIER.- Ces conventions sont intéressantes à un double point de vue ; d'abord, en permettant l'envoi de livres français à tarif réduit, elles contribueront au développement de la culture française en Amérique; ensuite, en permettant , dans les mêmes conditions, l'envoi des catalogues et prospectus, elles rendront service au commerce français d'exportation.

M. LE PRESIDENT.- A ce propos, je signale les services rendus au commerce et à la culture français par la Maison du Livre . Grâce à cette organisation, nous allons battre l'Allemagne sur le marché de la librairie.

M. FRANCOIS MARSAL.- Excusez-moi d'apporter une note de pessimisme . Autrefois, c'était des maisons françaises qui éditaient les ouvrages de langue espagnole au Mexique. On constate aujourd'hui un recul très net de cette langue dans ce pays et nous sommes battus par les maisons d'édition américaines qui éditent des ouvrages de langue anglaise.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je signale qu'au cours de mon voyage au Brésil, l'an dernier, on s'est plaint de la profusion d'ouvrages immoraux en langue française et qu'on m'a déclaré que cela faisait le plus grand tort au développement de notre culture, en jetant une suspicion d'immoralité sur tous les ouvrages écrits dans notre langue.

PRIVILEGE D'EMISSION DE LA BANQUE DE L'AFRIQUE  
OCCIDENTALE FRANCAISE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier du projet de loi portant renouvellement du privilège d'émission de la Banque de l'Afrique Occidentale .

M. LEBRUN .....



M. LEBRUN, Rapporteur, donne lecture d'un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

M. FRANCOIS-MARSAL.- Je ne m'opposerai certes pas au vote de ce projet qui apportera des avantages considérables à nos colonies de l'Afrique occidentale, - et si j'avais quelques critiques à adresser, ce serait au Parlement que je les adresserais, car les retards apportés par lui à l'adoption de ce projet qui aurait pu être voté depuis au moins deux ans, privent nos colonies de la part que la convention passée avec la Banque de l'A.O.F. leur réserve dans les bénéfices réalisés par cet établissement.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est parfaitement exact.

M. FRANCOIS MARSAL.- Ce retard a fait perdre à l'Etat et aux colonies, des dizaines de millions. Ceci dit, je tiens à formuler deux observations :

La première concerne la limite d'émission imposée à la Banque. Etant donné qu'on a supprimé le plafond imposé à la Banque de France et qu'on l'a remplacé par un pourcentage minimum à observer entre l'engaisse métallique et le montant des billets en circulation, il semble qu'on aurait pu agir de même ici.

Ma seconde observation est de plus grande conséquence. Je n'aperçois pas qu'on ait prévu, dans les statuts de la Banque des garanties telles que le Contrôle de celle-ci ne puisse nous échapper. Sur les 70.000 actions dont se composera le capital de la Société, 20.000 sont réservées aux colonies; 24.000 aux porteurs des 12.000 actions anciennes et 14.000 seront émises en souscription publique. C'est donc 50.000 titres sur 70.000 qui seront hors du contrôle de l'Etat. Quels moyens avons-nous d'empêcher

qu'une .....



qu'une concentration brutale de capitaux ne s'empare de l'affaire. Je n'en diserne pas.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il en est au moins une, puisque la majorité des actions sera toujours entre des mains françaises.

M. FRANCOIS MARSAL.- C'est moins une main mise de capitalistes étrangers qu'une main mise de capitalistes français sur l'affaire que je redoute. Nous assistons depuis quelques années à des concentrations de capitaux brusques violentes et telles qu'avec moins de la moitié des actions libres, on peut s'assurer la majorité dans les assemblées ordinaires d'une Société ; car ce n'est pas les assemblées extraordinaires entourées d'une publicité suffisante qui sont dangereuses , mais les assemblées ordinaires.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- N'oubliez pas que dans la Société qui nous occupe, le Président du Conseil d'administration sera nommé par le Ministre des Colonies et qu'il aura le droit de veto contre toutes les décisions des assemblées d'actionnaires.

M. FRANCOIS MARSAL.- La vérité, c'est qu'il eût fallu accorder deux ou trois voix aux actions remises aux colonies .

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- N'oubliez pas, non plus que les actions seront obligatoirement nominatives.

M. FRANCOIS MARSAL.- Cela obligera à se plier à la formalité du transfert mais cela ne supprimera pas le danger que je signale. Il faut, en effet, bien se pénétrer de cette idée que les mœurs financières d'aujourd'hui ne sont plus du tout de qu'elles étaient avant la guerre.

Un dernier mot sur la coexistence d'un Président du  
Conseil .....



Conseil d'administration devant se consacrer entièrement à ses fonctions et d'un Directeur général . Comment seront-ils rémunérés.

Si vous voulez que le Président du Conseil d'Administration consacre toute son activité à la Banque et si vous voulez que ce soit ce que j'appellerai un Monsieur numéro 1 il faudra le payer très cher. Et également le Directeur Général.

Le projet prévoit que les traitements de l'un et de l'autre seront fixés par l'Etat; je crains fort qu'on ne fixe le traitement du Président à un chiffre tel que sa fonction ne constitue plus qu'une occupation pour fonctionnaire retraité .

M. SCHRAMECK.- Cela serait très fâcheux.

M. FRANÇOIS MARSAL.- Si vous voulez que ce soit vraiment un Président de Banque connaissant à fond son métier et s'y consacrant exclusivement, vous ne l'aurez pas à 60.000 francs par an.

M. SCHRAMECK.- Qu'est-ce qui empêche de lui en donner 200.000 ?

M. FRANÇOIS MARSAL.- Il me paraît difficile , dans une affaire de ce genre d'avoir, à la fois un Président à 200.000 francs et un Directeur à 200.000 francs.

En tout cas, mon désir est qu'on ne confie pas les fonctions de président à un fonctionnaire retraité ne connaissant rien aux questions de banque. Or, si nous voulons avoir, à la tête de l'établissement, un président et un directeur connaissant bien leur métier et se consacrant uniquement à leurs fonctions, il faut bien les payer.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Le siège social de la banque étant à Paris et son activité dans la colonie, il importe .....



importe qu'il y ait un Directeur dans celle-ci et un président à Paris. Je crois qu'il n'est pas difficile de trouver deux personnalités éminentes pour occuper ces postes et de les rémunérer complètement. Je tiens d'ailleurs à faire remarquer que l'emploi de directeur a été créé sur la demande de la Commission de la Chambre.

M. ROUSTAN.- Je suis de l'avis de M. FRANCOIS-MARSAL malgré ses imperfections, il faut voter la convention qui nous est soumise. Toutefois, je ne puis m'empêcher de remarquer que, depuis la date où cette Convention a été établie, soit 1925, bien des conditions ont changé. La convention stipule, par exemple, que la Banque devra consentir des prêts à l'agriculture au taux maximum de 6 %. Ce taux qui était très raisonnable à l'époque où l'on ne trouvait pas à emprunter à moins de 9 %, est maintenant excessif.

D'autre part, la convention stipule que l'Etat recevra 10.500.000 Frs sur les réserves de la Société. Ce chiffre correspondant à l'époque, à la moitié des réserves qui s'élevaient à 21 millions. Mais depuis, elles se sont enflées au point d'atteindre, au dernier bilan 32 millions c'est donc 16 millions et non plus 10 qu'en bonne justice l'Etat devrait recevoir. Sans modifier la convention, ne pourrait-on pas attirer sur ces points l'attention du Gouvernement et l'inviter à tâcher d'obtenir, de la Société, quelques compensations.

J'ajoute, que la prolongation du système actuel ferait perdre à la colonie des sommes telles qu'il vaudrait mieux passer condamnation sur les points que j'ai signalés plutôt que de maintenir le régime existant.

M. SCHRAMECK.....



M. SCHRAMMECK.- Le projet est de trop grande conséquence pour que nous puissions nous décider sur la simple lecture du rapport.

Des questions ont été soulevées qui méritent examen. D'autres, en particulier celle du mode de calcul des bénéfices -, sont dignes de retenir notre attention.

Je demande donc qu'on nous distribue des épreuves du rapport de M. LEBRUN et qu'on renvoie la suite de la discussion à une prochaine séance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. FRANCOIS MARSAL a exprimé des craintes ; je crois qu'elles sont vaines. En effet, le Président du Conseil d'administration, nommé par le Gouvernement, aura le droit de s'opposer à toutes décisions des Assemblées générales qui lui sembleraient contraires à l'intérêt de l'Etat.

M. FRANCOIS MARSAL.- Je souhaite que mes craintes soient vaines; elles ne sont, en tout cas', pas chimériques. Il suffit, en effet, que la Banque française d'Afrique et la Banque Commerciale s'entendent pour s'emparer du contrôle de l'affaire, elles auront la maîtrise de l'escompte en Afrique occidentale.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais, puisque c'est le Président, nommé par le Gouvernement, qui fixe le taux de l'escompte.

M. FRANCOIS MARSAL.- Il est évident qu'en théorie le Président peut tenir tête aux actionnaires et aux Administrateurs; mais, en fait, pas plus que le Gouverneur de la Banque de France n'a d'intérêt à vivre en mauvaise intelligence avec le Conseil de Régence, il n'aura d'intérêt à être perpétuellement en hostilité avec la majorité des actionnaires et le conseil d'administration.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Quant aux questions soulevées par M. ROUSTAN, je reconnais qu'il est fâcheux que la moitié des réserves accumulées depuis 1926 échappent aux colonies à qui en équité elles devraient revenir; mais est-il possible au Gouvernement d'obtenir sur ce point une modification de la convention, dans un délai très court ?

M. FRANCOIS MARSAL.- Impossible, car le délai ne dépend pas du Ministre. En admettant que le Conseil d'Administration lui accorde satisfaction, il faudra que sa décision soit ratifiée par une assemblée générale extraordinaire. Il est facile de ne pas répondre dans la proportion de 75 % du nombre total des actions à la première convocation. Une deuxième convocation sera alors nécessaire pour laquelle le quorum n'est plus que de 50 %. Réunira-t-on ce quorum ? Et finalement, l'assemblée ratifiera-t-elle la décision du Conseil d'Administration ?

M. JBANNENEY.- J'appuie la proposition de M. SCHRAECK. Il est impossible que nous ne prenions pas quelques jours pour examiner cette affaire si importante alors que, depuis près de trois ans, elle est en suspens, tant devant la Chambre que devant la Commission des Colonies du Sénat à qui elle avait été renvoyée, pour examen au fond.

Cela est d'autant plus nécessaire que des objections graves peuvent être adressées à la convention qu'on nous propose de ratifier. 24.000 actions nouvelles sont réservées aux porteurs des 12.000 actions anciennes à raison de 2 actions nouvelles pour une ancienne; si l'on veut bien songer que les actions anciennes, libérées de 125 francs seulement, cotent aujourd'hui 13.800 francs, on voit donc que le cadeau fait aux porteurs de ces actions peut être

évalué .....



évalué à une vingtaine de mille francs environ.

Or, en 1925, quand le projet fut déposé, les actions cotaient 5.000 francs. L'augmentation dont elles ont bénéficié est-elle le résultat d'une gestion habile ?

Peut-être, mais surtout de la continuation de clauses désavantageuses pour l'Etat. Il n'est donc pas excessif de dire qu'une répartition plus favorable pour l'Etat, des bénéfices de la banque pourrait être envisagée.

M. HERVEY.- L'argument tiré de la différence des cours entre 1925 et maintenant ne vaut pas, car cette augmentation n'est pas spéciale à la banque de l'A.O.F. Les actions de la Banque de l'Algérie qui valaient 6.000 francs à cette époque, en valent aujourd'hui, 18.000

M. HENRY BERENGER.- Et celles de la Banque de Paris sont passées de 700 à 5.200 francs. Il en est ainsi pour toutes les banques.

Je reconnais tout ce qu'il y a de fondé dans la réclamation formulée par MM. SCHRAECK et JEANNENEY. Mais si nous lui donnons satisfaction, nous allons causer de nouveaux retards à la mise en vigueur du statut nouveau de la Banque et prolonger le régime favorable à l'Etat dont M. JEANNENEY vient, justement, de se plaindre.

Ce qu'il aurait fallu, c'est, à l'imitation de ce que nous faisons pour le budget, commencer l'examen du projet concurremment avec la Commission des Colonies, sans attendre d'en être officiellement saisis.

M. LE PRESIDENT.- En tout cas, la responsabilité du retard ne saurait nous incomber, elle incombe toute entière à la Commission des Colonies, saisie pour examen au fond.

M. HENRY BERENGER.- Nous aurions cependant pu pousser

nos .....



nos travaux parallèlement à ceux de cette Commission.

M. JEANNENEY.- Cela n'eût pas été possible; l'avis ne doit pas porter sur le projet lui-même mais sur les conclusions de la Commission saisie pour examen au fond.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Quoi qu'il en soit, je tiens à faire remarquer que les principes généraux dont on s'est inspiré dans cette convention sont les mêmes que ceux qui ont présidé à la création de la Banque de Madagascar, et qui semblent devoir donner toute satisfaction.

M. SCHRAMECK.- Pardon ! pour la banque de Madagascar la situation n'était pas la même.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Non, en ce sens que cette banque a été créée de toutes pièces et qu'ici il y avait une organisation préexistante dont on ne pouvait pas ne pas tenir compte.

Mais déjà à dire que la Convention actuelle est mauvaise pour l'Etat, il y a un abîme.

J'ai fait faire des calculs sérieux desquels il ressort que si l'on admet que la Banque réalisera un bénéfice de 26 millions, la part revenant aux colonies sur ce bénéfice ne sera pas inférieure à 15 millions. Or, tant que se prolonge le système actuel, la colonie ne reçoit rien. On peut donc dire que tout mois de retard dans la mise en vigueur du nouveau régime lui fait perdre un million; si vous modifiez la convention, cela entraînera un retard qui ne sera pas inférieur à 6 mois. Je vous supplie donc de ne pas, pour des avantages aléatoires, faire perdre à la colonie des avantages certains.

Non, la convention n'est pas défavorable pour l'Etat représenté par la Colonie et même si vous voulez mon sentiment,

Je .....



je crois qu'on est allé un peu trop loin dans la voie de la sévérité envers la Banque, tout au moins pour les premières années.

M. LE PRESIDENT, pour appuyer les observations de M. le Rapporteur Spécial donne lecture d'une lettre de M. LEON PERRIER, Ministre des Colonies, en date du 28 Mars 1928, exposant les raisons qui militent en faveur d'une adoption immédiate du projet de loi.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je dois d'ailleurs ajouter, pour répondre à la critique formulée par M. HENRY BERENGER que le commentaire dont je vous ai donné lecture est composé et imprimé en épreuves depuis le mois de Juillet 1928. Le règlement ne me permettait pas de faire plus.

M. HENRY BERENGER.- L'observation que j'ai formulée ne s'adressait pas à vous, Monsieur le Rapporteur, elle constituait surtout une protestation contre le système qui, consistant à dessaisir la Commission des Finances de projets d'un caractère financier, au profit des Commissions techniques, aboutit en fait à paralyser le contrôle parlementaire.

M. FRANCOIS MARSAL.- M. le Rapporteur, se basant, - ce qui est normal, - sur les résultats antérieurs, a déclaré que la part revenant à la colonie dans les bénéfices serait de l'ordre de grandeur d'une quinzaine de millions.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Toutes choses supposées égales.

M. FRANCOIS MARSAL.- Vous avez tout à fait raison d'ajouter cette réserve. Il est en effet à présumer que les bénéfices de la Banque vont, tout au moins pour les premiers exercices, diminuer considérablement.

Ils diminueront par suite de la réduction considérable

des .....



des frais encaissés par la Banque pour le transfert des fonds entre la colonie et la métropole et par suite de l'atteinte que cette réduction, si paradoxal que cela puisse paraître, portera à la situation économique de la colonie.

Je m'explique.

Les commerçants métropolitains qui vendaient des produits à la colonie avaient intérêt, tant était élevé le courtage prélevé par la Banque pour les transferts de capitaux de la métropole à la colonie et inversement, à rapatrier le prix des produits vendus en marchandises qu'ils revendaient à Marseille.

En revendant ces marchandises avec 2, 3 et même 4 % de perte sur le prix auquel elles leur revenaient, ils réalisaient encore un bénéfice, puisqu'il leur aurait fallu payer à la Banque, pour le rapatriement de leurs capitaux un courtage qui atteignait jusqu'à 6 %.

Le taux élevé de ce courtage en obligeant les importateurs à se faire exportateurs jouait donc le rôle d'une prime à l'exportation. Cette prime disparaissant du fait de la réduction du prix des transferts de capitaux de la colonie à la métropole, c'est tout le commerce d'exportation et toute la production de l'A.O.F. qui vont se trouver atteints.

M. SCHRAMECK.- Je répète que nous ne pouvons pas statuer ainsi à la légère sur un projet de cette importance. Deux objections graves ont été formulées contre la convention qu'on nous demande d'approuver en bloc. Il me paraît difficile que nous ne soumettions pas ces objections au Ministre en lui demandant s'il n'envisage pas un moyen d'y donner satisfaction.

Pour défendre la Convention, M. le Rapporteur nous a

dit .....



qu'elle était calquée sur celle passée avec la Banque de Madagascar. Cet argument ne me convainc pas car je trouve la convention passée avec la banque de Madagascar beaucoup trop favorable pour cet établissement. S'il était besoin de le prouver, il suffirait de se reporter à la cote de la Bourse; on y verrait qu'en moins de 3 ans, les actions de la Banque de Madagascar sont passées de 500 à 3.000 francs.

M. LE PRESIDENT.- Je dois vous dire que M. le Ministre des Colonies a insisté auprès de moi pour que le projet fût voté sans modification, la semaine prochaine. Il voudrait pouvoir l'emporter lors du voyage qu'il fera en A.O.F., le mois prochain, comme le gage de la politique de réalisation que la France entend pratiquer à l'égard de ses colonies d'Afrique occidentale.

Si donc, la Commission désire l'entendre, il faudrait que ce fût demain, au plus tard.

M. HENRY BERENGER.- Ce serait en effet, le seul moyen de ne pas être accusé de faire de l'obstruction au profit des actionnaires. La proposition de M. le Président est donc des plus sages. Une bonne part du retard dont on se plaint aujourd'hui est imputable aux ministres successifs qui n'ont pas su exiger des commissions parlementaires qu'elles apportent plus de célérité dans l'examen du projet. Il appartiendra donc à M. le Ministre des Colonies de nous dire demain s'il estime pouvoir obtenir des améliorations à la convention ou si n'ayant pas d'espoir de ce côté, il veut que son projet soit voté rapidement.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- C'est en 1921 que le privilège de 20 années, concédé à la Banque expirait. A ce moment, on aurait dû établir et faire approuver une nouvelle convention; le Gouvernement jusqu'en 1925 n'a rien fait, puis le Parlement a perdu 3 ans à examiner la con-  
vention.....



vention passée en 1926. Pendant ces 9 années, on s'est contenté de prorogations successives. Il est temps d'en finir et d'établir enfin le régime définitif de la Banque de l'A.O.F. Cela est d'autant plus nécessaire que tous ces retards profitent à la Banque mais font perdre à la Colonie des sommes considérables.

M. JEANNENEY.- M. le Président nous propose d'entendre M. le Ministre des Colonies demain et de nous prononcer en suite de son audition. Je crains bien que demain, nous ne soyons pas beaucoup plus avancés qu'aujourd'hui.

J'ai présenté une observation relativement à la prime énorme dont les souscripteurs d'actions nouvelles vont bénéficier; il ne m'apparaît pas que M. le Rapporteur ait répondu à cette observation d'une façon péremptoire.

Puisqu'il semble bien que nous devons renoncer à l'espoir d'améliorer cette convention mauvaise; ne pourrait-on en limiter les effets mauvais en en limitant la **durée**. La convention a été conclue pour 20 ans, mais elle ne fixe pas le point de départ de ce délai. Ne pourrait-on décider que les 9 années de prorogation dont la Banque a bénéficié depuis l'expiration de sa précédente concession seront imputées sur les 20 années fixées pour la durée de la présente convention. J'ajoute que cette précision, ne modifiant pas les termes de la convention, ne nécessiterait pas le renvoi de celle-ci devant une Assemblée d'actionnaires et ne retarderait pas, par conséquent, la mise en vigueur du nouveau régime.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Cela me paraît contraire aux termes de l'article 2 des statuts de la Banque, annexés à la Convention.

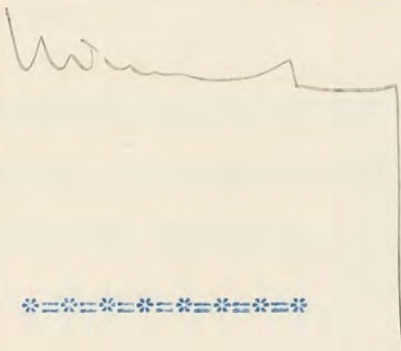
M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.-- Le débat est clos, demain, la Commission entendra M. le Ministre des Colonies et prendra sa décision.

La séance est levée à 18 heures 30.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

-\*-\*-

Séance du Jeudi 17 Janvier 1929

-----

La séance est ouverte à quatorze 30 , sous la présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents : MM. CLEMENTEL, CHARLES DUMONT. JEANNENEY. LEBRUN.  
CUMINAL. VICTOR PEYTRAL. MARIO ROUSTAN.  
SCHRAMECK. REYNALD. FRANCOIS SAINT MAUR.  
ABEL GARDEY. GALLET. JEAN PHILIP. FRANCOIS-  
MARSAL. PASQUET. FARJON. HENRY BERENGER.  
MILAN. BIENVENU-MARTIN. REBOUL. BRUGUIER.  
HERVEY. GENERAL STUHL. RAOUL PERET. PIERRE  
LAVAL. RIO.

-----

Projet de loi portant renouvellement du  
privilège de la Banque de l' A.O.F.

-----

M. MAGINOT, Ministre des Colonies , est introduit. Il est accompagné de M. KELLER, Chef de bureau au Ministère des Colonies, Commissaire du Gouvernement.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, avant de statuer définitivement sur le projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l' Afrique occidentale française, la Commission désire que vous lui donniez un apaisement et une explication.

Tout .....



Tout d'abord, la Commission veut avoir l'assurance que l'Etat et les Colonies intéressées garderont une prépondérance permanente dans la direction des affaires sociales et que le droit de veto reconnu au Président du Conseil d'administration par l'article 55 des statuts sera suffisant pour empêcher une mainmise, directe ou indirecte d'un groupement privé sur la direction de la Banque de l'A.O.F.

La Commission aurait désiré, d'autre part, - si une modification à la Convention qui lie la Banque de l'A.O.F. à l'Etat eut été possible sans entraîner de nouveaux retards préjudiciables aux intérêts du Trésor, que la Contribution de la Banque à la constitution du fonds de prévoyance prévu à l'article 2 de la Convention ait été fixé à un chiffre plus élevé, étant donné l'importance des bénéfices que la Banque a continué de réaliser depuis le dépôt, en 1926, du projet de loi sur le renouvellement du privilège.

Enfin, un de nos collègues désire savoir si vous accepteriez une modification au texte du projet portant sur la durée de la concession du privilège.

M. le Ministre des Colonies. - Avant tout je tiens à faire observer à la Commission que nous sommes en présence d'une situation provisoire qui se prolonge depuis 1921 et que cette situation provisoire très favorable pour les actionnaires l'est beaucoup moins pour les colonies de l'A.O.F. qui attendent depuis de trop longues années le bénéfice des avantages incontestables que leur assurera le régime nouveau.

Il y a donc un très gros intérêt à ce que le projet de loi qui vous est soumis ne subisse pas de nouveau retards.

Il a fallu plus d'un an pour obtenir de l'Assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'A.O.F. les quelques modifications aux statuts et à la Convention que demandait

la .....



la Chambre. Il en serait de même aujourd'hui si vous subordonniez votre ratification à de nouvelles modifications.

La Commission comprendra, dans ces conditions, que j'insiste pour une acceptation rapide et totale d'un projet de je ne suis pas l'auteur et dont j'aperçois toutes les imperfections, mais qui présente un avantage considérable par rapport à la situation actuelle.

Cette déclaration d'ordre général faite, je réponds aux questions qui me sont posées.

On redoute la mainmise, directe ou indirecte, d'un groupement privé sur la direction de la Banque de l'A.O.F. Cela me paraît là une crainte tout à fait vaine.

Sur 70.000 actions, les colonies n'ont, il est vrai, que 20.000 actions. Ce qui est loin de leur assurer la majorité des voix à l'assemblée générale, mais la situation est bien plus défavorable à la Banque de Madagascar où la Colonie n'a que 20 pour cent des actions et cette dernière banque n'en a pas moins toujours agi au mieux de l'intérêt général.

N'oublions pas que le Président du Conseil d'administration est nommé par le Gouvernement. C'est lui qui, en fait, dirigera le fonctionnement de la Banque.

Toute tentative d'accaparement des actions sera facilement éventée par le Président du Conseil d'administration puisque toutes les actions seront nominatives et il sera aisé de déjouer toutes les manœuvres de cette nature.

J'estime donc que rien ne peut nous faire redouter qu'un jour la Banque se trouve entièrement entre les mains d'un groupement privé qui la dirigerait.

J'ai déjà par avance répondu au début de mes explications à la 2ème question qui m'est posée.

Je .....



Je déplore avec certains membres de la Commission que la part des réserves qui devra être abandonnée par les actionnaires pour la constitution du fonds de prévoyance ne soit pas plus considérable. Mais toute modification de la Convention entraînerait de nouveaux retards, retards qui seront peut être inutiles puisque nous ne pouvons affirmer par avance que nous obtiendrons de l'Assemblée générale de la Banque des conditions plus favorables. Faut-il courir ce risque et prolonger encore pour au moins une année une situation que chacun s'accorde à reconnaître comme très préjudiciable pour la colonie ? Je ne le crois pas.

J'ajoute que la disproportion qui nous choque entre l'actif actuel de la Banque et le chiffre du versement au fonds de prévoyance est un peu factice.

Si les actions de la Banque ont monté en Bourse jusqu'au taux fabuleux de 13.000 francs ce n'est pas seulement par ce que les réserves ont augmenté par suite d'une gestion très prudente, mais aussi parce que les spéculateurs ont continué à espérer que le projet ne serait pas voté.

Je suis persuadé que le vote du projet déterminera une baisse sensible.

Au moment où la convention a été signée, la répartition entre les actionnaires et le fonds de prévoyance des réserves existantes était tout à fait juste. Ce n'est pas la faute du Gouvernement si le vote du projet a trainé et si la situation s'est modifiée.

Nous sommes liés par une convention. Il faut bien la respecter.

Un nouveau retard ne pourrait qu'aggraver la situation.

M. JEANNENEY.- Ne pourrions-nous pas réduire la durée de concession du privilège ?

M. LE MINISTRE.- Non, car nous nous heurtons toujours à la même .....



même difficulté . Il est urgent de voter le projet et la moindre modification nous obligeant à revenir devant l'Assemblée générale et la Chambre en qui entraînerait un retard d'au moins une année.

M. JEANNENEY.- La modification que je suggère n'affecterait en rien la convention , ni les statuts, Elle porterait seulement sur l'article 1er du projet.

M. LE MINISTRE .- L'article 2 des statuts parle de la durée de la Société .

M. JEANNENEY.- Oui, mais je ne désire rien changer à la durée de la Société qui peut très bien être prorogée de quarante ans à partir du 29 Juin 1921.

Ce que je voudrais voir réduire, c'est la durée de l'octroi du privilège. C'est à la fois juste, opportun et possible.

Je dis que c'est juste , car le privilège est expiré depuis le 29 Juin 1921 et l'on doit compter dans la période de 20 années qui représente la nouvelle concession les années durant lesquelles depuis 1921, la Banque a bénéficié de divers renouvellements temporaires . Alors que l'on devait concéder 20 ans en 1921, on ne doit plus aujourd'hui accorder que 11 ans.

Cette modification serait opportune , puisqu'elle réduirait au moins dans le temps, les avantages scandaleux accordés aux actionnaires par la Convention de 1926. Elle rapprocherait un peu le moment où l'Etat pourra négocier une convention plus favorable.

Ma proposition d'autre part est d'une exécution facile , car elle ne peut entraîner , par un retour à la Chambre, qu'un très léger retard dans le vote du projet.

En quelques jours, le Gouvernement peut obtenir de l'autre Assemblée le vote définitif.

M. le .....



M. le Ministre des Colonies.- La question n'est pas aussi simple . Ce n'est pas quelques jours que le projet modifié restera à la Chambre, mais certainement quelques mois.

Pendant ce temps, nos colonies de l'A.O.F. attendent avec impatience l'entrée en vigueur du régime nouveau qui leur permettra une meilleure organisation de l'Assistance médicale et du crédit agricole , en même temps qu'il leur donnera des facilités de crédits et des ressources nouvelles.

Que vais-je répondre à leurs représentants lorsque, dans quelques jours , je vais aller inaugurer le monument que la France reconnaissante a tenu à élever sur la terre d'Afrique à la mémoire de tous les soldats noirs morts pendant la grande guerre ?

On se plaint déjà des retards qu'a subi ce projet depuis qu'il est soumis au Parlement. On parle d'obstruction au profit des actionnaires contre les colonies ....

Il n'est pas possible que la Commission des Finances, qui a toujours eu une si exacte compréhension de l'intérêt général puisse prendre la responsabilité d'un pareil retard.

M. LE PRESIDENT.- Aucun reproche ne saurait être adressé à la Commission . Elle n'est saisie de la question que depuis le dépôt du rapport de la Commission des Colonies , le 30 Décembre dernier . Elle a donc fait diligence.

M. MILAN.- Ce n'est pas nous qui pouvons encourir le reproche de favoriser les actionnaires. C'est justement la réduction des avantages qui leur ont été consentis que nous recherchons.

M. LE MINISTRE.- Il n'a jamais été dans ma pensée d'incriminer la Commission pour laquelle j'ai le plus grand respect.

J'ai dit simplement que les colonies attendent avec impatience le vote du projet et que tout nouveau retard leur serait préjudiciable .

M. JEANNENEY.....



M. JEANNENEY.- M. le Ministre a invoqué tout à l'heure l'argument de la Banque de Madagascar.

Ce n'est pas une raison parce que nous n'avons peut-être pas examiné d'assez près les statuts de la Banque de Madagascar pour agir de même en ce qui concerne ceux de la Banque de l'A.O.F.

D'autant plus qu'avec cette façon de se retrancher derrière des précédents, on nous demanderait demain d'accepter des conditions semblables pour telle ou telle autre Banque, si nous avions l'imprudence de consentir à tout sans protester.

M. LE MINISTRE.- J'ai bien le droit de dire que ce qui est proposé pour la Banque de l'A.O.F. n'est pas une nouveauté, et que le Parlement a accepté des conditions analogues même moins favorables pour la Banque de Madagascar.

Il eût été pourtant plus facile de modifier les statuts de cette dernière puisque celle-ci était créée de tout pièce, tandis qu'on voudra bien reconnaître que dans la rédaction des statuts nouveaux de la Banque de l'A.O.F., il fallait bien que le Gouvernement tienne compte des intérêts très légitimes des actionnaires ayant constitué cette banque.

M. MARIO ROUSTAN.- Monsieur le Ministre que pouvez-vous faire pour donner satisfaction à nos préoccupations en ce qui concerne, d'une part le maintien de la Banque en dehors de l'emprise d'un groupement privé et d'autre part une répartition plus équitable des réserves tout en assurant le vote rapide du projet ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Pour vous donner satisfaction il faudrait modifier les statuts, d'où impossibilité d'un vote avant au moins un an.

M. MARIO ROUSTAN.- Ne pouvez-vous pas transmettre nos observations à l'assemblée générale et obtenir à très bref délai des conditions plus avantageuses ?

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- En toute sincérité, je ne peux pas .....



pas prendre un engagement que je sais ne pouvoir tenir.

Si nous revenons devant l'Assemblée générale des actionnaires et devant la Chambre, on peut compter au minimum un retard de dix mois.

M. MARIO ROUSTAN.- Alors, Monsieur le Ministre, je ne sais pas si nous pourrions voter le projet . La convention laisse aux actionnaires beaucoup trop d'avantages.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Si vous ne votez pas le projet vous ferez le jeu des actionnaires, ils ne demandent pas autre chose et vous irez au devant de leurs désirs.

Je vous le dis franchement: il faut sortir à tout prix de la situation anormale dans laquelle nous nous trouvons et qui ne profite qu'aux actionnaires .

Tout vaudrait mieux que le maintien du "statu quo" ! , Or, remarquez le bien, le projet qui vous est soumis , s'il ne mérite peut-être pas tous les éloges que lui adresse M. le Rapporteur de la Commission des Colonies ....

M. JEAN PHILIP.- J'ai fait aussi de sérieuses réserves.

M. LE MINISTRE.- .... ce projet - dis-je - n'en réalise pas moins un progrès très considérable par rapport à la situation antérieure.

Je dis cela sans aucun amour propre d'auteur puisqu'il a été rédigé par mes prédécesseurs et que je l'ai trouvé tel quel dans leur succession.

Trois Ministres des Colonies avant moi l'on approuvé : MM. DELADIER, André HESSE et Léon PERRIER . N'est-il pas temps de conclure.

M. SCHRAMECK.- J'aurais bien des critiques à formuler contre la convention . Je me borne à demander des explications sur le sens qu'il faut donner à l'article 31 des statuts.

Si j'ai .....



Si j'ai bien compris ce texte, un intérêt de 8 % sera versé aux actionnaires. Cet intérêt sera-t-il calculé sur la valeur nominale des actions ou bien sur le capital effectivement souscrit.

M. LE MINISTRE.- Sur le capital effectivement souscrit.

M. SCHRAMECK.- L'intérêt de 8 % doit aussi être payé sur les primes. Qui payera ces primes ?

M. LE MINISTRE.- Les souscripteurs des 14.000 actions nouvelles seulement.

M. SCHRAMECK.- A côté de cet intérêt statutaire de 8 % payable sur le capital et sur les primes le § b parle d'un intérêt également de 8 %, payable sur le fonds de prévoyance.

Que faut-il entendre par là? Il y a donc un intérêt statutaire et un autre intérêt, qui pour être d'un taux égal, paraît moins bien garanti.

Cette seconde catégorie d'intérêt est-elle réservée aux anciens actionnaires ? Sur quelle base cet intérêt sera-t-il calculé ?

Tout dans cet article paraît, comme à dessein, être enveloppé de mystère.

M. FRANCOIS MARSAL.- Je suis d'accord avec M. le Ministre des Colonies sur la nécessité de voter le projet et de le voter sans retard.

Tout vaut mieux que le régime actuel. Je voterai donc purement et simplement le texte qui nous vient de la Chambre, je ne déposerai aucun amendement et je ne prendrai pas la parole en séance pour signaler les dangers de la Convention passée avec la banque de l'A.O.F. Et pourtant ces dangers m'apparaissent comme très graves.

J'ai signalé hier que la direction de la Banque peut parfaitement .....



tement être accaparée par un groupement financier quelconque puisque les intérêts généraux ne seront représentés à l'Assemblée générale que par 20.000 actions sur 70.000

M. LE MINISTRE.- J'ai montré tout à l'heure qu'il ne s'agit là que d'un danger purement hypothétique. Les actions sont nominatives . Il ne serait pas facile de les accaparer.

M. FRANCOIS MARSAL.- Monsieur le Ministre, rien n'est plus facile . C'est une opération que je me ferais fort d'effectuer en 24 heures.

Le risque d'accaparement n'est donc pas une chimère. Il existe. Si cet accaparement est fait par des financiers français , il n'y aura là que demi mal car cela ne changera pas l'orientation de l'activité de la banque. Mais que se passera-t-il s'il se fait au bénéfice de groupements étrangers?

M. LE MINISTRE.- C'est impossible. L'article 34 des statuts prévoit que "nul actionnaire non français ne peut faire partie de l'Assemblée générale s'il n'a son domicile depuis cinq ans au moins en France ou dans une colonie française ". Plus loin le même article dispose qu'"il est dressé une liste des actionnaires ; elle énonce leurs noms, domicile et le nombre d'actions dont chacun d'eux est propriétaire ".

Le Président du Conseil d'Administration usera de cet article pour déjouer des manoeuvres du genre de celles que redoute M. FRANCOIS MARSAL.

M. FRANCOIS MARSAL.- Il est enfantin de prétendre empêcher avec de pareilles précautions des entreprises comme celles que nous voyons hélas ! réussir par des sociétés comme la Berliner Handels Gesellschaft.

Ne nous payons donc pas de mots. Sachons bien ce que nous votons. Rien dans la convention préparée ne met la Banque de

l'A.O.F. ....



l'A.O.F. à l'abri d'une main-mise directe ou indirecte d'un groupement privé qui pourrait être un groupement étranger.

Si j'insiste sur ce point, c'est pour que l'on ne nous soumette jamais plus des conventions rédigées aussi légèrement.

Demain nous aurons à renouveler le privilège d'autres banques coloniales. Profitons de cette expérience pour faire mieux que ce que nous faisons aujourd'hui.

Ce sera d'autant plus nécessaire que lorsque nous ferons le statut nouveau de la Banque de l'Indo-Chine, nous aurons à parer à des dangers d'accaparement encore beaucoup plus graves que lorsqu'il s'agit de la Banque de l'A.O.F.

Quelle proie pour des financiers, et surtout pour des groupements étrangers, qu'un établissement comme la Banque de l'Indo-Chine ? Nous aurons le devoir impérieux quand nous établirons les nouveaux statuts de cette dernière de ne laisser aucune possibilité de concentration des pouvoirs sans assurer le contrôle de l'Etat français.

On a parlé tout à l'heure des réserves. J'estime que la part faite aux actionnaires est trop belle, mais je ne veux pas insister sur cette question puisque nous ne pouvons rien changer à la Convention de 1926.

Mais je reviens au point spécial soulevé tout à l'heure très judicieusement par M. SCHRAMECK et qui appelle quelques précisions.

Comment sera calculé l'intérêt statutaire de 8 % ?  
Il y a trois sortes d'actions.

1<sup>e</sup> Catégorie : les actions souscrites par les colonies.  
Elles seront de 500 francs, libérées du quart, soit 125 francs  
Elles recevront l'intérêt de 8 % sur 125 francs.

2<sup>e</sup>.....



2<sup>o</sup> catégorie.- Les actions réservées aux anciens actionnaires .- Il n'a pas été précisé si, en plus de l'intérêt de 8 % sur le capital effectivement versé, soit 125 Francs, elles ne recevraient pas sur le fonds de réserve un intérêt spécial.

3<sup>o</sup> Catégorie.- Les nouvelles actions souscrites moyennant une prime de 500 francs qui recevront un intérêt de 8 % . Sur la prime de 500 Fr. le capital versé 125, soit sur 625 francs.

Nous aurons ainsi des titres d'une même Société qui auront des coupons conférant des droits différents.

Je n'ai jamais vu cela. C'est contraire à la loi de 1867.

M. RAOUL PERET.- Oui l'égalité entre actionnaires d'une même Société est un principe absolu.

M. LE MINISTRE.- Comment peut-on faire autrement puisque les versements sont inégaux ?

M. FRANCOIS MARSAL.- Jamais, dans aucune Société, le capital versé à titre de prime de souscription ne donne droit à un intérêt.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général,- Si je comprends bien l'art. 31 des statuts, les nouveaux actionnaires auront droit à un intérêt de 8 % sur la prime qu'ils auront versée.

C'est ce que dit le § c " : Un intérêt de 8 % l'an sur les primes effectivement versées par les actionnaires lors des augmentations du capital".

D'autre part, les anciennes actions qui ont contribué à constituer le fonds de prévoyance recevront d'après le § b, un intérêt de 8 % sur ce fonds .

Ceci dit, je tiens à indiquer ma position dans ce

débat .....



débat.

Comme M. FRANCOIS MARSAL, le voterai le projet, mais je ne le ferai pas parce qu'il faut sortir d'une situation provisoire désastreuse pour la colonie.

Mais je déplore la maladresse que l'on a commise en fixant à une somme déterminée le prélèvement à effectuer sur les réserves pour la constitution du fonds de prévoyance alors qu'il aurait fallu indiquer simplement un pourcentage.

Rien ne justifie la part si large laissée aux actionnaires sur des réserves dont l'importance résulte bien moins d'une gestion prudente que du développement des affaires coloniales, dûs aux sacrifices consentis par l'Etat français.

Je ne propose pas de modification à la Convention pour ne pas favoriser encore par un nouveau retard un mouvement spéculatif sur la hausse des actions de la Banque, mais je demande à M. le Ministre d'envisager s'il ne serait pas possible d'accepter l'amendement de M. JEANNE-NEY.

Je lui demande aussi d'user très strictement de tous les pouvoirs de contrôle qui lui sont conférés par les statuts et d'interpréter le plus largement possible la convention dans l'intérêt de l'Etat.

Il n'est pas douteux qu'en 1926, au moment où la Convention a été signée, le prélèvement de 10.500.000 francs prévu sur les réserves représentait à peu près exactement la moitié de ces réserves. Le Gouvernement ne pourrait-il pas obtenir de la Banque une interprétation conforme .....



conforme aux volontés des négociateurs de la Convention de 1926, c'est-à-dire de faire la répartition du fonds de réserve par parties égales: moitié au fonds de réserve, moitié aux actionnaires ?

M. LE MINISTRE.- Je veux bien essayer, mais sans aucune chance de succès. Nous sommes liés par un engagement formel qui limite à 10.500.000 francs le prélèvement sur les réserves pour le fonds de prévoyance. L'Assemblée générale des actionnaires se retranchera derrière ce texte.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La part faite aux actionnaires est assez belle puisqu'on leur laisse se répartir une grande partie des réserves.

On peut avoir des arguments pour les inviter à un peu de modération.

M. FRANCOIS MARSAL.- Je reviens sur la question des intérêts qui serait encore plus grave que je ne l'indiquais tout à l'heure si l'interprétation de M. le Rapporteur Général était exacte.

Nous aurions donc 3 catégories d'actionnaires .

1° - Ceux qui n'ont rien risqué dans l'affaire et qui arrivent après le succès , - je veux parler des nouveaux souscripteurs (14.000 actions ) ; ceux <sup>ci</sup> recevront un intérêt statutaire de 8 % sur 625 francs par action.

2° - les pauvres anciens actionnaires qui eurent il est vrai, le mérite de créer la Banque , mais qui n'ont gagné que 13.000 francs par action de 125 francs. Ceux-ci toucheront peut-être le même coupon que les premiers, mais par le jeu d'une disposition étrange qui majorera l'intérêt du capital d'un intérêt sur le fonds de prévoyance

3°.....



3° - Enfin, les parents pauvres, les Colonies. Celles-ci ne recevront qu'un intérêt de 8 % sur 125 francs par action.

J'ai montré plus haut que les colonies n'auraient aucune action sur le fonctionnement de la Banque parce qu'elles sont très loin de posséder la majorité à l'Assemblée générale. On voit qu'elles n'auront ni argent, ni contrôle.

Il m'est pénible après une pareille constatation d'être obligé de redire, comme je l'ai fait au début, que je voterai le texte proposé.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Vous oubliez trop, Monsieur FRANCOIS MARSAL, tous les avantages que les Colonies vont retirer du projet : redevance sans intérêt de 10 millions en faveur de l'assistance médicale et de l'agriculture; avance à taux réduits de 5 millions en faveur du crédit agricole, redevance à la circulation.

M. FRANCOIS MARSAL.- Tout cela n'a rien à voir avec la situation faite aux colonies en tant qu'actionnaires,

On leur fait une situation tout à fait défavorisée qui se justifie d'autant moins que les actionnaires sont traités par ailleurs d'une manière scandaleusement avantageuse.

M. LE MINISTRE.- Je répète que le projet institue pour les Colonies de l'A.O.F. un régime extrêmement favorable. Cela n'a jamais été contesté et ne peut pas l'être. On paraît l'oublier dans cette discussion.

M. FRANCOIS MARSAL.- Ce que nous ne pouvons oublier, c'est que la Convention attribue aux actionnaires un droit de souscription pour deux actions au pair. C'est inadmissible quand il s'agit d'actions qui ont atteint le taux fabuleux de 13.000 francs. Je n'ai jamais vu agir ainsi pour aucune autre société.

M. JEANNENEY.....



M. JEANNENEY.- Voilà le véritable scandale. Le Gouvernement aurait dû se préoccuper de cette question depuis 1926 et modifier la convention.

La hausse des actions constitue un fait nouveau qui légitimait une modification.

M. LE MINISTRE.- Le retard apporté par le Parlement au vote du projet de ratification ne peut être imputable au gouvernement.

Que la convention soit critiquable sur bien des points, je ne le conteste pas. Mais le moindre mal c'est encore de la voter.

M. LE PRESIDENT.- La convention date de 1926. Elle n'aurait pas soulevé la plupart des critiques - d'ailleurs fort justes - qu'elle soulève aujourd'hui si elle avait été discutée tout de suite.

M. LE MINISTRE.- Voilà la vérité. Tout retard nouveau ne ferait qu'aggraver la situation.

M. VICTOR PEYTRAL.- Si j'ai bien compris, les anciens actionnaires vont recevoir : 1° un intérêt de 10 francs sur le capital de 125 francs versé par eux. 2° un intérêt supplémentaire sur le fonds de prévoyance qui, par assimilation avec l'intérêt attribué aux nouveaux actionnaires sur la prime de 500 francs versée par eux, sera calculé sur une sorte de versement fictif de 500 francs ; soit 40 francs =  $40 + 10 = 50$ .

Les anciens actionnaires vont-ils recevoir 50 francs à titre d'intérêt annuel pour un versement de 125 francs ? Vont-ils recevoir, en d'autres termes, un intérêt annuel égal à 40 % de leur capital ?

M. ALBERT LEBRUN.....



M. ALBERT LEBRUN. Rapporteur.- Je ne crois pas que l'article 31 des statuts attribue un intérêt sur les primes.

Le § c dispose que "un intérêt de 8 % l'an sera payé sur les primes effectivement versées par les actionnaires lors des augmentations de capital".

Il est question des augmentations de capital futures et non pas des primes exigées des souscripteurs aux 14.000 actions nouvelles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Reprenons le texte que vient de lire M. LEBRUN. Il parle de "primes versées lors des augmentations de capital". Or l'émission des 14.000 actions nouvelles est bien une augmentation de capital. La souscription de ces actions est subordonnée à des primes. Donc c'est bien ces primes que vise le § c de l'article 31.

M. FRANCOIS MARSAL.- Cette interprétation me paraît rigoureusement exacte. Comme je le disais tout à l'heure, il y aura en fait trois catégories de titres donnant des revenus différents ce qui est contraire à la loi de 1867.

Je me demande, dans ces conditions, comment fera le syndic des agents de change lorsqu'il voudra inscrire une cote unique pour un pareil titre ?

M. VICTOR PEYTRAL.- Je répète ma question. Est-il exact qu'un actionnaire pourra recevoir 40 % de la valeur de son capital, sous forme d'intérêt annuel ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il ne faut pas se baser exclusivement sur le capital versé pour calculer ce que devra recevoir un ancien actionnaire. N'oublions pas qu'il conserve un droit de propriété sur le fonds de prévoyance qu'il a contribué à constituer. C'est ce qui explique et justifie dans une certaine mesure la disproportion entre l'intérêt payé et le capital souscrit.

M. PASQUET.....



M. PASQUET.- Comment va-t-on organiser la souscription aux 14.000 actions nouvelles ? Qui pourra devenir actionnaire ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- Il vient d'être donné plusieurs interprétations de l'article 31. A mon tour, je demande la permission de donner la mienne.

Le § c ne vise pas les primes qui vont être demandées aux souscripteurs des 14.000 actions nouvelles, mais seulement les primes qui pourront être exigées lors des augmentations de capital futures.

N'oublions pas en effet, qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de l'augmentation du capital de la Banque actuelle, mais bien de la constitution d'une nouvelle société. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux articles 1 et 4.

Toutes les actions seront sur le même pied en ce qui concerne l'intérêt. Toutes (anciennes, nouvelles réservées aux anciens actionnaires, nouvelles placées dans le public, actions des colonies) recevront 8 % d'intérêt sur le capital effectivement versé.

Que signifie le § b ?

Il vise la répartition aux actionnaires d'un intérêt de 8 % sur le fonds de prévoyance; chaque actionnaire, recevra donc, en vertu de ce texte une part correspondante à l'intérêt à 8 % du capital de 17.500.000 divisé par le nombre total des actions.

L'intérêt à 8 % sera calculé sur le montant total du fond de prévoyance et repartit aux actionnaires - à tous les actionnaires y compris les colonies - au prorata de leurs actions.

Il y aura donc égalité complète de revenu entre les

diverses.....



diverses actions. Toutes pourront être l'objet d'une cotation unique à l'exception toutefois des 20.000 actions des colonies qui, étant inaliénables, ne peuvent être cotées en Bourse.

M. FRANCOIS MARSAL.- Je remercie M. le Commissaire du Gouvernement de son interprétation ingénieuse d'un texte qui paraissait un peu sibyllin.

Je reconnais que cette interprétation fait tomber une partie des critiques que j'avais présentées tout à l'heure. Mais comme l'article 31 n'est pas clair, il sera nécessaire de l'expliquer à la tribune pour éviter ensuite des surprises.

M. LE RAPPORTEUR.- Je préciserai ce point lors de la discussion et je demanderai à M. le Ministre de confirmer l'interprétation que je donnerai dans le sens qui vient d'être indiqué.

M. LE MINISTRE.- Nous sommes tout à fait d'accord.

M. SCHRAMECK.- Je suis heureux d'avoir obtenu cette explication. Elle répond tout à fait à ce que je souhaitais.

M. PASQUET.- J'ai posé tout à l'heure une question. Comment pourra-t-on souscrire aux 14.000 actions nouvelles ?

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- L'article 1 § 3 des statuts dispose que "les 14.000 actions réservées aux nouveaux souscripteurs seront émises avec une prime de 500 Frs. Elles seront mises en souscription publique et réservées de préférence aux habitants des colonies et territoires dans lesquels la Banque exerce son privilège, les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal ne seront réduites que si leur montant total dépassait l'émission et dans ce cas, la réduction sera effectuée au prorata des demandes".

M. PASQUET.....



M. PASQUET.- Mais dans la pratique, comment procéderait-on ?

M. MILAN.- Cette question est très importante. Les actions sont extrêmement avantageuses et tout le monde va se les disputer. Il ne faudrait pas que cette souscription donne lieu à un scandale.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Vous avez entendu la lecture du texte que vient de faire le Commissaire du Gouvernement. Ce texte nous l'appliquerons comme c'est notre devoir.

M. MARIO ROUSTAN.- Sans doute. Mais il faut aussi que vous l'interprétiez de la manière la plus large.

Il me semble par exemple qu'il serait juste de favoriser parmi les coloniaux, les pionniers de la première heure. Pour cela, il faudrait tenir compte du temps passé dans la colonie et servir les premiers ceux qui peuvent justifier du séjour le plus long.

M. PIERRE LAVAL.- Puisque les actions qui vont être émises sont si avantageuses, pourquoi ne pas les réserver aux colonies elles-mêmes ? L'intérêt général y gagnerait et on éviterait ainsi toute injustice et tout scandale dans la répartition de ces actions.

M. LE MINISTRE DES COLONIES.- Pourquoi y aurait-il un scandale ? Ce n'est pas la première fois que des titres semblables sont offerts au public.

M. FRANÇOIS MARSAL.- C'est déjà un scandale, mon cher ministre, que l'on offre pour 625 francs seulement un titre qui vaut 13.000 francs en bourse.

M. LE MINISTRE.- C'est un cours exceptionnel. Il y aura une baisse sensible.

M. FARJON.- Un simple calcul basé sur la valeur de l'affaire fait ressortir qu'après émission des nouvelles actions.....



actions, les 70.000 actions qui formeront le capital de la nouvelle banque vaudront au minimum 2.430 francs.

M. FRANÇOIS MARSAL.- Je remercie M. FARJON de ce renseignement qui confirme ce que je disais.

Puisqu'il suffira d'un versement dérisoire de 625 francs pour obtenir un titre valant au moins 4 fois plus, tout le monde voudra faire une opération aussi avantageuse.

Il est donc très important que le Gouvernement prenne des mesures pour que la souscription soit honnête et loyale,

M. VICTOR PEYTRAL.- C'est-à-dire pour que l'homme de la rue puisse en profiter.

M. FRANÇOIS MARSAL.- Ce n'est pas tout à fait à cela que je pense : Vous allez le constater.

Ce que je voudrais, c'est que le Gouvernement prit le parti très sage d'employer pour la souscription le système horaire.

A telle heure, les guichets seront ouverts et les souscriptions seront reçues dans l'ordre d'arrivée. Quand les 14.000 actions seront souscrites, les guichets seront fermés.

Eh bien ! Monsieur le Ministre, je vous donne l'assurance que si, comme par hasard, le premier souscripteur qui se trouvera au guichet au moment de l'ouverture est un fonctionnaire chargé d'acheter les 14.000 actions, soit pour les colonies, soit pour le Gouvernement général de l'A.O.F., soit pour l'Etat français, personne ici ne songera à vous interpellier pour cela, bien au contraire. Pour ma part, je vous féliciterais de ce geste.

M. REBOUL.- Pour plus de sûreté, je déposerai un amendement pour obliger le gouvernement à agir ainsi.

M. FRANÇOIS MARSAL.- Mais, non, mon cher Collègue. Il vaut beaucoup mieux ne pas parler de cela et le faire.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- Je suppose que dans une pareille hypothèse les colonies ou le Gouvernement général devraient conserver les actions ainsi acquises ?

M. FRANCOIS MARSAL.- C'est là ce que je voudrais à la fois pour réserver aux colonies le bénéfice de l'opération et surtout pour leur donner le contrôle sur la banque. Elles détiendraient alors 34.000 actions sur 70.000, ce serait véritablement la majorité assurée.

On s'étonnera peut être de mon insistance à vouloir établir le contrôle de l'Etat sur la Banque de l'A.O.F.. Cela paraît contraire à mes principes, mais je suis convaincu que c'est là une nécessité.

Monsieur le Ministre, si vous n'avez pas l'argent nécessaire pour acheter ces 14.000 actions, demandez nous des crédits. Nous vous donnerons tout ce qu'il faudra. Mais, je vous en prie, ne laissez pas passer cette occasion unique.

M. MILAN.- J'approuve entièrement tout ce que vient de dire M. FRANCOIS MARSAL.

M. le COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- Malheureusement le § 3 de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention ne permet pas au Gouvernement de se réserver les 14.000 actions.

Il dit formellement, en effet, que ces 14.000 actions "seront mises en souscription publique et réservées de préférence aux habitants des colonies et territoires dans lesquels la Banque exerce son privilège".

Ce texte avantage donc non pas les colonies, mais les coloniaux.

M. FRANCOIS MARSAL.- Le Gouvernement général de l'A.O.F. est un habitant des colonies. Il peut donc souscrire, et, s'il arrive le premier dans une souscription organisée avec le système horaire, il peut souscrire aux 14.000 actions.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.....



M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- Le système horaire ne peut pas être établi puisque le système de répartition des demandes est établi d'ores et déjà par la Convention.

Il est dit à la fin du § 3 de l'article 1<sup>er</sup> que "les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal ne seront réduites que si leur montant total dépassait l'émission et, dans ce cas, la réduction sera effectuée au prorata des demandes".

M. FRANCOIS MARSAL.- Alors la convention est encore plus mauvaise que je ne croyais.

M. PIERRE LAVAL.- Si le Sénat était très exactement mis au courant des débats qui viennent de se dérouler ici, je suis bien sûr que le projet de loi ne serait pas voté.

En ce qui me concerne, je ne le voterai que si on me donne l'assurance que les bénéficiaires en seront l'Etat ou les colonies.

M. LE RAPPORTEUR.- Monsieur le Ministre croit-il que cela soit possible dans l'état actuel des textes qui lient le Gouvernement.

M. LE MINISTRE.- Non, je ne peux pas prendre un engagement que je ne suis pas sûr de pouvoir tenir.

Permettez-moi, en terminant, de faire observer que l'on a beaucoup trop négligé au cours de cette discussion les avantages considérables que l'Etat et les Colonies vont retirer de l'application de la nouvelle convention.

Je sais que M. le Rapporteur vous a donné hier à ce sujet toutes les indications nécessaires. J'ajouterai simplement ce renseignement qui me paraît de nature à faire oublier quelques inconvénients de la Convention.

Le dernier exercice de la Banque a fait ressortir un bénéfice.....



bénéfice de 14.500.000 Frs. Si la nouvelle convention avait été envigueur ce bénéfice aurait été réparti dans les conditions suivantes :

Réserves	:	1.500.000 francs
Personnel	:	600.000 -
actionnaires (anciens et nouveaux ) 3.528.000 francs		
Etat et Colonies : 8.831.000 francs.		

Y a-t-il , Messieurs, un autre statut de banque qui assure à l'Etat des avantages semblables ? Pour ma part je ne le crois pas et c'est pour cela que je vous demande instamment de ne pas retarder encore la mise en application d'un régime aussi favorable pour la collectivité.

(M. le MINISTRE DES COLONIES et M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT se retirent).

M. JEANNENEY.- Plus nous étudions la Convention, plus ses faiblesses nous apparaissent : insuffisance de contrôle de l'Etat, part trop considérable laissée aux actionnaires dans la répartition des réserves, privilège de souscrire deux nouvelles actions donné aux anciens actionnaires, tout cela est critiquable.

Ce qui me choque le plus, ce qui constitue un véritable scandale, c'est le chiffre ridicule de la prime d'émission : 500 francs pour une action cotée 13.000 !

Dans ces conditions, il est bien évident que la répartition de titres aussi avantageux soulèvera des protestations et engendrera des mécontentements et des injustices.

Cependant, je reconnais que nous ne pouvons plus risquer un nouveau retard pour faire modifier la Convention. Revenir devant l'Assemblée générale des actionnaires est impossible.

Mais, je persiste à croire que nous pouvons diminuer

la.....



diminuer la durée de concession du privilège sans rien toucher à la Convention. Cette modification n'affecterait que le projet de loi. Elle n'entraînerait qu'un retour à la Chambre qui, si le Gouvernement le voulait bien ne causerait pas un très gros retard.

A ce propos, je tiens à protester contre l'argument invoqué tout à l'heure par M. le Ministre des Colonies pour nous détourner de renvoyer le projet à la Chambre. Il a parlé d'obstruction.... J'ai assez confiance dans l'autre Assemblée et dans les institutions républicaines pour ne rien redouter du jeu normal du régime parlementaire.

C'est notre devoir d'apporter au projet toutes les améliorations possibles et de convier la Chambre à nous suivre dans cette voie. Quelques semaines suffiraient pour réaliser l'accord entre nous.

Je propose donc un amendement tendant à substituer à l'article 1<sup>er</sup> les mots "onze années" aux mots "vingt années".

Les inconvénients de la Convention se trouveront ainsi réduits dans le temps et nous pouvons espérer dans onze ans obtenir de meilleures conditions.

Dans une pareille question, nous avons le devoir impérieux de prendre nos responsabilités. En vous proposant cet amendement, je prends les miennes.

M. LE RAPPORTEUR.- Je n'aperçois pas les avantages qui résulteraient de l'adoption de l'amendement de M. JEANNENEY.

Si nous jugeons que la Convention est désavantageuse, refusons de la ratifier. Si nous pensons, au contraire qu'elle réalise une amélioration, approuvons la et appliquons la franchement dans les conditions où elle a été signée.

M. JEANNENEY.- M. le Rapporteur ne voit pas les conséquences.....



j)

séquences de mon amendement. Il est pourtant clair que celui-ci réduit de moitié les avantages conférés aux souscripteurs et aux actionnaires.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est une solution moyenne, donc c'est une solution illogique et défectueuse.

Le régime que nous faisons est très avantageux pour l'Etat et la Colonie, si avantageux même que nous ne pourrions pas espérer l'améliorer encore.

Cela est incontestable. Je l'ai démontré hier, et M. le Ministre l'a illustré tout à l'heure d'une manière frappante en montrant quelle aurait été la répartition des bénéfices de l'exercice 1923 sous le régime nouveau.

Puisqu'il en est ainsi, pourquoi ne pas laisser sa durée normale de 20 années à un pareil régime ?

En réalité ce que veut M. JEANNENEY, c'est essayer d'une manière détournée de reprendre quelque chose de plus aux actionnaires. Ce n'est pas juste. Si les bénéfices à répartir sont considérables c'est parce que l'administration de la Société a été très prudente.

Les actionnaires auraient pu tout se répartir en dividendes et superdividendes. Pourquoi les pénaliser en quelque sorte pour les punir d'avoir été économes et prévoyants ?

M. MILAN.- C'est exact. Mais ce qui est inadmissible c'est que l'on fasse aujourd'hui une situation aussi avantageuse aux souscripteurs des 14.000 actions nouvelles ?

M. LE RAPPORTEUR.- Je le déplore avec vous, mais qu'y pouvons-nous ? L'amendement de M. JEANNENEY ne change rien à cela.

Alors votons le projet. Nous aurons du moins le bénéfice du régime nouveau pour l'Etat et les colonies de l'A. O.F.

M. MILAN.....



M. MILAN.- Je ne récrimine pas contre le sort fait aux anciens actionnaires. Leur situation n'a rien d'anormal. Mais je ne conçois pas que l'on fasse une situation aussi avantageuse aux actionnaires nouveaux.

Qui seront ces actionnaires ? Des banquiers ou des privilégiés. De toute façon l'émission de ces 14.000 actions donnera lieu à un scandale et c'est pourquoi je ne voterai pas le projet.

Je ne voterai pas non plus l'amendement de M. JEANNENEY qui me paraît tout à fait inefficace.

M. MARIO ROUSTAN.- Je suis préoccupé de ne pas retarder encore la ratification de la convention. Je me demande si l'amendement de M. JEANNENEY ne va pas prolonger pendant de longs mois encore le régime provisoire qui n'est avantageux que pour les actionnaires.

M. FRANCOIS MARSAL.- Si l'amendement était adopté, est ce que le texte tout entier serait renvoyé à la Chambre ou bien seulement l'article 1<sup>er</sup> modifié ?

M. LE PRESIDENT.- La Chambre pourrait recommencer la discussion sur le projet tout entier. Le règlement est formel.

M. SCHRAMECK.- Je constate que la convention nouvelle fortifie et perpétue une situation trop avantageuse pour les actionnaires. Ceux-ci, en effet, conservent en réalité la propriété de la totalité des réserves puisqu'ils reçoivent un intérêt à 8 % sur la part qu'ils laissent au fonds de prévoyance.

Dans ces conditions, je ne voterai pas le projet.

M. VICTOR PEYTRAL.- Pour moi, toutes les actions nouvelles, aussi bien les 24.000 réservées aux anciens actionnaires que les 14.000 qui doivent être offertes au public, doivent revenir à l'Etat ou aux Colonies.

C'est.....



C'est la seule solution honnête; c'est aussi la seule pratique.

L'amendement présenté par M. JEANNENEY n'est qu'un remède très anodin.

Je propose un remède plus radical, c'est-à-dire un amendement à la convention réservant toutes les actions nouvelles aux colonies ou à l'Etat.

M. FRANCOIS MARSAL.- Ne serait-il pas possible, sans modifier la convention, d'attribuer une voix triple à chacune des 20.000 actions réservées aux Colonies ?

M. LE RAPPORTEUR.- C'est impossible. La question du vote plural n'est pas tranchée encore.

M. JEANNENEY.- Je souscris volontiers à la proposition de M. PEYTRAL. Si je n'ai pas proposé moi-même une modification à la convention, c'est uniquement parce que la commission, dans son ensemble, me paraissait décidée à tout faire pour éviter un nouveau renvoi devant l'Assemblée générale des actionnaires qui n'irait pas sans quelque retard.

Ma proposition n'était qu'une ligne de retraite et je ne la maintiens que comme telle. Si l'amendement de M. PEYTRAL est adopté je retirerai le mien qui n'est pas aussi anodin qu'on veut bien le dire.

Dans le cas contraire, je le maintiendrai.

M. LE RAPPORTEUR.- M. PEYTRAL voudrait réserver toutes les actions aux colonies mais a-t-il songé à ce que penseraient les coloniaux d'une pareille proposition.

A Madagascar les habitants de l'île se sont disputés les actions de la Banque. En A.O.F., les colons attendent l'émission des 14.000 actions pour y souscrire.

La.....



La crainte de voir ces titres réservés aux Banques est illusoire. Toutefois pour plus de sûreté, nous pourrions demander au Ministre des Colonies de prendre l'engagement que les souscriptions de moins de cinq actions seront servies les premières.

Si le Ministre souscrit à un pareil engagement. Ce qu'il peut faire je crois sans violer aucunement le texte de la Convention. Il ne sera plus possible de redouter ce scandale de l'émission dont parlaient tout à l'heure M.M. MILAN et FRANCOIS-MARSAL.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La proposition de M. le Rapporteur est très judicieuse.

Ce qui nous choque le plus dans la convention ce sont les avantages accordés, sans aucune raison, aux nouveaux actionnaires.

Si ces actionnaires sont des colons, il n'y aura que demi mal. Or, il en sera ainsi si les actions sont réservées aux petits souscripteurs.

La spéculation par personnes interposées sur des titres nominatifs, inaliénables pendant cinq ans et éparpillés dans de très nombreuses mains, deviendra tout à fait impossible.

Sous la réserve que le Ministre consentira à prendre l'engagement proposé, j'insiste auprès de la Commission pour le vote immédiat du projet dans aucune modification.

Il faut sortir au plus vite de la situation actuelle si désavantageuse pour les colonies et nous ne savons pas quand ce résultat si désirable à tous points de vue serait obtenu s'il fallait soumettre à nouveau la Convention à l'Assemblée générale et à la Chambre.

M. FARJON.- Comment le Ministre pourra-t-il concilier l'engagement qui lui est demandé et l'article 1<sup>er</sup> de la convention.....



vention qui dispose que "les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal ne seront réduites que si leur montant total dépassait l'émission et dans ce cas, la réduction sera effectuée au prorata des demandes"?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce texte ne jouera pas s'il y a assez de souscriptions ne dépassant pas 5 actions.

M. HERVEY.- Au moment où nous allons prendre une décision, je demande à la Commission de ne pas oublier les avantages considérables que l'Etat et les colonies de l'A.O.F. retireront de la convention lorsqu'elle sera appliquée. Les déficiences sur lesquelles nous discutons aujourd'hui sont bien peu de choses à côté de ces avantages.

M. LE PRESIDENT.- Le moment est venu, je crois, de clore, la discussion.

Nous sommes en présence de trois propositions :

1° - Un amendement de M. VICTOR PEYTRAL tendant, si je ne me trompe, au rejet des conclusions du rapport de M. LEBRUN favorable à l'adoption du projet de loi.

M. PEYTRAL propose en effet une modification à la Convention. Comme il s'agit là d'un contrat que le Parlement ne peut que ratifier ou repousser en bloc, l'amendement de M. PEYTRAL vise en fait au rejet;

2° - Un amendement de M. JEANNENEY réduisant de 20 années à onze années la durée du privilège concédé à la Banque de l'A.O.F.

3° - Les conclusions de M. le Rapporteur tendant à l'adoption du projet, sous réserve d'une interprétation de M. le Ministre des Colonies, visant les mesures à prendre pour réserver les 14.000 actions nouvelles aux souscripteurs coloniaux de moins de cinq actions.

Je vais mettre aux voix tout d'abord l'amendement de

M. VICTOR PEYTRAL.....



M. VICTOR PEYTRAL qui est celui qui s'éloigne le plus des conclusions du rapporteur.

M. GALLET.- Il serait préférable de demander à la Commission de se prononcer tout d'abord sur la proposition de M. le Rapporteur.

Je suis convaincu, de la nécessité de voter le projet et, d'autre part, je tiens essentiellement à ce qu'il ne vienne pas se greffer un scandale sur l'émission de 14.000 actions qui donneront à leurs propriétaires des avantages beaucoup trop considérables.

Dès lors, je veux bien voter le projet, mais je ne le voterai que si je suis sûr que les garanties proposées par M. le Rapporteur seront acceptées.

M. MARIO ROUSTAN.- Je m'associe à M. GALLET pour demander que l'on statue d'abord sur la proposition de M. ALBERT LEBRUN.

M. REBOUL.- J'insiste au contraire pour que, conformément au règlement, l'amendement de M. PEYTRAL ait la priorité.

J'ajoute que je voterai cet amendement qui s'inspire des principes de mon parti. Nous voulons socialiser les Banques. Commençons en partie, par celle de l'A.O.F.

M. LE PRESIDENT.- Puisque la proposition de M.M. GALLET et ROUSTAN est combattue, j'applique le règlement en mettant aux voix d'abord l'amendement de M. PEYTRAL.

L'amendement est adopté par 9 voix contre 8.

M. LE PRESIDENT.- On me fait remarquer qu'il y a doute sur le résultat. 9 voix contre ont été comptées au lieu de 8. Devons nous recommencer le scrutin ?

M. REBOUL.- Le résultat a été proclamé. Il est acquis.

M. LE PRESIDENT.- En tous cas, Messieurs, nous pourrions charger notre rapporteur et M. le Rapporteur Général d'aller.....

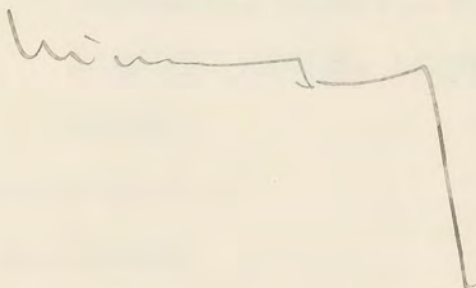


d'aller rendre compte de ce résultat à M. le Ministre des Colonies et de lui demander s'il ne pourrait pas, par une interprétation très large du texte de la Convention, donner satisfaction aux vœux de la Commission en ce qui concerne l'émission des titres nouveaux,

Nous pourrions nous réunir demain pour recevoir les nouvelles propositions du Gouvernement (Assentiments).

La Séance est levée à 17 heures 35.

Le Président de la Commission :





COMMISSION DES FINANCES

Séance du Vendredi 18 janvier 1929.

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JEANNENEY & CHASTENET. SERRE. PEYTRAL. HENRY BERENGER. JENOUVRIER. FRANÇOIS MARSAL. HERVEY. FRANÇOIS SAINT MAUR. STUHL. PHILIP. GARDEY. REYNALD. ROUSTAN. GALLET. SCHRAMECK. CUMINAL. MILAN. PASQUET. BIENVENU MARTIN. LEBRUN. MAHIEU. LAVAL. REBOUL.

BANQUE DE L'A.O.F.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. LEBRUN, rapporteur du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'A.O.F.

M. LEBRUN, Rapporteur spécial.- La Commission s'est séparée hier, après un vote sans résultat sur la motion d'ajournement de M. PEYTRAL. A la suite de ce vote, plusieurs de nos collègues ont indiqué que si satisfaction leur était donnée quant au paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup> de la convention, leur attitude changerait. Dans ces conditions, nous sommes allés, M. le Rapporteur Général et moi, voir ce matin M. le Ministre des Colonies et nous avons élaboré, en sa présence, avec la Commissaire du Gouvernement et M. SAURIN Président de la Banque de Madagascar, le texte suivant qui me paraît devoir donner satisfaction à nos collègues.

"Les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal qui seront effectuées par des groupements composés au minimum de 8 citoyens français habitant la colonie ne seront.....



ront réduites que si leur montant total dépassait l'émission"

Grâce à ce texte, il sera impossible à quiconque de souscrire, au moyen d'hommes de paille, un grand nombre d'actions nouvelles et de bénéficier ainsi de la plus-value qu'elles ne tarderont pas d'avoir sur leur cours d'émission.

M. SCHRAMECK.- Il est bien difficile d'empêcher quelqu'un de tourner, par l'intermédiaire d'hommes de paille, les règles établissant l'irréductibilité des petites souscriptions. On croyait avoir pris toutes précautions lors de la constitution de la Banque de Madagascar, or, il existe un actionnaire qui détient, à lui seul, plus de 1.000 actions.

M. LEBRUN.- L'émission des 8.000 actions de la Banque de Madagascar fut faite de telle sorte qu'aucun souscripteur ne pût obtenir plus de 17 actions; mais ces actions étant aliénables, - ce qui ne sera pas le cas ici -, le personnage dont vous parlez a pu acquérir rapidement ses 1.000 actions.

Le texte que nous vous proposons, d'accord avec le Gouvernement, et qui ne modifié en rien la convention, ne permettra pas de souscrire plus de 5 actions. Il est ainsi conçu : "Les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal qui seront effectuées par des groupements composés au minimum de 8 citoyens français ou sujets français habitant la colonie ne seront réduites que si leur montant total dépassait l'émission."

M. ROUSTAN.- Hier, M. le Rapporteur Général avait suggéré un texte différent de celui-ci. Peut-on savoir pour quelles raisons vous avez cru devoir l'écarter ?

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général .- Le texte que j'avais proposé hier et qui consistait à dire que la réduction des souscriptions serait effectuée au prorata des demandes, présentait un inconvénient en ce que les souscriptions

les.....



les plus faibles, celles que nous voulons favoriser, eussent été réduites dans les mêmes proportions que les grosses souscriptions.

M. PEYTRAL.- Les banques ne pourront-elles tourner votre texte et constituer des groupements d'hommes de paille qui souscriront, en apparence, pour leur propre compte et en réalité pour le compte des banques ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est impossible puisque les actions devront rester nominatives et qu'elles seront inaliénables pendant 5 ans.

M. MILAN.- Quelles que soient les précautions que vous prenez, il n'en reste pas moins que vous allez faire aux nouveaux souscripteurs un joli cadeau. En immobilisant 650 francs pendant 5 ans, ils sont assurés de réaliser un bénéfice d'une dizaine de mille francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Rien ne prouve que les actions vaudront 10.000 francs. Hier, M. FARJON a établi que, toutes choses égales, elles vaudront environ 2.500 francs.

M. MILAN.- Allons donc ! les actions anciennes coûtaient, hier, 13.900 francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Permettez ! Ce cours tient compte du droit conféré aux actions anciennes de souscrire à deux actions nouvelles et du droit qu'elles ont à la répartition des réserves. Les propriétaires des 12.000 actions anciennes auront ainsi droit à 24.000 actions nouvelles.

20.000 autres actions nouvelles seront remises aux colonies qui recevront, en outre, une redevance sur les bénéfices réalisés par la circulation productive.

Enfin, 14.000 actions seront mises en souscription publique. Nous voudrions qu'elles fussent réparties, dans la plus large mesure possible, parmi les ouvriers, petits commerçants, fonctionnaires, tous ceux qui, par leur travail contribuent.....



contribuent à la prospérité de nos colonies d'Afrique occidentale. Que vaudront ces actions demain ? Par un calcul arithmétique, M. FARJON a fixé cette valeur à 2.500 francs. Calcul peut être trop rigide, si l'on tient compte de ce que les conditions de fonctionnement de la banque seront différentes demain de ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais enfin, prenons ce chiffre tel quel et disons que le fait de recevoir une action valant 2.500 francs, en échange d'un versement de 650 francs, cela constitue une bonne aubaine, une aubaine excessive. Aussi, voulons-nous que cette aubaine profite surtout aux humbles, aux petits, à tous ceux dont le labeur pénible constitue le principal élément de prospérité de la colonie. C'est pourquoi nous vous proposons le texte dont M. LEBRUN vous a donné lecture.

M. JENOUVRIER.- Pendant 5 ans, les actions étant inaliénables et réparties entre un grand nombre de petits porteurs, tout ira bien; mais ensuite, n'est-il pas à craindre que certains groupements, râflant la majorité des actions, ne s'emparent du contrôle de la Banque ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela ne leur servirait de rien puisque le Président du Conseil d'administration, nommé par le Gouvernement, aura le droit de s'opposer à toutes les décisions du Conseil d'administration qui lui paraîtraient contraires à l'intérêt de l'Etat ou de la Colonie.

M. SCHRAMECK.- Ce droit de veto me paraît peu efficace; il permet de s'opposer à des décisions, il ne permet pas de prendre des initiatives. D'ailleurs, l'exemple de ce qui se passe pour les compagnies de chemins de fer montre le peu de cas qu'il convient de faire de ce droit de veto.

La vérité, c'est qu'il faudrait réserver les 14.000

actions.....



actions nouvelles à l'Etat; je ne comprends pas pourquoi on ne le fait pas. Il semble, au contraire, qu'on veuille en réalité consolider la situation des anciens actionnaires qui ne méritent point une telle sollicitude, car, après tout, ils ne se sont pas si bien conduits qu'on leur doive réserver un traitement de faveur. En maintenant à des chiffres élevés le prix des opérations que la Banque effectuait, ils ont retardé le développement de la colonie, notamment au point de vue de l'agriculture et de l'hygiène.

C'est pourquoi je déclare que je voterai contre toute convention qui ne réservera pas à l'Etat et à la Colonie la majorité des actions.

M. VICTOR PEYTRAL.- Etant donné la personnalité des membres présents à cette séance, je sens que je serais battu si je reprenais la proposition que j'ai présentée hier et que la Commission avait votée.

M. LE PRESIDENT.- Vous ne pouvez pas préjuger du vote de vos collègues. D'ailleurs, votre proposition n'avait pas été adoptée hier, puisque les voix s'étaient partagées également.

M. VICTOR PEYTRAL.- Néanmoins, je ne saurais me rallier au texte que nous propose M. le Rapporteur.

Nous sommes en présence d'une double tendance. D'une part, les partisans du projet ne veulent pas d'une modification qui renverrait la convention à l'approbation d'une Assemblée générale des actionnaires. D'autre part, les adversaires du projet voudraient avoir au moins la certitude que la majorité des actions ne passera pas entre des mains indésirables.

Les objections formulées hier par M. FRANCOIS-MARSAL ont fait naître en moi la conviction de ne voter sous au-

cun.....



cun prétexte le texte tel qu'il nous est présenté.

Pour concilier ces deux points de vue des adversaires et des partisans du projet, il convient de modifier dans le texte de celui-ci, tout ce qu'il est possible de modifier sans qu'on soit obligé de renvoyer la convention devant l'Assemblée des actionnaires.

Pour assurer à l'Etat le contrôle des 14.000 actions nouvelles, M. FRANCOIS MARSAL n'a pas hésité hier à conseiller à M. le Ministre des Colonies de recourir à l'illégalité : "Ouvrez la souscription, à 8 heures du matin, lui a-t-il dit, et fermez la à 8 heures 1 minute après avoir souscrit, vous Etat, les 14.000 actions nouvelles. De cette façon, l'Etat et les Colonies possédant 34.000 actions sur 70.000, on peut dire que le contrôle de l'affaire ne leur échappera pas".

M. FRANCOIS MARSAL.- Ce n'est pas une illégalité, mais une modalité de souscription. Et j'ai ajouté, m'adressant à M. le Ministre des Colonies : "Si l'on vous interpelle sur cette opération; dites pourquoi vous l'avez faite et demandez à la Chambre de se prononcer au scrutin public. On verra ceux qui oseront vous blâmer d'avoir sauvegardé les intérêts de l'Etat".

M. VICTOR PEYTRAL.- Cette proposition de M. FRANCOIS MARSAL m'a suggéré une proposition qui, si elle est adoptée, me permettra de voter la convention, sous réserve qu'on en limite la durée d'application à 11 années comme l'a demandé M. JEANNENEY. Je demande donc qu'on dise, dans le texte de la loi que les 14.000 actions nouvelles seront réservées à l'Etat. Personne ne saurait s'en plaindre, puisqu'à l'heure présente personne n'a de droit sur ces actions non encore créées.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL....



M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- J'approuve entièrement le sentiment qui inspire votre proposition, mais elle est en opposition absolue avec les termes mêmes du paragraphe 3 de l'article 1<sup>er</sup>, qui est ainsi conçu :

"Les 14.000 actions réservées aux nouveaux souscripteurs seront émises avec une prime de 500 francs. Elles seront mises en souscription publique et réservées de préférence aux habitants des colonies et territoires dans lesquels la Banque exerce son privilège; les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal ne seront réduites que si leur montant total dépassait l'émission et dans ce cas, la réduction sera effectuée au prorata des demandes".

Si donc, votre proposition était adoptée, il faudrait retourner devant l'Assemblée des actionnaires.

M. HERVEY.- Je m'étonne de l'émotion de nos collègues. Est-ce qu'à l'heure actuelle n'importe qui ne peut pas acheter des actions de la Banque de l'Afrique occidentale ? En mettant les choses au pis, nous ne serons pas, dans 5 ans, dans une situation plus mauvaise que celle où nous nous trouvons depuis 1901, date de la fondation de la Banque. Nous serons même dans une situation meilleure puisque le Président sera nommé par le Ministre et que les Colonies détiendront 20.000 actions.

M. ROUSTAN.- Mais s'il n'y avait pas cette considération, il y a longtemps que nous aurions repoussé le projet.

M. FRANCOIS MARSAL.- Avant de faire les observations qu'on a rappelées, j'ai dit que je voterais néanmoins le projet : Les suggestions que j'ai faites je les ai faites surtout dans l'espoir que l'on en tiendra compte lorsque dans un avenir assez proche on aura à discuter des conventions du même genre.

Quant à la proposition de M. VICTOR PEYTRAL, je suis prêt à la voter si les rapporteurs et les juristes que compte la Commission m'affirment que son adoption ne nous obligera.....



gera pas à renvoyer la convention devant l'Assemblée générale des actionnaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela n'est pas possible. L'article 9 du projet de loi est formel, qui s'exprime ainsi : "Les 14.000 actions réservées aux nouveaux souscripteurs par le même article ne pourront être souscrites que par des citoyens ou des sujets français".

Et la convention, de son côté n'est pas moins nette ainsi que vous le disait tout à l'heure, M. le Rapporteur Spécial.

M. PEYTRAL.- L'article 9 de la loi dit : "Les citoyens français". Cela n'élimine pas, j'imagine l'Etat. Quant à la convention elle n'est pas aussi formelle que vous voulez bien le dire, et l'Etat aura parfaitement le droit de souscrire toutes les actions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non, la réductibilité lui sera opposée comme à tous les autres souscripteurs.

M. VICTOR PEYTRAL.- D'ailleurs, cette partie de la convention n'intéresse pas les porteurs d'actions anciennes. Que leur importe que les 14.000 actions nouvelles qu'ils ne peuvent souscrire soient souscrites par l'Etat français ou par 500 margoulins quelconques ?

M. JENOUVRIER.- L'attribution des 14.000 actions nouvelles à la Colonie ou à l'Etat doit elle nous obliger à soumettre à nouveau la Convention à l'Assemblée des actionnaires, je ne le crois pas. En effet, les porteurs d'actions anciennes n'ont aucun droit sur ces actions nouvelles qui seront attribuées à des souscripteurs indéterminés, on est donc fondé à dire que l'Assemblée n'a pas le pouvoir de prendre des décisions relativement à des personnes qui ne font pas, en ce moment, partie de la Société.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.



M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je vous en prie, ne nous égarons pas. Une convention a été passée entre M. LEON PERRIER, Ministre des Colonies et PAUL BOYER, Président de la Banque de l'A.O.F. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Elle est la loi des parties. Si le Parlement y apporte des modifications, il faut que ces modifications soient acceptées par l'autre partie, c'est-à-dire par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

M. JENOUVRIER.- Ainsi, vous assimilerez cette convention à une convention diplomatique que l'on doit accepter ou rejeter en bloc. Eh bien soit ! c'est une conception plausible et je m'y rallie.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Il y a d'ailleurs un précédent à l'appui de ce que je viens de dire. La Commission des finances de la Chambre ayant cru devoir apporter des modifications à la convention, ces modifications durent être acceptées par une Assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet.

M. CHASTENET.- C'est bien évident, une convention bilatérale ne peut pas être modifiée au gré d'une seule des parties.

M. JEANNENEY.- Il faudrait, en effet, que la modification fût approuvée par l'Assemblée des actionnaires, mais est-ce à dire qu'elle doive l'être tout de suite ? Je ne le pense pas et il ne manque pas d'exemples de conventions acceptées, par nous avec modifications, sous réserve de l'approbation ultérieure de ces modifications par l'Assemblée générale des actionnaires. Ne pourrions nous agir de même aujourd'hui ?

M. LE PRESIDENT.- Hier, la Commission a émis un vote

à.....



à égalité sur la motion d'ajournement de M. VICTOR PEYTRAL. Deux de nos collègues ont alors déclaré qu'ils avaient voté la motion PEYTRAL, mais que si l'on trouvait un moyen d'empêcher qu'un petit groupe de personnes souscrivit à la totalité des actions nouvelles et bénéficiât des avantages attachés à ces actions, sans que cette modification obligeât de renvoyer la convention devant l'Assemblée des actionnaires; ils étaient prêts à voter le projet de loi.

C'est dans ces conditions et pour leur donner satisfaction que nos deux rapporteurs ont, d'accord avec le Gouvernement, rédigé le texte dont M. le Rapporteur Spécial, vous a donné connaissance au début de la séance. Le moment semble venu de vous prononcer. Je vais donc mettre aux voix l'approbation de la Convention, sous réserve que la question de la durée d'application de celle-ci fera, comme l'a demandé hier M. JEANNENEY, l'objet d'une décision spéciale.

M. VICTOR PEYTRAL.- Maintenant ma proposition, je voterai contre la convention.

M. REBOUL.- Si mes principes ne me faisaient une obligation de voter contre la convention, le fait que l'on va faire aux souscripteurs nouveaux un cadeau qu'on a chiffré à 2.500 francs au minimum, alors que l'on aurait dû réserver cette bonne affaire à l'Etat, me déciderait quand même à voter contre.

M. PIERRE LAVAL.- Je rends hommage aux efforts accomplis par nos deux rapporteurs pour améliorer un texte évidemment mal rédigé. D'ailleurs, si je me réfère à la date à laquelle ce texte a été établi, je sens que j'ai une part de responsabilité si faible soit-elle, dans l'approbation qui lui a été donnée par le Conseil des Ministres. Dans ces conditions,.....



conditions, je voterai la convention.

M. LE PRESIDENT met aux voix l'approbation de la convention. Cette convention est approuvée par 15 voix, contre 5.

M. LE PRESIDENT met aux voix le texte de l'article 1<sup>er</sup>, § 3, tel qu'il a été modifié par M. le Rapporteur Spécial.

Ce texte est ainsi conçu : "Les souscriptions de moins de 20.000 francs en capital nominal qui seront effectuées par des groupements composés au minimum de huit citoyens français ou sujets français habitant les colonies ne seront réduites que si leur montant total dépassait l'émission".

Il est adopté.

M. HENRY BERENGER.- Y a-t-il eu accord, sur ce texte entre nos rapporteurs et M. le Ministre des Colonies ? Bien que nous ne soyons pas saisis d'une lettre officielle de celui-ci, je lui fais confiance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le texte que vous venez d'adopter a été établi par M. SAURIN, M. le Rapporteur Spécial et moi-même dans le cabinet même de M. le Ministre des Colonies et il est écrit de la main même du commissaire du Gouvernement.

M. SERRE.- Le texte porte que "les actions nouvelles seront réservées de préférence, aux habitants des colonies."

Comment s'exercera cette préférence ? Si les gens de la Colonie ne souscrivent pas; un banquier français pourra souscrire toutes les actions nouvelles.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Evidemment, mais puisque vous reconnaissez que la souscription aux actions nouvelles constituera une bonne affaire, pourquoi supposer qu'il ne se trouvera pas de petits épargnants habitant la colonie, pour y prendre part. D'autant plus que M. le Ministre des Colonies m'en a donné l'assurance, une large publicité sera faite avant la souscription. Et M. SAURIN, avec l'expé-  
ce.....



ce de ce qui s'est passé pour la Banque de Madagascar, est convaincu que la souscription sera couverte plusieurs fois, dans la colonie même.

M. PASQUET.- Votre texte permettra-t-il de souscrire une seule action ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Parfaitement, le groupement permettant de souscrire 40 actions devra compter au moins 8 personnes, mais il pourra en compter davantage, et rien ne s'oppose à ce qu'il soit composé de 40 personnes souscrivant chacune une action.

M. MILAN.- J'aurais voulu que les petites souscriptions pussent être servies les premières, par préférence. Le Ministre ne peut-il accepter un texte en ce sens ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non, car il faudrait modifier la convention.

M. MILAN.- C'est dommage, car la souscription aux actions nouvelles constituera une aubaine pour les souscripteurs. On a évalué, par un calcul purement arithmétique, la valeur future de l'action à 2.500 francs. Ce calcul ne tient pas compte de l'élément psychologique qui fera monter les actions bien au delà de ce chiffre. Puisque nous devons nous résoudre à accorder cette aubaine à d'autres qu'à l'Etat, j'aurais voulu au moins qu'on en fît profiter par préférence, les petits souscripteurs.

M. REYNALD.- Nos rapporteurs ont fait un effort pour améliorer la rédaction du texte, sans toucher à la convention. J'estime qu'il faut s'en tenir là, car si l'on veut, comme le demande M. MILAN, établir le système de la souscription individuelle, il faudra modifier la convention et retourner devant l'Assemblée générale des actionnaires.

M. JEANNENEY.- La disposition est votée, je la subis.

M. HENRY BERENGIER.....



M. HENRY BERENGER a demandé tout à l'heure à nos rapporteurs s'ils étaient d'accord avec le ministre sur le texte de cette disposition. Mais cela ne suffit pas; le ministre n'est qu'un des co-contractants et il ne saurait engager que lui-même.

M. HENRY BERENGER.- J'ai souvent dit qu'une convention n'était pas un monologue; je suis heureux de voir que vous le reconnaissez vous-même.

M. JEANNENEY.- Je voudrais donc qu'avant que le projet vînt en séance publique, M. le Ministre nous donnât l'assurance que le Président du Conseil d'administration de la Banque accepte la rédaction proposée par nos rapporteurs et qui constitue une interprétation de la convention.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. le Ministre nous a dit : C'est moi qui nommerai le futur président du Conseil d'Administration de la Banque et je lui imposerai de respecter les clauses de ce texte qui règlent les modalités de la souscription pour lesquelles il n'a pas à obtenir l'assentiment de l'Assemblée générale.

M. MILAN.- Je crains néanmoins que malgré les précautions que vous envisagez un petit souscripteur d'une ou deux actions risque de n'être pas servi, alors que celui qui sera en mesure d'apporter 20.000 francs, sera servi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais non, puisque pour souscrire 40 actions, il faudra constituer un groupement composé, au minimum de 8 personnes.

M. LE PRESIDENT.- Il reste maintenant à statuer sur la question de la durée de la convention. Doit-on considérer que les 20 ans partiront du jour de la promulgation de la loi ratifiant la convention ou doit-on, comme le demande M. JEANNENEY, imputer sur cette durée de 20 années, les 9 années.....



années écoulées depuis l'expiration de l'ancienne convention ?

M. HENRY BERENGER.- Quel est l'avis de M. le Ministre des Colonies sur la proposition de M. JEANNENEY.?

M. LE PRESIDENT.- Défavorable.

M. JEANNENEY.- Deux mots pour justifier ma proposition.

Il semble bien que l'unanimité soit faite contre la convention que l'on trouve mauvaise quant à la question de la répartition des réserves et quant à celle du scandale que constituera l'émission au prix de 650 francs, d'actions qui, dès le lendemain, vaudront au bas mot 2.500 Frs. Néanmoins, on se résout à approuver cette convention parce qu'on considère que tout vaut mieux que la prolongation du régime actuel. Mais tout le monde verra, je crois, d'un bon oeil le moyen permettant de limiter à 11 années, au lieu de 20, la durée de cette convention. On peut le faire, sans porter atteinte aux termes de la convention et sans qu'il soit besoin de renvoyer celle-ci devant l'Assemblée générale des actionnaires.

Si ma proposition est adoptée, le scandale dont on se plaint sera réduit, car la société voyant limiter la durée de son privilège à 11 années au lieu de 20, il est bien évident que ses actions ne coteront plus les cours vraiment excessifs auxquels elles ont atteint.

M. HENRY BERENGER.- On nous demande de nous prononcer contre l'avis du gouvernement, nous en avons certes le droit; mais afin de pouvoir nous prononcer en toute connaissance de cause, nous voudrions connaître l'opinion de nos deux rapporteurs sur la proposition de M. JEANNENEY.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je rappelle qu'hier, j'ai déjà.....



déjà combattu la proposition de M. JEANNENEY lorsqu'il la formulée pour la première fois.

Il a dit que l'unanimité était faite contre la convention. Qu'il veuille bien me mettre en dehors de cette unanimité. Je persiste à penser que cette convention très avantageuse pour les Colonies, ne le sera peut-être pas autant qu'on le croit pour les actionnaires. Les bénéfices du dernier exercice atteignaient 14.500.000 francs. S'ils se maintiennent, les  $\frac{3}{4}$  iront aux colonies, le reste devant être partagé entre les 50.000 porteurs d'actions. Et puis, les bénéfices se maintiendront ils au chiffre de 1927, à présent que les transferts de capitaux entre les Colonies et la Métropole s'effectuant à des tarifs très bas cesseront de constituer une source importante de bénéfices pour la Banque.

Mon collègue MILAN a dit que les actions que l'on va émettre à 650 francs, vaudront peut-être 10.000 francs dans quelques mois. Qu'il me permette de lui donner rendez-vous dans deux ans; nous verrons quel sera le cours des actions à cette époque.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Se basant sur le cours actuel des actions de la Banque de l'A.O.F., on semble croire que les actions nouvelles ne tarderont pas à atteindre un cours sensiblement égal. C'est une erreur. Le cours de 13.900 Frs actuellement coté, cours peut-être exagérément gonflé par une spéculation qui nourrit des espérances illusoires, possible ! tient compte de la part des réserves qui demain, vont être distribuées aux porteurs d'actions anciennes. Il tient compte aussi de ce que chacune de ces actions donne le droit de souscrire à deux actions nouvelles.

D'autre part, il est très probable, que, pendant les premières.....



premières années du moins, la vie de la Banque sera plus difficile qu'au cours des derniers exercices et qu'en raison tant des prélèvements opérés au bénéfice de la colonie que du plus grand nombre d'actions à rémunérer (70.000 au lieu de 20.000), les dividendes ne soient considérablement réduits. On est donc dans l'incertitude quant à la valeur future des actions.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL qui a étudié à fond la question et persuadé que les premiers exercices seront très pénibles. Réduire, dans ces conditions, le privilège de la Banque à 11 années semble excessif. C'est pourquoi, me ralliant à l'avis de M. le Rapporteur Spécial et de M. le Ministre des Colonies, je demande à M. JEANNENEY de ne pas insister.

M. SCHRAMECK.- Hier, M. le Ministre des Colonies a déclaré que l'adoption de la proposition de M. JEANNENEY ne mettrait pas la convention en cause et qu'elle nécessiterait simplement un retour du projet devant la Chambre des Députés. Il n'y a donc aucun inconvénient à voter cette proposition.

M. HENRY BERENGER.- En cette matière, la préoccupation qui me guide est celle d'aboutir et de ne pas, par des retards nouveaux, favoriser certaines spéculations. Il m'a, en effet, été donné de remarquer que, plus d'une fois, la crainte de la Bourse nous a amené à favoriser involontairement les coups de bourse.

Sur la question délicate soulevée par M. JEANNENEY, je désirais connaître l'opinion du Gouvernement et recueillir l'avis de M. le Rapporteur Spécial ainsi que celui de M. le Rapporteur Général. Je suis satisfait.

Au surplus, je ne suis pas convaincu du tout que l'adoption de la proposition de M. JEANNENEY ne constitue pas une modification de la convention devant être soumise à la ratification.....



fication de l'Assemblée générale des actionnaires. Mais même, si cela n'était pas, me plaçant au simple point de vue moral, je ne saurais adopter la thèse de M. JEANNENEY qui, consistant à revenir sur ce qui avait été convenu, revêt un aspect de coercition à l'égard des actionnaires et serait considéré par eux comme un manque de loyauté.

Au cours de cette discussion, on a constamment eu l'air de laisser planer une suspicion sur les actionnaires présents et futurs de la Banque. Je les ai même entendu traiter de "margoullins". Qu'on me permette de dire que tout cela n'est pas d'une politique très saine. Nous avons fait, hier, des conventions avec des banques; nous en ferons d'autres, demain. Ce n'est pas en pratiquant une telle politique de méfiance que l'on parviendra à construire l'édifice grandiose que doit constituer notre empire colonial.

M. ROUSTAN.- Moi aussi, je me placerai au point de vue moral. Voilà trois séances que nous consacrons à l'examen attentif de ce projet. On nous suggère une modification qui, ne touchant pas à la convention, n'aurait pas besoin d'être soumise à l'Assemblée générale des actionnaires. Cela constitue une preuve de plus de la conscience avec laquelle la Commission étudie les questions qui lui sont soumises. Dans ces conditions, je voterai la proposition de M. JEANNENEY.

M. JEANNENEY.- Autant que notre collègue BERENGER, je suis préoccupé d'aboutir.

Les supputations que l'on peut faire sur l'état futur des affaires de la Banque sont des plus hasardeuses. Les partisans de la convention font miroiter les avantages que la Colonie retirera de sa mise en vigueur, mais ce ne sont là que des prévisions. On en avait fait d'aussi optimistes qui ne se sont, hélas ! pas vérifiées pour les conventions pas-

sées.....



sées avec certaines compagnies de chemins de fer.

Dans ces conditions, en raison de l'incertitude qui plane sur l'avenir de cette affaire, j'estime que la sagesse consiste à réduire, autant que cela est possible, la durée d'application de la convention.

M. VICTOR PEYTRAL.- M. le Rapporteur a-t-il, dans son dossier, la délibération du Conseil d'Administration, en date du 14 janvier 1926, qui autorise le Président du Conseil d'administration de la Banque à passer une convention avec l'Etat. Peut-être cette autorisation lui donne-t-elle pouvoir d'accepter des modifications à la convention, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir la ratification de l'Assemblée des actionnaires.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- Je n'ai pas le texte de cette délibération, mais elle a été approuvée par une assemblée générale extraordinaire et la convention conclue entre le Président de la Banque et le Ministre des Colonies a ensuite été ratifiée par une nouvelle assemblée extraordinaire.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- D'ailleurs le Ministre qui a passé cette convention, au nom de l'Etat est votre ami,  
M. LEON PERRIER.

M. SCHRAMECK.- Nous n'admettons pas qu'on fasse intervenir des questions de personnes. Nous défendons, ici, les intérêts de l'Etat.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Nous aussi, et si nous sommes décidés à voter la convention, c'est parce que nous estimons qu'en ne la votant pas, nous priverions l'Etat des avantages qu'elle lui confère et que nous ferions ainsi le jeu des actionnaires.

M. LE RAPPORTEUR SPECIAL.- D'ailleurs, la question de

M. PEYTRAL.....



M. PEYTRAL ne peut même pas se poser puisque les modifications apportées à la convention par la Commission des Finances de la Chambre ont dû être ratifiées par une Assemblée d'actionnaires.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix la proposition de M. JEANNENEY tendant à réduire à 11 ans la durée d'application de la convention.

Cette proposition est repoussée par 13 voix contre 12.

M. LE PRESIDENT.- En conséquence de ce vote, le projet de loi et la convention y annexée sont adoptés avec le texte voté par la Chambre.

M. REBOUL.- M. BERENGER a dit, tout à l'heure, que nous serons prochainement appelés à sanctionner de nouvelles conventions du même genre.

Il m'apparaît, - et c'est la conclusion qui me semble devoir s'imposer à ce débat de trois jours -, qu'il conviendrait de décider que le Gouvernement, avant de signer ces conventions, devra en communiquer le texte aux Commissions des finances des deux Chambres et leur demander leur avis sur ce texte.

M. HENRY BERENGER.- La proposition faite par notre collègue n'est pas conforme au rôle du Parlement qui est de contrôler et non de gouverner.

Ceci dit, la pensée qui guide M. REBOUL est juste et nous ne pouvons qu'y souscrire. Pour y donner satisfaction, on pourrait décider, - comme on l'a fait pour l'examen du budget -, que les questions de cette nature pourraient être examinées par la Commission, avant même que la Chambre ait statué et sans qu'il soit besoin d'attendre qu'elle en ait été officiellement saisie.

Je demande donc que pour toutes ces conventions engageant l'avenir de nos colonies, la Commission des Finances, s'en.....



s'en saisisse en même temps que la Commission des finances de la Chambre et qu'elle s'entende avec la Commission des Colonies pour en mener parallèlement l'étude.

M. REBOUL.- Je me rallie à cette proposition.

M. BIENVENU-MARTIN.- Etant bien entendu que nous ne nous saisirons de ces conventions que quand elles seront signées.

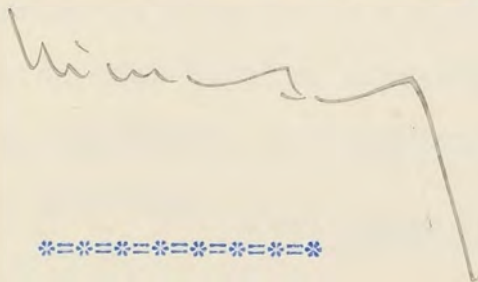
M. HENRY BERENGER.- Bien entendu.

M. LE PRESIDENT.- J'ai du reste l'intention de demander, au cours de la prochaine conférence des présidents de commissions, que ces projets portant approbation de conventions, financières au premier chef, soient renvoyés, pour examen au fond, à la Commission des Finances. De cette façon, nous n'aurons pas à attendre que la Commission technique ait déposé son rapport pour commencer l'étude de ses conclusions.

Si satisfaction ne m'était pas donnée, je demanderais que l'étude de la Commission des Finances pût se poursuivre parallèlement à celle des Commissions techniques.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 17 heures.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 6 Février 1929.

La Séance est ouverte à 15 h. 30 , sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JEANNENEY.  
PEYTRAL. GENERAL STUHL. FARJON. RAOUL  
PERET. MAHIEU. PHILIP. REYNALD. RIO.  
GALLET. HIRSCHAUER. HERVEY. REBOUL.  
PIERRE LAVAL. FRANCOIS SAINT-MAUR.  
SERRE. JOSEPH COURTIER. GARDEY.  
ROUSTAN.

LETTRE DE M. de ROTHSCCHILD

(fonds communs des réseaux)

M. LE PRESIDENT.- J'ai reçu de M. de ROTHSCCHILD, agissant en qualité de président du Comité de Direction des réseaux de Chemins de fer, une lettre par laquelle il communique à la Commission la correspondance échangée entre le Comité de Direction et le Ministère des Travaux Publics au sujet de l'application des conventions relativement au fonds commun. J'ai communiqué cette lettre à M. le Ministre des Travaux Publics pour qu'il nous fasse connaître son point de vue sur la question. Dès qu'il m'aura répondu, je remettrai le dossier à M. JEANNENEY, en le priant de nous faire un exposé sur cette question.

(Voir page 76 bis et suivantes)

DISTRIBUTIONS D'ENERGIE

ELECTRIQUE.

M. VICTOR PEYTRAL donne lecture d'un avis financier sur les conclusions du rapport de M. MOLLARD sur la proposition de.....



GRANDS RESEAUX DE CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

90 Rue Saint Lazare  
Paris (9°)

-----

Copie

PARIS, le 4 Janvier 1929

Monsieur le Président,

Ainsi que vous le savez , un désaccord s'est produit entre le Gouvernement et les Grands Réseaux sur le sens et la portée de certains articles de la Convention du 28 Juin 1921 relatifs au fonctionnement financier du régime actuel des chemins de fer. Les Compagnies et le Gouvernement ont reconnu la nécessité de faire trancher ce différend par le Conseil d'Etat , chacune des parties devant s'abstenir, jusqu'à ce que le Conseil ait rendu son arrêt, de toute initiative susceptible de préjuger de la solution qui sera donnée au litige par cette Haute Juridiction.

Aussi avons-nous été surpris en constatant dans deux documents législatifs récents - le projet de loi de finances de l'exercice 1929 et le projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits pour l'exercice 1928 - que, seule , la thèse de l'Etat y était exposée et que l'un des articles de la Convention sur lesquels porte le litige actuellement pendant était analysé d'une manière inexacte et qui déforme le sens de cet article .

Désirant que MM. les Membres du Parlement soient complètement et exactement renseignés, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de trois lettres que nous avons adressées, à ce sujet, à M. le Ministre des Travaux Publics , ainsi que la réponse de celui-ci à la première de ces lettres .

Je vous serai obligé de vouloir bien communiquer le texte de ces lettres aux Membres de la Commission que vous présidez. Nous serions heureux que M. le Rapporteur Général de votre Commission voulut bien, en reproduisant ou en analysant nos lettres dans le rapport qu'il présentera sur le projet de loi relatif à l'ouverture et à l'annulation de crédits pour l'exercice 1928, rappeler les termes exacts de l'article 13 de la Convention de 1921.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Comité de Direction,

Signé: de ROTHSCHILD.

Monsieur le Président de la Commission des Finances du Sénat.



GRANDS RESEAUX DE CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

C O P I E

Paris, le 4 Janvier 1929

90, rue St Lazare (9<sup>e</sup>)

Monsieur le Ministre,

Le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1928 contient un article 55 ainsi conçu :

Article 55 - "Le montant maximum des avances que le Trésor est autorisé à faire en 1928 au fonds commun des Grands Réseaux de chemins de fer d'intérêt général, par application de l'article 13 de la Convention du 28 juin 1921 approuvée par la loi du 29 octobre 1921, est fixé, à titre provisionnel, à 60.000.000 francs.

L'exposé des motifs du projet de loi commente cette disposition dans les termes suivants :

Article 55 -  
Avances du Trésor  
au fonds commun des  
chemins de fer.

"L'article 13 de la Convention du 28 juin 1921 sur le nouveau régime des chemins de fer, stipule qu'en cas de besoin des avances seront faites au fonds commun par le Trésor Public, qui en sera remboursé, dans les conditions prévues à l'article 17 de la même convention, c'est-à-dire au bout d'une période maximum de deux années pour les avances afférentes aux exercices 1927 et suivants. Si le Ministre des Travaux Publics leur en fait la demande, les Réseaux émettront des obligations pour couvrir tout ou partie des avances à faire au fonds commun, l'Etat assurant l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service de ces titres jusqu'à l'époque où le fonds commun en opérera le remboursement.

"Le règlement provisoire des comptes du fonds commun, effectué au 30 avril 1928 et afférent à l'année d'exploitation 1927, a fait apparaître, compte tenu des versements des réseaux excédentaires et du reliquat disponible sur l'excédent de l'exercice 1926, une insuffisance de 170 millions de francs en chiffres ronds.

"D'autre part, le fonds commun avait à faire face, en 1928, aux charges des obligations émises par les Réseaux pour la couverture des insuffisances de 1921 à 1925, charges s'élevant à 490 millions de francs.

"C'est donc, au total, une somme de 660 millions de francs avancés au fonds commun en attendant l'effet des majorations de tarifs mises en vigueur en vue de réaliser l'équilibre des ressources et charges du dit fonds.

"Pour la couverture de cette somme de 660 millions, le Ministre des Travaux Publics a eu recours à la faculté que lui donne l'article 13 susvisé de la convention de 1921 et a demandé aux Réseaux d'en faire l'avance au moyen de leurs ressources de trésorerie.

"En conséquence, l'Etat doit assurer les charges de ces emprunts jusqu'à la date où le fonds commun en opérera le rembour-

se.....

Monsieur le Ministre des TRAVAUX PUBLICS.



sement, charges qui sont évaluées à 60 millions de francs.

"Les sommes à déboursier de ce chef par le Trésor ayant le caractère d'avances au fonds commun, il y a lieu d'autoriser le Trésor à faire lesdites avances".

Sans vouloir entrer dans la discussion détaillée de l'ensemble de l'opération traduite par cet article 55, qui appelle de notre part les plus expresses réserves, nous tenons à relever spécialement l'analyse de l'article 13 de la convention du 28 juin 1921 donnée dans cet exposé des motifs.

Nous avons déjà eu l'honneur de protester, par nos lettres du 25 octobre dernier et du 12 décembre courant, contre l'analyse de cet article rédigée dans des termes analogues, qui figurait dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances de l'exercice 1929.

Ces analyses ne sont pas, en effet, conformes au texte de l'alinéa 3 de l'article 13 de la Convention.

Cet alinéa est ainsi conçu :

"Si cet excédent (des recettes des Réseaux) est insuffisant, les tarifs seront majorés dans les conditions indiquées à l'article 17 ci-après. En cas de besoin, des avances seront faites au fonds commun par le Trésor Public qui en sera remboursé comme il est prévu au dit article. Toutefois, si le Ministre des Travaux Publics leur en fait la demande, les réseaux émettront des obligations pour couvrir tout ou partie des avances à faire au fonds commun, l'Etat assurant l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service de ces titres jusqu'à la date où il en opérera le remboursement".

Il ne vous échappera pas que la substitution dans l'analyse de cet alinéa au mot "il", qui vise évidemment l'Etat, des mots "fonds commun", a pour effet de déformer le sens de cette disposition.

Aussi ne saurions-nous laisser passer sans observation une rédaction qui tend à préjuger une interprétation actuellement et précisément soumise à la juridiction contentieuse compétente.

Désirant que le Parlement soit exactement et complètement renseigné, nous croyons devoir adresser à M.M. les Présidents des Commissions des Finances du Sénat et de la Chambre des Députés copie de la présente lettre ainsi que de mes lettres antérieures et de votre réponse du 1<sup>er</sup> décembre 1928, relatives à l'exposé des motifs du projet de loi de Finances.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mes sentiments respectueux.

Le Président du Comité de Direction,

signé : de ROTHSCHILD.



GRANDS RESEAUX DE CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction

Copie

Paris, le 12 Décembre 1928.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part, au nom des Réseaux, de l'étonnement que nous a causé votre lettre du 1er Décembre courant par laquelle, répondant à ma lettre du 25 Octobre 1928, vous avez bien voulu me faire savoir qu'il ne vous était pas possible de transmettre aux Commissions des Finances de la Chambre et du Sénat notre protestation relative à l'analyse donnée, dans l'Exposé des Motifs du projet de loi de Finances de 1929, de l'article 13 de la Convention de 1921.

Permettez-moi de vous rappeler à ce sujet l'engagement qu'avaient pris, au mois de Décembre 1927, le Gouvernement et les Réseaux, lorsqu'ils ont cherché à se mettre d'accord sur les termes d'un article à insérer dans la loi de finances au sujet des avances du Trésor au fonds commun, en conformité de l'article 2 de la loi du 29 Octobre 1921. Ces négociations n'ayant pu aboutir à un accord, le Gouvernement et les Réseaux reconnurent qu'il n'y avait d'autre moyen de régler le différend qui existait entre eux que de charger le juge du contrat d'en fixer le sens. Il fut alors convenu entre M. le Président du Conseil et les représentants des Réseaux que, tant que le Conseil d'Etat n'aurait pas rendu son arrêt sur les pourvois dont il allait être saisi, l'une et l'autre parties s'abstiendraient rigoureusement de toute mesure susceptible de préjuger l'issue du procès.

Les Compagnies ont tenu à respecter scrupuleusement cet engagement; elles n'ont même pas voulu, par un sentiment de réserve que vous comprendrez, faire allusion, dans les mémoires qu'elles ont déposés au Conseil d'Etat, aux négociations que je viens de rappeler.

Grande fut donc leur surprise lorsqu'elles eurent connaissance du passage de l'Exposé des Motifs de la loi de finances qui a motivé ma lettre du 25 Octobre dernier, car, dans ce passage, le Gouvernement ne s'est pas borné à traduire l'interprétation qu'il donne à l'art. 13 de la Convention, mais son rédacteur en a analysé les termes d'une manière inexacte. Les Compagnies ne pouvaient laisser passer ce document sans protester et c'est pourquoi je vous ai demandé, en leur nom, de vouloir bien transmettre leur protestation aux Commissions des Finances qui avaient été saisies dudit document.

Nous aimons à penser, Monsieur le Ministre, que ces précisions vous convaincront de la légitimité de notre demande, et que, après un nouvel examen de la question, vous voudrez bien donner suite au désir que nous vous avons exprimé lorsque nous vous avons demandé, par déférence, de vouloir bien saisir vous-même les Commissions des Finances du Parlement de la protestation formulée dans notre lettre du 25 Octobre 1928.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mes sentiments respectueux.

Le Président du Comité de Direction,

Signé: Ed. de ROTHSCHILD.



C O P I E

Ministère des  
TRAVAUX PUBLICS

-----  
Direction générale  
des chemins de fer

-----  
1er Bureau  
-----

REPUBLIQUE FRANCAISE  
-----

Paris, le 1<sup>er</sup> Décembre 1928.

LE MINISTRE,

à Monsieur le PRESIDENT du COMITE de DIRECTION  
des grands réseaux

Par lettre n° 327 du 25 octobre 1928, vous m'avez fait connaître que les réseaux tiennent à faire toutes réserves en ce qui concerne l'interprétation donnée par le Gouvernement, dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances de 1929, aux dispositions de l'article 13 de la convention du 28 juin 1921.

Estimant que cette interprétation est "de nature à créer dans l'esprit du Parlement une impression préjudiciable aux réseaux", vous m'avez demandé, au nom de ces derniers, de transmettre aux membres des Commissions des finances de la Chambre et du Sénat votre protestation contre les termes dudit exposé des motifs.

Cet exposé des motifs a été rédigé par le Gouvernement en tenant compte de l'interprétation qu'il a donnée à l'article 13 de la convention du 28 juin 1921 - et qui a été exposée et motivée dans la lettre du 10 février 1928 de M. le Président du Conseil, Ministre des finances, portée à votre connaissance par décision du 1<sup>er</sup> mars 1928.

Tant que le Conseil d'Etat, saisi par les réseaux d'un pourvoi contre cette décision n'aura pas statué sur l'affaire, le Gouvernement ne saurait renoncer à son point de vue, ni en affaiblir la portée par la communication au Parlement de votre protestation.

Dans ces conditions, je ne saurais retenir votre suggestion et ne puis que vous donner acte des réserves contenues dans votre lettre du 25 octobre 1928.

Le Ministre des Travaux Publics,

Signé : Pierre FORGEOT.



GRANDS RESEAUX DE CHEMINS DE FER FRANCAIS

Comité de Direction  
-----

Copie

25 Octobre 1928

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 29 Octobre 1921, le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1929 comporte, sous le N° 131, un article fixant, d'une part, " le montant total des obligations que les Grands Réseaux d'intérêt général sont autorisés à émettre en 1929, pour quelque cause que ce soit et, notamment, pour l'application des articles 13, 16 et 25 de la Convention du 28 Juin 1921", et, d'autre part, "le montant des avances que le Trésor est autorisé à faire en 1929 au fonds commun des Grands Réseaux de Chemins de Fer" .

L'Exposé des Motifs de ce projet de loi contient , au sujet de ces avances , la déclaration suivante :

"Le présent article comporte enfin une disposition aux termes de laquelle le Trésor est autorisé à faire en 1929, au fonds commun des Grands Réseaux de chemins de fer d'intérêt général, des avances dans la limite d'un maximum de 60.000.000 Frs.

"Les Grands Réseaux, en effet, ont été invités à assurer, au cours de l'exercice 1928, au moyen de leurs ressources de Trésorerie, la couverture des sommes à la charge du fonds commun en 1928 et qui n'auront pu être couvertes, tant par les disponibilités dudit fonds commun au 30 Avril 1928, que par les ressources supplémentaires provenant des majorations de tarifs.

"En exécution de l'article 13 de la Convention du 28 Juin 1921, l'Etat doit assurer l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service des emprunts qui seront émis à ce titre par les Réseaux, jusqu'à la date où le fonds commun en opérera le remboursement".

Les Grands Réseaux tiennent à faire toutes réserves en ce qui concerne l'interprétation ainsi donnée par le Gouvernement aux dispositions financières de la Convention de 1921, interprétation qui a fait l'objet, de leur part, de recours devant le Conseil d'Etat; ils se réfèrent à cet égard aux observations développées dans les Mémoires déposés en leur nom, et ils attendent, avec confiance, la décision de la Haute-Juridiction.

Mais je dois vous faire spécialement observer qu'en déclarant qu'"en exécution de l'article 13 de la Convention du 28 Juin 1921, l'Etat doit assurer l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service des emprunts qui seront émis à ce titre par les Réseaux, jusqu'à la date où le fonds commun en opérera le remboursement", le rédacteur de l'Exposé des Motifs a nettement déformé le texte de l'art. 13 de la Convention de 1921, dans lequel il a substitué au mot "il", qui vise évidemment l'Etat, les mots "fonds commun", ce qui change tout à fait le sens de cette disposition.

Cette analyse tendancieuse de l'art. 13 étant de nature à créer dans l'esprit du Parlement une impression préjudiciable aux Réseaux, j'ai l'honneur de vous demander, en leur nom, de vouloir bien transmettre aux membres de la Commission des Finances de la Chambre des Députés et aux  
membres .....



membres de la Commission des Finances du Sénat notre protestation contre ce passage de l'Exposé des Motifs du projet de loi de Finances.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de mes sentiments respectueux.

Le Président du Comité de Direction,

Signé: de ROTHSCHILD.



Ministère  
des Travaux Publics

-----  
Cabinet du  
Ministre

Paris, le 12 Mars 1929

-----  
Direction générale  
des  
Chemins de fer.

-----  
1<sup>er</sup> Bureau

Monsieur le Président,

Par lettre du 5 février courant, vous avez bien voulu me faire connaître que M. le Président du Comité de Direction des grands réseaux vous avait communiqué la correspondance échangée avec mon Département au sujet du désaccord existant entre le gouvernement et les réseaux sur le sens et la portée des art. 13 et 17 de la convention du 28 juin 1921. Afin de permettre à la Commission des Finances de procéder à un examen objectif de l'ensemble des questions soulevées dans la correspondance précitée, vous m'avez demandé de vous faire connaître, à ce sujet, le point de vue de mon Administration.

Je rappellerai, en premier lieu, que la protestation portée par les réseaux devant la Commission des finances du Sénat a pour motif l'insertion, d'abord dans la loi de finances (art. 199), puis dans le projet de loi N° 917 de crédits supplémentaires sur l'exercice 1928, de dispositions relatives aux avances à faire par le Trésor au fonds commun en 1928 et en 1929; les réseaux s'élèvent notamment contre les termes des exposés des motifs de ces dispositions qui, selon eux, font état d'une interprétation actuellement sujette à controverse et semblent préjuger la décision de la juridiction contentieuse à laquelle est actuellement soumise cette interprétation.

L'exposé des motifs de l'art. 55 du projet de loi N° 917 (analogue d'ailleurs à celui de l'art. 199 de la loi de finances de 1929) est ainsi conçu :

"L'article 13 de la Convention du 28 juin 1921 sur le nouveau régime des chemins de fer stipule qu'en cas de besoin des avances seront faites au Fonds commun par le Trésor public, qui en sera remboursé, dans les conditions prévues à l'article 17 de la même convention, c'est-à-dire au bout d'une période maximum de deux années pour les avances afférentes aux exercices 1927 et suivants. Si le Ministre des Travaux Publics leur en fait la demande, les Réseaux émettront des obligations pour couvrir tout ou partie des avances à faire au Fonds commun, l'Etat assurant l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service de ces titres jusqu'à l'époque où le Fonds commun en opérera le remboursement.

"Le.....

A Monsieur le Président  
de la Commission des Finances du Sénat.



"Le règlement provisoire des comptes du Fonds commun, effectué au 30 avril 1928 et afférent à l'année d'exploitation 1927, a fait apparaître, compte tenu des versements des Réseaux excédentaires et du reliquat disponible sur l'excédent de l'exercice 1926, une insuffisance de 170 millions de francs en chiffres ronds.

"D'autre part, le Fonds commun avait à faire face, en 1928, aux charges des obligations émises par les Réseaux pour la couverture des insuffisances de 1921 à 1925, charges s'élevant à 490 millions de francs.

"C'est donc, au total, une somme de 660 millions de francs avancée au Fonds commun en attendant l'effet des majorations de tarifs mises en vigueur en vue de réaliser l'équilibre des ressources et charges dudit Fonds.

"Pour la couverture de cette somme de 660 millions, le Ministre des Travaux Publics a eu recours à la faculté que lui donne l'article 13 susvisé de la convention de 1921 et a demandé aux Réseaux d'en faire l'avance au moyen de leurs ressources de trésorerie.

"En conséquence, l'Etat doit assurer les charges de ces emprunts jusqu'à la date où le Fonds commun en opérera le remboursement, charges qui sont évaluées à 60 millions de francs.

"Les sommes à déboursier de ce chef par le Trésor ayant le caractère d'avances au Fonds commun, il y a lieu d'autoriser le Trésor à faire lesdites avances".

Les Réseaux protestent contre l'interprétation que semble donner ce texte à l'article 13 de la Convention de 1921, et portent ainsi devant les Commissions parlementaires des finances l'ensemble des questions qui font actuellement l'objet, de leur part, de pourvois devant le Conseil d'Etat et qui se rapportent d'une part à la couverture après 1927 des charges des insuffisances 1921-1926, d'autre part au mode de couverture des déficits propres aux exercices postérieurs à 1926.

On sait que, pour la période postérieure à 1927, l'équilibre du Fonds commun doit être, en principe, obligatoirement réalisé par le jeu des tarifs. Dès lors, on ne peut concevoir, à partir de 1927, que des insuffisances momentanées, qui doivent être rapidement résorbées par un aménagement des tarifs. Par suite, les avances du Trésor destinées à assurer l'équilibre du Fonds commun jusqu'au moment où se ressentent les effets de l'ajustement des tarifs, ne peuvent être en principe que de courte durée. C'est pourquoi l'article 17 de la convention prévoit que le Fonds commun doit assurer le remboursement de ces avances dans le délai maximum de 2 ans.

Le Trésor doit-il obligatoirement faire ces avances en capital, ou bien l'Etat conserve-t-il après 1927 la faculté de faire couvrir, par des emprunts des réseaux, tout ou partie des avances à faire au Fonds commun ?

Et.....



Et tout d'abord que faut-il entendre par déficit à couvrir par le fonds commun ? On sait que celui-ci doit à partir de 1927 supporter les charges d'intérêt et d'amortissement des emprunts émis pour couvrir les insuffisances de la période de 1921 à 1926. Il doit couvrir au surplus le déficit propre des exercices postérieurs à 1927. Le Fonds commun ne peut donc être considéré en équilibre que lorsqu'il est à même de couvrir ces deux catégories de charges.

Les réseaux estiment que la totalité du déficit non couvert par des majorations de tarifs doit être couverte par des avances du Trésor en capital. Pour ce qui est des charges des emprunts afférents aux insuffisances 1921-1926, ils invoquent, d'une part, le texte de l'art. 17 qui dispose que le rétablissement de l'équilibre du Fonds commun dans le délai de deux ans doit permettre de "rembourser" au Trésor les annuités restant à courir pour le service des obligations émises de 1921 à 1925, ce qui implique que le Trésor doit avoir fait au préalable l'avance, objet du remboursement ultérieur; d'autre part, qu'aux termes de l'art. 13 § 3, le Trésor doit assurer l'intérêt et l'amortissement des titres émis en couverture des avances jusqu'à ce qu'il en soit remboursé, ce qui implique que le service des titres émis sur la demande du Ministre ne peut être lui-même couvert par de nouveaux titres émis dans les mêmes conditions.

Quant aux déficits propres aux années postérieures à 1926, les réseaux soutiennent que la faculté de recourir à des émissions a été limitée à la période 1921-1926. Ils invoquent, indépendamment de passages de documents préparatoires de la loi de 1921, que le texte de la convention (art. 17) ne vise que le remboursement des avances du Trésor et non le cas de remboursement d'obligations; ils prétendent aussi qu'il y a incompatibilité entre les expressions "émission d'obligations" et "avances ne devant durer que deux ans au plus".

La thèse de l'Administration est diamétralement opposée. L'Etat soutient, en effet, d'une part, que les charges des insuffisances 1921-1926 devant être, à partir de 1927, supportées par le Fonds commun, comme toutes autres charges obligatoires, constituent un élément du déficit possible des années postérieures à 1926 et que, dès lors, si, en vertu de l'art. 13, § 3, le Trésor doit incontestablement faire les avances nécessaires pour couvrir ce déficit momentané (sauf à en être remboursé dans le délai de deux ans), il peut aussi, en vertu de ce même paragraphe 3, faire émettre des obligations par les réseaux pour couvrir la totalité de ces avances elles-mêmes, à charge pour lui d'avancer pendant deux ans les charges des emprunts ainsi effectués par les réseaux; c'est l'avance de ces charges qui fait l'objet de l'art. 55 précité dont l'exposé des motifs a soulevé les protestations des réseaux.

D'autre part, et a fortiori, pour ce qui concerne le déficit propre des exercices postérieurs à 1926, l'art. 13, § 3, ne fait pas de distinction quant à la période où peut s'exercer la demande du Ministre des Travaux Publics, et l'art. 17 a pu ne pas viser expressément le cas du remboursement d'obligations qui ne devait constituer qu'un expédient. Au surplus, et surtout, les réseaux eux-mêmes n'ont pas fait de distinction dans leur.....



leur lettre du 2 juillet 1921, quand ils ont spécifié que les bons à court terme, qui s'accroissent bien avec les avances à court terme, doivent servir en premier lieu à couvrir les insuffisances d'exploitation.

Telles sont, en résumé, les thèses en présence.

Le Conseil d'Etat a été appelé par les Compagnies à se prononcer, au contentieux, sur les deux questions fondamentales auxquelles elles se rapportent.

Pour compléter les explications qui précèdent, je ne peux mieux faire que de joindre à la présente communication une copie d'une lettre écrite le 10 Février 1928 par M. le Ministre des finances, alors Président du Conseil, et qui expose le point de vue du Gouvernement, tel qu'il est actuellement défendu, devant le Conseil d'Etat, par M<sup>e</sup> CARTAULT, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation.

Je crois devoir préciser que je porte les renseignements qui précèdent à la connaissance de la Commission des finances du Sénat, non pour engager devant elle la discussion au fond de litiges faisant actuellement l'objet de recours contentieux, mais pour répondre au désir qu'elle a exprimé d'être éclairée sur l'objet de ces litiges.

Le Gouvernement ayant à proposer au Parlement un texte pour l'application de la convention ne pouvait, logiquement, que l'appuyer sur la thèse qu'il soutient. L'adoption par le Parlement de la disposition qui lui est soumise ne pourrait d'ailleurs pas être considérée comme préjugant la décision contentieuse du Conseil d'Etat, cette disposition ayant nettement un caractère provisoire en attendant ladite décision.

La question étant présentée sous cet aspect, j'estime que les réseaux doivent avoir tous apaisements puisque la situation de chacune des parties demeure entière, dans ces conditions, leur protestation devant les Commissions parlementaires des finances, ne paraît pas, à mon avis, devoir comporter d'autre suite.

C'est dans ce sens que j'ai répondu à leur lettre du 4 janvier en leur donnant acte, au surplus, des réserves et observations contenues dans ladite lettre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,

Signé : FORGEOT.



MINISTERE DES FINANCES  
=====

Paris, le 10 Février 1928.

Direction  
du Mouvement Général des  
Fonds  
-----

N° 1.437  
-----

Modalités de couverture  
du déficit du fonds com-  
mun des grands réseaux.  
=====

LE PRESIDENT DU CONSEIL, MINISTRE DES  
FINANCES.

A Monsieur le MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
( Direction générale des chemins de fer  
1er Bureau)

Par lettre du 17 Décembre 1927, rappelée le 4 Février, vous avez bien voulu me faire connaître que les grands réseaux, en vous informant de la date et du montant des échéances réelles de l'annuité de remboursement des charges afférentes au principal des insuffisances 1921-1925, demandaient confirmation qu'ils recevraient en temps utile les mandats de paiement au moyen desquels, conformément aux dispositions de la convention de 1921 estimaient-ils, ils seraient mis en possession des sommes correspondant aux échéances en question.

Ainsi que vous le faites observer, la lettre des réseaux pose nettement la question du mode de couverture du déficit, et plus spécialement des charges des insuffisances 1921-1925. En effet l'exercice 1927 devant se solder par un déficit, il convient, avant que les relèvements de tarifs actuellement envisagés aient pu produire leurs effets, d'envisager s'il y a lieu de faire application de la disposition de l'article 13 de la convention aux termes de laquelle "en cas de besoin des avances seront faites au fonds commun par le Trésor public".

Les réseaux estiment à cet égard que les avances du Trésor doivent être faites en capital. Mon Département soutient au contraire - et vous avez bien voulu vous rallier à cette manière de voir - que le déficit qu'il s'agisse des charges 1921-1925 ou de l'insuffisance d'exploitation proprement dite de l'exercice écoulé, que je n'entends pas considérer isolément, peut être couvert par des emprunts des réseaux, en application de la disposition suivante de l'article 13 susvisé : "Toutefois, si le Ministre des Travaux Publics leur en fait la demande, les réseaux émettront des obligations pour couvrir tout ou partie des avances à faire au fonds commun, l'Etat assurant l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service de ces titres jusqu'à la date où il en opérera le remboursement".

Avant d'inviter les réseaux à procéder aux emprunts dont il s'agit, vous me demandez, étant donné que la décision est susceptible de donner lieu à un recours contentieux, de vous faire connaître si je maintiens, d'une façon définitive, ma manière de voir.

J'ai l'honneur de vous informer que la réponse à cette question ne peut être qu'affirmative. Je considère en effet que la lettre aussi bien que l'esprit de la convention donnent dans tous les .....



les cas au Gouvernement le pouvoir de faire couvrir les déficits du fonds commun par le produit d'obligation des réseaux.

Il n'est pas inutile d'exposer à ce sujet, afin de pouvoir la réfuter, la thèse des réseaux, telle qu'elle a été présentée par M. PESCHAUD, Secrétaire général du Comité de Direction dans un rapport du 28 Octobre dernier que vous avez bien voulu me communiquer.

En fait, dit M. PESCHAUD la politique qui consiste à emprunter pour couvrir les déficits budgétaires est une politique détestable; le Gouvernement y a renoncé avec raison en ce qui concerne le budget de l'Etat; elle ne serait pas moins mauvaise pour les Réseaux que pour l'Etat; et il serait inconcevable que le Gouvernement, basant sa politique financière sur l'équilibre de son budget, songeât à s'écarter de ce principe tutélaire pour le budget des Grands Réseaux de chemins de fer.

Le recours à l'emprunt avait été admis, à titre exceptionnel, pour la période transitoire de 1921 à 1926; mais cette période est maintenant close et il convient de rentrer dans la saine pratique financière.

En droit, il résulte nettement des travaux préparatoires de la Convention qu'à l'origine on n'avait pas envisagé la couverture des déficits du fonds commun par des emprunts des Réseaux; c'est toujours par voie d'avances du Trésor que les insuffisances devaient être couvertes en attendant que grâce au relèvement des tarifs, l'équilibre put être réalisé. Ce n'est que plus tard, lorsque la crise de 1920 fit craindre qu'il ne fut impossible de procéder, dès le début de l'application du nouveau régime des chemins de fer, aux relèvements de tarifs strictement nécessaires à l'équilibre, qu'une période transitoire de six ans fut instituée pendant laquelle le relèvement des tarifs serait facultatif. C'est pour cette seule période exceptionnelle de six ans que le recours à l'emprunt a été prévu et autorisé.

L'intention non douteuse des parties a été traduite avec netteté dans le texte même de la Convention, notamment dans les dispositions combinées des articles 13 et 17 de la Convention du 28 Juin 1921, dont nous croyons devoir rappeler les termes:

Article 13. - "Il est institué un fonds commun destiné à réaliser la solidarité financière des Grands Réseaux, à pourvoir à l'équilibre de leurs recettes, dépenses et charges et à leur faire, le cas échéant, en cours d'exercice, les avances nécessaires au fonctionnement de leur trésorerie.

"Ce fonds commun fera l'objet d'un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor Public. Il sera alimenté par l'excédent des recettes des Réseaux, comme il est dit à l'article 15 ci-après.

"Si cet excédent est insuffisant, les tarifs seront majorés dans les conditions indiquées à l'article 17 ci-après. En cas de besoin, des avances seront faites au fonds commun par le Trésor public qui en sera remboursé comme il est prévu audit article."

Quant à l'article 17, il distingue nettement la période antérieure au 1er Janvier 1927 et la période postérieure.

Les .....



Les dispositions de cet article concernant la période postérieure à 1926 sont les suivantes :

"Ultérieurement (c'est-à-dire après 1926) , lorsque les versements du fonds commun dépasseront ses encaissements, le Conseil supérieur des Chemins de fer proposera au Ministre des Travaux Publics de décider, dans les conditions ci-dessus, les augmentations de tarifs nécessaires pour :

"1° - rétablir l'égalité entre les versements et les encaissements annuels du fonds commun,

"2° - combler le déficit antérieur, de telle sorte qu'au bout d'une période maximum de deux années, le fonds commun ait remboursé au Trésor Public toutes ses avances afférentes aux exercices 1927 et suivants .-

En prévoyant des avances du Trésor pour combler les déficits momentanés et en organisant un mécanisme spécial pour le remboursement de ces avances , ce texte exclut formellement l'émission d'obligations pour la couverture des insuffisances.

Le Secrétaire général du Comité de Direction ajoute plus loin :

Non moins précis sont les travaux préparatoires .

Complétant le commentaire de l'exposé des motifs du projet de loi portant ratification de la Convention relative aux avances du Trésor au fonds commun, M. LE TROCQUER, Ministre des Travaux Publics, disait à la Chambre le 14 Décembre 1920 :

"Si le fonds commun doit déboursier plus qu'il ne reçoit, c'est le Trésor qui fait l'avance, c'est d'ailleurs une avance momentanée, car il faut que, par le relèvement des tarifs, l'équilibre soit rétabli dans un délai de deux ans ".

Nous relevons des déclarations tout à fait concordantes dans le rapport de MM. MAUNOURY et DUTREIL à la Chambre et dans le rapport de M. Fernand RABIER au Sénat:

MM. MAUNOURY et DUTREIL, dans leur avis présenté au nom de la Commission des Finances de la Chambre des Députés, s'exprimaient ainsi :

"Si nous nous plaçons par la pensée à quelques années après le début du fonctionnement de ce fonds commun, il y a tout lieu d'espérer et même de croire qu'en faisant varier congruement les tarifs , il possèdera une trésorerie assez souple pour pouvoir combler le déficit d'une année par les réserves des années précédentes , sauf à reconstituer ces réserves pendant les années suivantes. Mais il est impossible de s'illusionner au point de croire que, dès la première année, il pourra se suffire à lui-même. C'est en vue de cette éventualité fatale qu'on prévoit qu'un compte spécial sera ouvert dans les écritures du Trésor et qu'en cas de besoin - le besoin s'en fera sentir tout de suite - le Trésor fera au fonds commun les avances nécessaires.

Il convient de remarquer que l'avis présenté par MM. MAUNOURY .....



NOURY et DUTREIL est relatif au projet de loi primitif qui ne prévoyait pas de période transitoire, l'équilibre du fonds commun devant être immédiatement obtenu par le jeu des tarifs. Ce n'est que postérieurement que l'on a envisagé une période transitoire, pendant laquelle l'automatisme des tarifs ne jouerait pas.

M. RABIER, Rapporteur de la Commission des Chemins de fer du Sénat, écrivait de son côté :

"La Convention a prévu deux dérogations à la règle d'après laquelle l'équilibre du fonds commun doit être réalisé par les tarifs. La première à un caractère temporaire; la seconde est une mesure transitoire.

"1°) Dans le cas où le fonds commun ne serait pas, à un moment donné, en situation de faire face aux appels d'un ou de plusieurs réseaux, des avances lui seront consenties par le Trésor. Il faut en effet assurer à la tarification une certaine fixité; d'autre part, il est nécessaire de donner aux réseaux les ressources dont ils auront besoin. Dans le cas envisagé, le Trésor viendra en aide aux Réseaux, et il sera remboursé dans les deux ans, par le jeu des tarifs, soit qu'il soit nécessaire de les relever, soit, et c'est l'hypothèse la plus vraisemblable que les tarifs existants soient suffisants, eu égard au développement normal du trafic pour effectuer ces remboursements".

"2°) L'exception transitoire est la suivante ...."

(M. RABIER expose ici le régime institué par la Convention de 1921 pour les six premières années de son application pendant lesquelles l'automatisme des tarifs ne joue pas).

Ainsi M. RABIER, en envisageant l'obligation, pour le Trésor, de combler, par des avances, les déficits temporaires du fonds commun, a entendu viser la période normale d'application du nouveau régime des chemins de fer, c'est-à-dire la période postérieure au 31 Décembre 1926.

Cette obligation a d'ailleurs été également mise en lumière par les adversaires de la Convention, et notamment de la manière la plus nette, par M. Léon BLUM qui déclarait à la Chambre des Députés, le 25 Octobre 1921:

"A partir de 1927, si vous n'avez pas obtenu l'équilibre, non seulement l'Etat continuera à payer les annuités de ces sommes empruntées entre 1921 et 1927 et dont, bien entendu le service s'étend très au-delà de 1927, mais il sera encore obligé de couvrir, en vertu d'un texte formel de la Convention tous les déficits annuels".

Cette argumentation ne me paraît nullement décisive. Elle passe en effet sous silence la disposition, essentielle cependant, de l'article 13, citée au début de la présente lettre, d'après laquelle les déficits peuvent être couverts au moyen du produit d'obligations des réseaux. Or cette disposition, ainsi qu'il résulte d'un passage de l'avis émis au nom de la Commission des Finances de la Chambre par MM. Maurice MAUNOURY et Maurice DUTREIL, a été proposée par les réseaux eux-mêmes. Je reproduis ci-après le passage en question.

L'article 13 prévoit que les avances au fonds commun seront toujours faites par le Trésor. La Commission des Finances avait estimé .....



estimé qu'il serait préférable de prévoir que ces avances pourraient être faites sur avis conformes du Ministre des Finances, par le Trésor public, mais, que sur le refus du Ministre des Finances, elles devraient être faites par les Compagnies.

Observation est ici faite que la question ainsi posée n'est pas complète, du moins pour le cas où l'avance est faite par les Compagnies.

Dans le cas où l'avance est faite par le Trésor, pas de difficulté. Il doit, en effet, être remboursé dans les deux ans par l'automatisme des tarifs (art. 13, 2<sup>o</sup>) et l'opération est terminée.

Si, au contraire, l'avance était faite par les Compagnies, il leur faudrait, pour ce, contracter des emprunts amortissables dans une période variant entre 40 et 60 ans. Et alors se pose la question secondaire : qui pendant cette période paiera les annuités des emprunts : est-ce le Trésor ou le fonds commun ? Si c'est le Trésor, ce sera toujours l'Etat qui fera les avances, sous une forme différente, mais ce sera lui cependant. Il est en tout cas, indispensable de préciser à qui incombera la charge du remboursement.

La réponse faite par les Compagnies le 26 Novembre tranche à la fois la question posée et celle qui était passée sous silence :

"Nous acceptons, dans le cas envisagé, de mettre à la disposition de l'Etat notre faculté d'émission : le troisième alinéa de l'article 13 pourrait, en conséquence, être complété par la disposition suivante :

"Toutefois, si le Ministre des Travaux Publics leur en fait la demande, les réseaux émettront des obligations pour couvrir tout ou partie des avances à faire au fonds commun, l'Etat assurant l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service de ces titres, jusqu'à la date où il en opérera le remboursement".

J'ajoute que l'on pourrait discuter sur la portée du terme "en cas de besoin" employé dans l'article 13 comme nécessitant le recours aux avances. En effet l'exposé des motifs du projet de loi déposé par le Gouvernement, exposé qui traduit à n'en pas douter l'intention des deux parties, indique expressément (page 15) que c'est seulement dans le cas où le Ministre refuserait son homologation à une augmentation de tarifs que le Trésor Public ferait les avances nécessaires. Sans doute le texte primitif de l'article 13 a-t-il été modifié en cours de discussion, mais l'esprit des accords n'a pas changé et les corrections intervenues ont eu d'ailleurs pour but d'éviter à l'Etat des décaissements de fonds. Le Gouvernement serait donc, en quelque sorte, fondé à soutenir que du moment où, d'accord avec les Compagnies, il a demandé au Conseil supérieur des Chemins de Fer d'étudier un relèvement de tarifs applicable dans un délai très rapproché, il n'est pas tenu de faire des avances au fonds commun.

Je m'empresse d'ajouter qu'une solution aussi absolue n'aurait pas mes préférences. J'admets que le Trésor puisse être amené à faire des avances au fonds commun, mais j'estime que ces avances peuvent, conformément à l'article 13 de la Convention, se présenter sous forme d'émission d'obligations des réseaux.

On .....



On ne saurait à ce sujet soutenir que l'article 13 doit être interprété comme s'appliquant uniquement à la période transitoire qui a pris fin le 31 Décembre 1926 . Rien dans le texte ne permet d'en juger ainsi. Le commentaire de l'article 13 présenté par MM. MANOURY et DUTREIL et qui a été reproduit ci-dessus in extenso indique très nettement à mon avis que cet article à une portée générale et qu'il s'étend à toute la période d'application du nouveau régime , et aucun des autres documents parlementaires ne contredit cette interprétation . Le passage suivant du rapport N° 627 (page 43) de M. Fernand RABIER au Sénat, incomplètement cité par M. PESCHAUD, vient au contraire la renforcer :

Dans le cas où le fonds commun ne serait pas, à un moment donné, en situation de faire face aux appels d'un ou de plusieurs réseaux, des avances lui seront consenties par le Trésor. Il faut, en effet, assurer à la tarification une certaine fixité; d'autre part, il est nécessaire de donner aux réseaux les ressources dont ils auront besoin. Dans le cas envisagé, le Trésor viendra en aide aux Réseaux, et il sera remboursé, dans les deux ans, par le jeu des tarifs, soit qu'il soit nécessaire de les relever, soit, et c'est l'hypothèse la plus vraisemblable, que les tarifs existants soient suffisants, eu égard au développement normal du trafic, pour effectuer ces remboursements .

Mais ici se place une disposition intéressante . On sait que l'un des principaux avantages de la politique des conventions , le principal peut-être, c'est, en créant entre l'Etat et les compagnies une véritable association financière, de fortifier le crédit de l'un et de l'autre , de l'un par l'autre. Les conventions de 1879 et de 1883 , avaient tiré les conséquences de ce principe. La convention nouvelle les développe. De même que les réseaux se feront les banquiers de l'Etat pour la construction des lignes nouvelles, même lorsque ces lignes seront construites par l'Etat, de même les réseaux se feront, si l'Etat le leur demande, son banquier pour assurer l'équilibre du fonds commun.

Dans ces conditions , l'article 17 , également invoqué par les réseaux , ne saurait être considéré isolément, à supposer, ce que je conteste, que ces dispositions soient contraires à la thèse du Gouvernement. Les dispositions des articles 13 et 17 , auxquelles il y a lieu de joindre celles de l'article 15, forment un tout et se complètent mutuellement. L'interprétation de ces textes paraît dès lors devoir être la suivante :

Le 3ème paragraphe de l'article 13 de la convention de 1921 prévoit que "des avances seront faites au fonds commun (en cas de besoin) par le Trésor Public qui en sera remboursé comme il est prévu audit article (Article 17)."

Or, la convention n'a pas prévu le remboursement des avances faites par le Trésor pour la période antérieure à 1927, et ceci pour traduire l'intention du législateur qui voulait assurer aux réseaux une garantie complète de l'Etat pendant les six premières années d'application du nouveau régime.

Il convenait donc de prévoir ce remboursement à partir de 1927, puisque les réseaux doivent alors s'équilibrer par leurs propres moyens et par le jeu des tarifs . Les avances du Trésor deviennent donc provisoires à dater du 1er Janvier 1927 et le fonds commun doit  
les .....



les rembourser dans le délai de deux ans.

C'est ce que le 2° de l'article 17 exprime clairement et exclusivement.

Mais cette disposition, prévue uniquement pour faire intervenir le remboursement des avances faites à partir de 1927, n'exclut nullement l'application de l'article 13 et la faculté donnée par cet article à l'Etat, de couvrir cette avance par le produit d'obligations émises par les réseaux.

L'article 17 - 2° impose à l'Etat l'obligation d'avancer, après 1927, au fonds commun, les sommes nécessaires à la couverture provisoire de son déficit, mais il ne lui impose pas un mode spécial d'exécution de cette obligation.

D'autre part, on ne peut davantage s'appuyer sur le sens littéral du terme "avances" employé dans le 2ème de l'article 17, pour en déduire que ce mot exclut la possibilité pour l'Etat de faire procéder, en application du 3ème paragraphe de l'article 13, à des émissions d'obligations destinées à la couverture du déficit.

En effet, le terme "avances" paraît devoir être interprété dans son sens complet et signifier les avances de toutes sortes... (toutes ses avances) faites par le Trésor. Ce terme s'entend à la fois des avances en capital que l'Etat peut faire conformément à la 2ème phrase du 3ème paragraphe de l'article 13 et des avances "d'intérêt, d'amortissement et de frais réels de service" dont il assure le paiement dans le cas où il use de la faculté qui lui est réservée par la 3ème phrase du 3ème paragraphe sus mentionné.

Le paragraphe 2ème de l'article 17 complète donc également, dans ce cas, le 3ème paragraphe de l'article 13 en spécifiant les conditions dans lesquelles doit intervenir le remboursement des avances faites par l'Etat pour le service des obligations, remboursement stipulé audit article 13 dans ces termes : "l'Etat assurant l'intérêt, l'amortissement et les frais réels de service de ces titres jusqu'à la date où il en opérera le remboursement."

A ce sujet, il convient de signaler que le mot "il" ne peut signifier que "le fonds commun"; ce mot n'aurait aucun sens s'il voulait dire "l'Etat". Si cette dernière acception était admise, le terme "remboursement" s'entendrait, en effet, des mots précédents : "de ces titres" et ferait double emploi avec le terme "amortissement" qui le précède.

On ne peut davantage, à mon avis, prétendre comme le font actuellement les réseaux que l'Etat doit obligatoirement, à partir de 1927, faire l'avance des annuités restant à courir pour les obligations émises de 1921 à 1926, sans pouvoir couvrir cette avance par des obligations.

En admettant l'interprétation que les réseaux pourraient tirer de l'article 13 combiné avec l'article 17 et qui a été exposée ci-dessus, cette interprétation ne vaudrait qu'en ce qui concerne l'obligation pour le Trésor de couvrir les charges des insuffisances de 1921 à 1926 dans le cas où le fonds commun ne peut le faire lui-même; mais la question du mode de couverture reste entière.

En .....



En effet, les termes de l'article 13 qui prévoient que l'Etat assure le service des obligations émises de 1921 à 1926 n'excluent pas l'application de l'article 15 suivant qui spécifie "qu'à partir de l'année 1927, les charges dont il s'agit seront prélevées sur le fonds commun". La prise en charge du service des titres par l'Etat n'est donc valable que pour la période antérieure à 1927; à partir de cette date, le fonds commun est substitué au Trésor. Les annuités des charges de 1921 à 1926 doivent donc être couvertes en premier lieu, par le fonds commun en même temps que les insuffisances de recettes des réseaux. Si le fonds commun n'a pas les ressources nécessaires, le Trésor doit lui faire une avance, mais cette avance est destinée à la couverture du déficit total du fonds commun et ne peut être affectée particulièrement à tel ou tel élément de ce déficit. On retombe alors dans l'application générale de l'article 13 et le Trésor peut couvrir l'avance qu'il doit faire par l'émission d'obligation des réseaux.

On ne saurait prétendre, par ailleurs, que le paragraphe 3 de l'article 13 où il est dit que "l'Etat assure le service des dites obligations jusqu'à la date où le fonds commun en opère le remboursement" combiné avec le 3° de l'article 17 qui prévoit, à partir de 1927, le remboursement au Trésor des annuités de ces obligations, oblige l'Etat à cette époque à continuer directement le service de ces titres pour en être remboursé, soit en fin d'exercice si le fonds commun possède les disponibilités suffisantes, soit dans un délai de deux ans. Il suffit de répéter à l'encontre de cette prétention que l'article 17, pas plus que l'article 13, n'exclut l'application de l'article 15 qui impose au fonds commun d'abord l'obligation de faire face à ces échéances.

Le 3° de l'article 17 vient uniquement compléter l'article 13 pour fixer l'époque à laquelle doit intervenir le remboursement prévu à l'"in fine" du 3ème paragraphe dudit article 13.

Je désire en terminant répondre à l'observation des réseaux suivant laquelle il serait une méthode déplorable de couvrir par obligations, c'est-à-dire par l'emprunt, les charges d'un emprunt précédent couvrant un déficit. Cet argument n'aurait de valeur que si le recours au crédit des Compagnies avait pour objet spécial de faire face aux annuités du Service des obligations émises de 1921 à 1925. Mais, ainsi que je l'ai répété à plusieurs reprises au cours de cette lettre, j'estime que seul est à considérer le déficit général du fonds commun, en tenant compte de toutes les ressources qui lui sont affectées et de toutes les dépenses qui lui incombent y compris les charges des insuffisances 1921-1925: c'est au solde débiteur que s'appliquent les avances du Trésor, réalisables selon les modalités prévues à l'article 13.

Au surplus, si le Trésor faisait au fonds commun des avances en capital, il se trouverait lui-même dans la nécessité, toutes ses ressources étant affectées, de faire appel au crédit public. On n'éviterait donc pas le recours à l'emprunt. Il est possible au contraire que s'agissant d'une couverture provisoire du déficit, les réseaux, sans émettre des obligations à longue échéance, puissent se procurer, pour le compte de l'Etat, les ressources nécessaires au rétablissement de l'équilibre du fonds commun en généralisant les procédés qu'ils utilisent déjà pour alimenter leurs trésoreries propres: émission de traites, création de bons à court terme, entente avec les fournisseurs, avances de banques.

J'observerai .....



J'observerai également que l'inconvénient d'un recours à l'emprunt pour faire face à un déficit ne serait pas spécial aux charges des insuffisances 1921-1925. Il convient de rappeler, en effet, que les charges dites "de première année" sont également couvertes par le produit d'obligations.

Je rappellerai enfin sans qu'il soit besoin d'insister à cet égard qu'il n'a jamais été dans ma pensée d'organiser le déficit en faisant couvrir invariablement et définitivement les déficits d'exploitation par le produit d'émissions d'obligations. La solution que je préconise constitue simplement un mode transitoire d'équilibre appliqué en attendant les résultats du réajustement rationnel des tarifs de transports à l'étude duquel procède actuellement le Conseil Supérieur des Chemins de fer.

Je me plais à espérer que les réseaux, eu égard à ces explications, déféreront à l'invitation que vous leur adresserez de se faire, ainsi que l'a écrit M. Fernand RABIER, les banquiers de l'Etat en vue de couvrir les déficits du fonds commun.

Signé : R. POINCARE .



de loi de M.M. MOLLARD, MILAN et MACHET tendant à modifier la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique. Il conclut à l'adoption.

M. JEANNENEY s'associe aux conclusions de M. le Rapporteur et fait connaître que, chargé par la Commission d'Administration, de présenter un avis sur cette proposition de loi, les modifications qu'il proposera d'apporter à son texte seront des modifications, non de fond, mais de forme.

Les conclusions de l'avis de M. PEYTRAL sont adoptées.

#### PROGRAMME NAVAL

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen officiel pour avis financier, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés autorisant la mise en chantier, du 1<sup>er</sup> juillet 1928 au 30 juin 1929, d'unités comprises dans la deuxième tranche du programme naval.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général fait connaître que M. RAIBERTI retenu par la grippe à NICE, et à qui, au nom de la Commission, il envoie ses vœux de prompt rétablissement, l'a prié de présenter en son nom, l'avis de la Commission. Il donne lecture des conclusions de cet avis favorable à l'adoption du projet, sans modification. Il signale le retard qu'apportera à la mise à exécution de cette tranche du programme naval, le vote tardif par la Chambre, du projet et il termine en faisant des réserves sur la méthode qui consiste à ouvrir un crédit de 15 millions qui eût dû être ouvert au titre de l'exercice 1928, sur le budget de l'exercice 1929, alors que ce budget n'est équilibré que de justesse.

M. MAHIEU.- Je désire présenter une observation à propos du programme naval, dans son ensemble.

L'Allemagne.....



L'Allemagne construit, en ce moment, un croiseur de 10.000 tonnes qui, par ses caractéristiques et son armement, rentre dans la catégorie des cuirassés. Il comporte, en effet, des canons de 240 alors que les croiseurs prévus à notre programme ne sont armés que de canons de 203 conformément aux stipulations de l'accord naval de Washington. Qu'allons nous faire en présence de cette attitude de l'Allemagne? Il est bien évident que si nous nous bornons à construire nos croiseurs légers, nous n'aurons rien à opposer, le cas échéant, aux navires de classe supérieure que construit l'Allemagne.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'Allemagne n'est pas liée par l'accord de Washington; le navire qu'elle construit, c'est dans la limite des autorisations qui lui ont été accordées par le traité de Versailles. D'ailleurs les accords de Washington nous permettent de construire des unités très supérieures au croiseur allemand.

M. MAHIEU.- Oui, mais en fait nous n'en construisons pas.

M. LE PRESIDENT.- Il est lamentable de voir les pays qui prêchent le désarmement, augmenter sans cesse leur puissance militaire. Ainsi, les Etats-Unis qui viennent de décider la construction immédiate de 15 nouveaux croiseurs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La construction du croiseur allemand, basée sur des données techniques nouvelles est une oeuvre des plus remarquables. Pour gagner du poids, on a remplacé tous les boulons par la soudure autogène; on a ainsi économisé 1.000 tonnes ce qui a permis d'installer sur le croiseur une artillerie plus puissante que sur les unités de même tonnage des autres marines.

M. MAHIEU.- Et l'on a employé, toujours dans le même  
dessin .....



dessein, des aciers au nickel, plus légers et plus résistants. Le résultat, c'est un outil de luxe, effroyablement cher. Et l'on dit que l'Allemagne est misérable !

M. LE PRESIDENT.- Nous ne pouvons, pour le moment, instituer un débat sur cette question si intéressante et que nous aurons à discuter ultérieurement.

Les conclusions de l'avis de M. le Rapporteur Général favorables à l'adoption du projet, sont adoptées.

#### ASSURANCES SOCIALES EN ALSACE ET LORRAINE

La Commission adopte, sur le rapport de M. LE RAPPORTEUR GENERAL, le projet de loi portant ratification du décret du 20 avril 1924, modifiant, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, l'article 1397 du code des Assurances Sociales du 19 Juillet 1911, concernant la couverture des charges des instituts d'assurances.

#### REGIME DES VINS EN ALSACE ET LORRAINE

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un rapport sur le projet de loi portant ratification du décret du 25 août 1925, rendant applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la législation française sur le régime des vins. Il conclut à l'adoption en signalant que le décret qu'il s'agit de ratifier autorise la continuation de deux errements anciennement appliqués dans les départements recouverts, le mouillage et la circulation des piquettes dans les limites de la commune.

M. REBOUL.- Et nous allons continuer de tolérer cela ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui, le Gouvernement nous le demande.

M. RAOUL PERET.- Surtout ne faisons pas naître un nou-

veau.....



veau conflit alsacien avec cette minime question.

M. REBOUL.- N'y aurait-il pas moyen d'introduire, dans le rapport, quelques réserves et de dire que la tolérance dont il s'agit ne saurait être que transitoire et que nos compatriotes des trois départements recouvrés doivent se préparer à l'application du même régime des vins que dans le reste de la France.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est bien délicat à dire, en ce moment.

M. HERVEY.- Il faudrait leur faire comprendre que notre législation sur les vins est bienfaisante puisqu'elle interdit les fraudes.

M. MAHIEU.- Il importe de tenir compte de ce que, en raison de la rudesse du climat les raisins ne peuvent pas toujours arriver à un degré de maturité suffisante dans nos régions de l'est. Il faut donc permettre aux vignerons l'emploi du sucre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne fais aucune réserve quant au sucrage qui est d'ailleurs pratiqué dans le Jura et en Bourgogne; mais j'en fais quant au mouillage qui est interdit en France.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Les errements qu'autorise le projet de loi étaient déjà pratiqués avant 1870, cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'ils soient bons, mais cela indique qu'on n'y peut pas mettre fin brutalement. La question diminue d'ailleurs d'importance, de jour en jour, en Moselle où la vigne fait, peu à peu, place à des cultures plus rémunératrices comme celles du prunier et du fraisier.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- D'ailleurs le décret qu'on nous demande de ratifier spécifie que le régime accordé n'a qu'un.....



qu'un caractère transitoire.

Les conclusions de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

CESSION DE FORTIFICATIONS DESAFFECTEES.

La Commission adopte, sur avis financier de M. MAHIEU, trois projets de loi portant cession aux villes de Toulon, de Lorient et de Lisieux des terrains et bâtiments militaires désaffectés.

QUESTIONS DIVERSES

M. HERVEY.- M. le Président du Sénat m'a communiqué, en ma qualité de rapporteur du budget de l'Algérie, une lettre que lui avait adressée M. le Ministre de l'Intérieur et aux termes de laquelle celui-ci lui demande de substituer, par voie d'erratum, au Journal Officiel le chiffre de 31.020.000 francs représentant le prélèvement à effectuer au profit du budget de l'Algérie sur le produit de la contribution sur les bénéfices de guerre, au chiffre de 30 millions indiqué dans le rapport de M. ANTONELLI et qui a été voté par les deux Chambres. M. le Président avant de déférer à la demande de M. le Ministre de l'Intérieur, désirerait connaître l'avis de la Commission des Finances .

M. LE PRESIDENT.- Il s'agit de la rectification d'une erreur matérielle. Nous n'y faisons aucune objection (Assentiment).

M. LE GENERAL STUHL.- Je demande qu'on mette, à bref délai, à l'ordre du jour, la proposition de loi sur la révision des contrats passés pour l'exhumation des militaires tués au cours de la guerre. Le retard apporté à résoudre cette question met les entrepreneurs dans l'impossibilité

de.....



de se faire payer les sommes qui leur sont dûes et qui représentent, pour la plus grande part, des avances faites par eux.

M. LE PRESIDENT.- Ce n'est pas la Commission des Finances, mais la Commission des Marchés que préside M. MILLIES LACROIX qui est saisie, pour examen au fond, de cette proposition. Je vais faire part officiellement à M. MILLIES LACROIX de votre demande.

M. REBOUL.- M. le Rapporteur Général connaît-il les raisons de la hausse actuelle des actions de la Banque de l'Afrique occidentale ? On nous a assuré que le projet que nous avons récemment voté relativement au renouvellement du privilège de cette Banque était très favorable au Trésor. De son vote eût donc dû logiquement résulter une baisse des actions de la Banque, or, c'est le contraire qui se produit.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La conséquence logique eût, en effet, été une baisse lente des actions de la Banque de l'A.O.F. mais en ce moment, la Bourse ne se conforme plus aux lois de la logique. Une frénésie de spéculation s'est abattue sur elle. On achète, sans se soucier du revenu des valeurs mais en escomptant uniquement une plus-value en capital. Un moment viendra où cette hausse s'arrêtera et tout cela finira par un krach.

M. ROUSTAN.- Croyez-vous vraiment que les détenteurs d'actions de la Banque de l'A.O.F. que nous connaissons, soient gens à se laisser entraîner par des emballements injustifiés ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non certes, et je ne serais pas éloigné de penser qu'ils ont organisé la hausse pour se débarrasser de paquets d'actions dont ils n'ignorent pas qu'elles sont appelées à baisser.

M. LE PRESIDENT.- On me communique que les actions en question qui avaient atteint 18.000 francs, ces jours derniers, viennent.....

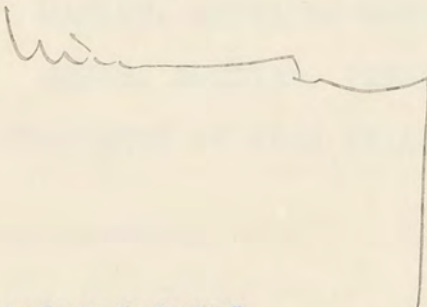


viennent de descendre à 16.000 francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela confirme ce que je disais. Les initiés se sont débarrassés de leurs titres; ils n'ont plus intérêt à entretenir la hausse.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demande plus la parole ?  
La Séance est levée à 16 heures 20.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES  
-----

Séance du 13 Février 1929.-

La Séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. JEANNENEY. CHARLES DUMONT.  
CUMINAL. ABEL GARDEY. REBOUL. ALBERT  
MAHIEU. REYNALD. HENRI ROY. HERVEY.  
SERRE. ROUSTAN. FARJON.

EXCUSES: M.M. CHASTENET et JEAN PHILIP.

-----  
CHEMIN DE FER ENTRE BLAINVILLE ET SARREBOURG.

La Commission adopte un avis de M. JEANNENEY sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles voies de chemin de fer entre BLAINVILLE et SARREBOURG.

CHEMIN DE FER DE FOUG A FROUARD.

La Commission adopte un avis de M. JEANNENEY sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de déclarer d'utilité publique la ligne de chemin de fer d'intérêt général de FOUG à FROUARD.

COMPLEMENT D'UN BRAS DE L'ILL.

La Commission adopte un avis de M. ABEL GARDEY sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique des travaux de comblement d'un bras de l'Ill, à Strasbourg et de prononcer la distraction des terrains correspondants du domaine public fluvial.

DROIT DE CHASSE.....



DROIT DE CHASSE DANS LES FORETS DOMANIALES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MACHET, sur la proposition de loi de M. CORNAND, modifiant la loi du 20 juin 1845 sur l'adjudication du droit de chasse dans les forêts domaniales (N° 225, année 1927).

M. ABEL GARDEY, Rapporteur, donne lecture de son avis, concluant à l'adoption du texte proposé par la Commission de l'Agriculture.

M. ALBERT MAHIEU.- Je voterai le texte parce qu'il conserce la faculté par l'administration de maintenir le régime actuel ou bien d'accorder des licences.

En fait, j'espère que l'administration des eaux et forêts se montrera très parcimonieuse dans l'octroi de ces licences. Déjà dans les Régions libérées, l'Etat a renoncé à louer la chasse dans ses forêts pour éviter les déprédations causées inévitablement par les chasseurs et les chiens. En pareille matière, il faut surtout éviter les abus.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai fait moi-même les réserves nécessaires et montré les inconvénients qui seraient fatalement résultés du texte primitif de M. CORNAND. Je dois ajouter que l'administration des eaux et forêts accepte le système proposé par la Commission de l'Agriculture.

L'avis de M. ABEL GARDEY est adopté.

MODIFICATION A LA LOI DU 30 Juin 1838 SUR  
LES ALIÉNÉS.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier des conclusions du rapport de M. Paul STRAUSS, sur le projet de loi portant modification de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés.

M. CHARLES DUMONT.....



M. CHARLES DUMONT. Rapporteur Général donne lecture de son avis favorable à l'adoption.

M. HERVEY.- Je n'ai qu'une critique à formuler. Elle vise le délai de 6 mois imparti par l'article 13 pour l'enquête du procureur de la République. Ce délai est trop long.

M. LE PRESIDENT.- C'est là une question qui n'est pas de notre compétence. Nous devons borner notre examen aux conséquences financières du projet.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En fait, d'ailleurs, M. HERVEY a satisfaction par le texte lui même qui prévoit que le procureur pourra faire son enquête "à toute époque s'il le juge utile".

L'avis de M. CHARLES DUMONT est adopté.

#### LEGISLATION MINIERE EN ALGERIE ET AUX COLONIES

La Commission adopte l'avis financier de M. PASQUET sur les conclusions du rapport de M. DEBIERRE sur le projet de loi adopté par la Chambre des Député, tendant à assurer aux ouvriers et employés des mines, allant travailler dans les exploitations minières d'Algérie et des Colonies, le bénéfice de la législation sur les retraites des ouvriers mineurs (N° 798, année 1928).

#### ENTRETIEN DES CHAUSSEES DE PARIS

M. CHARLES DUMONT.- En l'absence de M. MILAN, Rapporteur des Travaux publics et d'accord avec lui, j'ai l'honneur de vous demander de l'autoriser à déposer à l'une des prochaines séances du Sénat, le rapport de la Commission sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention passée entre le ministre des Travaux publics.....



Travaux publics et le préfet de la Seine concernant l'entretien des chaussées de Paris et ouverture d'un crédit supplémentaire de 3.900.000 Frs pour l'application de ladite convention.

Il y a intérêt à faire voter ce projet le plus rapidement possible pour donner une satisfaction très légitime aux automobilistes de Paris qui vont payer une très grosse partie de la surtaxe sur l'essence, dont le produit, vous le savez sera consacré presque intégralement à la remise en état des routes en dehors de la capitale.

Au moment du vote de cette surtaxe, nous avons pris l'engagement, M. le Président et moi, auprès de nos collègues de la Seine de hâter le vote du projet dont nous sommes actuellement saisis. C'est pour tenir cet engagement que je vous fais aujourd'hui cette proposition.

M. ALBERT MAHIEU.- Il faut profiter du vote de ce projet pour obtenir la suppression du fameux "bulletin vert".

M. LE PRESIDENT.- Cette suppression serait, en effet, infiniment désirable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si j'étais membre du Conseil municipal de Paris, je demanderais la suppression du bulletin vert. Mais le Sénat n'a pas à se mêler des affaires de la Ville de Paris. Si nous nous engageons dans cette voie nous créerions un précédent dangereux.

M. ALBERT MAHIEU.- Tout le monde est d'accord sur la nécessité de supprimer un droit d'octroi qui n'est acquitté que par les chauffeurs honnêtes et qui constitue ainsi une véritable école de démoralisation.

Un système a été imaginé pour le remplacer : on frapperait d'une taxe spéciale de 100 francs tous les propriétaires d'automobiles. Cette réforme très heureuse n'a pu aboutir

par.....



par suite de l'opposition des chauffeurs de taxi qui se sont refusés à payer cette somme pourtant très raisonnable.

Le Gouvernement devrait intervenir pour faire aboutir une réforme aussi juste.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture du rapport de M. MILAN concluant à l'adoption du projet.

M. SERRE.- Pourquoi le contingent de l'Etat n'est-il pas établi une fois pour toutes en francs ? La stabilisation n'est-elle pas faite ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le contingent est en effet fonction de 3 éléments.

Il sera désormais égal à une somme représentative :

1° - du prix de 2.250.000 pavés de 14 x 20 x 16 en granit, de provenance française, acquis par la Ville de Paris;

2° - du prix de 4.000 tonnes de charbon, évalué d'après la moyenne des prix fixés par trimestre par le Ministre des Travaux Publics, pour les usines de la région parisienne;

3° - du salaire annuel de 225 cantonniers, fixé à la moyenne arithmétique des salaires des cantonniers des première et dernière classe des cantonniers paveurs du département de la Seine.

M. ALBERT MAHIEU.- Le choix de ces indices présente divers inconvénients.

L'indice tiré du prix du charbon se comprend mal, alors qu'il s'agit d'une subvention destinée à l'entretien des rues et des chaussées.

M. SERRE.- C'est évident.

M. ALBERT MAHTEU.- Mais c'est l'indice résultant du salaire moyen des cantonniers qui prête le plus à la critique.

Ce.....



Ce salaire moyen, est-il dit dans la convention, est égal à la moyenne arithmétique des salaires des premières et dernières classes des cantonniers paveurs du département de la Seine. Ainsi, toute augmentation des salaires de la première classe, si peu nombreux qu'en soient les bénéficiaires, aurait sur la subvention une répercussion disproportionnée. Pouvons-nous admettre cela ?

M. HENRI ROY.- Non. Donnons une subvention établie forfaitairement. Cela vaudra mieux et ne nous réservera aucune surprise.

M. ALBERT MAHIEU.- Voilà la solution.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je ne fais aucune opposition à cette proposition.

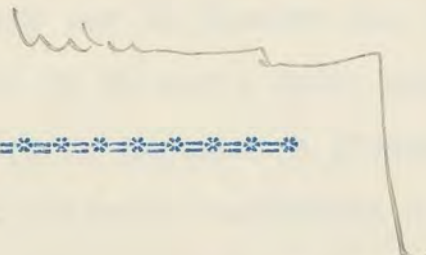
Dans ces conditions, le rapport pourrait conclure au rejet du projet de loi, avec cette signification que le crédit de 11.250.000 francs, voté pour l'exercice 1929, pourrait servir de base, dans l'avenir, à la fixation du contingent de l'Etat.

Le rapport ainsi modifié est adopté.

La Commission fixe sa prochaine séance au mercredi 27 Février.

La Séance est levée à 16 heures 50.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 27 Février 1929.

La Séance est ouverte à 16 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JEANNENEY.  
GEORGES BERTHOULAT. VICTOR PEYTRAL.  
GENERAL HIRSCHAUER. MARIO ROUSTAN. HER-  
VEY. PIERRE LAVAL. FRANCOIS MARSAL.  
FRANCOIS SAINT MAUR. JOSEPH COURTIER.  
REYNALD. GALLET. CUMINAL. FARJON. ALBERT  
MAHIEU. ABEL GARDEY.

ALSACE - LORRAINE.

La Commission adopte quatre avis financier de M. GEORGES BERTHOULAT sur :

1° ) les conclusions du Rapport de M. PAUL JOURDAIN, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 février 1924, relatif à la modification dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de l'article 1280 du Code des assurances sociales (N° 41 - année 1929).

2°) les conclusions du Rapport de M. PAUL JOURDAIN, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 avril 1924, modifiant le décret du 28 mars 1922 relatif au paiement à l'étranger des rentes allouées par les institutions d'assurance sociale des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 42 - année 1929).

3°).....



3°) les conclusions du Rapport de M. PAUL JOURDAIN, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ratification du décret du 8 avril 1924, modifiant l'article 1006 du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (N° 43 - année 1929).

4°) les conclusions du Rapport de M. PAUL JOURDAIN, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 mai 1924, relatif à la dispense de l'assurance-maladie des fonctionnaires soumis à la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles, ainsi que des agents recrutés depuis l'armistice, bénéficiaires de l'article 1er de la loi du 22 juillet 1923 sur le statut des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine (N° 44 - année 1929).

#### CIRCULATION DES VINS.

La Commission adopte un rapport de M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 3 de la loi du 14 août 1889 sur la circulation des vins (N° 5 - année 1929).)

#### CAISSE DES RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS.

La Commission adopte l'avis financier présenté par M. CHARLES DUMONT, RAPPORTEUR GENERAL, sur les conclusions du Rapport de M. JENOUVRIER, au nom de la Commission des Mines sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1929 les dispositions de la loi du 30 mars 1928 accordant aux pensionnés de la Caisse autonome des retraites des mineurs l'allocation prévue par cette loi.

#### ELECTIONS CONSULAIRES.....



ELECTIONS CONSULAIRES

La Commission adopte l'avis financier présenté par M. CHARLES DUMONT, sur les conclusions de la Commission du Commerce sur : 1° la proposition de loi de M. MARIO ROUSTAN tendant à modifier les articles 9 et 10 de la loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce; 2° la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux élections consulaires.

CHEMINS DE FER ALGERIENS

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. Maurice ORDINAIRE, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie de 1 m. 055 d'Orléansville à Vialar (N° 40 - année 1927).

Sur la demande de M. JEANNENEY, rapporteur, je mets en discussion en même temps l'article suivant de notre ordre du jour, c'est-à-dire l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Maurice ORDINAIRE, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique d'un chemin de fer à voie normale de St CHARLES à GUELMA, par GASTU (département de Constantine) (N° 41 - année 1927).

M. JEAN NENEY, Rapporteur, donne lecture de son avis sur les deux projets. Il conclut à leur adoption, mais il déposera un amendement tendant à limiter à un délai de cinq années la déclaration d'utilité publique afin de ne pas laisser indéfiniment planer une menace d'expropriation sur les fonds traversés par les deux lignes.

M. HERVEY.....



M. HERVEY.- Est-ce que ce délai n'aurait pas des inconvénients ? Ne va-t-il pas pousser à faire tout de suite des expropriations même pour des lignes qui ne seront mises en construction que beaucoup plus tard ?

M. LE RAPPORTEUR.- Je ne demande rien d'anormal mais simplement de prévoir un délai qui est de règle en pareille matière.

Ce que je voudrais obtenir c'est que l'Algérie se décide à abandonner une partie de son programme de travaux publics pour concentrer tous ses efforts sur les travaux vraiment utiles.

Comme je l'ai dit dans mon rapport le programme actuel est un programme somptuaire qui s'inspire surtout de raisons électorales. Il faut que le Gouvernement général ne retienne que ce qui pratiquement peut être exécuté.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- J'appuie les observations de M. le Rapporteur. Le programme des chemins de fer Algérien prévoit l'établissement de lignes à voie étroite qui se raccordent avec des lignes à voie normale, C'est une folie!

J'ai constaté depuis bien longtemps les inconvénients des lignes à voie étroite et les frais considérables qu'entraînent les nécessités de transbordement des marchandises aux points de jonction de ces lignes avec celles à voie normale.

Mieux vaut établir un service d'autobus et de camions automobiles que de construire des lignes comme celle qui est projetée, notamment entre Orléansville et Vialar.

Tout récemment le département de l'Ain a préféré abandonner la construction d'une ligne de chemin de fer à voie étroite dont toute l'infrastructure était déjà faite pour remplacer cette ligne par un service automobile. Il ne faut

pas.....



pas attendre d'en être là, pour adopter la même solution - infiniment plus pratique et économique - en Algérie.

M. LE RAPPORTEUR.- Ce qu'il faut c'est que l'Algérie se mette en face des réalités et se résigne à abandonner un programme absolument chimérique.

L'avis est adopté.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. Fernand RABIER sur le projet de loi approuvant trois conventions relatives à l'exploitation des réseaux d'intérêt général de la Cie des Chemins de fer départementaux (Corse, Vivarais, Lozère, Charente et Deux-Sèvres) (N° 31 - année 1929).

M. JEANNENEY Rapporteur, donne lecture de son avis concluant à l'adoption du projet sous certaines réserves.

M. LE PRESIDENT.- Ne croyez-vous pas qu'il sera nécessaire prochainement de faire un régime analogue pour les chemins de fer d'intérêt local ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non. Pour eux, la situation n'est pas la même. Par contre les chemins de fer économiques devront obtenir les mêmes avantages que les chemins de fer départementaux.

M. CUMINAL.- J'approuve les réserves formulées par M. le Rapporteur. Mais il ne faudrait pas qu'elles entraînent un retard dans le vote du projet de loi qui est très impatientement attendu par le personnel.

M. LE RAPPORTEUR.- Le Gouvernement obtiendra très facilement de la Chambre un vote rapide pour confirmer les modifications.....



fications apportées par le Sénat.

L'avis est adopté.

COMMISSION DE L'AIR.

M. LE PRESIDENT.- Dans une de ses précédentes séances le Sénat a décidé la nomination au scrutin de liste dans ses bureaux d'une commission de 36 membres chargée de l'examen des projets et propositions de loi ressortissant du ministère de l'Air.

La Commission du règlement, en proposant cette nomination, a suggéré de faire désigner les candidats par les grandes commissions.

La Commission des finances devra donc désigner quatre candidats.

Si personne ne s'y oppose nous pourrions procéder tout de suite à cette désignation.

M. VICTOR PEYTRAL.- Pourquoi employer un procédé aussi anormal pour cette nouvelle commission qui me paraît aussi inutile que le ministère de l'Air lui-même ?

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- La Commission de l'Air aura, dès sa naissance, à étudier des questions très délicates, et, notamment, le statut du ministère de l'Air. C'est pourquoi il était nécessaire de ne pas laisser la désignation de ses membres au hasard des bureaux.

On a laissé en outre la Commission de l'Air en dehors des grandes commissions générales pour permettre à certains sénateurs siégeant déjà dans deux grandes commissions d'en faire partie sans être obligé de donner leur démission de l'une d'elle.

M. MARIO ROUSTAN.- On a voulu guider le choix des bu-

reaux.....



reaux, ce qui, - il faut bien l'avouer - n'est pas toujours inutile.

M. LE PRESIDENT.- S'il n'y a aucune opposition, nous pourrions désigner les rapporteurs de la guerre, de la marine, de l'aéronautique et des Pensions (Assentiment).

En conséquence, M.M. MAHIEU, RAIBERTI, LE GENERAL HIRSCHAUER et GALLET sont désignés.

#### ENCEINTE DE CALAIS.

La Commission adopte un avis financier présenté par M. ALBERT MAHIEU sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'aliénation, au profit du Trésor, du front de mer de l'enceinte de Calais, par M. ALBERT MAHIEU.

#### STATUT DES EMPLOYES COMMUNAUX.

M. LE PRESIDENT.- La Commission a examiné, il y a déjà quelques mois les conclusions d'un rapport de M. ALFRED BRARD, sur une proposition de loi établissant le statut des employés communaux.

Elle a émis un avis défavorable en considérant surtout l'impossibilité d'appliquer dans les petites communes la disposition aux termes de laquelle l'employé dont l'emploi est supprimé a droit à un emploi analogue lui assurant une égale rétribution.

On avait fait remarquer à ce propos que dans une petite commune il n'y a qu'un nombre d'emplois restreints. Si l'on doit donner au cantonnier un emploi analogue c'est, en fait, empêcher la commune de supprimer son emploi même si cette suppression est tout à fait souhaitable et justifiée.

A.....



A la veille des élections municipales, tout le monde souhaite voir aboutir la proposition de loi qui, dangereuse pour les petites communes contient des dispositions très utiles pour les villes.

La Commission de l'administration est prête à reprendre la question en limitant le champ d'application de la loi aux villes de plus de 5.000 habitants.

Elle voudrait, officieusement, savoir si nous accepterions cette solution.

M. MARIO ROUSTAN.- Ainsi amendée la proposition ne présente que des avantages. Je crois qu'il est très souhaitable qu'elle soit votée avant les élections municipales.

M. ALBERT MAHIEU.- Il est nécessaire de régler par avance d'une manière très équitable le sort des employés communaux en cas de suppression d'emploi. Cela facilitera beaucoup l'action des municipalités et hâtera la suppression si souhaitable des octrois.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur général.- Cette proposition règle-t-elle la question des retraites des employés communaux ?

M. MARIO ROUSTAN.- Non. Les deux questions sont indépendantes. Celle des retraites avait fait l'objet d'un projet de loi mais il a été retiré.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ne pourrait-on pas étendre un peu le champ d'application de la loi en prenant comme limite 4.000 habitants au lieu de 5.000 ?

Une commune de 4.000 habitants est déjà une petite ville

M. MARIO ROUSTAN.- Je ferai part de cette suggestion à la Commission de l'administration.

M. JEANNENEY.- Ne nous lançons pas dans l'examen de

cette.....



cette proposition. Ce serait un peu prématuré. Attendons des propositions fermes.

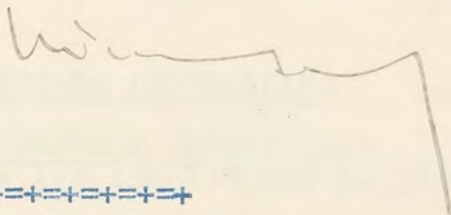
M. LE PRESIDENT.- Au reste, on ne nous a demandé qu'un avis officieux.

La question reviendra quand la Commission de l'administration aura déposé un rapport supplémentaire.

La Commission fixe sa prochaine séance au mercredi 13 Mars.

La Séance est levée à 17 heures 30.

Le Président de la Commission :



+++++



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 13 Mars 1929

La Séance est ouverte à 15 heures trente, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JEANNENEY.  
RAOUL PERET. HERVEY. PEYTRAL. MAHIEU.  
ROUSTAN. MILAN. RIO. BIENVENU-MARTIN.  
SERRE. ROY. PASQUET. LAVAL. FRANCOIS SAINT  
MAUR. LEBRUN. FRANCOIS MARSAL.  
  
EXCUSES : M.M. PHILIP. FARJON.

-----

TAXE DE FACADE (MARSEILLE)

& EMPLOYES COMMUNAUX (Stabilité)

La Commission adopte les conclusions de l'avis financier de M. ROUSTAN favorables à l'adoption du projet de loi tendant à autoriser la ville de MARSEILLE à élever de 50 à 300 Frs par mètre linéaire le taux de la taxe de façade.

Elle adopte ensuite les conclusions de l'avis de M. ROUSTAN favorables à l'adoption du projet de loi relatif aux garanties de stabilité en faveur des fonctionnaires, employés et ouvriers communaux.

EMPLOYES COMMUNAUX (compensation  
en cas de suppression d'emplois)

M. ROUSTAN donne lecture des conclusions d'un avis sur la proposition de loi relative aux compensations à accorder aux personnels des services communaux et départementaux en cas de suppressions d'emplois. Il se prononce en faveur de l'adoption de la proposition telle qu'elle a été modifiée par la Commission de l'administration saisie pour examen au fond.

M. BIENVENU-MARTIN.....



M. BIENVENU-MARTIN.- Ce texte ne me paraît bon ni dans le fond, ni dans la forme. Il ne tend à rien de moins qu'à accorder aux employés des collectivités locales des garanties dont ne jouissent même pas les fonctionnaires de l'Etat.

M. ROUSTAN.- Pardon ! Les fonctionnaires de l'Etat sont garantis par un statut,

M. ALBERT MAHIEU.- Ils n'ont aucune garantie en droit, mais dans la réalité tout se passe comme s'ils étaient protégés par un statut.

M. RAOUL PERET.- En effet, aucun texte n'oblige l'Etat à indemniser les fonctionnaires dont l'emploi est supprimé.

M. BIENVENU - MARTIN.- Alors pourquoi imposer aux collectivités locales des charges que l'Etat n'est pas tenu d'assumer.

D'autre part, le texte parle de compensation en faveur des fonctionnaires licenciés.

Quid en cas de licenciement d'une partie d'un personnel sans que ce licenciement s'accompagne d'aucune suppression de service ?

Enfin, le texte stipule qu'une compensation doit être accordée aux agents licenciés. En quoi consistera cette compensation ? Sera-ce dans la nomination à un emploi nouveau ou dans l'attribution d'une indemnité ? Le texte qui se borne à parler de "compensation en rapport avec la situation occupée" est vraiment par trop imprécis.

M. LE RAPPORTEUR.- C'est à dessein que la commission d'administration a choisi cette rédaction vague afin de ne pas obliger la commune à donner à l'agent dont l'emploi est supprimé un emploi rigoureusement équivalent. D'ailleurs, l'agent qui trouvera la compensation offerte hors de proportion.....



portion avec l'emploi perdu aura le droit de se pourvoir devant la juridiction compétente.

M. BIENVENU-MARTIN.- Quelle juridiction ? Le Conseil d'Etat ?

M. ALBERT MAHIEU.- Le texte que nous discutons a surtout été fait pour empêcher que les communes qui suppriment leur octroi puissent congédier brusquement sans compensation leurs employés d'octroi. Cela est juste, mais je demande s'il est bon, à propos d'une situation spéciale, de fixer d'une façon définitive le statut de tous les personnels communaux de France.

M. RAOUL PERET.- Si l'on autorise les municipalités à supprimer certains emplois, c'est sans doute pour leur permettre de réaliser des économies. On avouera que, c'est une singulière manière de réaliser des économies que celle qui consiste à obliger les communes à verser des indemnités aux agents dont les emplois auront été supprimés. Mais, dira-t-on, la commune peut les nommer à un emploi du même genre que celui qu'ils occupaient. Il n'y a pas toujours d'emplois vacants. Alors, il faudra bien donner une indemnité. Comment le chiffre en sera-t-il fixé ? Je crains que tout cela ne donne lieu à toutes sortes de difficultés et que vous ne soyez exposés à plus de réclamations après le vote du projet qu'avant.

M. HENRI ROY.- On ne peut pas fixer de règles précises mais simplement poser un principe qui servira à résoudre toutes les questions d'espèces.

M. HERVEY.- J'ai peine à me rallier à ce texte. Il va contribuer à cristalliser la situation des fonctionnaires de tous ordres et les convaincre encore davantage de  
cette...



cette idée qu'en entrant dans l'administration on a des droits et que l'on n'a que des droits.

Mais, dans toutes les situations du monde, il y a une part d'instabilité. Les entreprises privées les plus solides ne sont pas à l'abri des cataclysmes. Pourquoi ? Par le fait, qu'on entre dans l'administration, serait-on protégé contre tout orage ?

M. HENRI ROY.- Si en entrant dans l'administration, les fonctionnaires se savaient soumis aux mêmes aléas que les employés des entreprises privées, les meilleurs refuseraient d'y entrer et vous n'auriez que le rebut.

M. PEYTRAL.- Ce texte me paraît dangereux en ce qu'il porte atteinte à la loi de 1884, la seule loi de décentralisation actuellement existante. En votant le texte qui nous est proposé, vous restreignez les pouvoirs pourtant déjà bien faibles concédés par la loi aux communes.

En ma qualité de décentralisateur, je considère cela comme néfaste.

M. LE PRESIDENT.- La proposition dont il s'agit est déjà venue une première fois devant la commission qui l'a repoussée, jugeant excessif qu'elle s'appliquât à toutes les communes. Le groupe des maires du Sénat, ému de cette attitude, est intervenu auprès de moi pour me demander de sonder les intentions de la commission, afin de savoir si elle accepterait que la commission d'administration reprît son texte. Nous avons alors décidé de ne point nous opposer à la reprise de celui-ci, à la condition qu'il ne s'appliquât qu'aux seules communes comptant au moins 5.000 habitants.....



tants. Pour nous donner plus largement satisfaction, la commission d'administration, a décidé qu'il ne serait applicable qu'aux communes de plus de 10.000 habitants. Dans ces conditions, j'ai promis à la commission d'administration et au groupe des maires que la commission déposerait son avis sans tarder. C'est pourquoi, je me permets d'insister pour que la commission prenne une décision aujourd'hui même. Favorable ou non, il convient que l'avis de la commission des finances soit déposé le plus tôt possible sur le bureau du Sénat.

M. ALBERT MAHIEU.- Il est absolument indispensable de voter un texte en faveur des employés d'octroi dont l'emploi vient à être supprimé. Il faudrait que ce texte stipulât qu'un autre emploi leur sera offert et que s'il ne l'acceptent pas, ils auront droit à une indemnité dont le chiffre devrait être fixé par la loi.

M. RAOUL PERET.- Le texte qui nous est soumis et que je persiste à trouver défectueux parle de compensation à accorder aux agents licenciés. En quoi consistera cette compensation ? Sera-ce dans l'attribution de la médaille des vieux serviteurs, par exemple ?

M. LE RAPPORTEUR.- Si vous trouvez ce terme trop vague, proposez une expression plus exacte.

M. RAOUL PERET.- Pour tout dire, je trouve votre rapport trop favorable.

M. LE RAPPORTEUR.- Un tel reproche ne saurait m'être adressé, car je me tiens sur le terrain strictement financier.

M. BIENVENU-MARTIN.- Le texte parle d'assurer aux agents licenciés ".... un emploi ou une compensation...". Que signifie cette expression ?

M. LE RAPPORTEUR.....



M. LE RAPPORTEUR.- Cela signifie que la municipalité devra offrir un emploi à l'agent dont l'emploi est supprimé, et qu'à défaut d'emploi disponible, elle devra lui accorder une compensation.

M. BIENVENU-MARTIN.- Alors la simple offre d'un emploi serait libératoire pour la municipalité ?

M. JEANNENEY.- Toutes ces objections ont déjà été présentées devant la commission d'administration, et ce n'est qu'à défaut d'une solution meilleure que la formule que vous critiquez a été adoptée.

Nous ne connaissons pas qu'en présentant le texte qui fait l'objet de vos critiques nous portons atteinte à l'indépendance des communes, mais nous le faisons en vertu du droit de tutelle supérieure que nous avons sur celles-ci.

On dit : "Mais si un employé refuse successivement l'emploi et l'indemnité que lui offre le maire". Eh bien; nous rentrons dans le droit commun et le maire pourra attendre de pied ferme l'assignation de l'employé licencié. Croyez-moi, c'est à dessein que nous sommes restés dans le vague, afin de laisser un large pouvoir d'appréciation aux tribunaux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je dois faire connaître à la commission que le Ministère des Finances, par une lettre en date du 24 février 1928, demande la disjonction de l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup>. Cet alinéa dispose que les agents licenciés pourront se voir attribuer une pension de retraite avec jouissance immédiate. Cela est en contradiction avec les principes qui régissent notre législation en matière de pensions de retraite. Il est inadmissible que

l'on.....



l'on puisse accorder une pension à des fonctionnaires qui pourraient n'avoir même pas atteint l'âge de trente ans.

M. LE PRESIDENT.- Il conviendrait de disjoindre cette disposition et de la renvoyer à la commission chargée d'étudier le projet de loi relatif au régime des retraites des employés communaux. Pour le surplus, j'estime qu'il est bon de conserver la formule vague de "compensation", choisie par la commission d'administration; elle laisse, en effet, aux maires une certaine latitude et leur permet, s'il n'existe pas d'emplois disponibles dans l'administration communale, de s'efforcer de placer les agents qu'ils sont amenés à licencier, dans les entreprises privées existant dans la commune. J'ai pu, en agissant de la sorte, trouver des emplois aux 27 agents que la suppression de l'octroi dans ma commune me contraignait à licencier.

M. JEANNENEY.- Il serait excessif de disjoindre la disposition permettant d'accorder aux agents licenciés une pension de retraite anticipée. Dans le cas d'agents âgés à qui il ne manque qu'une ou deux années pour avoir droit à la retraite, il y aurait le plus grand intérêt à permettre aux communes de leur accorder une pension anticipée avec jouissance immédiate.

Ne pourrait-on modifier le texte en ce sens ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En effet, on pourrait dire que dans les cas que vous venez de citer, la pension pourra ne pas être différée.

M. RAOUL PERET.- Il n'en restera pas moins que vous allez faire aux fonctionnaires communaux un sort différent de celui qui est fait aux fonctionnaires de l'Etat, soit plus favorable au point de vue de la retraite.

M. SERRE.....



M. SERRE.- Mais il est déjà possible de mettre par anticipation des agents communaux à la retraite. Nous l'avons fait à AVIGNON, quand nous avons supprimé l'octroi, et le ministère a approuvé notre décision.

M. LE PRESIDENT.- Je crois qu'il serait sage de disjoindre ce qui, a trait aux retraites et de dire que le mot compensation doit s'entendre dans le sens le plus large afin de permettre aux maires de replacer leurs agents aussi bien dans une administration publique que dans des entreprises privées.

Cette proposition de M. le Président est adoptée. En conséquence, M. le Rapporteur est autorisé à déposer un avis favorable, sous réserve de la disjonction de l'alinéa 2 de l'article premier, relatif aux retraites.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant relèvement du taux des suppléments temporaires des pensions allouées aux victimes de la guerre

RELEVEMENT DES PENSIONS ALLOUEES

AUX VICTIMES DE LA GUERRE

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport sur ce projet de loi; il conclut à l'adoption.

M. RAOUL PERET.- Il va sans dire que je voterai ce projet, mais je tiens à faire des réserves sur la méthode employée par le Rapporteur Général de la Chambre des Députés. Pour montrer que le budget peut supporter la dépense qu'entraînera l'adoption du projet, il fait état d'une plus-value de 480 millions constatée au mois de janvier sur les évaluations budgétaires. C'est d'une très mauvaise méthode que.....



que de faire, en cours d'exercice, état de plus-values qui peuvent tenir à des causes accidentelles. D'ailleurs, les excédents budgétaires ne sont pas destinés à gager des dépenses nouvelles, mais à alimenter la Caisse d'amortissement.

M. MILAN.- Oui, mais la question est de savoir quand il y a excédent; est-ce au 31 décembre, au 31 mars, ou au moment du vote de la loi de règlement ?

Quoi qu'il en soit, je constate avec regret qu'alors que les excédents des exercices 1927 et 1928 ne sont pas encore réglés, on parle de faire des prélèvements sur ceux de 1929. Il faudrait que cette question des excédents budgétaires fût réglée une fois pour toutes.

M. ALBERT MAHIEU.- J'appuie l'observation de M. PERET et j'ajoute que le fait de parler sans cesse des excédents produit une très mauvaise impression auprès de nos populations écrasées d'impôts et qui se demandent pourquoi, s'il y a de tels excédents, on ne les dégrève pas.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il est hors de doute qu'on ne peut pas parler d'excédents tant que la loi de règlement n'est pas intervenue pour les constater officiellement. C'est pourquoi, il serait souhaitable que les lois de règlement fussent votées plus tôt: . Dans l'occurrence, la Chambre hésitait entre deux solutions : ou bien prendre les crédits nécessaires à l'adoption de la mesure proposée, sur les excédents de l'exercice 1928 ou bien les prendre sur les ressources du budget de l'exercice en cours; c'est cette dernière solution qui a prévalu et nous devons nous en féliciter.

M. MILAN.- Il est inadmissible, lorsque un exercice est virtuellement clos, qu'on puisse engager de nouvelles dépenses sur cet exercice.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL...



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les excédents devraient être intangibles à partir du moment où l'on ne peut plus régulièrement mandater de dépenses sur cet exercice.

Quant aux excédents de 1929, je suis de l'avis de M. MAHIEU. S'il y a des excédents si considérables, on doit se demander s'il n'y a pas lieu de songer à des allègements fiscaux. Pour ce qui est de la dépense que doit entraîner le présent projet, je me bornerai à dire que les prévisions budgétaires permettent de gager cette dépense.

M. PIERRE LAVAL.- Je constate que dès que des excédents budgétaires apparaissent, on en profite pour voter de nouvelles dépenses.

Le Sénat a toujours, en présence de dépenses dont le moins qu'on en puisse dire est qu'elles ne s'imposent pas d'une façon impérieuse, exercé un rôle modérateur. Il serait bon qu'il fit des observations, non sur le fond de la dépense qui nous est proposée, mais sur la manière dont cette dépense est présentée.

Depuis que nous avons solennellement créé, à Versailles, la Caisse d'amortissement, le Pays est convaincu que les excédents budgétaires sont consacrés à l'amortissement de la dette publique. Or, il n'en est rien, et l'on engage pour l'avenir des budgets dont nous ne savons pas encore s'il sera aisé de les équilibrer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il n'est pas exact de dire que les excédents sont dépensés au fur et à mesure qu'ils apparaissent, puisqu'il reste sur l'exercice 1927, un excédent disponible de 627 millions et que la Caisse d'amortissement recevra environ 1.500 millions représentant l'excédent non employé de l'exercice 1928. Mais, comme le dit M. LAVAL il ne faut pas perdre de vue que nos budgets ne sont pas encore stabilisés.....



bilisés et que nous sommes par conséquent dans l'incertitude quant aux recettes et aux dépenses des futurs exercices.

M. PIERRE LAVAL.- Ne pourrait-on dire, dans le rapport, qu'il conviendrait de faire bénéficier les contribuables des plus-values qui apparaîtront dans l'avenir.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce que vous dites est très sage. Je me propose de développer, dans mon rapport, cette théorie du parallélisme qui doit exister entre l'amortissement et l'allègement fiscal au moyen des excédents que feront apparaître les exercices futurs.

#### DESIGNATION D'UN RAPPORTEUR

(actions à vote plural )

Les conclusions de M. le Rapporteur Général sont adoptées.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle la désignation d'un rapporteur pour l'examen-à titre d'avis financier - du projet de loi portant réglementation des actions à droit de vote privilégié.

Deux membres de la Commission m'ont fait savoir qu'ils étaient candidats à ce rapport : ce sont M.M. RAOUL PERET et SERRE.

M. SERRE.- J'avais demandé à être chargé de ce rapport en a qualité de rapporteur du budget du commerce, car il m'apparaissait qu'il s'agit là d'une question qui intéresse essentiellement le commerce.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le projet de loi a été renvoyé, pour examen au fond, à la Commission de législation et il n'a été renvoyé que pour avis à la Commission du Commerce.

M. SERRE.....,



M. SERRE.- J'estime qu'il y a là un abus de la part de la Commission de législation et je tenais à le signaler. Ceci dit, je retire ma candidature ne voulant pas l'opposer à celle de notre éminent collègue Raoul PERET.

M. LE PRESIDENT.- Vous pourrez soulever cette question de l'extension des attributions de la Commission de législation, lors de la prochaine réunion des présidents de Commissions.

M. Raoul PERET est nommé rapporteur.

#### DESIGNATION D'UN RAPPORTEUR

(Paielement en or des emprunts étrangers )

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous ne pouvons plus avoir l'air de nous désintéresser de cette question dont nous sommes d'ailleurs saisis depuis 1924, par la proposition de notre collègue Dominique DELAHAYE. L'opinion publique s'est émue de l'arrêt rendu récemment par la 1ère Chambre de la Cour de Paris dans l'affaire des obligations de la ville de TOKIO. Elle ne comprend pas que nos tribunaux déclarent que, pour un même emprunt, nos débiteurs étrangers nous payent en francs dépréciés ce qu'ils payent en or à leurs créanciers anglais ou américains.

Hier, M. LAMOUREUX a porté la question à la tribune de la Chambre; il a montré que le portefeuille français de valeurs étrangères s'élevait, avant la guerre (emprunts russes non compris) à 37 milliards de francs or. La perte qui résulterait pour notre pays de la généralisation de la jurisprudence de la Cour de Paris serait donc considérable.

J'ai réuni un dossier sur cette question et je serais heureux que M. ROY voulût bien se charger de l'étude, mon état de santé actuel ne me permettant pas de le faire.

M. PIERRE LAVAL.....



M. PIERRE LAVAL.- Il me semble qu'il conviendrait d'attendre que la Cour de Cassation se prononçât.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais pendant ce temps une spéculation s'exerce en Bourse à laquelle il conviendrait de mettre un terme.

M. RAOUL PERET.- Il me paraît bien difficile d'édicter une règle générale pour résoudre cette question, car de nombreuses décisions de justice ont déjà été rendues, qui sont devenues définitives. Et ces décisions sont contradictoires.

Dans l'affaire de la ville de TOKIO, les titres sont libellés en francs; le débiteur a en main un arrêt de la Cour d'appel l'autorisant à payer en francs-papier, pouvez-vous, par un texte de loi, déclarer ce jugement sans valeur et dire au débiteur : "Vous paierez en francs-or". Je ne le crois pas et si vous le faisiez, vous vous exposeriez à des représentations par la voie diplomatique.

Je crois donc qu'il serait imprudent de s'engager à la légère et de laisser concevoir aux porteurs des espérances qui ont de grandes chances de ne se pouvoir point réaliser.

M. MILAN.- Mais, sommes-nous officiellement saisis de la question ?

M. LE PRESIDENT.- Oui, depuis 1924, par la proposition de M. Dominique DELAHAYE que nous avons laissé dormir depuis lors; mais la question ayant été soulevée à la Chambre, à propos de la discussion du collectif, il est bon que notre rapporteur l'étudie pour pouvoir prendre part, le cas échéant, au débat qui pourrait être soulevé à son propos.

M. HENRI ROY.- Le collectif viendra en discussion dans une huitaine de jours, je déclare qu'il m'est matériellement impossible.....



impossible, dans un délai aussi bref, d'étudier comme il le mérite, un problème de cette importance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je crois, en présence de l'anarchie qui règne, sur cette question des emprunts étrangers, dans la jurisprudence, qu'il convient que le législateur se saisisse du problème. Il n'existait avant la guerre qu'une seule monnaie dans le monde, l'or; peu importe donc que les emprunts aient stipulés ou non payables en or.

M. FRANCOIS MARSAL .- M. ROY a raison de demander le temps nécessaire pour se livrer à une étude approfondie de la question. En pareille matière il convient de ne pas se lancer à l'aventure. Il me paraît bien difficile de vouloir soumettre à une règle unique des situations fort différentes. Les contrats d'emprunts ont été libellés de bien des manières et le mot or, lorsqu'il y figurait, n'avait pas toujours la même signification. Ce mot est apparu, pour la première fois, dans les contrats passés avec la Chine, parce que ce pays avait, pour monnaie légale, l'argent, métal dévalorisé par rapport à l'or.

Pour vous montrer qu'il était pris dans des sens bien différents, je vous citerai mon propre exemple. Ayant, en qualité de directeur d'une grande banque, à traiter un emprunt étranger, je stipulai que les coupons en seraient payables en or, c'est à dire en francs français payables à Paris. Et cela, parce que, pour des emprunts précédents, j'avais vu trop souvent le débiteur se libérer en livres, ce qui, en raison de la légère prime que le franc faisait sur la livre, me faisait perdre, à moi banquier, quelques centimes sur chaque coupon.

Dans le jugement rendu dans l'affaire de la ville de TOKIO, je crois que la cour a recherché quelle avait pu être l'intention des parties au moment de la conclusion

du.....



du contrat. L'intention des prêteurs a-t-elle pensé, a été d'être payés dans les mêmes conditions que s'ils souscrivaient à un emprunt de l'Etat français. Ils doivent donc être payés dans la même monnaie que celle avec laquelle l'Etat français paye ses créanciers.

M. PIERRE LAVAL.- Quel que soit le motif qui les ait déterminés, il est fâcheux de voir des magistrats français rendre des arrêts contraires à l'intérêt du pays.

M. FRANCOIS MARSAL.- Si nous faisons un texte de loi, vis-à-vis de qui sera-t-il opérant?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si ce texte était intervenu plus tôt, nous n'aurions pas à déplorer un jugement comme celui que vient de rendre la cour de Paris et qui nous met en mauvaise posture devant la Cour de la Haye ou nous avons porté certaines contestations du même ordre. En tout cas, je puis vous dire que la ville de TOKIO se fût exécutée car elle avait déjà constitué provision pour le cas où la cour ne lui eût pas donné gain de cause.

M. RAOUL PERET.- Faites attention que vous n'avez pas en face de vous que des états étrangers. Parmi nos débiteurs étrangers, il existe de nombreuses sociétés qui déclarent que si on veut les obliger à faire le service de leurs emprunts en or, elles ne pourront le faire et seront obligées de déposer leur bilan.

Croyez-moi, cette question ne peut pas être réglée à la légère, par le moyen d'une disposition insérée dans le collectif.

M. LE PRESIDENT.- M. ROY va étudier la question, et si la Chambre insère, pour la régler, des dispositions dans le collectif, il nous en proposera l'adoption ou la disjonction.....



tion en vue d'une étude plus approfondie.

M. SERRE.- Il faut, en tout cas, que le rapporteur étudie, d'ici là, la question avec soin, car il faut avoir des raisons très sérieuses à exposer en faveur de la disjonction si l'on veut la faire accepter par le Sénat.

M. JEANNENEY.- Cette question des emprunts étrangers est une question de la plus grande conséquence que nous ne pouvons pas ne pas résoudre, d'autant plus que l'arrêt de la cour de Paris qu'incrimine à juste titre M. le Rapporteur Général, se base sur la loi de stabilisation du 25 juin 1928 pour déclarer que devront être réglés en francs stabilisés, c'est-à-dire en francs représentant le cinquième des francs de 1914, tous les paiements qui n'ont pas expressément le caractère international et qui n'ont pas expressément été stipulés en or. Cela, si l'on veut bien y réfléchir, est effrayant.

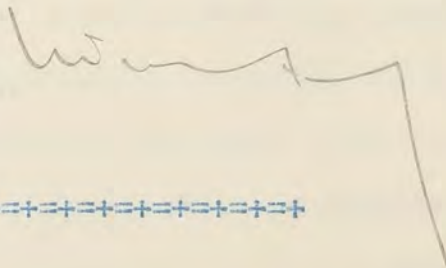
M. MILAN.- Il est évident que lorsque nous avons voté la loi de stabilisation, nous n'avons pas entendu dire que cette mesure d'ordre intérieur dût s'appliquer aux porteurs d'emprunts étrangers.

M. LE PRESIDENT.- Personne ne demande plus la parole ?

Le débat est clos. M. ROY étudiera la question en toute indépendance, et il nous saisira de toutes propositions qu'il jugera utiles.

La séance est levée à dix-sept heures et demie.

Le Président de la Commission :



+++++



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Mercredi 20 Mars 1929.

La Séance est ouverte à seize heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. V. PEYTRAL. MARIO ROUSTAN. GENERAL HIRSCHAUER. GALLET. MILAN. BIENVENU MARTIN. HENRI ROY. SCHRAMECK. PASQUET. CUMINAL. RIO. PIERRE LAVAL. FRANCOIS SAINT MAUR. SERRE. JEANNENEY. JENOUVRIER. GEORGES BRETHOULAT. RAOUL PERET. HERVEY. FARJON. JORSPH COURTIER.

-----  
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DEPARTEMENTAUX  
-----

M. LE PRESIDENT DONNE lecture d'une lettre par laquelle M. FORGEOT, Ministre des Travaux Publics, informe la Commission que les principales modifications qu'elle avait demandées aux conventions relatives à l'exploitation des réseaux d'intérêt général de la Compagnie des chemins de fer départementaux (Corse, Vivarais, Lozère, Charente et Deux-Sèvres) ont été acceptées.

M. JEANNENEY, Rapporteur .- Dans ce cas, je ferai mettre le projet ayant pour objet l'approbation de ces conventions à l'ordre du jour de l'une des prochaines séances du Sénat.

CREDIT SUPPLEMENTAIRE POUR L'INSTALLATION DU  
MINISTERE DE L'AIR.  
-----

La Commission adopte, conformément aux conclusions du rapporteur, M. le Général HIRSCHAUER le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire sur l'exercice 1929, applicable au chapitre 3bis du budget.....



get du Ministère de l'Air (Immeuble pour l'Administration centrale (N° 169, année 1929).

#### GRANDS MUTILES DE L'AERONAUTIQUE

M. LE PRESIDENT.- D'accord avec M. le Général HIRSCHAUER, j'ai inscrit à l'ordre du jour de cette séance l'examen pour rapport au fond, du Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant des allocations exceptionnelles aux grands mutilés de l'Aéronautique.

Cette inscription a été décidée à la suite de la visite que nous avons reçue d'une délégation de grands mutilés.

Ces malheureux - qui n'ont pour la plupart plus figure humaines - méritent toute la sollicitude du Parlement et du pays . Le Sénat ne doit pas retarder d'un jour le vote d'un projet qui améliore sensiblement leur situation.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER, Rapporteur, donne lecture de son rapport concluant à l'adoption.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je demande à M. le Rapporteur de ne pas manquer de signaler, dans son rapport ou à la tribune, que le projet est insuffisant puisqu'il ne règle pas d'une façon satisfaisante le sort des veuves et des orphelins des grands mutilés de l'aéronautique. Il faudra que le Gouvernement nous saisisse prochainement d'un nouveau projet dans ce sens.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai fait allusion à cette question dans mon rapport et je vais la souligner davantage. Mais aujourd'hui il faut, sans plus attendre, voter le projet.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

#### LETTRE DE M. LE MINISTRE DE LA GUERRE

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de M. PAINLEVE Ministre de la Guerre, par laquelle il demande à la Commission d'examiner.....



d'examiner favorablement le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant que les Maréchaux de France, les généraux ayant commandé en chef ou ayant exercé le commandement d'un groupe d'Armée, ou d'une Armée pendant la guerre de 1914, pourront être inhumés à "l'Hôtel national des Invalides" (Nos 476 et 542, année 1928).

M. JENOUVRIER.- Où en est cette question ?

M. LE PRESIDENT.- Le projet de loi qui a motivé la lettre de M. le Ministre de la guerre a été voté par la Chambre, il y a environ deux ans. Il a fait l'objet d'un rapport favorable de la Commission de l'Armée du Sénat, mais, après une assez longue discussion, la Commission des Finances, saisie pour avis a décidé de ne pas déposer de rapport.

M. JENOUVRIER.- Quelle est la raison qui a motivé cette décision ?

M. LE PRESIDENT.- La Commission a estimé dangereux de laisser s'engager devant le Sénat une discussion qui n'aurait pas manqué de prendre un caractère pénible. Certains noms de chefs devant être enterrés aux Invalides si le projet était adopté soulèvent des contestations. La Commission a estimé qu'il valait mieux laisser au Gouvernement responsable le soin de décider au fur et à mesure des décès quels seraient les chefs méritant l'honneur de la sépulture aux Invalides sans prendre d'avance une mesure générale.

Depuis lors, le Gouvernement insiste pour que le projet soit repris par nous.

La maladie d'un grand chef, qui nous préoccupe tous redonne à la question un caractère d'urgence.

Il ne faut pas que les pénibles incidents de l'enterrement du Maréchal FAYOLLE puissent se reproduire. Vous savez que rien n'ayant été aménagé aux Invalides pour recevoir les Corps

des.....



des grands chefs de la guerre, le cercueil du Maréchal FAYOLLE a éclaté et, depuis lors, a été placé dans je ne sais quel columbarium sans nom.

Le Gouvernement demande que la loi lui permettant d'aménager les Invalides soit votée.

Que devons-nous faire ? Devons-nous entendre M. le Ministre comme il le désire ?

Devons-nous, au contraire, statuer sur le projet ? Mais, dans ce cas, je dois faire observer que notre Collègue M. LEBRUN empêché d'assister à la séance d'aujourd'hui, m'a prié de vous dire qu'il tenait à prendre part à la discussion pour défendre le projet.

Nous ne pourrions d'onc statuer aujourd'hui que seulement au cas où notre décision, conforme au désir de M. LEBRUN rendrait son intervention inutile.

M. VICTOR PEYTRAL.- Le Gouvernement a fait voter à la Chambre un autre projet concernant les grands chefs ayant commandé la marine pendant la guerre. Sommes-nous saisis de ce projet ?

M. LE PRESIDENT.- Oui.

M. SERRE.- Pourquoi le Gouvernement insiste-t-il pour régler cette question à l'avance par une loi ?

Ne peut-il pas procéder pour chaque cas particulier par voie de décret ?

M. LE PRESIDENT.- Non, car ces décrets devraient être ratifiés ce qui entraînerait pour chacun d'eux une discussion qui, fatalement pourrait donner lieu à des polémiques sur le rôle du défunt.

Parlons franchement. Le Gouvernement est très gêné dans cette question. Le Corps du général MANGIN attend quelque part dans un caveau provisoire, l'inhumation aux Invalides que réclame la famille. Une décision en faveur du Général MANGIN entraînera des discussions pénibles et injustes,



où l'esprit de parti viendra fausser dans un sens ou dans l'autre, les actes du Général. Il en sera de même lorsqu'il s'agira de certains autres généraux et notamment du Général SARRAIL.

Le Gouvernement ne voit le moyen de sortir de cette impasse que dans un projet général comme celui que la Chambre a voté.

M. RAOUL PERET.- Malheureusement ce projet ne servira absolument à rien puisqu'il ne dispensera pas de l'obligation de faire voter par le Parlement les crédits nécessaires pour chaque inhumation. Nous verrons donc s'engager des discussions hors de propos sur nos gloires militaires. Or, c'est cela qu'il faudrait éviter à tout prix.

M. VICTOR PEYTRAL.- Ce qu'il faudrait éviter, tout d'abord, c'est de conférer le suprême honneur d'une inhumation aux Invalides à des Généraux qui ont été l'objet de sanctions et à qui leur commandement a été retiré pour fautes commises ou pour incapacité.

On ne comprendra jamais que Limoges puisse conduire aux Invalides.

Malgré ma répugnance à consentir à une pareille inconséquence je ne m'opposerais pas néanmoins au vote du projet, s'il avait au moins la vertu de supprimer toute possibilité de discussion parlementaire sur les grands chefs, leur rôle et leur mérite. Mais, comme l'a dit M. RAOUL PERET, il faudra toujours consulter le Parlement pour voter les crédits !

Dans ces conditions, je demeure hostile à l'adoption du projet.

M. PIERRE LAVAL.- Nous paraissions tous d'accord sur la nécessité d'éviter que des débats pénibles sur tel ou tel général puissent s'instituer devant le Parlement à propos d'une demande tendant à l'inhumation aux Invalides ou à propos d'un vote de crédits nécessités par cette inhumation.



Je ne vois pour cela qu'un moyen : c'est que le Gouvernement fasse inscrire chaque année au budget un crédit provisionnel pour frais de funérailles nationales aux Invalides. Lors du vote de ce crédit, il ne pourrait y avoir qu'un débat d'ordre général puisque les bénéficiaires en seraient inconnus et, au moment d'un décès, le Gouvernement n'aurait qu'à puiser dans le crédit sans aucune autorisation du Parlement.

M. LE PRESIDENT.- La proposition de M. PIERRE LAVAL est conciliable avec le texte du projet.

Celui-ci poserait le principe du droit à inhumation et au budget figurerait un crédit en vue de l'application de la loi.

M. JEANNENEY.- Soit, mais présentement il n'y a aucun crédit de cette nature au budget.

Le mieux, à mon avis, serait de déclarer que les Maréchaux seuls auront droit à être inhumés aux Invalides. Sur ce point tout le monde sera d'accord.

Réserveons le reste du texte pour chercher à l'améliorer.

M. HENRI ROY.- Nous sommes tous d'accord pour accepter l'inhumation des Maréchaux aux Invalides. Mais si nous leur conférons ce privilège, nous excluons par là même des Invalides tous les grands chefs de la Marine, car, vous le savez, dans la Marine la dignité d'Amiral n'a pas été reprise.

M. SERRE.- Je suis partisan de la proposition de M. PIERRE LAVAL mais j'estime en outre que nous devons indiquer au Gouvernement notre désir que l'inhumation aux Invalides soit réservée à des gloires militaires incontestées.

Le projet actuel est beaucoup trop prodigue de cet honneur suprême.

M. VICTOR PEYTRAL.- Quels sont les généraux auxquels

s'appliquerait.....



s'appliquerait le projet de loi.

M. LE PRESIDENT. donne lecture de la liste des généraux remplissant les conditions imposées par le projet de loi. Cette liste figure dans l'exposé des motifs de ce projet.

M. VICTOR PEYTRAL.- Je demande qu'il soit dès aujourd'hui pris une décision en ce qui concerne l'inhumation des Maréchaux aux Invalides, afin de bien montrer notre volonté de conférer les honneurs suprêmes aux chefs dont les services rendus ne soulèvent aucune contestation.

M. JEANNENEY.- C'est cela. Règlons tout de suite la question de l'inhumation des Maréchaux.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix la proposition de M.M. PEYTRAL. et JEANNENEY.

Cette proposition tendant à admettre toutes les dispositions du projet en limitant son champ d'application aux Maréchaux de France, est adoptée à l'unanimité.

M. LE PRESIDENT.- Je demande à la Commission, pour tenir compte du désir exprimé par M. LEBRUN, de ne pas poursuivre aujourd'hui la discussion du projet.

D'autre part, M. le Ministre de la Guerre a demandé à être entendu. Nous ne pouvons pas faire moins que de déférer à son désir.

M. HENRI ROY.- A quoi bon entendre le Ministre ? Que nous dira-t-il de nouveau ?

M. FRANÇOIS SAINT MAUR.- Je ne vois pas d'inconvénient à ce que M. le Ministre de la Guerre soit entendu. Mais il faut que nous restions dans cette question délicate, strictement dans notre rôle de commission financière.

Laissons la Commission de l'Armée prendre sa responsabilité sur le fond. Bornons nous à chercher le meilleur mo-

yen.....



yen, au point de vue financier, pour l'application de la loi.

J'ajoute que ce meilleur moyen me paraît être celui qui a été très ingénieusement proposé par M. PIERRE LAVAL.

M. RAOUL PERET.- En cette affaire, il importe surtout que le Parlement ne puisse pas, sous prétexte d'une ouverture de crédit, entamer à la tribune des controverses passionnées sur les événements et sur les Chefs de la grande guerre.

Il faut que nous amenions le Gouvernement à considérer avec nous la question sous cet angle spécial et à rechercher une solution véritablement pratique.

M. SCHRAMECK.- Entendons le Ministre. Je lui dirai, pour ma part, que ce serait une grave erreur de multiplier à l'excès les inhumations aux Invalides. Cette consécration suprême perdrait ainsi toute sa valeur. N'oublions pas que l'Hôtel des Invalides n'a pas été créé pour faire un cimetière.

M. LE PRESIDENT.- Tout le monde paraît donc d'accord pour surseoir à la discussion du projet de loi - en ce qui concerne les généraux - jusqu'à ce que M. le Ministre de la guerre ait été entendu.

Cette audition aura lieu le plus tôt possible.

Il nous reste à désigner un rapporteur.

VOIX DIVERSES .- M. ALBERT MAHIEU; M. RAIBERTI;

M. RAOUL PERET!

M. RAOUL PERET.- Il me semble que ce rapport revient de droit au Rapporteur Général.

M. LE PRESIDENT.- M. le Rapporteur Général n'étant pas là, nous pourrions ajourner la nomination du rapporteur (Assentiment).

QUESTIONS DIVERSES.....



QUESTIONS DIVERSES

M. SCHRAMECK.- Je tiens à appeler l'attention de mes collègues sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement vient de prendre l'initiative d'étendre par décret les opérations du Crédit Foncier de France à certaines colonies.

Je croyais que les statuts du Crédit Foncier ne pouvaient être modifiés que par une loi.

D'autre part, il paraît anormal d'orienter vers les Colonies les opérations du Crédit Foncier alors que cet établissement ne parvient pas à fournir à nos communes les fonds d'emprunt dont elles ont besoin.

M. MILAN.- Les communes n'ont qu'à s'adresser à la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle a assez d'argent pour faire face à toutes leurs demandes.

M. LE PRESIDENT.- En tous cas nous saisissons le Ministre des Finances de la question posée par M. SCHRAMECK.

M. PIERRE LAVAL.- Je vous demande aussi, Monsieur le Président, d'attirer l'attention de M. le Ministre des Travaux Publics sur deux questions qui me préoccupent à des titres divers.

Vous savez que nous avons accepté après de longues discussions de voter un crédit de 10 millions qui doit être réparti entre les Sociétés de secours mutuel des cantonniers.

Or, il paraît qu'il n'existe aucune de ces sociétés !

Dans ces conditions, comment le ministre envisage-t-il de procéder pour répartir ce crédit de 10 millions ? Il faut que ce crédit soit réparti sous peine de protestations violentes des cantonniers. Nous devons inviter le ministre à agir et à prendre des initiatives.

Vous savez d'autre part que de nombreux fonctionnaires et employés du ministère des Régions Libérées, continuent

depuis.....'



depuis plusieurs années à occuper des emplois inutiles. Ils ne font plus rien pour la plupart et leur maintien dans les cadres d'une administration qui n'a plus de raison d'être constitue un véritable scandale.

Des promesses m'ont été faites, au moment de la discussion du budget, par M. le Président du Conseil et par M. le Ministre des Travaux Publics. Ne pourrions nous pas demander ce qui a été décidé pour faire de ces promesses des réalités ?

M. LE PRESIDENT.- Ces deux questions sont très intéressantes. Nous les suivrons de très près et nous allons en saisir le Gouvernement.

M. MILAN.- La Commission sera-t-elle saisie, avant l'intersession de Pâques, d'autres projets importants que le Collectif ?

M. LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas.

M. MILAN.- Serons-nous saisis des projets concernant les congrégations ?

M. LE PRESIDENT.- Je ne le crois pas. La Commission des finances de la Chambre n'a pas eu à statuer sur ces projets. La même procédure sera sans doute suivie au Sénat.

M. MARIO ROUSTAN.- Je crois que la Commission agirait sagement en insistant auprès du Sénat et du Gouvernement pour que les derniers jours avant les vacances de Pâques fussent exclusivement réservés au Collectif. Nous n'avons pas le temps matériel d'examiner certains projets dont le vote a été on peut le dire "escamoté" à la Chambre et que l'on va probablement nous demander de voter dans les mêmes conditions. Je songe surtout, en disant cela, au projet dit de réforme administrative.

M. JENOUVRIER.....



M. JENOUVRIER.- Et la réforme judiciaire !

M. HENRI ROY.- Celle-ci demande un examen très attentif car la Chambre a adopté un texte sans trop se rendre compte de ses conséquences.

Je signale, dès à présent, que ce texte n'entraînerait pas moins de 40 millions de dépenses pour la remise en état des prisons. Ce simple renseignement que personne n'a donné à la Chambre, montre combien il serait dangereux de brusquer la discussion du projet sur la réforme judiciaire.

M. JEANNENEY.- Nous éviterons peut être la discussion de ce projet, mais le Gouvernement nous demandera certainement de voter la réforme administrative.

M. LE PRESIDENT.- Nous ne sommes pas encore saisis du rapport de la Commission de l'Administration générale. Nous n'avons donc aucune décision à prendre.

M. HERVEY.- Je désire saisir la Commission d'un vœu émis par la Chambre de Commerce d'Elbeuf relatif à la frappe et à la mise en circulation des pièces de 5 francs en nickel. Les commerçants et industriels protestent avec raison contre la fabrication d'une monnaie aussi incommode.

M. LE PRESIDENT.- Nous demanderons des explications à M. le ministre des Finances au moment du vote du Collectif et nous lui présenterons nos observations. Je considère moi aussi que l'on commet une faute en frappant cette monnaie dont le besoin ne se faisait nullement sentir.

La séance est levée à 17 heures 5 m.

Le Président de la Commission :

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

=====

Séance du Jeudi 21 Mars 1929

La séance est ouverte à 15 heures 45, sous la Présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents: M.M. CLEMENTEL. MAHIEU. SERRE. FRANCOIS  
SAINT MAUR. FARJON. PERET. COURTIER  
FERNAND FAURE. LEBRUN. JENOUVRIER.  
GALLET. PASQUET. SCHRAMECK. RIO.  
BIENVENU.

=====

Funérailles nationales du  
Maréchal FOCH.

M. LE PRESIDENT, prend , au nom de la Commission des Finances, un hommage solennel à la mémoire du Maréchal FOCH.

Il annonce que le Gouvernement vient de déposer , sur le bureau du Sénat, un projet de loi tendant à accorder des funérailles nationales à Monsieur le Maréchal Foch.

M. MAHIEU, donne lecture de son rapport sur ce projet de loi dont il demande l'adoption.

Le projet de loi est adopté à l'unanimité.

La séance est levée à 16 heures.

Le Président de la Commission des Finances:



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Lundi 25 Mars 1929.

La Séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. RAOUL PERET. FERNAND FAURE. SCHRAMECK. GARDEY. MILAN. HENRI ROY. RIO. HERVEY. ROUSTAN. REBOUL. JENOUVRIER. BIENVENU-MARTIN. HENRY DE RENGER. SERRE. ALBERT MAHIEU. GEORGES BERTHOULAT. GALLET. FRANÇOIS SAINT MAUR. VICTOR PEYTRAL. LEBRUN. GENERAL HIRSCHAUER. JOSEPH COURTIER. RAIBERTI. REYNALD. PASQUET.

FUNERAILLES DU GENERAL SARRAIL

La Commission adopte un rapport présenté par M. ALBERT MAHIEU sur le projet de loi portant ouverture au budget du ministère de la guerre pour l'exercice 1929, d'un crédit de 50.000 francs destinés au payement des dépenses résultant des obsèques aux frais de l'Etat du Général SARRAIL.

COLLECTIF DE DECEMBRE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen au fond du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1928 (Collectif de décembre).

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- indique que l'ensemble des crédits votés par la Chambre des Députés, s'élève au total à 1.905 millions. Il propose un certain nombre de réductions dont le total s'élève à 25.857.000 francs.

La.....



La plupart de ces réductions sont basées sur les renseignements fournis par les rapports des contrôleurs des dépenses engagées. D'autres sont justifiés par l'impossibilité, à l'heure où les crédits seront votés, de les employer, les crédits ouverts sur un exercice ne pouvant payer que des services effectués pendant le cours de cet exercice.

Le Gouvernement accepte d'ailleurs toutes les réductions proposées.

M. MARIO ROUSTAN.- Je déplore une fois de plus les conditions dans lesquelles la Commission est obligée d'examiner un crédit aussi important. Un journaliste écrivait récemment ce jugement peut être un peu trop absolu : "La critique littéraire n'existe plus". Ne pourrait-on pas dire plus justement : "Le contrôle parlementaire n'existe plus".

M. LE PRESIDENT.- Nous n'avons en effet, qu'un temps très limité pour la discussion de ce cahier de crédits, puis qu'il faut absolument que le bon à tirer du rapport soit donné cette nuit. Mais nous pouvons faire confiance à notre rapporteur général qui étudie le projet depuis de longues semaines et a suivi les discussions de la Chambre.

L'article 13 est réservé, selon l'usage.

Les divers chapitres de l'Etat A sont adoptés conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général et sans discussion à l'exception des chapitres ci-après qui ont donné lieu aux observations suivantes :

A propos du Chapitre 15 du Budget de la Justice (Cour d'appel de Colmar - Matériel) M. HENRY ROY déplore la politique de concession et de faiblesse poursuivie depuis l'armistice dans les trois départements recouvrés. Le crédit deman-

dé.....



dé a pour but de faire supporter par le Trésor les menues frais de bureau des greffes qui, dans le reste de la France, sont supportés par les greffiers. Il y a là, dit M. ROY, un exemple frappant de la façon dont le Gouvernement suspend l'application des lois en Alsace et Lorraine. Toutefois, M. ROY, ne fait pas d'opposition à l'adoption du crédit tel qu'il est proposé par le Rapporteur Général.

AFFAIRES ETRANGERES - Chapitre 1 (34.000 francs)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demande le rejet de ce crédit qui a été demandé pour améliorer la situation des traducteurs du Ministère.

Je ne suis pas hostile d'une manière formelle et systématique au relèvement du traitement des traducteurs, mais cette réforme doit être faite normalement c'est-à-dire dans le prochain budget, après une étude approfondie du rapporteur spécial qui n'a pu être faite aujourd'hui.

M. GALLET.- Il y aurait pourtant avantage à améliorer dès à présent la situation des traducteurs du ministère des Affaires Etrangères qui est tout à fait insuffisante.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- S'il en est ainsi, le Gouvernement aurait dû prévoir un relèvement de crédit dans le dernier budget. Nous ne pouvons pas céder sur cette question, sinon nous serons débordés et nous ne pourrions plus faire respecter les principes.

M. GALLET.- Soit, je n'insiste pas, tout en regrettant que la question se présente dans de pareilles conditions.

Le crédit de 34.000 francs est rejeté.

A l'occasion du vote des crédits du budget du Ministère de l'Intérieur, M. MARIO ROUSTAN demande qu'il soit formellement entendu que la Commission s'opposera à ce que

la.....



la discussion du projet de loi sur la réforme administrative soit engagée dans des conditions qui ne permettent pas de lui donner toute l'ampleur qu'elle mérite.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - se déclare tout à fait d'accord sur ce point avec M. ROUSTAN et fait remarquer que d'ailleurs la Commission n'est pas saisie du texte puisque le rapport de la Commission de l'Administration n'est pas encore déposé.

MARINE Chapitre 47. - Constructions navales. - Constructions neuves par les arsenaux (y compris les dépenses indivises). - Matières : 35 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. - Ce crédit est nécessaire jusqu'à concurrence de 22 millions, par la nécessité de rembourser au budget de 1929 des crédits d'anticipation ouverts pour une somme égale par un décret du 9 janvier 1929, en vue de permettre de faire face aux paiements les plus urgents des travaux du programme naval et des sous-marins côtiers, après absorption intégrale des crédits budgétaires de 1928.

On saisit là sur le vif un des inconvénients de cette pratique des crédits d'anticipation dont la marine abuse depuis quelques années.

Si cette façon de faire se généralisait dans toutes les autres administrations il n'y aurait plus de budget.

M. HENRY BERENGER. - J'ai eu pendant de longues années l'honneur d'être rapporteur du budget de la Marine.

On ne connaissait pas alors la pratique des crédits d'anticipation. Je ne l'aurais d'ailleurs pas tolérée.

M. HENRI ROY. - C'est le ministre de la Marine qui a inauguré cette méthode et cela, malgré l'avis de la direction du Contrôle de son ministère.

M. HENRY BERENGER. - Le Ministère de la Marine dispose déjà.....



déjà pour l'exécution de son programme naval de la faculté des reports.

Les reports sont à la fois très utiles et parfaitement réguliers. Ils permettent d'exécuter un programme au rythme général voulu par le Parlement.

Mais dans toutes les lois fixant un programme naval il a été nettement précisé que l'approbation de ce programme ne constituait pas une ouverture globale des crédits nécessaires à son exécution.

Tous les ans, lors du vote du budget, le Parlement doit voter une annuité qu'il peut diminuer ou augmenter selon qu'il veut retarder ou accélérer l'achèvement du programme

Que reste-t-il de ce privilège essentiel et tutélaire du Parlement si le Ministère de la Marine continue à pouvoir anticiper sur les budgets ?

M. HENRI ROY.- Que reste-t-il surtout du contrôle ?

Ce dernier devient impossible avec le mélange des crédits normaux, des crédits de report et des crédits d'anticipation.

C'est là d'ailleurs sans doute le résultat que recherche le ministère de la Marine.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous allons charger notre rapporteur spécial M. RAIBERTI d'étudier cette question et d'indiquer au ministre notre désir de voir son administration revenir à des pratiques financières plus saines et plus normales.

M. GEORGES BERTHOULAT.- Il ne faudrait tout de même pas que cette intervention puisse avoir pour conséquence de retarder l'exécution déjà trop lente de notre programme naval.

M. HENRY BERENGER.- Il n'y a aucun danger puisque le Ministre pourra toujours user des reports et demander des crédits supplémentaires.

Mais.....



Mais il est indispensable que les règles budgétaires soient respectées.

La conquête essentielle de la Révolution a été l'établissement d'un budget annuel voté par le Parlement. Ne revenons pas au gâchis financier de l'ancien régime en tolérant des abus comme ceux que commet le ministère de la Marine.

M. HERVEY.- N'oublions pas que la pratique des crédits d'anticipation n'est nullement irrégulière et illégale. Elle est autorisée par l'article 142 de la loi de finances du 27 décembre 1927.

Cette loi est peut être fâcheuse mais elle existe.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est vrai, et nous avons eu tort de voter ce texte. Nous devons aujourd'hui que nous voyons ses inconvénients insister auprès du Ministre pour qu'il ne soit appliqué que dans des cas tout à fait exceptionnels.

Le Chapitre est adopté conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général.

INSTRUCTION PUBLIQUE.- Chapitre 71.- Réunion des bibliothèques nationales de Paris : 500.000 francs.

M. LE PRESIDENT.- Etes-vous sûr, Monsieur le Rapporteur Général, que ce crédit n'est pas destiné à la création, projetée par M. ROLAND MARCEL, administrateur de la Bibliothèque Nationale d'un Institut d'information économique, annexé à cette Bibliothèque ?

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'inutilité d'une pareille création qui ferait double emploi avec les services du ministère du commerce et avec toute la documentation des Chambres de commerce.

La Bibliothèque Nationale a mieux à faire que de s'occuper de cela.

M. HENRY BERENGER.....



M. HENRY BERENGER.- M. l'Administrateur de la Bibliothèque Nationale serait mieux qualifié pour créer un institut de mégalomanie (Sourires). Il faut lutter contre la tendance de certains hauts fonctionnaires d'étendre constamment leurs attributions pour se donner plus d'importance.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est exact. Mais en fait le crédit demandé est destiné simplement à permettre le relèvement de la subvention accordée par l'Etat à la réunion des bibliothèques nationales de Paris.

Cette subvention est insuffisante en raison de la hausse des tarifs d'abonnements, des prix des livres et des reliures.

Le Chapitre est adopté conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général.

BEAUX-ARTS .- Chapitre 8.- Académie de France à Rome.- Pensions, indemnités et Allocations diverses.- Honoraires du médecin.-

La Chambre a voté un crédit de 6.900 francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose la disjonction de ce crédit. Si la situation du directeur de l'Académie de France à Rome doit être améliorée, cette réforme doit être réalisée par le budget. Aujourd'hui nous n'avons ni le temps ni les moyens de vérifier le bien fondé de cette proposition.

M. LE PRESIDENT.- J'insiste pour que le crédit voté par la Chambre soit maintenu. Il est indispensable de donner à notre directeur, le grand statuaire Puech, les moyens de recevoir dignement ses visiteurs.

A l'heure actuelle, il n'a que des frais de réception indignes de lui et indignes de la France.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans ces conditions, je n'insiste pas pour la disjonction.

Le Chapitre est adopté avec le crédit voté par la Chambre.

COMMERCE - Chapitre 29 bis nouveau.- Subvention à la Société française de normalisation : 150.000 francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je n'ai pas besoin de signaler toute l'importance des travaux de la Société de normalisation dont notre Président nous a souvent entretenus.

Nous ne pouvons qu'approuver le crédit demandé.

M. SERRE.- Vous pourriez ajouter que les Etats étrangers consacrent depuis longtemps des sommes considérables aux recherches tendant à la normalisation. Le crédit proposé aujourd'hui par le Gouvernement est bien modeste et il fait même piètre figure à côté des sacrifices consentis par l'industrie pour subventionner l'association française.

M. LE PRESIDENT.- Celle-ci est entrée dans la voie des réalisations. Après trop de temps perdu en controverses théoriques, elle est passée aux réalités. Elle vient d'établir une norme pour l'automobile que les étrangers se sont empressés de copier aussitôt tant elle leur a paru satisfaisante.

C'est une oeuvre très utile qui est en bonne voie et dont on peut attendre toute une transformation de nos méthodes de production.

L'avenir de notre industrie est là.

Le Chapitre est adopté conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général.

COLONIES - Chapitre 34 ter nouveau.- Subvention extraordinaire.....



naire en vue de la réparation des dommages causés à la Guadeloupe par le cyclone et le raz-de-marée du 12 septembre 1928: 100.000.000 francs.

M. HENRY BERENGER.- Je tiens à exprimer à la Commission toute la reconnaissance des habitants de la Guadeloupe pour le geste de fraternité et de solidarité que fait la mère-patrie en votant ce crédit de 100 millions.

L'annonce des propositions du Gouvernement et du vote de la Chambre a rendu l'espoir aux sinistrés qui ont tout à reconstruire autour d'eux.

Mais il ne faut pas se dissimuler que l'oeuvre de réparation sera longue, pénible et coûteuse.

Tout est à refaire dans notre île grande comme un département français. Vous me permettez donc, quand les 100 millions seront épuisés, de vous demander de venir une fois encore à notre aide.

M. SCHRAMECK.- Nous pouvons imaginer ce qu'ont été les dégâts de la Guadeloupe en considérant ceux qu'a causés en Provence la tornade du 28 février.

M. LE PRESIDENT.- Les pouvoirs publics sauront faire tout ce qui sera nécessaire pour restaurer la Guadeloupe et la Commission des Finances secondera tous les efforts accomplis dans ce but.

Le chapitre est adopté (100 millions).

AGRICULTURE - Chapitre 9.- Participation de la France aux dépenses de l'Institut international d'Agriculture à Rome.- Traitements et indemnités du délégué de la France.

Crédit voté par la Chambre : 85.230 francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je demande la disjonction de ce crédit qui est destiné à permettre l'attribution au délégué

de.....



de la France à l'Institut International d'agriculture à Rome d'une indemnité de perte au change en remplacement de l'indemnité complémentaire de cherté de vie.

Tout cela n'est pas clair. Une pareille réforme doit pouvoir être étudiée et elle ne serait à sa place que dans le budget.

M. LE PRESIDENT.- Avant de prendre une décision sur ce chapitre, il serait bon de consulter le ministre et, tout au moins, notre collègue Fernand DAVID qui connaît beaucoup le délégué de la France à Rome.

Je crois savoir que ce délégué s'est absolument ruiné et que le crédit a pour objet de lui venir en aide, ce qui est légitime car il s'est ruiné au service de la France.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Réservons donc le crédit pour me permettre de me renseigner et pour chercher une solution acceptable, c'est-à-dire ménageant les intérêts en cause sans engager l'avenir.

Le Chapitre est réservé.

Chapitre 76 .- Subventions pour études et travaux d'hydrauliques et de génie rural autres que l'électrification des campagnes: 100.000.000 francs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce crédit est indispensable pour liquider toutes les demandes qui attendent leur tour.

Pendant et depuis la guerre, les demandes ont constamment dépassé les disponibilités. Il faut, aujourd'hui, faire cet effort exceptionnel pour reprendre le cours normal des subventions.

M. REBOUL.- Il a été reconnu par le ministre que la somme nécessaire pour liquider tout l'arriéré s'élevait à 106 millions.....



lions. Il serait plus simple de doter le chapitre d'un crédit de 106 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. le Ministre des Finances a déclaré qu'il trouverait ailleurs les 6 millions disponible. Dès lors, il vaut mieux ratifier purement et simplement le vote de la Chambre.

M. MILAN.- Il a été inscrit au budget un crédit de 500 millions destinés aux départements afin que ceux-ci puissent venir en aide aux communes sous forme de prêt pour la réfection des chemins ruraux et les travaux d'adduction d'eau.

Le Règlement d'administration publique prévu pour le fonctionnement de ce régime est-il prêt ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non ! mais l'entente est réalisée entre les ministères intéressés et l'on peut, dès maintenant, dans les départements enregistrer les demandes de prêts qui doivent être servies selon le rang de priorité.

M. ALBERT MAHIEU.- Il est un point sur lequel l'accord n'est pas fait encore entre le Ministère de l'Intérieur et le Ministère de l'Agriculture, c'est en ce qui concerne le partage du crédit entre les travaux d'adduction d'eau et les réparations de chemins ruraux.

Le chapitre est adopté.

A propos du chapitre 66 du budget des Travaux Publics (Routes), M. le Président signale qu'il a transmis à M. le Ministre des Travaux Publics la question posée à une précédente séance par M. PIERRE LAVAL sur les conditions dans lesquelles il compte employer le crédit destiné aux sociétés de secours mutuels des cantonniers, mais qu'il n'a reçu aucune réponse. Interrogé sur le même sujet à la Chambre, M. le Ministre a gardé le silence.

L'Etat A étant adopté, l'article 1<sup>er</sup> est adopté.

Les.....



Les articles 2 à 7 sont adoptés.

A propos de l'article 8 (Budget annexe des P.T.T.) M. REBOUL présente les observations suivantes :

M. REBOUL : L'administration des P.T.T. se refuse à participer au loyer d'un bureau de poste pour une somme supérieure à 350 francs. Avec le taux actuel des loyers, cette participation est tout à fait dérisoire.

J'ai signalé la question au S.S.E des P.T.T. qui m'a promis une amélioration pour le prochain budget. Je suis heureux de cette promesse. Mais ne pourrait-on pas faire quelque chose dès maintenant ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Non, ce n'est pas la place, dans le collectif, de réaliser une pareille réforme. La question n'est d'ailleurs pas aussi simple que paraît le croire M. REBOUL. En réalité de nombreuses communes demandent l'installation d'un bureau de facteur receveur et sont prêtes à payer la totalité du loyer pour obtenir ce bureau.

Il est inutile d'accroître les dépenses des P.T.T. partout où il est possible de faire autrement.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 à 15 sont adoptés.

Les divers articles du projet contenant des dispositions spéciales sont adoptés sans discussion conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général à l'exception des articles ci-après qui ont donné lieu aux observations suivantes :

Article 18 (Assujettissement à l'impôt sur les salaires des façonniers employant trois compagnons)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le législateur a institué un régime de faveur pour les ouvriers et artisans travaillant en famille, et il ne les assujettit qu'à l'impôt sur les salaires.

La.....



La Commission de la Chambre a voulu aller plus loin et elle a proposé un texte qui basait le droit à l'assujettissement à l'impôt sur les salaires sur un critérium tiré du bénéfice réalisé, sans tenir compte de la part due dans ce bénéfice, au capital et au travail salarié.

Ce texte a été heureusement écarté et remplacé par la disposition suivante :

"La disposition ajoutée par l'article 21 de la loi du 19 mars 1928 au paragraphe premier de l'article 42 des lois codifiées relatives aux impôts cédulaires et à l'impôt général sur le revenu(décret du 15octobre 1926) est modifiée comme suit :

"Le nombre des compagnons est porté à trois pour l'ouvrier façonnier possesseur d'un atelier dans lequel chaque compagnon exécutant séparément la façon de sa pièce, reçoit du chef de l'atelier une quote-part prélevée sur le prix de façon perçu par ce dernier et fixée conformément aux usages locaux de la corporation."

Sous une forme ingénieuse et simple, cet article apporte un dégrèvement appréciable et peut encourager à se grouper des faconniers en vue de travailler dans de meilleures conditions d'hygiène, de commodité et de rendement.

M. JOSEPH COURTIER.- Le texte voté par la Chambre ne nous donne pas satisfaction, M. TAURINES n'a eu en vue, manifestement que le cas, un peu spécial, des faconniers de la région de St Etienne ou de Lyon travaillant dans la rubannerie.

M. SERRE.- Cela n'est pas douteux. Je ne repousse pas ce texte mais je déplore qu'il ne soit pas assez général.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- En somme, le texte proposé tend à pousser au façonnage coopératif dans lequel les compagnons  
sont.....



sont considérés comme des associés du façonnier possesseur de l'atelier dans lequel s'exécute le travail commun.

M. LE PRESIDENT.- Cette association ne peut avoir que des avantages mais, pour la favoriser et donner une plus grande généralité au texte, il faudrait supprimer les mots "exécutant séparément la façon de la pièce".

M. SCHRAMECK.- Pourquoi cette suppression ? il est bon qu'un ouvrier rubannier, par exemple, fasse une pièce d'un bout à l'autre tout seul. C'est une condition pour conserver son caractère spécial du travail original et consciencieux de l'ouvrier français.

M. BIENVENU-MARTIN.- La meilleure solution serait de disjointre pour une étude approfondie.

M. SERRE.- Non, ce qui nous est proposé n'est pas parfait mais c'est déjà quelque chose et il vaut mieux le réaliser tout de suite.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est cela. Votons le texte avec la suppression proposée par M. le Président.

L'article ainsi modifié est adopté.

Les articles 18 bis à 21 sont adoptés.

Article 22 (Achats de terrains destinés à la construction d'immeubles destinés à la reconstruction.- Réduction de moitié des droits de mutation).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose l'adoption du texte.

M. HERVEY.- J'ai l'intention de déposer un amendement tendant à ajouter après le troisième alinéa de cet article la disposition suivante :

"Elles le sont aussi aux terrains acquis pour les organismes bénéficiaires des dispositions de l'article 37 de la loi du 13 juillet 1928."

Je retirerais volontiers cet amendement si je pouvais être certain.....



certain que les erreurs commises actuellement par l'Administration seront corrigées. Il n'est pas admissible en effet que certaines directions de l'enregistrement autorisent les sociétés d'habitations à bon marché à acheter en bénéficiant des réductions d'impôt des terrains supérieurs à 3.500 mètres carrés, alors que d'autres ne les y autorisent pas. Il est bien certain que cette superficie-limite, si elle peut suffire, dans les villes, à édifier un certain nombre d'habitations, est insuffisante pour construire des habitations rurales.

L'esprit de l'article 37 de la loi du 13 Juillet 1928, il me semble, autorise ces réductions d'impôts pour les achats de terrains faits par les sociétés d'habitations à bon marché, et l'on ne doit pas retirer <sup>d'une main</sup> ce que l'on donne de l'autre.

M. LE PRESIDENT.- Déposez votre amendement, mon cher Collègue et posez la question à M. le Ministre des Finances.

M. PASQUET.- Je ne peux pas approuver l'article 22. J'estime qu'il est beaucoup trop favorable aux agissements des entrepreneurs. Je demande un scrutin sur ce texte.

Le texte de l'article 22 est adopté par 16 voix contre 2.

ARTICLE 22 bis.-(Réduction de 15 à 8 % du taux du droit d'enregistrement applicable à certaines mutations immobilières)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je propose la disjonction de cet article. Il est impossible comme l'a soutenu très courageusement le Gouvernement à la Chambre d'entreprendre dans un cahier de crédits supplémentaires une politique de dégrèvement sur la nécessité de laquelle nous sommes d'ailleurs tous d'accord.

M. RIO.....



M. RIO.- Mon collègue M. ALFRED BRARD m'a chargé d'indiquer à la Commission qu'il avait l'intention de reprendre cet article par voie d'amendement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il n'en a pas le droit car il s'agit d'un projet d'initiative parlementaire. La Chambre l'ayant écarté nous n'en sommes pas officiellement saisis.

D'ailleurs le Gouvernement, qui a posé la question de confiance à la Chambre pour faire repousser ce texte, la poserait de nouveau au Sénat si cela était nécessaire et il aurait raison.

Je le répète, ce texte n'est pas à sa place ici.

M. LE PRESIDENT.- Je dois signaler à la Commission que M. le Ministre des Finances prépare un programme logique d'amélioration et d'aménagement du budget. Il nous a demandé à M. le Rapporteur Général, M. le Rapporteur du Budget des Finances et à moi-même de collaborer avec ses services pour l'établissement de ce programme. J'ai répondu que nous accepterions si la Commission de la Chambre collaborait dans les mêmes conditions. Je ne sais pas si cette dernière acceptera, la proposition du Ministre.

M. JENOUVRIER.- Si elle refuse, je ne saurais l'en blâmer.

Je crois qu'il vaut mieux que chacun reste dans son rôle. Laissons le Gouvernement préparer un projet avec son administration. Nous le discuterons quand nous en serons saisis et c'est alors seulement que nous aurons à collaborer avec le Gouvernement.

Nous n'aurions plus notre liberté d'action complète en présence d'un projet qui aurait par avance reçu l'adhésion de nos mandataires les plus autorisés tels que notre Président et notre Rapporteur Général. Notre Commission se trouverait

déjà.....



déjà moralement engagée.

M. HENRY BERENGER.- Je suis entièrement de l'avis de M. Jénouvrier . Il faut se garder de diminuer les prérogatives du Parlement en matière de Contrôle parlementaire car ce contrôle est l'essence même du régime républicain.

N'oublions pas que la confusion du contrôle et de l'action est tout à fait dangereuse. C'est au Gouvernement seul qu'il appartient de préparer les lois. Ne nous mêlons pas à cette besogne. Réservons notre pouvoir de discussion tout entier pour le moment où nous serons saisis de propositions fermes.

Je verrais, pour ma part, avec regret notre Président et notre Rapporteur général créer un précédent aussi fâcheux en acceptant d'entrer dans je ne sais quelle Commission chargée de dresser un programme pour les budgets futurs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis un peu surpris des critiques de nos Collègues M.M. JENOUVRIER ET HENRY BERENGER.

On nous dit : il faut laisser l'exécutif préparer seul les projets de lois.

Mais, Messieurs, n'avons nous pas vu souvent créer des commissions interministérielles pour l'étude des grandes réformes. Dans ces commissions les chambres se trouvaient représenter et le jeu des institutions parlementaires ne s'en trouvait nullement faussé.

Aujourd'hui, il s'agit d'ailleurs de quelque chose de beaucoup plus modeste.

M. le Ministre des Finances s'est plaint un jour dans son Cabinet des conditions dans lesquelles lui paraît travailler la Commission des Finances de la Chambre. Selon lui, cette com-  
mission.....



mission travaille enquelque sorte en vase clos et perd constamment le contact avec les réalités.

Pour réagir contre cette tendance, il désirerait faire rencontrer, pour des conversations méthodiques et officieuses, les principaux rapporteurs, ou tout au moins le Président et le Rapporteur Général de la Chambre avec des délégués de la Commission des Finances du Sénat et les directeurs des grandes régies financières.

Il croit que ces conversations pourraient démontrer à nos Collègues de la Chambre l'impossibilité de certaines chimères. Il ne s'agit pas d'autre chose.

Ainsi que vous l'a dit M. le Président, nous n'avons accepté de nous prêter à cette expérience que si la Commission de la Chambre y consentait aussi.

M. LE PRESIDENT.- Et nous avons insisté sur le caractère officieux des conversations projetées qui ne peuvent en aucune façon engager les commissions financières de l'une et l'autre Chambre.

M. HERVEY.- Je ne vois que des avantages à cette façon de procéder.

Il y a des circonstances où il faut savoir faire fléchir les principes pour aboutir à quelque chose de pratique.

Un programme de dégrèvement est souhaité par chacun de nous. Tous les moyens seront bons pour aboutir le plus tôt possible à ce programme.

M. HENRY BERENGER.- S'il s'agit d'une simple conversation, je n'insiste pas, mais il faut qu'il soit bien entendu que nous ne pouvons en aucune manière être engagé par l'attitude que notre Président et notre Rapporteur Général auront prise dans ces conversations. Quelle que soit la confiance

que.....



que nous avons en eux, nous n'avons pas le droit, pour une question aussi grave, de donner un blanc seing.

M. LE PRESIDENT.- Jamais la Commission ne peut être engagée par un de ses membres et même par son président.

M. HENRY BERENGER.- Il faut aussi que ces conversations ne prennent pas la forme d'une commission officielle, avec publication de sa composition au Journal Officiel.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est bien ainsi que nous l'entendons.

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE LA GUERRE.

M. LE PRESIDENT.- Je vous demande, Messieurs, de suspendre pendant quelques instants la discussion du collectif pour recevoir M. le Ministre de la Guerre (Assentiment).

Vous savez qu'au cours d'une précédente réunion son audition a été décidée à propos du projet de loi relatif à l'Inhumation aux Invalides des généraux ayant commandé un groupe d'armée ou une armée pendant la guerre de 1914.

M. PAINLEVE, Ministre de la Guerre est introduit.  
Il est accompagné de M. le Contrôleur général GUINAND, Secrétaire général du Ministère de la guerre.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, par une coïncidence extraordinaire, la Commission des Finances discutait mercredi dernier le projet de loi portant que les Généraux ayant commandé en chef ou ayant exercé le commandement d'un groupe d'armées ou d'une armée pendant la guerre de 1914 pourront être inhumés aux Invalides, à l'heure même où le Maréchal FOCH rendait le dernier soupir.

Au moment précis de la mort du grand chef auquel seront faites demain des obsèques nationales, la Commission sur la proposition.....



proposition de M. VICTOR PEYTRAL, adoptait par un vote unanime la partie de ce projet qui tend à donner aux Maréchaux de la grande guerre l'honneur suprême de l'inhumation aux Invalides.

Avant de prendre une décision sur le surplus du projet, la Commission a décidé de vous entendre.

Je dois ajouter qu'au début de cette séance le projet relatif aux obsèques du Général SARRAIL a été adopté par nous sans discussion.

M. LE MINISTRE DE LA GUERRE.- Ce n'est qu'après mûre réflexion que le Gouvernement a saisi les Chambres du projet de loi relatif à l'inhumation aux Invalides de tous les généraux ayant commandé au moins une armée pendant la grande guerre.

Nous ne nous sommes point dissimulés les critiques auxquelles pouvait donner lieu la lecture de la liste des noms de certains de ces généraux. Leurs mérites, certes, sont inégaux; mais comment faire un choix entre eux sans engager des discussions sur l'histoire de la guerre, sans ouvrir des polémiques inutiles et douloureuses et sans risquer de commettre les pires injustices?

S'il est trop tôt encore pour entreprendre l'histoire de la guerre, le temps est venu cependant de nous dégager de certaines légendes.

Que n'a-t-on pas dit du rôle au début de la guerre du Général LANZAC ? Ce chef que la 1<sup>re</sup> Armée a pu échapper à l'étreinte allemande à CHARLEROI et faire front victorieusement à GUISE. Peut-être une injustice semblable à celle qui a accablé le général LANZAC a-t-elle pesé sur d'autres chefs ?

Le Gouvernement a pensé qu'il fallait considérer cette terrible guerre comme un bloc. Notre admiration et notre reconnaissance doivent aller à l'armée toute entière, à tous ses soldats.....



soldats comme à tous ses chefs.

Si nous voulons, en plaçant aux Invalides les dépouilles funèbres des chefs de nos Armées, faire une manifestation grandiose, nous ne pouvons pas et même nous ne devons pas distinguer entre eux.

Je vous demande donc de voter le texte du projet et j'insiste pour que vous le votiez sans modifications.

Le projet a été voté à la Chambre sans aucune discussion ce fut un succès presque inespéré et qui ne se reproduirait peut être pas. Je vous en prie, n'ouvrez pas la porte à un débat qui serait à la fois pénible et inopportun.

Au moment où le pays s'apprête à rendre hommage au Maréchal FOCH et au Général SARRAIL, j'espère que le Sénat voudra bien nous donner le moyen de donner le dernier Honneur à tous nos grands chefs.

N. LE PRESIDENT.- La Commission se préoccupe surtout de savoir si le vote de ce projet supprimera toute possibilité de discussion au moment de l'inhumation d'un général aux Invalides.

Le Gouvernement devra-t-il chaque fois demander une ouverture de crédit, ou bien un crédit provisionnel figurera-t-il dans les budgets futurs ?

M. LE MINISTRE.- Nous ferons inscrire un crédit au budget pour les inhumations aux Invalides.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Attention, on pourrait discuter à propos de ce crédit si vous le mettez dans un chapitre spécial.

Il vaudra mieux le dissimuler et en faire, par exemple, un article dans un chapitre de matériel.

M. GEORGES BERTHOULAT.- La liste qui figure dans l'exposé.....



posé des motifs est elle limitative.

M. LE MINISTRE.- Oui, Elle contient les noms de tous les ayants-droit.

M. VICTOR PEYTRAL.- L'inhumation aux Invalides entraînera-t-elle d'office des obsèques aux frais de l'Etat ?

M. LE MINISTRE.- Non. Les deux choses ne sont pas forcément liées.

Pour certains généraux, il y aura simplement inhumation aux Invalides ce qui n'entraînera qu'une dépense insignifiante.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faut que le Conseil des Ministres conserve la liberté d'appréciation pour savoir s'il y a lieu de proposer des obsèques aux frais de l'Etat qui doit rester un honneur exceptionnel.

M. LE MINISTRE.- C'est bien ainsi que nous l'entendons et, jusqu'ici, les obsèques aux frais de l'Etat ont été réservées aux Maréchaux ou à des Généraux ayant exercé un commandement en chef comme le Général SARRAIL, ou bien ayant joué un rôle particulièrement glorieux comme le Général MANGIN .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui. Il faut que les obsèques nationales soient réservées aux généraux dont l'histoire retiendra le nom.

M. HERVEY.- Y aura-t-il assez de place aux Invalides pour enterrer tous les généraux qui y auront droit aux termes du projet de loi ?

M. LE MINISTRE.- Oui.

M. ALBERT LEBRUN.- Il y aura assez de place, mais lorsque tous les grands Chefs de 1914 y seront les caveaux seront pleins.

M. LE MINISTRE se retire.

Après.....



Après son départ, la Commission adopte le projet de loi.  
M. ALBERT MAHIEU est chargé de faire un avis favorable et de le déposer à la séance de demain.

INHUMATION AUX INVALIDES DES AMIRAUX.

La Commission, sur la proposition de M. RAIBERTI, donne un avis favorable à l'adoption du projet de loi relatif à l'inhumation aux Invalides des Vice-amiraux ayant commandé en chef la marine pendant la guerre de 1914.

COLLECTIF DE DECEMBRE (Suite)

M. LE PRESIDENT.- Nous reprenons la discussion du Collectif de décembre à l'article 23.

Les divers articles sont adoptés sans discussion conformément aux propositions de M. le Rapporteur Général à l'exception des articles ci-après qui ont donné lieu aux observations suivantes :

Article 31 (Extraits des casiers judiciaires.- Perception des droits au moyen de timbres mobiles).

M. HENRY ROY.- Cet article supprime l'intermédiaire des greffiers. C'est peut être une mesure excellente pour le public, mais c'est certainement une diminution de recettes pour les greffiers. Or ceux-ci se plaignent déjà de se trouver dans une situation difficile. Je demande la disjonction.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous prie de ne pas insister pour la disjonction car il s'agit d'une réforme très utile et d'une simplification.

Il faudra envisager une compensation pour les greffiers et cette petite suppression d'émolument pourra constituer un argument de plus en faveur du relèvement de leurs traitements.

M. HENRY ROY...



M. HENRI ROY.- Dans ces conditions, je n'insiste pas.  
L'article est adopté.

Article 32 (Cartes d'identité des Etrangers.- Pénalité de retard. Réduction des taux).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 89 de la loi du 26 mars 1927 spécifie que tout étranger qui n'a pas demandé la délivrance ou le renouvellement de sa carte d'identité dans les délais prescrits est passible d'une taxe de 50 francs par mois ou fraction de mois de retard, taxe réduite à 10 francs pour certaines catégories d'étrangers.

Le présent article ramène le taux des pénalités à 20 et 5 francs. Une pareille réduction aboutirait en fait à la suppression des pénalités. Je propose la disjonction de l'article.

M. HENRI ROY.- Je combats cette proposition. Les pénalités actuelles sont excessives et il est très juste de les réduire.

M. GEORGES BERTHOULAT.- Si la pénalité encourue est insuffisante, les étrangers ne se gêneront plus et s'abstiendront très souvent de demander une carte d'identité. Le Trésor y perdra et la police ne pourra plus assurer la surveillance des étrangers.

M. HENRI ROY.- N'exagérons rien. La surveillance des étrangers n'a pas besoin d'être très étroite. Au lieu de traquer inutilement les visiteurs étrangers la police ferait bien mieux d'exercer une surveillance plus active sur les interdits de séjour.

M. LE PRESIDENT.- La question soulevée par l'article que nous discutons paraît modeste. Je considère cependant qu'elle est extrêmement importante.

Vous.....



Vous savez combien devient désavantageuse notre balance commerciale. Les dernières statistiques sont de nature à nous effrayer. Pour améliorer notre balance des paiements, la première chose à faire et la plus simple c'est d'attirer le plus grand nombre possible d'étrangers en France. Pour cela, deux choses sont nécessaires : 1°) combattre activement les effets, désastreux pour nous, de la propagande allemande à l'étranger;

2°) renoncer à toutes les mesures vexatoires à l'égard des étrangers : surveillance, pénalités en cas de retard dans l'exécution de formalités, taxes de séjour, etc....

M. SERRE.- Hélas ! les étrangers s'orientent vers d'autres pays pour éviter notre fiscalité qui leur paraît odieuse.

M. HENRY BERENGER.- Nous touchons là du doigt une des conséquences de la politique de superfiscalité que nous suivons depuis juillet 1926. Nous reprenons cette question un jour et nous montrerons que la voie suivie n'a peut être pas été la meilleure pour le redressement économique du pays. Elle a été en tous cas à l'inverse de celle que nous avons toujours préconisée ici lorsque j'avais l'honneur d'être votre Rapporteur Général.

M. LE RAPporteur GENERAL.- J'ai été de ceux qui, avec M. RAIBERTI, ont fait réduire dans des proportions normales le taux de la taxe spéciale prélevée sur les étrangers au moment de la délivrance de la carte d'identité. J'ai toujours soutenu en effet, que nous devons attirer le plus possible d'étrangers pour améliorer notre balance des paiements. Je ne suis donc sur le fond en désaccord avec aucun de nos collègues.

J'ajoute que pour améliorer notre balance commerciale,

des.....



des mesures doivent être prises pour dégrèver certains produits au moment de l'exportation.

Il n'est pas de problèmes plus grave que celui qui est posé par les indications de notre balance devenue nettement déficitaire.

N'oublions pas que le déficit, réapparu en 1928, s'aggrave en 1929 de telle manière que s'il se maintenait pendant les dix derniers mois de cette année, il dépasserait 15 milliards, soit 3 milliards de francs-or alors qu'il n'était en 1913 que de 1.541 francs-or.

J'ai effleuré ce problème dans mon rapport ainsi que celui de la modification de notre fiscalité.

Permettez-moi de vous soumettre les conclusions de mon exposé :

"Notre fiscalité est-elle devenue si lourde qu'elle brise l'élan, qu'elle épuise les forces de plusieurs de nos industries, particulièrement de celles qui travaillent pour l'exportation ? Ou bien, ou tout à la fois, n'avons-nous pas, cédant à de généreuses illusions, consenti trop de facilités au commerce étranger sans obtenir d'égales compensations ? Problème important, dont il faut aborder l'étude.

Sauf sur quelques points de détails, la solution ne peut en être ni cherchée, ni trouvée, au cours de la discussion d'un cahier de crédits supplémentaires. Ce n'est pas par vue fragmentaire et amendements suggérés au hasard des influences qu'il faut agir. Un programme d'allégement fiscal doit être établi en fonction à la fois de l'équilibre des budgets prochains et des conditions indispensables au développement de l'activité productrice. Il est impossible que puisse persister longtemps une situation que caractériseraient la gêne

des.....



des producteurs et l'abondance des plus-values d'impôts.

Il faut donc procéder à une étude d'ensemble des conditions dans lesquelles doit s'exercer l'activité économique normale. Si les dégrèvements ont été judicieusement choisis et calculés, ils se traduiront par un développement de la matière imposable, par conséquent, par des plus-values; la production en ce moment surchargée, aura repris, après ces allègements une vigueur nouvelle.

Qu'il s'agisse des conditions de vie pour que les familles puissent se constituer et s'accroître ou des allègements propices au développement de l'activité économique, il y a certainement un programme qu'il faut d'urgence et d'ensemble établir. Le pays l'attend de la vigilance patriotique du Gouvernement et des Chambres."

M. LE PRESIDENT.- Je suis sûr d'être l'interprète de l'unanimité de la Commission en félicitant M. le Rapporteur Général d'avoir aussi bien traduit notre pensée (Assentiment général).

Je tiens à ajouter que la solution du problème de notre redressement économique ne doit pas être recherchée seulement dans des réformes fiscales.

Notre industrie s'est endormie un peu sur le mol oreiller de la prime à l'exportation que la dévalorisation monétaire constituait pour elle. Le réveil est dur. Il faut qu'elle comprenne que le salut dépend surtout d'elle.

Qu'elle s'organise d'une manière plus rationnelle afin de diminuer ses prix de revient! J'espère qu'elle est entrée dans cette voie.

M. SERRE.- En vue d'une meilleure organisation de l'industrie, nous avons comme premier devoir de favoriser au moyen d'un régime fiscal de faveur, les fusions de sociétés. C'est

là.....



là une question très importante que je vous demande de ne pas perdre de vue.

M. HENRY BERENGER.- Je ne partage pas la foi de notre président dans les résultats que l'on peut attendre de la standardisation.

Je crains qu'il ne se crée une sorte de mystique autour de ce mot qui nous dissimule la réalité des faits.

On paraît croire que l'industrie des Etats-Unis est la plus riche du monde parce qu'elle est standardisée. Mais l'est-elle autant qu'on le dit ?

Pour ma part, j'ai constaté souvent qu'il y avait aux Etats-Unis beaucoup plus de marques différentes qu'en France

En ce qui concerne l'industrie automobile, par exemple, on représente en France la Ford comme le symbole de l'industrie standardisée. On croit qu'il n'y a que des Fords qui roulent sur les routes américaines. Quelle erreur ? Il y a bien plus de marques différentes et de concurrence entre ces marques aux Etats-Unis qu'en France.

N'attendons pas de miracle de la standardisation.

M. LE PRESIDENT.- Nous n'attendons pas des miracles et nous sommes sûrs de poursuivre des réalités.

La standardisation n'aboutit nullement à la suppression de la concurrence et à l'établissement d'un produit type, par exemple d'une auto standard. La concurrence et le maintien des types différents selon les constructeurs est au contraire tout à fait souhaitable.

La standardisation ne se poursuit que dans l'ordre des pièces détachées. Or cette standardisation fait la force de l'industrie des Etats-Unis. Je ne citerai qu'un exemple. Il y a aux Etats-Unis un grand nombre de constructeurs de magné-

tos.....



tos fabriquant chacun des types différents. Mais tous utilisent un seul modèle de vis platinées construit dans une seule usine.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous sommes loins de l'objet très limité de l'article 32. Pour ne rien faire qui puisse écarter les étrangers, j'accepte l'article tel qu'il nous est proposé. L'article 32 est adopté.

Article 37.-

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce texte, dû à l'initiative de M. LE TROCQUER, député, permettra aux automobilistes et motocyclistes qui prendront leur permis de circulation pour le second trimestre de 1929 seulement, de profiter de leur voiture avant le jour de Pâques, c'est-à-dire le 31 mars.

Il est inadmissible qu'un pareil texte puisse être placé dans une loi de finances. J'en propose le rejet.

M. HENRI ROY.- Le texte est tout à fait inopérant puisqu'il ne deviendra exécutoire qu'après Pâques.

Cependant il faut faire quelque chose pour donner aux automobilistes qui ont laissé leur voiture au garage pendant les deux trimestres d'hiver la satisfaction qu'a voulu leur accorder la Chambre des Députés. Il est bien évident que ces automobilistes sont des contribuables modestes puisqu'ils regardent à la dépense de l'impôt pendant l'hiver.

Le meilleur moyen de leur donner satisfaction serait d'obtenir du Ministre des finances qu'il invite les agents des contributions indirectes, par voie de circulaire, à ne pas réclamer les permis pendant les trois derniers jours du mois de mars.

M. GEORGES BERTHOULAT.- Les impôts sur les automobiles ne sont pas si lourds que l'on ne puisse les payer. En vérité, nous n'avons pas à légiférer sur une question d'importance aussi minime.

M. MILAN.....



M. MILAN.- La vérité c'est qu'il faudrait arriver à substituer au permis trimestriel, un permis mensuel. Je prie M. le Rapporteur Général de demander dans son rapport l'étude de cette question.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Très volontiers. En ce qui concerne la procédure suggérée par M. ROY, je ne peux pas l'approuver car nous n'avons pas le droit de demander au Gouvernement de surseoir à l'application d'une loi formelle.

Si l'on veut faire quelque chose pour les automobilistes, il suffit de voter le texte.

M. HENRI ROY.- Il sera appliqué trop tard.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais il permettra de suspendre les poursuites qui pourraient être engagées contre les automobilistes surpris sans permis de circulation, et le résultat cherché sera ainsi atteint en définitive.

L'article est adopté par 11 voix contre 4.

Article 44 bis.- (Institution d'une taxe unique en remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires sur certains engrais auxquels ne s'applique pas encore l'article 60 de la loi du 4 avril 1926.)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 60 de la loi du 4 avril 1926 a frappé un certain nombre d'engrais d'une taxe unique à la production de 3,50 %.

Le texte ajoute des produits laissés jusqu'ici en dehors de cette législation : le chlorhydrate d'ammoniaque, le nitrate d'ammoniaque, l'urée, les phosphates et superphosphates, les tourteaux, le sang desséché, la vinasse de betteraves, le crud d'ammoniaque, les déchets de poisson et de laine ainsi que tous les engrais composés.

J'estime qu'il n'y a que des avantages à adopter cette disposition.

M. SERRE.....



M. SERRE.- Je demande le renvoi de l'article à la Commission du Commerce. La question mérite d'être étudiée.

M. HENRY BERENGER.- J'appuie la demande de renvoi. Rien n'est plus dangereux que d'improviser en pareille matière.

Sommes nous sûrs que la disposition nouvelle ne va pas, par une voie indirecte, favoriser des productions qui ne mériteraient pas au même degré la sollicitude des pouvoirs publics?

Connaissons-nous les répercussions financières de la réforme ?

M. JOSEPH COURTIER.- La taxe à la production sur les engrais a donné les meilleurs résultats. Il n'y a donc que des avantages à la généraliser.

M. SERRE.- Nous sommes tous partisans de la taxe à la production, mais nous demandons le temps d'étudier les conséquences du texte que l'on nous demande de voter.

La disjonction est prononcée.

Les articles 51 et 52 sont adoptés à l'unanimité de 9 votants.

Article 56.- (Assimilation des officiers en nonactivité aux officiers en disponibilité).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le présent article, dû à l'initiative de M. PETSCHÉ, député, dispose que le temps passé en non activité pour infirmité temporaire résultant de blessures ou infirmités contractées ou aggravées aux armées au cours de la guerre ou des campagnes coloniales, est compté comme services effectifs pour les droits à l'avancement et au commandement, à la réforme et à la retraite aux officiers ainsi qu'aux sous-officiers de carrière en possession de droits à une pension définitive de 40 % au moins.

Je ne vois aucune objection à l'adoption de ce texte.

M. ALBERT LEBRUN.....



M. ALBERT LEBRUN.- Ne pourrait-on pas accorder un avantage réduit - par exemple la moitié du temps passé en non activité - aux officiers et sous-officiers en possession de droits à une pension de 20 à 40 % ? Ce serait juste.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faudrait soumettre la question au ministre des Finances et en faire chiffrer la dépense.

M. ALBERT MAHIEU.- Nous étudierons cela pour le prochain budget.

L'article 56 est adopté.

Article 72.-( Suppression du Cadre des expéditionnaires à partir de 1929 ).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La question de la suppression du Cadre des expéditionnaires, n'est pas nouvelle. De nombreux textes sur la question ont déjà été proposés sans qu'aucun ait pu réaliser l'accord entre les deux Assemblées.

Aujourd'hui, la question se présente sous un aspect un peu différent. Le texte a une grande généralité et s'applique aux expéditionnaires de tous les services de l'Etat. Mais, cette fois encore, nous ignorons quelles en seront les répercussions budgétaires. D'autre part, la rédaction en est imprécise et l'on n'aperçoit pas bien quelles règles présideront à l'admission des intéressés dans le cadre des commis. Si aucun examen, aucune épreuve d'aptitude n'est imposée, on risque" ra, comme M. le Président du Conseil l'a lui-même exposé (Chambre, 1ère séance du 17 février 1928, p.706) de donner à certains d'entre eux "des emplois qu'ils seront incapables de remplir".

M. ALBERT MAHIEU.- C'est au gouvernement à prendre lui-même l'initiative d'un texte bien étudié en vue de la loi de Finances de 1930.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est justement pour laisser ce soin au gouvernement que je vous propose la disjonction.

M. PASQUET.- Pourtant il est urgent de supprimer les expéditionnaires qui, dans nos administrations, ne répondent plus à rien.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous sommes d'accord sur ce point mais il ne faut pas non plus donner à ces expéditionnaires des emplois qu'ils seront incapables de remplir.

L'article 72 est disjoint.

Articles 79 à 82 (Débits de boissons)

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La Chambre des Députés a introduit dans le collectif ces 4 articles relatifs aux débits de boissons.

Nous serons tous d'accord pour juger qu'ils ne sont pas à leur place ici.

Les uns et les autres devraient avoir fait l'objet d'une étude préalable de la Commission de l'administration générale, départementale et communale.

M. ALBERT MAHIEU .- C'est cela, prononçons la disjonction de ces articles et renvoyons les à la Commission de l'Administration.

M. BIENVENU-MARTIN.- Il ne faut pas, à la légère porter atteinte à la loi de 1915.

M. ALBERT LEBRUN.- Reconnaissons que la loi de 1915 a besoin d'être révisée, car certaines de ses dispositions sont inapplicables. Ceci dit, je ne fais pas opposition au renvoi à la Commission de l'Administration à la condition que celle-ci procède à une étude rapide de la question.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- D'ores et déjà nous pourrions accepter l'article 79 qui autorise l'ouverture de débits dans l'enceinte et pour la durée d'une exposition. Mais je propose

la.....



la disjonction des articles 80, 81 et 82.

L'article 79 est adopté et les articles 80, 81, 82 sont disjoints pour être renvoyés à la Commission de l'Administration.

Article 86.-(Indemnités de déménagement aux instituteurs et institutrices).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce texte , d'initiative parlementaire, est ainsi conçu :

"Les Instituteurs et institutrices qui, pendant les années 1926, 1927 et 1928 ont été, par suite de la suppression de leur poste, nommés à un poste qui était inférieur à celui qu'ils occupaient, ont droit au remboursement total ou partiel des frais qu'ils ont exposés pour leur déménagement.

L'indemnité n'est pas due lorsque le nouveau poste attribué, bien que non demandé, est supérieur au poste quitté".

Une pareille disposition n'est pas à sa place dans le collectif mais elle est sans inconvénient.

M. BIENVENU-MARTIN.- Qui décidera si le remboursement doit être total et partiel ?

M. ALBERT LEBRUN,- Le texte est incompréhensible. Qu'est-ce que c'est qu'un poste "inférieur" ? Que signifie le § 2 ?

Nous ne pouvons que disjoindre un pareil texte pour rechercher une rédaction meilleure.

La disjonction est prononcée.

L'article 88 (Abrogation du paragraphe 3 de l'article 44 de la loi du 25 juillet 1919 relative à l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial). est adopté après une observation de M. CUMINAL qui indique à la Commission que cette disposition a reçu l'approbation du Con-

seil.....



seil supérieur de l'Enseignement technique.

Les articles 104<sup>bis</sup> à 104<sup>nonièmes</sup> (mesures destinées à hâter le règlement définitif des indemnités de dommages de guerre restant à payer) sont adoptés après une intervention de M. LEBRUN faisant connaître que ces textes ont été approuvés par la Commission des Régions Libérées.

#### RELEVEMENT DES PENSIONS

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir des crédits supplémentaires sur l'exercice 1929 en vue du relèvement des pensions civiles et militaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL demande à la Commission de lui indiquer dans quel sens il doit conclure.

M. GALLET.- La mesure soulève les plus justes critiques, mais nous ne pouvons pas ne pas la voter.

M. HENRY BERENGER.- Votons la le plus discrètement possible.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Faut-il que je supprime toutes les réserves que j'ai faites dans mon rapport ?

M. MILAN.- Non. Montrons au moins que nous ne cédons qu'aux nécessités politiques.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL est autorisé à présenter un rapport favorable.

#### RELEVEMENT DE LA PRIME D'ALIMENTATION

La Commission adopte un rapport de M. ALBERT MAHIEU sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1929 au titre.....



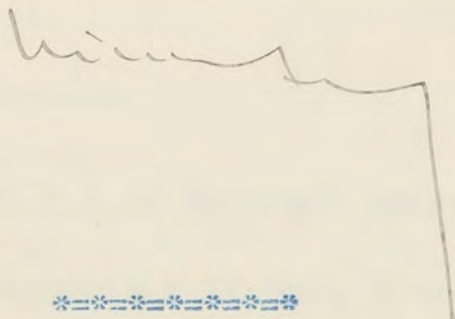
titre du budget général en vue du relèvement de la prime fixe d'alimentation.

CESSION DE TERRAINS A NEVERS

La Commission , sur le rapport de M. FERNAND FAURE, donne un avis favorable sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à approuver la convention du 22 juillet 1927 passée entre le maire de NEVERS et les représentants des Départements des Finances et de l'Intérieur et comportant la cession par l'Etat à la ville de NEVERS des terrains et bâtiments sis à NEVERS, dénommés "ancien couvent de la Visitation".

La séance est levée à 19 heures 30.

Le Président de la Commission :



A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long vertical stroke at the end, positioned below the text 'Le Président de la Commission :'. Below the signature is a horizontal line of asterisks.

\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

=====

1<sup>re</sup> Séance du Jeudi 28 Mars 1929

La séance est ouverte à 10 heures , sous la Prési-  
dence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents: M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. HENRY  
BERENGER. FERNAND FAURE. GALLET.  
CUMINAL. MILAN. REBOUL. ROUSTAM.  
SCHRAMMEK. MAHIEU. HERVEY. FRANCOIS  
SAINT MAUR. GEORGES BERTHOULAT. PASQUET.  
RAOUL PERET. RAIBERTI. LEBRUN. SERRE.  
REYNALD.

Excusé : M. PEYTRAL, retenu aux obsèques du Général  
SARRAIL.

=====

Pension exceptionnelle à la Maréchale roch.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général, donne lecture d'un  
rapport sur le projet de loi accordant une pension exception-  
nelle à la veuve du Maréchal roch. Il conclut à l'adoption.

M. REBOUL.- A combien s'élève la pension d'un Maréchal?

M. LE PRESIDENT.- A trente mille francs.

M. REBOUL.- Je ne m'élève pas contre l'octroi de cette  
pension exceptionnelle, mais il me semble excessif qu'elle  
soit reversible sur les petits enfants. De cette façon, le  
plus jeune de ceux-ci aura, jusqu'à sa majorité, une pension  
de 100.000 francs .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais non, la pension sera  
divisible .....



divisible par tête, entre les petits enfants.

M. REBOUL.- Et à la mort de la maréchale, les petits enfants auront aussi la jouissance de l'hôtel.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais non.

M. REBOUL.- Il me semble qu'on met une grande hâte à voter ce projet. A peine le maréchal est-il mort qu'on vote une pension exceptionnelle à sa veuve. On aurait pu attendre 15 jours ou 1 mois. Notez bien, que je ne m'oppose pas au vote du projet .

M. LE PRESIDENT.- Personne ne s'oppose au vote du projet? Il est adopté à l'unanimité.

Prêts aux propriétaires d'immeubles détruits  
à la Guadeloupe.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture d'un rapport sur le projet de loi tendant à accorder dans la colonie de la Guadeloupe des prêts aux propriétaires d'immeubles et exploitations qui ont souffert du cyclone du 12 Septembre 1928. Il conclut à l'adoption.

M. LE PRESIDENT.- La Commission a encore présent en mémoire l'émouvant exposé que notre collègue Henry Bérenger fit au Sénat des désastres causés à la Guadeloupe par le cyclône.

M. HENRY BERENGER.- Je remercie M. le Rapporteur Général de l'exposé si complet qu'il vient de faire de l'économie du projet.

L'ensemble des pertes causés par le cyclone, tel qu'il a été chiffré, tant par la Commission spéciale nommée à cet effet et dont les travaux ont été contrôlés par l'inspection générale des colonies, que par le chambre de commerce de Pointe à Pitre s'élève à 410 millions de francs  
pour .....



pour les propriétés privées . Il convient d'ajouter à ce chiffre 125 millions, représentant les dommages subis par les édifices publics et communaux.

Ces chiffres peuvent paraître élevés à quelqu'un qui n'a pas vu; mais j'ai vu. La Guadeloupe n'est qu'un monceau de ruines , les hôpitaux eux-mêmes avaient été détruits. Nous avons assisté à des scènes horribles. On se fût cru à Verdun en 1916.

Le cyclone qui causé ce désastre était un cyclone bas, mesurant 350 kms de diamètre , c'est-à-dire plus que l'île elle-même. S'avancant à une allure extrêmement rapide, il est venu se cogner aux montagnes de l'île et s'est rabattu sur celle-ci brisant tout:maisons, bois, cultures. Quinze cent personnes périrent , quinze mille furent blessées. Maintenant encore 250.000 Français souffrent du désastre , car les dégats qu'ont subis leurs biens ne sont pas réparés.

Il importe, au plus tôt, d'agir, car dans cette méditerranée américaine, la France ne peut continuer à donner aux autres nations le spectacle d'une de ses plus belles colonies dans un état aussi lamentable.

Le Parlement a voté un crédit de 100 millions pour secours et travaux d'extrême urgence. Sur ce crédit, 50 millions ont été réservés pour la reconstruction des ports, des ponts et des routes . Sur le reste, 10 millions seulement ont été distribués aux tout petits sinistrés.

La population était unanime pour nous dire : "nous avons subi un dommage analogue à celui dont on souffert les départements dévastés par la guerre . Nous avons droit aux mêmes réparations".

Je n'ai pas pensé qu'un tel système de réparations

fut .....



fut possible. Aussi, m'inspirant de ce qui avait été fait, tant en 1897 qu'en 1909, à la suite des tremblements de terre qui dévastèrent les Alpes maritimes et les Bouches du Rhône, ai-je demandé qu'on s'arrêtât à un système de prêts à très longs termes et à taux très réduit. C'est le Crédit National qui fera les avances. Le prêt, intérêt et amortissement, est consenti au taux de 8 %, les sinistrés ne payant que 5 %, l'Etat prenant à sa charge 2 % et la colonie 1 %. Les attributions de prêts aux sinistrés seront contrôlées par une commission installée à Basse-Terre.

La Chambre a voté ce projet à l'unanimité. Je suis certain que la Commission lui donnera également une adhésion unanime.

Je dois ajouter que nous aurons encore à vous demander, pour la restauration des édifices communaux, d'approuver une convention passée avec le Crédit Foncier et qui est actuellement soumise à l'approbation du conseil général de la colonie. Cette convention prévoit des avances jusqu'à concurrence de 100 millions de francs.

M. LE PRESIDENT.- La Commission sera unanime pour adopter le projet et pour féliciter la colonie de la Guadeloupe d'avoir un représentant tel que M. BERENGER.

Le système qu'on nous propose est infiniment supérieur à celui que j'eus à appliquer après le désastre de St Pierre de la Martinique, désastre qui causa la mort de 40.000 personnes. On fit appel à la générosité publique et l'on recueillit de cette façon une quinzaine de millions; mais la répartition en fut si mal faite que je n'eus presque rien à distribuer à la colonie.

M. HENRY BERENGER.- Je n'ai pas voulu qu'on eût

recours .....



recours à un système de mendicité comme dans le cas auquel vous faites allusion . La reconstitution de la colonie est une oeuvre nationale; il importait qu'elle ne fût pas abandonnée à la charité privée .

- Le projet de loi est adopté.

Collectif de Mars

- La Commission adopte sur le rapport de M. le Rapporteur Général, le projet de loi, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1928, au titre du budget général et du budget annexe. (Collectif de Mars)

Collectif de Décembre

Art.39 et 40

M. LE RAPPORTEUR GENERAL .- En ce qui concerne le collectif de Décembre, M. le Ministre des Finances nous demande de réincorporer au projet l'article 40 que nous en avons disjoint. Cet article dû à l'initiative de M. de MONICAULT, a pour objet d'exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires les opérations de mouture faites par les coopératives agricoles propriétaires d'un moulin ou ayant un moulin en location avec promesse de vente, la dite promesse de vente, devant être réalisée au 31 Octobre 1929. Je me permets d'appuyer cette demande . Il serait en effet dangereux , à l'occasion d'un texte aussi peu important, de renvoyer cette question des coopératives à la Chambre .

M. SCHRAMECK.- Vraiment, je me demande à combien de cas peut s'appliquer le texte de M. de MONICAULT ?

M. ROY.- Très probablement à un seul cas. Il est probable qu'il y a dans le département de l'Ain , une coopérative qui possède un moulin en location dans les conditions

susdites.....

M. SCHRAMECK.....



M. SCHRAMECK.- Et cela c'est ce qu'on appelle légiférer au nom de l'intérêt général.

M. HERVEY.- Il faudrait tout de même qu'on nous saisisse bientôt d'un projet de loi établissant le statut légal des coopératives de production.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous avons montré, lors de la discussion du budget que nous étions hostiles aux privilèges fiscaux en ce qui concerne la taxe de mouture; mais nous avons été violemment combattus par la Commission de l'Agriculture et nous avons failli être battus.

Devant la Chambre, un grand débat s'est institué. Le Gouvernement a finalement obtenu le vote d'un texte limitant l'exonération accordée aux coopératives agricoles aux seules opérations rentrant dans les usages constants, normaux et pratiques de l'agriculture, sauf toutefois en ce qui concerne la taxe de mouture. Pour limiter autant que possible les abus, nous avons exigé que la coopérative fut propriétaire du moulin. L'amendement de M. de MONICAULT stipule que seront considérés comme propriétaires les coopératives les coopératives locataires d'un moulin avec promesse de vente, à la condition que cette promesse soit réalisée avant le 31 Octobre de cette année. Ce texte présente fort peu d'inconvénient, au regard de ceux que présenterait la réouverture du débat sur les coopératives agricoles.

M. SCHRAMECK.- Si nous rétablissons cet article, pourquoi persisterions-nous à disjoindre l'article 39 exonérant de la taxe sur le chiffre d'affaires, les opérations effectuées par les pharmacies mutualistes? Il me semble qu'il y a analogie de situations.

M. ROUSTAN.- Pendant que nous attendons qu'on nous saisisse.....



saisisse d'un projet de statut des coopératives, l'administration des contributions indirectes frappe celles-ci à tort et à travers , de sorte que l'on assiste à ce spectacle: que ce qui est permis dans l'Aude est défendu dans l'Hérault.

M. LE PRESIDENT.- Ce statut ne serait pas difficile à établir . Il n'y aurait qu'à copier la loi allemande qui est admirablement bien faite et qui constitue un véritable code des coopératives.

M. LE PRESIDENT, consulte la Commission sur le rétablissement de l'article 40 . Ce rétablissement est prononcé.

ARTICLES 39.- PHARMACIES MUTUALISTES.

M. RAOUL PERET.- Je demande alors le rétablissement de l'article 39 exonérant de la taxe sur le chiffre d'affaires les ventes de médicaments faites par les pharmacies mutualistes à leurs adhérents. Ces pharmacies ne font pas de commerce puisqu'elles se bornent à distribuer à leurs adhérents des médicaments contre remboursement de leur valeur, suivant un tarif établi à l'avance. Pourquoi traiter ces pharmacies plus défavorablement que les Syndicats agricoles ?

Il y a 100 raisons pour une de les dispenser de la taxe sur le chiffre d'affaires , car nous devons encourager la mutualité afin qu'elle participe dans la plus large mesure possible au fonctionnement des assurances sociales, ce qui diminuera d'autant la charge très lourde que celui-ci doit faire peser sur l'Etat.

M. REBOUL.- Je viens de recevoir de M, le Ministre de l'Hygiène une lettre, en réponse à une démarche que j'avais faite auprès de lui au sujet des pharmacies mutualistes de Sète . Cette lettre me paraît résoudre heureusement

la .....



la question . Il y est dit que les cessions de médicaments faites à titre gratuit moyennant le paiement d'une cotisation forfaitaire , ne constituent pas, des actes de commerce et que, seules, les ventes faites aux sociétaires sont passibles de la taxe sur le chiffre d'affaires.

M. GALLETE.- Mais des mutualistes ne peuvent pas ouvrir une pharmacie . L'exercice de la profession de pharmacien est sévèrement réglementé et n'est ouvert qu'aux personnes titulaires du diplôme de pharmacien.

M. LE PRESIDENT.- Les pharmacies mutualistes peuvent prendre comme gérant , - comme cela existe à Thiers, dans mon département, - un pharmacien diplômé, qui n'est qu'un fonctionnaire appointé de la Société mutualiste.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Qu'est-ce au juste qu'une pharmacie mutualiste ? Je connais beaucoup de pharmacies qui, tout en s'adressant à la clientèle ordinaire, ont passé des traités avec les Sociétés de secours mutuels pour la fourniture des médicaments dont les adhérents de ces Sociétés peuvent avoir besoin. Il ne me paraît pas possible de faire la discrimination entre les opérations qu'elles font avec leurs clients ordinaires et celles qu'elles font avec les membres de la Société de secours mutuels.

M. RAOUL PERET.- Pour ces pharmacies, vous avez raison ; mais le texte de l'article 39 ne vise que les pharmaciens appartenant aux Sociétés et qui par conséquent ne doivent pas réaliser de bénéfices. Que si le fonctionnaire de certaines d'entre elles donne lieu à des abus, il appartient à l'administration de les poursuivre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ne recommençons pas, à

propos .....



propos de cette question, le débat auquel nous avons mis heureusement fin, relatif au régime fiscal des coopératives de consommation. La question n'est en rien semblable à celle des syndicats agricoles. Ceux-ci sont exonérés de la taxe sur le chiffre d'affaires à la condition qu'ils se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et qu'ils ne constituent pas de stocks. D'ailleurs, l'exonération dont ils bénéficient est assez retreinte, puisque la taxe sur le chiffre d'affaires qui frappait les ventes d'engrais a été remplacée par une taxe à la production que paient les syndicats agricoles. Il y a donc *fair play*.

Or, dans le cas présent, vous nous demandez de créer une nouvelle inégalité fiscale en faveur des pharmacies mutualistes. Ces pharmacies font en réalité des opérations commerciales; elles achètent des produits et elles les revendent. A leurs adhérents, direz-vous. Qu'importe! Ceux-ci ne sont pas les plus intéressants parmi les malades, puisque ce sont ceux qui ont eu assez d'argent pour fonder une pharmacie. Ces pharmacies sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et de la patente. Vous voulez maintenant les exonérer de la taxe sur le chiffre d'affaires. Etonnez-vous, après cela qu'elles vendent moins cher que les pharmacies ordinaires.

Je dis que cela est contraire à la justice, et à l'égalité qui doit exister entre les citoyens.

M. ROY.- Très bien.

M. MIAAN.- Très bien.

M. RAOUL PERET.- Mais il s'agit d'oeuvres philanthropiques .....



thropiques au premier chef.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Alors demandez-nous de les subventionner. Mais ne nous demandez pas de leur accorder des exonérations fiscales qui constituent de véritables privilèges. Les banques populaires ont été exonérées de la taxe sur le chiffre d'affaires. Pourquoi ? Ce sont des banques qui font des affaires et réalisent des bénéfices comme les autres Banques.

C'est une voie dangereuse que celle où on s'est ainsi engagé. Tous ces privilèges sont contraires à l'esprit de la République.

M. HENRY BERENGER.- Il y a six ans, étant Rapporteur Général, j'ai tenu le même langage.

M. RAOUL PERET.- Vous dites que les mutualistes qui fondent des pharmacies ne sont pas les plus pauvres. Croyez-vous donc que ce soient des millionnaires ? Vous dites qu'il faut les subventionner ; j'espère bien qu'on y arrivera. En attendant, il ne faut négliger aucun moyen d'encourager la mutualité.

M. ROUSTAN.- En effet, ce ne sont pas des millionnaires. Les mutualistes ne versent à leurs sociétés qu'une faible cotisation qui, bien souvent ne dépasse pas 3 francs par mois.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Le taux de la cotisation ne fait rien à l'affaire. Je connais, vous connaissez tous, dans nos départements des gens aisés, de gros cultivateurs, qui font partie de sociétés de secours mutuels. Nous mêmes, n'en faisons pas tous partie ?

M. GALLETE.- Si vous votez la proposition de M. RAOUL PERET, vous allez dresser contre la loi sur les assurances .....



assurances sociales tous les pharmaciens et tous les médecins de France.

M. LE RAPporteur GENERAL.- Et ils auront raison. Si les médicaments sont une chose indispensables, il faut supprimer la taxe sur le chiffre d'affaires pour toutes les pharmacies.

D'autant plus que ces pharmacies mutualistes auront à leur tête un pharmacien diplômé. Ce pharmacien recevra un traitement qui, en raison des avantages dont bénéficiera la Société, pourra bien souvent être plus élevé que le gain que réaliserait ce pharmacien, s'il était établi à son compte et s'il courrait tous les risques du commerce.

M. SERRE.- Les pharmacies mutualistes ne sont pas aussi prospères que vous semblez le croire. Je suis président d'une société de secours mutuels et je vous assure que nous avons toutes les peines du monde à faire vivre notre pharmacie. Celle-ci, en effet, en raison de l'insuffisance de ses fonds de roulement, est moins bien approvisionnée que les pharmacies ordinaires. En outre, ne perdez pas de vue, que les pharmacies mutualistes ne s'adressent qu'à une clientèle fermée.

M. MILAN.- Cela n'est pas prouvé. D'ailleurs, où en est le contrôle ?

M. SERRE.- Comment ! Mais vous ne pouvez y aller et vous faire délivrer des médicaments que sur la présentation de votre carte d'adhérent.

M. MILAN.- Et s'il se crée un cabinet d'affaires mutualiste ; l'exempterez-vous ?

M. HENRY BERENGER.- Si nous entrons dans la voie des exemptions .....



exemptions , nous ne pourrons plus nous arrêter . Tout ce qui, à un titre quelconque , est coopératif ou mutualiste montera à l'assaut du budget; et l'on arrivera à ce résultat : de dresser le commerce contre les coopératives, de créer non plus deulement des antagonismes de classes, mais des antagonismes de corporations.

Cela ne facilitera certes pas le triomphe des idées républicaines .

Fidèle aux idées que j'ai toujours défendues comme Rapporteur Général, je voterai contre la proposition de M. RAOUL PERET.

M. MILAN.- Si vous votez le texte de la Chambre, repris par M. Raoul PERET, toutes les pharmacies de France vont devenir des pharmacies mutualistes.

M. RAOUL PERET.- Mais c'est impossible.

M. MILAN?- Comment ? Qui m'empêche, à moi, pharmacien, de distribuer , une carte d'adhérent , à chaque client qui entrera dans ma boutique ?

M. RAOUL PERET.- Cela est impossible.

M. HENRY BERENGER.- M. MILAN a raison. Et si tous les citoyens français décident de se faire mutualistes, qui paiera l'impôt ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Parfaitement.

M. LE PRESIDENT.- Je mets aux voix la proposition formulée par M. RAOUL PERET et qui tend à rétablir l'article 39 du texte de la Chambre .

Cette proposition est repoussée par 10 voix , contre 7. L'article 39 demeure disjoint.

Compensations .....



COMPENSATIONS AUX EMPLOYES COMMUNAUX LICENCIES

PAR SUITE DE SUPPRESSION D'EMPLOIS.

M. ROUSTAN.- Permettez-moi, d'attirer l'attention de la Commission sur les conditions dans lesquelles le Sénat a été appelé à prononcer l'ajournement de la proposition de loi relative aux compensations à accorder aux employés communaux licenciés par suite de suppression d'emplois.

Quand nous avons décidé de disjoindre le § 2 de l'article 2, relatif aux retraites anticipées accordées aux employés susvisés, nous voulions manifester notre volonté, de ne pas voir accorder aux employés communaux, un traitement plus favorable que celui dont bénéficient les agents de l'Etat.

Or, paraît-il, l'article 22 de la loi du 9 Décembre 1927, permet d'accorder une retraite anticipée aux fonctionnaires que l'application des décrets d'économie de 1926, a mis en surnombre, à la condition qu'il compte au moins 15 ans de services.

Ne pourrions-nous transporter cette disposition, dans l'article 2 de notre texte, ce qui supprimerait toute contestation, car on ne pourrait plus dire, que les agents communaux sont mieux traités que ceux de l'Etat.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faut surtout exiger le minimum de 15 années de services. Car il est très grave d'entrer dans la voie des pensions proportionnelles à jouissance non différée. Nous risquerions d'imposer aux budgets locaux des charges très lourdes qu'ils ne pourraient peut-être pas supporter.

Songez que, pour le budget de l'Etat, la dette viagère est passée de 340 millions, en 1913, à 9 milliards en 1928.....



en 1928.

Rien n'est dangereux comme ces modifications apportées aux lois sur les retraites.

Il faut que l'homme jeune travaille; il est donc utile d'exciter les chefs à trouver des emplois pour les gens dont on supprime la fonction, plutôt que de leur permettre d'user de cette solution paresseuse qui consiste à accorder une pension immédiate. Il faudrait dire que la jouissance de la pension sera différée.

M. ROUSTAN.- Il ne s'agit ici que d'une très petite catégorie d'employés, ceux dont on supprime l'emploi. Il m'apparaît qu'on ne peut pas <sup>les</sup> traiter autrement que les employés de l'Etat placés dans le même cas.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais si vous ne fixez pas d'âge pour l'entrée en jouissance de la pension, un homme de 35 ans pourra bénéficier d'une retraite proportionnelle.

M. ROUSTAN.- C'est le cas pour les fonctionnaires de l'Etat en surnombre.

M. LE PRESIDENT.- Oui, mais il s'agissait d'une situation exceptionnelle.

M. ROUSTAN.- Comme dans le cas qui nous occupe.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'il y a analogie de situations; mais l'idée de M. ROUSTAN est ingénieuse et juste, et je me rallie à sa proposition, à la condition que le texte de la loi de 1927 soit modifié pour s'appliquer exactement au cas des employés communaux, afin qu'il n'y ait pas d'abus.

M. ROY.- En effet, il faut faire un texte spécial.

M. LE PRESIDENT.- Il faut rédiger à nouveau l'article 2,

M. ROUSTAN .....



M. ROUSTAN voudra bien se charger de ce soin.

5ème Centenaire de Jeanne d'Arc.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi ayant pour objet l'ouverture, sur l'exercice 1929, d'un crédit de 1.800.000 francs, destiné à la célébration des fêtes en l'honneur de Jean d'Arc.

M. ROY.- donne lecture d'un rapport sur cette proposition de loi . Il conclut à l'adoption.

La proposition de loi est adoptée.

Réorganisation des Contributions Indirectes.

M. LE PRESIDENT l'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaire sur l'exercice 1929, en vue de procéder à la réorganisation de l'administration des contributions indirectes.

M. FERNAND FAURE, Rapporteur.- Sans méconnaître, l'intérêt du projet qui vous est soumis, ni même l'urgence qu'il y aurait à ce qu'il fût voté dans le plus bref délai possible, je dois déclarer très loyalement à la Commission qu'il m'a été matériellement impossible, en raison du peu de temps dont je disposais , d'étudier un ensemble de questions aussi complexes que celles qui ont trait à la réorganisation d'une administration aussi importante que celle des contributions indirectes, et de saisir la Commission et le Sénat de mes conclusions , afin qu'ils puissent se prononcer en toute connaissance de cause .

Ce projet mérite un examen sérieux, d'autant plus sérieux qu'il n'a fait l'objet d'aucune étude à la Chambre et qu'il a été voté sans que cette Assemblée ait été mise à même de connaître les éléments de la question et d'entrevoir

les .....



les conséquences qui peuvent résulter de la transformation profonde , - et que je crois juste , - d'une administration qui compte actuellement 15.000 agents et qui fait rentrer annuellement plus de 22 milliards dans les Caisses du Trésor Public.

Le crédit qui nous est demandé est de 1 millions 500.000 francs.

J'ai demandé sa justification et l'on m'a répondu qu'il n'avait pu être établi que par simple évaluation.

Je considère cette réponse comme insuffisante.

D'autre part, pour l'application de cette loi, un projet de décret qui ne comporte pas moins de 74 articles avec des annexes a été établi . Il mérite examen.

Je sais bien que M. le Ministre des Finances espère que le projet sera voté aujourd'hui.

M. MILAN.- J'ai rencontré M. le Directeur des Contributions Indirectes, qui m'a dit : "Je crois avoir convaincu M. Fernand FAURE de la nécessité de rapporter le projet avant la séparation des Chambres",

M. LE RAPPORTEUR.- Ah, mais pardon! J'ai dit à M. Escalier "Si vous avez l'intention de faire escamoter le rapport, demandez le ouvertement. Quant à moi, je m'y opposerai ."

Je crois que les choses pourront s'arranger ainsi: En séance publique, M. LE MINISTRE DES FINANCES déclarera qu'il eût désiré que le projet fût voté dès maintenant, mais que, tout en déplorant, il s'incline devant la décision de la Commission des Finances . Je lui répondrai que nos regrets sont vifs de ne pouvoir lui donner satisfaction et que nous nous engageons , dès la rentrée de Juin , à déposer notre rapport .

M. CUMINAL.....



M. CUMINAL.- Par ce retard, vous allez mécontenter gravement le corps des agents des contributions indirectes. Dès le mois de Janvier 1926, des promesses ont été faites à ces agents par la Commission Martin. Une délégation de parlementaires dont je faisais partie et qui s'était rendue auprès de M. le Ministre des Finances avait obtenu de lui cette promesse que le projet serait rapidement voté. Il a tenu cette promesse, puisqu'il a obtenu un vote de la Chambre. Le retard dont nous allons prendre la responsabilité causera un vif mécontentement. Néanmoins, je m'incline devant les raisons invoquées par M. le Rapporteur, mais je lui demande de dire très nettement que la question sera réglée dès le mois de Juin ; ceci afin de calmer les inquiétudes qui se manifestent parmi un corps de fonctionnaires dignes de toute notre sollicitude.

M. LE RAPPORTEUR.- Le projet certes a été voté par la Chambre, mais sans aucun débat.

M. HENRY BERENGER.- Il n'est pas nécessaire que, pour chaque affaire, un grand débat s'institue à la tribune.

M. ROY.- Y a-t-il<sup>eu</sup> un rapport ?

M. LE RAPPORTEUR.- Pas même: une simple déclaration verbale du rapporteur.

M. CUMINAL.- On ne peut tout de même pas dire que ce projet était ignoré des membres de la Commission des Finances de la Chambre, puisque tous ceux-ci accompagnaient la délégation dont j'ai parlé.

M. HENRY BERENGER.- Je m'étonne qu'il n'y ait pas eu de rapport.

M. LE PRESIDENT.- En réalité, il y a eu un très court rapport .....



rapport oral qui tient en quelques lignes à l'Officiel.

M. HENRY BERENGER.- La procédure est donc parfaitement correcte.

MM. ROY et LEBRUN.- Ah ! N'exagérez pas.

M. HENRY BERENGER.- Quelle impression va produire l'attitude du Sénat parmi les agents des contributions indirectes. Allez-vous dire que vous êtes favorables en principe au projet de loi, mais que ce projet, méritant une étude approfondie, vous ne pouvez pas le rapporter dès maintenant.

M. LE RAPPORTEUR.- Oui.

M. HENRY BERENGER.- Dans ces conditions, je m'incline.

M. LE PRESIDENT.- La lecture du rapport de M. FERNAND FAURE est donc ajournée à l'une des premières séances qui suivront notre rentrée.

#### Evacuation des bastions de l'enceinte de Paris.

La Commission adopte sur le rapport de M. MAHIEU, le projet de loi tendant à donner au Ministre de la Guerre les moyens d'assurer l'évacuation des bastions de l'enceinte de Paris qui doivent être remis à cette ville.

#### Inhumation aux Invalides des Officiers Généraux de l'Armée de mer .

M. RAIBERTI.- Saisis, pour avis, du projet de loi ayant pour objet de permettre l'inhumation aux Invalides des Officiers généraux de l'armée de mer ayant commandé en chef nous avions, sur la déclaration de M. le Ministre de la Guerre, nous affirmant que ce projet ne concernait que 2 amiraux émis un avis favorable à son adoption. Mais la Commission de la Marine, modifiant le projet du Gouvernement

en a.....



en a étendu le champ d'application aux officiers généraux ayant commandé un détachement de l'armée navale, ce qui porte à 15 le nombre des bénéficiaires éventuels de ses dispositions . Or, il ne reste que 5 places disponibles aux Invalides.

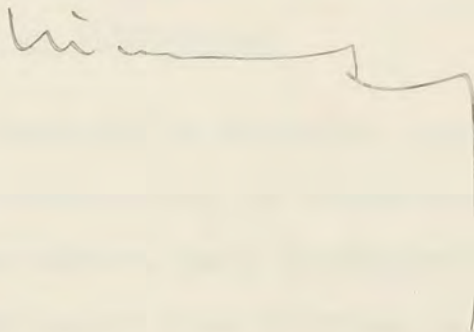
M. LE PRESIDENT.- D'ailleurs, cette extension ne se justifie pas, si l'on procédait de même pour l'armée de terre, il faudrait creuser une égypte pour les 120 ayants-droit nouveaux qu'une telle modification créerait .

M. RAIBERTI. Nous pouvons donc surseoir à déposer notre avis jusqu'à ce que le Gouvernement nous ait fait connaître son sentiment sur les modifications apportées à son texte par la Commission de la Marine.

M. LE PRESIDENT.- Parfaitement.

L'ordre du jour étant épuisé , la séance est levée à midi.

Le Président de la Commission:





COMMISSION DES FINANCES

---

2ème Séance du 28 Mars 1929

La séance est ouverte à quatorze heure quinze minutes  
sous la Présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents : MM. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. RIO. VICTOR  
PEYTRAL. FERNAND FAURE. HENRY ROY. GARDEY  
HERVEY & MAHIEU. ROUSTAN. BRUGUIER. GALLET  
PASQUET. CUMINAL. SOHRAMECK. REBOUL.  
RAOUL PERET. JOSEPH COURTIER. MILAN.  
BIENVENU-MARTIN. RAIBERTI. GENERAL HIRS-  
CHAUER. SERRE. PIERRE LAVAL. HENRY BEREN-  
HER.

Excusé : M. GUILLAUME CHASTENET.

=====

Audition de M. TARDIEU,  
Ministre de l'Intérieur.

M. LE PRESIDENT.- Monsieur le Ministre, nous sommes  
très heureux de vous entendre; nous ne sommes pas aussi nom-  
breux que nous l'aurions désiré, mais le Rapporteur de la  
question, M. ROUSTAN est là, et nous pourrons la discuter et  
vous poser des interrogations sur les points qui paraissent  
litigieux.

M. LE RAPPORTEUR.- Monsieur le Président, ce n'est  
que maintenant que nous venons de recevoir ce rapport; il  
est regrettable qu'une diligence plus grande n'ait pas été  
apportée.

Il .....



Il y a une question préjudicielle qui me paraît fort importante, c'est celle de savoir si nous devons discuter les arguments non financiers que nous a donnés la commission de l'administration générale, ou si nous devons nous en tenir uniquement aux arguments financiers ; la question devient dans ce cas extrêmement simple ; il nous suffira de chercher la dépense , de voir l'effort financier demandé au budget ; j'avoue qu'il n'est pas très considérable, je l'ai chiffré approximativement .

Un certain nombre d'observations me sont venues à l'esprit, en lisant, non pas le rapport de M. MEJAN, mais le compte-rendu des discussions qui ont eu lieu à la Chambre.

La Chambre a adopté au second paragraphe de l'article 3 un amendement qui paraît très légitime ; mais un troisième paragraphe précise que "les anciens combattants réformés n° 1 seront réintégrés par priorité". Or, il résulte des textes et des déclarations de l'honorable auteur du sous-amendement que cette priorité ne doit jouer qu'en ce qui concerne les seuls sous-préfets et secrétaires généraux nommés à des emplois de l'administration centrale et visés à l'article précédent.

Pourquoi ce privilège, et pourquoi ne pas appliquer cette mesure aux sous-préfets et secrétaires généraux, anciens combattants réformés numéro 1 , et attachés aux préfectures ?

De plus, comment sera réglée cette priorité ? Le Ministre sera-t-il libre de son choix , ou devra-t-il tenir compte du temps passé dans une unité combattante et du degré d'invalidité ?

Je crois qu'il serait utile de préciser la portée et le sens de ce paragraphe.

M. le Ministre pourrait nous apporter cette précisi-

sion .....



sion ici ou en séance publique , mais il serait probablement préférable qu'il le fît ici.

M. LE MINISTRE.- Messieurs, si la Commission me le permet, je vous remercierai d'abord d'avoir bien voulu m'entendre, et je répondrai très volontiers aux deux questions posées par M. MARIO ROUSTAN . Mais je voudrais très brièvement , en quelques mots, expliquer mon projet devant la Commission des Finances.

Ce projet arrive devant la Commission des Finances avec l'appui du vote de la Chambre : 463 voix contre 102 , et avec celui d'un rapport favorable au fond de la Commission de l'administration générale, mais il est préférable que la Commission voit le projet dans son ensemble et non seulement dans la question des crédits, dont je m'expliquerai tout à l'heure.

Ce projet a pour origine une situation qui n'est pas seulement sérieuse, mais grave, très grave: l'administration préfectorale est, à l'heure actuelle, embouteillée et paralysée 193 fonctionnaires sont en surnombre, 4 préfectures seulement seront libres en deux ans, d'après mes statistiques , c'est dire qu'il est impossible d'avoir un avancement ; il n'y a plus de mouvement. Or, comme l'indique lumineusement M. MEJAN , il en est d'un groupement de fonctionnaires comme du ~~l'aspritt~~ corps humain : le mouvement est une nécessité inéluctable , dans le domaine administratif comme dans le domaine physiologique.

Il n'y a plus , à l'heure actuelle, un seul membre de l'administration préfectorale qui puisse espérer , quel que soit son mérite , avoir une carrière normale; l'avancement est bouché et on ne peut dire pour combien d'années.

Cette situation avait préoccupé mon prédécesseur

et .....



et ami Albert SARRAUT , et c'est des études qu'il avait faites que j'ai dégagé le projet qui vous est actuellement soumis.

C'est un projet de caractère exceptionnel , je l'ai dit dès le début et je le répète , mais lorsqu'on est en présence de situations exceptionnelles, on est bien obligé de considérer aussi des remèdes exceptionnels. Il y aurait un danger si, de cette exception et du précédent qu'elle pourrait créer , on déduisait des analogies pour d'autres corps de fonctionnaires. Là-dessus, je tiens à déclarer deux mots qui me serviront d'abri pour le reste du débat: je n'admets pas - et vous non plus, je le crois - que l'on puisse établir des analogies entre les cadres de fonctionnaires quels qu'ils soient et le cadre préfectoral : les préfets , sous-préfets et secrétaires généraux sont des fonctionnaires d'une espèce unique: ils sont comme l'indique M. MEJAN avec beaucoup de force dans son rapport, et comme le disait déjà la loi du 28 pluviôse an VIII "seuls chargés de l'administration " ; ils sont agents de tous les Gouvernements, de tous les Ministres, représentants du gouvernement, plus spécialement du ministre de l'Intérieur, représentants des intérêts départementaux et tuteurs des communes .

Il n'y a pas d'autres fonctionnaires, dans la vie administrative, qui aient ce caractère. Si, par un désir analogique et d'unification, on a fait passer l'administration préfectorale, depuis la guerre , sous les fourches plus ou moins caudines des commissions Trépont ou Martin, je crois qu'on s'est trompé . C'est le conseil des Ministres et le Gouvernement seuls qui ont qualité pour statuer sur les destinées de l'administration préfectorale.

L'embouteillage et la paralysie étant indiscutables, -ils ont été signalés par les rapporteurs des commissions des

finances .....



finances du Sénat et de la Chambre depuis plusieurs années - j'ai cherché, continuant le travail commencé par M. Sarraut, à sortir de cet embouteillage et à rétablir le mouvement. Pour y parvenir, j'apporte ce projet, dont j'ai dit à la Chambre et je répète ici, qu'il est simple, modeste, limité, imparfait, comme tous les projets de ce genre, mais me paraît présenter un minimum d'inconvénients.

Il y avait un seul but : rendre le mouvement à l'administration préfectorale : trois moyens existaient étant donné les 193 fonctionnaires en surnombre, prendre des mesures concernant les conseillers de préfecture, les secrétaires généraux, ou, dans leur ensemble, les préfets, sous-préfets et secrétaires généraux.

Les conseillers de préfecture, quant sont intervenus les décrets de 1926, ont fait l'objet d'un classement sur pièces par la voie d'une commission présidée par M. Un certain nombre ont été affectés aux conseils départementaux, d'autres sont restés rattachés ; pour ceux-là, nous demandons, dans des conditions bienveillantes, des admissions à la retraite, concernant 12 d'entre eux.

Pour les secrétaires généraux, M. MEJAN a mis dans son rapport une pointe d'ironie, et je ne lui en voudrai pas. Le projet porte la création de 73 postes de secrétaires généraux, là où il n'y en a pas ; il s'agit d'un rétablissement, mais si j'ai mis le mot "création" c'est que j'ai voulu réserver la ratification ou la non-ratification des deux Chambres en ce qui concerne les décrets de 1926. Les décrets sont en exécution, puisque vous avez permis, par la loi de 1926, de les y mettre, mais vous les ratifierez ou vous ne les ratifierez pas, vous ferez ce que vous voudrez. J'ai donc dit : 73 postes de secrétaires généraux dont créés. Je suis tellement d'accord.....



d'accord avec l'un ou l'autre des documents parlementaires sortis de l'une ou de l'autre assemblée que je n'ai pas, je crois, à approfondir.

J'en appelle à ce que M. MEJAN , dans son rapport, appelle le point névralgique du projet: l'article 4, qui a pour objet de désembouteiller l'administration et d'avancer, "comme cela a été fait dans tous les pays qui ont fait la guerre, - le moment où les places seront disponibles .

Le projet que je vous sou mets à adopté comme solution la création d'un cadre nouveau : celui des préfets mis à la disposition .

Nous avons étudié toutes les dispositions; on m'a dit dans l'autre assemblée : vous avez tous les droits sur les préfets , mettez-les en disponibilité .....

M. LE RAPPORTEUR. On pouvait vous dire cela.

M. LE MINISTRE.- Evidemment, mais notre ami ROUSTAN, qui a bon cœur, ne me contredira pas lorsque je dirai que c'est une sanction, à l'heure actuelle, que de mettre un préfet en disponibilité; et la preuve , c'est que je ne puis le faire sans lui communiquer le dossier.

M. LE RAPPORTEUR.- Vous gardez le droit de mettre en disponibilité.

M. LE MINISTRE.- Oui, il le faut, mais j'ai la prétention de ne pas exercer mes droits d'une façon abusive et injuste . Si, aujourd'hui, je mettais un certain nombre de préfets en disponibilité en leur communiquant leurs dossiers - sans y rien mettre, puisque la raison du projet , c'est de rétablir le mouvement dans l'administration, - je leur donnerais 10.000 francs de pension; ils ont des enfants, des charges de famille, ce serait la misère ; j'aimerais mieux quitter le Ministère  
de .....



de l'Intérieur.

Une autre solution, à laquelle nous avons pensé, est celle de la mise à la retraite anticipée, volontaire ou imposée. Spontanée, volontaire, elle avait fait l'objet de la loi du 9 Décembre 1927, dont le cours a pris fin au 31 Décembre dernier, et qui a donné très peu de résultats.

Restait la mise à la retraite d'office, je l'avais proposée pour les conseillers de préfecture rattachés, la Chambre a trouvé cela trop rigoureux et m'a demandé de ne le faire que dans des conditions très atténuées et, en somme, à la demande des intéressés. Cette mise à la retraite a le même résultat pratique que ce que je vous propose. Il y avait alors la mise en congé de longue durée, ce que nous avons fait pour les généraux; mon premier texte la prévoyait mais j'ai pensé que si l'on pouvait faire quelque chose des hommes dont la mise en non activité était exigée par l'intérêt général de l'administration à laquelle ils appartiennent, cela vaudrait mieux que de les mettre dans une non-activité complète.

La mise à la disposition existe dans plusieurs administrations, notamment aux affaires étrangères, et elle me permettrait d'employer ces fonctionnaires. Il ne s'agit pas, d'ailleurs, de statuer pour l'éternité; la Chambre a désiré que le délai d'application de la loi fût de 5 ans; j'ai accepté d'autant plus facilement qu'avec les tables de mortalité et les disponibilités, cela ne durera pas 5 ans mais 3 ans et demi.

Le projet vise les préfets qui seront à 5 ans de leur retraite; je ne dis pas qui auront 55 ans car, pour les anciens combattants cela ne jouera que sur leur

demande .....



demande, et, pour ceux qui ont un certain nombre d'enfants, cela fera 58 ans, 5 ans avant leur retraite, on pourra les mettre à la disposition, c'est-à-dire faire de l'aération par en haut; cette aération s'exercera, je n'ai pas besoin de le dire, avec mesure, et également avec le sentiment qui est celui de chacun de nous: si, dans le nombre, il y a des préfets de premier ordre, sur les capacités administratives desquels l'unanimité est faite, on n'y touchera pas.

Pour ceux dont les qualités sont loin d'être de premier ordre, c'est l'affaire de l'humanité; tout le monde n'est jamais pareil, ni parfait.

M. KE RAPPORTEUR.- Vous faites-vous une illusion sur l'utilité qu'il y aura à employer des anciens préfets, chargés de mission auprès des ministères, Monsieur le ministre ?

M. LE MINISTRE.- Je revienrai sur ce point tout à l'heure. Ce n'est d'ailleurs pas le but de mon projet, je suis très franc avec la Commission; mon but est uniquement de rendre le mouvement à l'administration préfectorale; mais j'emploierai de mon mieux les préfets que je suis obligé de mettre en disponibilité.

En ce qui concerne la question posée par M. Roustan, sur la priorité accordée aux anciens combattants, il s'agit d'un cas très spécial, qui n'a rien à voir avec le cas particulier des détachés. Il s'agit d'une réintégration et il s'agit de 4 fonctionnaires sortis de l'administration préfectorale; ces fonctionnaires ne peuvent y rentrer que par la voie de la réintégration; ils ont accepté de s'en aller pour rendre service, et peut-être aussi parce que cela les arrangeait à ce moment-là de changer de cadre; ils sont au ministère de l'Intérieur.

J'ai .....



J'ai pensé qu'il ne serait pas juste de les priver de la possibilité de redevenir sous-préfets si cela leur fait plaisir . C'est parmi ces quatre qu'il y aura priorité pour les anciens combattants.

M. MILAN.- On parle de réintégration , ce mot indique bien....

M. LE MINISTRE.- C'est une catégorie de 4 personnes.

M. HENRY ROY.- Si cela avait été mis à un autre paragraphe, nous aurions compris de façon certain.

M. LE MINISTRE.- Oui. Quant aux autres , aux rattachés, je leur tiens compte autrement de leurs services de guerre. J'ai eu le plaisir de recevoir à deux reprises , depuis quatre mois et demi que je suis ministre de l'intérieur, les remerciements des anciens combattants de mon administration; j'ai pu leur accorder des bonifications personnelles, ce qui fait que le résultat de leurs services de guerre leur est maintenant acquis .

Nous avons donc là deux situations très distinctes: quatre personnes ont quitté l'administration préfectorale et sont devenues rédacteurs ou sous-chefs à l'Intérieur; s'ils veulent rentrer, je réintégrerai d'abord les anciens combattants ou mutilés, puis les autres. Quant aux 193, je les ai fait bénéficier , grâce à la générosité des Chambres et du ministre des Finances, de bonifications dans le dernier budget , et de 500.000 francs dans le collectif de juin. Leur situation d'anciens combattants se trouve consolidée et consacrée; je les reprends à mon tour, et selon mon droit de choix, que je maintiens pour les préfets et les sous-préfets- la Commission ne s'en étonnera pas .

Je crois.....



Je crois que j'ai fait rapidement - peut-être trop rapidement - le tour de la question.

M. MARCHANDEAU a demandé que les fonctionnaires en mission puissent être mis à la retraite s'ils le désirent; rien de plus naturel.

*M. André Tardieu* Quant à la question financière, qui est plus spécialement de votre ressort, je crois qu'elle se présente d'une façon simple. La création, ou le rétablissement - comme vous voudrez - de 70 emplois de secrétaires généraux, représente une dépense de 1.770.000 francs. Le traitement des fonctionnaires qui serait par hypothèse, en cas de vote du projet, mis à la disposition du ministre, donne un million et demi; la nouvelle classification des préfectures 167.000 francs. Ces trois dépenses totalisées donnent 3.437.000 francs. Il faut en déduire le traitement des rattachés d'aujourd'hui qui seront, après le vote du projet, réintégrés ou mis à la retraite, soit 3.192.000 Frs; mais comme, un peu témérairement, sous la pression de l'administration des finances, on a déjà prévu dans le budget en cours une économie de 2.252.000 Frs - qui ne sera pas réalisée - résultant des réintégrations, je ne peux inscrire que la différence, c'est-à-dire 930.000 Frs. La dépense nette sera donc de 2.506.500 Frs. Je vous demande 2.500.000 francs.

M. LE RAPPORTEUR.- La réintégration des secrétaires généraux demande : 1.770.000 francs, plus les indemnités de résidence, plus les charges de famille.

M. LE MINISTRE.- Tout est compris.

M. LE RAPPORTEUR.- Nous ne sommes pas d'accord sur le chiffre; la différence est de 10.000 francs.

M. LE MINISTRE.....



M. LE MINISTRE - Les intéressés ont déjà ces indemnités; il n'y a à faire qu'un jeu d'écritures et non une dépense nouvelle .

Je vous apporte en somme un projet de sincérité; nous avons des rattachés qui fonctionnent comme secrétaires généraux, avec une moindre autorité d'ailleurs, mais qui sont payés, ont des indemnités de résidence et pour charges de famille. Je vous demande, d'accord avec tous vos rapporteurs, de les appeler secrétaires généraux et de maintenir leurs traitement, indemnités et charges.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vous demandais de préciser afin de donner des chiffres exacts dans mon rapport .

M. LE MINISTRE.- Jecrois que nos chiffres sont sages et, s'ils ne l'étaient pas, il dépend du ministre, qui a, d'ailleurs , un contrôleur des dépenses engagées, de surveiller les dépenses et de faire jouer la loi avec prudence pour rester dans le cadre de ce projet.

La Commission des Finances m'a tellement témoigné de confiance que je voudrais, avec elle, être tout à fait franc; à la chambre , il s'est produit ce qui se produit chaque fois que l'on parle - à la Chambre ou au Sénat, de légiférer sur les préfets : on est suspect de faire une opération politique... Je mets "les pieds dans le plat " si j'ose m'exprimer ainsi.

M. LE RAPPORTEUR.- Le moment est mal choisi pour l'opération projetée.

M. LE MINISTRE.- Je ne l'ai pas dans l'esprit. Il y a 4 mois et demi que je suis Ministre de l'Intérieur; s'il y a une seule partie de l'assemblée qui puisse me reprocher de  
vouloir .....



vouloir la sacrifier dans mon administration, je suis prêt aux critiques, mais ne les mérite pas. Je ne veux pas prononcer de noms, mais tout le monde les a à l'esprit. Je veux une administration qui puisse faire son service. Les préfets qui sont, à la veille de votre vote, à moins de 5 ans de leur retraite, sont particulièrement intéressés, mais nous sommes tous logés à la même enseigne.

Il s'agit de savoir si, dans une question d'intérêt général - et j'affirme qu'elle l'est - le Gouvernement ou les assemblées peuvent être à la merci d'une révolte de plumes blanches. Lorsqu'on a renvoyé les généraux pour aménager les cadres de l'armée les mêmes démarches ont eu lieu.

Ainsi que le dit M. MEJAN dans son rapport, le projet est extrêmement modéré ; les préfets atteints par la loi perdront le logement, les domestiques et l'automobile, mais ils conserveront le traitement, et les indemnités de résidence et pour charges de famille; ils y gagneront une stabilisation de leur position jusqu'à la retraite. J'ai entendu, dans les Chambres, ou plutôt dans les Commissions des Chambres, des collègues me dire : révoquez-les ou mettez-les en disponibilité; j'ai entendu ce que je disais tout à l'heure : ce ne serait pas juste; mais les préfets sont de même exposés à cela, et s'ils avaient affaire à un ministre de l'intérieur non animé des sentiments qui m'animent, ils seraient à tout instant exposés à perdre leur place et leurs appointements. Je leur donne une garantie : jusqu'à la retraite fixée par leur âge, ils continueront à toucher leur traitement, leurs indemnités de résidence et pour charge de famille, je dis que, par conséquent, je les traite bien.

Il y a quelques années, un projet élaboré par l'association amicale de l'administration préfectorale prévoyait cette mise à la disposition que je vous propose et contre laquelle

certaines .....



certaines préfets sont en révolte parce qu'ils craignent d'en être l'objet. Or, dans le projet dont je vous parle, on prévoyait la mise en disposition avec des conditions de traitement inférieures de moitié à celles que le projet prévoit.

Il me semble donc que, sur tous les terrains et de tous les côtés, le projet est paré contre la critique. J'ajoute, comme je le disais tout à l'heure, qu'il est modeste. Si vous admettez - et je n'ai rencontré personne qui ne l'admit pas - qu'il va redonner la vie à l'administration préfectorale, la solution de circonstance que je propose est aussi modeste que possible. Vous me fixez un délai de 5 ans ; cela ne les prendra pas.

Le projet est également modeste en ce qui concerne le nombre des fonctionnaires dont il est question, car le tableau d'ancienneté indique de qui il s'agit.

Il est modeste encore en raison des crédits que je vous demande de mettre à ma disposition, et aussi du fait que, pour les anciens combattants, il ne jouera que sur leur demande.

Dans ce projet, qui est inspiré des études de mon prédécesseur Albert Sarraut, qui est aussi mon collègue et ami, je ne crois pas avoir fait quelque chose de menaçant pour les statuts de l'administration préfectorale.

Je vous rappelais tout à l'heure - cela ne diminue en rien la liberté de votre assemblée et de vos commissions - que j'ai eu à la Chambre, dans une période où cela n'est pas très fréquent, une majorité de 463 voix contre 102. J'avais donc convaincu la Chambre que mon projet n'avait rien d'arbitraire.

A la Commission de l'administration générale du Sénat, j'ai reçu une approbation qui est, dans le rapport de M. Méjan, tellement probante que je ne désirerais pas la lire si j'en avais entendu tout à l'heure dire que vous n'avez pas encore eu le

temps .....



temps de le faire.

J'espère que je vous convaincrail, parce que, quand on a raison, on espère toujours cela. J'espère que le rapport sur la question des crédits sera aussi favorable que celui de la commission de l'administration sur le fond de la question elle-même.

Je vous demande de répondre rapidement, par oui ou par non, avant le départ en vacances, car je ne peux garder l'administration préfectorale dans la situation d'incertitude où elle est en ce moment.

Mon projet a été déposé en Janvier, il a passé devant deux Commissions de la Chambre et devant la Chambre elle-même; il a passé devant une Commission du Sénat et il est maintenant devant une autre. La question est simple et vous êtes habitués à en étudier d'autres bien plus compliquées; je suis donc sûr qu'elle sera réglée rapidement. Je vous demande que le Sénat, grâce à votre avis, puisse mettre la question à l'ordre du jour.

M. LE PRESIDENT.- Quelqu'un demande-t-il à poser des questions à M. le Ministre ? Celui-ci est très pressé, car il doit être à la Chambre à 3 heures , et M. FORGEOT demande à être entendu....

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général. On étudiera la question des pensions au point de vue budgétaire ?

M. LE MINISTRE .- Il n'y aupa pas de conséquence spéciale à cet égard. Les pensions seront données à 60 ans, comme si les préfets restaient en activité. Je ne demande pas de mises à la retraite anticipée, mais des mises à la disposition.

M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions, Monsieur le  
le .....



le Ministre des explications que vous avez bien voulu nous donner.

M. le Ministre de l'Intérieur sort de la salle des délibérations de la Commission des finances à 14 h. 30.

AUDITION DE M. PIERRE FORGEOT

Ministre des Travaux Publics

M. LE PRESIDENT. Messieurs, je vous demande de rester pour l'audition, qui va être courte, de M. le Ministre des Travaux publics, qui m'a demandé à être entendu sur le projet d'électrification.

Le rapport de ce projet a été fait au fond par M. Mollard et pour avis par M. Peytral, et M. le Ministre demande un délai pour réétudier la question et élaborer un nouveau texte.

M. Le Ministre des travaux publics est introduit)

M. LE MINISTRE.- Il s'agit, Messieurs, d'un projet de loi très important, d'une refonte de tout notre régime relatif au transport d'énergie électrique et notamment de la loi de 1906.

Il y eut un échange de vues entre la Commission des Travaux Publics du Sénat et la Commission de l'administration générale. M. JEANNENEY avait fait, au projet de l'honorable M. Mollard, un certain nombre de remarques; M. Mollard a répondu par un nouveau texte, tenant compte, sur certains points des conseils et des critiques de M. Jeanneney, mais le nouveau rapport n'a été mis en distribution qu'avant-hier matin; il n'a pas été possible au service des forces hydrauliques du

Ministère.....



Ministère de l'étudier à fond. Nous poursuivons d'autre part la mise au point d'un projet sur la même matière; je crois qu'il serait peu raisonnable d'examiner le texte proposé sans l'examiner à fond et que mieux vaudrait reprendre la discussion à la rentrée.

MI VICTOR PEYTRAL.- Le projet dont parle M. le Ministre des Travaux Publics, est, en réalité, une proposition de loi de M. Mollard et de M. Machet, tendant à modifier la loi sur la distribution d'énergie électrique.

J'ai fourni, au nom de la Commission des Finances, un avis sur le rapport fait par M. Mollard lui-même, au nom de la Commission des Travaux Publics. J'ai indiqué, en tête de mon avis, très court, que je ne voyais pas en quoi les finances de l'Etat étaient atteintes et que notre avis ne semblait pas s'imposer. J'ai fait ensuite deux ou trois observations, plutôt pour la forme que pour le fond lui-même.

Par la suite, M. Jeanneney a fait un rapport pour avis au nom de la Commission de l'administration générale, et un conflit est né entre le rapporteur de la commission des travaux publics, M. Mollard et M. Jeanneney, rapporteur de la commission de l'administration départementale. La Commission des Finances n'a plus eu à intervenir.

Le projet de loi a, paraît-il, été inscrit à l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui. N'ayant déposé qu'un avis, nous n'avons pas eu à demander l'inscription à l'ordre du jour et la commission ne semble pas habilitée à demander le retrait de l'ordre du jour.

Donc, Monsieur le Ministre, si j'avais été interrogé sur l'utilité de votre présence aujourd'hui devant la Commission des Finances, j'aurais peut-être dit : c'est inutile,

il .....



il n'y a rien à faire. Nous nous trouvons en présence d'un conflit entre deux Commissions à propos d'un projet sur lequel nous avons déposé un avis financier, mais dans lequel je déclarais que les finances n'avaient rien à voir à ce projet, ou si peu....

Même avec le désir de vous être agréable, que nous avons, je ne vois pas comment je pourrais aller devant le Sénat demander le retrait de l'inscription à l'ordre du jour; ce serait contraire aux habitudes du Sénat.

J'ai sous les yeux le second rapport de M. Mollard, fait en réponse aux objections de M. Jeanneney; "Les observations de la Commission de l'Administration générale...." suivent 15 pages qui ne visent nullement le point de vue financier. Nous ne pouvons donc pas intervenir.

Je crois qu'il vous serait possible de demander le retrait de l'ordre du jour au début de la séance, tout à l'heure; pour donner à vos observations toute leur valeur, il serait, intéressant de souligner que le seul moyen de mettre un terme au conflit serait justement que le Ministre déposât un projet de loi sur cette question importante, qui prendra encore de l'importance tous les jours.

Nous savons tous ce qu'est la distribution d'énergie électrique; il lui faut une réglementation sévère et sérieuse; vous savez quelle gêne existe dans les campagnes; c'est le cas ou jamais, pour l'initiative gouvernementale, de s'exercer. Vous pouvez aller devant le Sénat et dire que vous avez l'intention de mettre fin à ce conflit entre deux Commissions en prenant vous-même l'initiative du projet de loi.

M. LE MINISTRE.- C'est entendu; c'est une excellente idée.

M. VICTOR PEYTRAL.....



M. VICTOR PEYTRAL.- Le retard dans l'étude entraînerait-il un retard dans l'exécution des projets ? C'est important, car si vous pouviez dire au Sénat qu'il n'y aura pas de retard, cela vaudrait mieux.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela ne causera pas de retard.

M. LE MINISTRE.- Sous le régime de la loi de 1906, on a construit 170.000 kilomètres.

M. MILAN.- Par extension, car la loi de 1906 ne s'applique pas à ces transports à longue distance.

M. LE PRESIDENT.- M. le Ministre avait demandé à être entendu sur cette question. Peut-être a-t-il cru que M. Jeanne-ney avait fait son rapport au nom de la Commission des Finances, il y est tellement occupé, mais il n'en était rien cette fois-ci et le rapport avait été au nom de la Commission de l'Administration générale; il y a donc eu un petit malentendu, mais il nous reste le plaisir d'avoir entendu M. le Ministre.

M. MELAN.- Je suis un des signataires de la proposition de loi de M. MOLLARD, je tiens donc à dire un mot; je partage entièrement l'avis exprimé par notre collègue M. PEYTRAL; cette question, mise à l'ordre du jour en fin de session, ne peut être discutée, étudiée comme elle le mérite; mais je ne voudrais pas que l'ajournement devint un enterrement de première classe; nous avons pu voir en Savoie, et d'ailleurs dans tous les autres pays de montagnes, là où il existe des chutes d'eau, les abus qui peuvent se faire lorsqu'il n'existe pas de législation. La loi de 1906 a été entendue par les compagnies de chemins de fer et les autres grandes compagnies à leur profit, mais les propriétés traversées n'ont pas été protégées, et nous sommes arrivés à des abus effroyables: on est obligé, dans les communes, de constituer des syndicats de défense contre les transports d'énergie à longues distances.

Notre .....



Notre but est d'obliger le gouvernement à prendre position dans cette question; je crois, Monsieur le Ministre, je sais que vous êtes un réaliste et que vous ne promettez pas en vain; je suis convaincu que vous ne laisserez pas passer l'année 1929 sans nous apporter un projet de loi.

Il faut véritablement faire quelque chose, nous ne pouvons pas rester sous l'empire de la loi de 1906, qui<sup>n°</sup>/a prévu que la distribution dans les localités.

Je termine ces quelques mots en vous demandant de promettre à la Commission des Finances du Sénat de déposer un projet de loi avant la fin de la session ordinaire, c'est-à-dire avant le mois de Juillet prochain, de façon que nous puissions le discuter et que nous n'arrivions pas devant nos populations en leur disant que tout va rester dans la situation incohérente qui existe actuellement.

M. LE MINISTRE.- Il y a d'ailleurs, dans la proposition de M. Mollard et de vous-même des suggestions trèsintéressantes.

M. MILAN.- C'est une base de discussion.

M. le MINISTRE.- Nous en discuterons.

M. LE PRESIDENT.- M. Laval m'a demandé d'écrire à M. le Ministre pour lui demander où vont les 10 millions des cantonniers

M. LE MINISTRE.- Ils sont encore intacts. Je les ai pris, dans une bonne pensée, pour les cantonniers. Vous n'avez pas oublié la situation un peu délicate où les points de vue légèrement différents des deux assemblées sont placés; j'ai pensé qu'il était utile de prendre tout de même l'argent; mais ce crédit n'a pas encore d'utilisation. Nous examinons, le ministre de l'intérieur et moi, ce projet, je ne dis pas de "fusion", le terme serait un peu prétentieux, mais d'organisation nouvelle des voiries, dont l'une des caractéristiques serait la prise en charge, comme routes nationales, des milliers de kilomètres de routes à grand trafic, par le ministère des travaux publics.

M. Le .....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est une solution.

M. LE MINISTRE.- Je suis heureux de votre avis . Je demande à notre ami Laval de nous faire un crédit de plusieurs semaines; je pense que nous trouverons la solution favorable .

M. PIERRE LAVAL.- Je m'étais permis de faire observer tout doucement qu'à ma connaissance il n'existait pas de société de secours mutuel pour les cantonniers appelés à bénéficier de ce crédit; j'avais ensuite cru avoir tort , mais j'avais raison; il y a seulement des sociétés de secours mutuel dans le cadre départemental, auxquelles adhèrent seulement les cantonniers départementaux.

J'ai cru qu'il valait mieux faire une transaction avec les cantonniers, sur le projet de loi que nous propose aujourd'hui M. le Ministre des travaux publics.

Si j'ai demandé la parole , c'est pour mettre en garde le gouvernement et la commission des finances, à l'occasion du prochain budget , sur les difficultés , qui seront insurmontables si la répartition n'a pas été effectuée.

Vous avez mis le floigt dans l'engrenage en accordant cette avance de 10 millions; j'insiste pour que ce crédit soit utilisé. Je dis à notre sympathique rapporteur general qu'il y a quelques jours, lorsqu'il était malade , le secrétaire de la fédération générale des fonctionnaires s'agitait beaucoup et, dans sa fédération, on demandait où en était l'utilisation de ce crédit.

Il y a chez les cantonniers une agitation qui aura sa répercussion dans les milieux parlementaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Mais il y a une agitation chez les contribuables contre les exagérations continues de centimes additionnels ou de dépenses, et nous refuserions d'exécuter le budget si on nous obligeait à mettre de nouveaux centimes additionnels. Voilà donc une question bien nette. Nous avons

d'ailleurs .....



d'ailleurs un recrutement extrêmement abondant et, de par la loi de l'offre et de la demande, nous ne sommes pas obligés de voter plus. Il existe des sociétés de secours mutuel dont nous sommes membres honoraires; nous mettrons les dix millions; mais il existe des journaux professionnels qui vivent de l'agitation dans laquelle ils n'auraient pas de public. C'est une campagne qui nous laisse indifférents.

Je répète, puisque j'ai lancé cette idée de la société de secours mutuel, que j'en ai lancé une autre, et je demande à M. le Ministre de l'étudier dans le sens qu'il vient de dire; c'est qu'avec les nouvelles façons de faire les routes, nous pourrions avoir des cantonniers qui seront des ouvriers qualifiés il sera alors naturel qu'ils deviennent des ouvriers qualifiés et soient payés comme tels; si nous avons des suppressions par ailleurs, sans charger le budget; cela permettra à l'Etat d'avoir une interpénétration entre la voirie départementale et la voirie nationale.

Mais, dans l'état actuel des choses, nous ne laisserons pas augmenter les cantonniers de l'Etat, parce que, pour 40 millions, il en résulterait une dépense de 200 millions pour les communes. Que l'on continue à travailler dans cette voie réalisatrice de l'interpénétration des deux voiries.

M. PIERRE LAVA.- Vous avez raison de protester contre les agitations un peu morbides des fonctionnaires et de certaines organisations, mais il y a quelque chose de plus grave à redouter, c'est que le gouvernement, pour lutter contre cette démagogie, vote les crédits et ne les utilise pas.

Quant à moi, j'ai voté contre les crédits, je suis donc parfaitement libre pour parler dans ce sens.

M. LE MINISTRE.- J'ai encore le temps d'utiliser ces crédits, et je m'y efforcerai.

M. LE PRESIDENT...



M. LE PRESIDENT.- Nous vous remercions , Monsieur le Ministre, des déclarations que vous avez bien voulu nous faire à ce sujet.

(M. le Ministre des Travaux Publics quitte la salle de la Commission des Finances a quatorze heures cinquante cinq minutes).

MM. TARDIEU et FORGEOT se retirent.

M. LE PRESIDENT.- Il ne peut être question d'examiner aujourd'hui le projet de loi portant réorganisation des cadres de l'administration préfectorale. La séance du Sénat va commencer et nous sommes tenus d'y assister.

Acceptez-vous que nous fixions à demain la discussion de ce projet ?

Décidez-vous au contraire , malgré la demande pressante de M. le Ministre de l'Intérieur , de renvoyer cette discussion après les vacances de Pâques.

M. MARIO ROUSTAN, Rapporteur.- Je suis à la disposition de la Commission , mais je fais observer que je ne pourrai faire qu'un rapport très sommaire étant donné le trop court délai qui m'est laissé pour cela.

M. LE PRESIDENT.- Ce que désire le Ministre c'est que nous déposions un rapport afin que le projet puisse venir en discussion. Nous pouvons simplement conclure par "non" ou par "oui".

M. HENRY BERENGER.- Notre Rapporteur ne sera pas en peine pour trouver dans les récents débats de la Chambre des modèles de rapports sommaires . Qu'il nous fasse donc un rapport "à la sauce Palmade" (Rires).

M. SCHRAMMEUK.....



M. SCHRAMECK.- Je demande à la Commission de renvoyer tout débat sur ce projet , après les vacances.

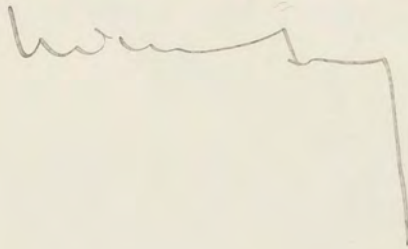
M. ALBERT MAHIEU.- Non, renvoyons à demain.

M. LE PRESIDENT.- Je vais consulter la Commission.

La Commission, par 9 voix contre 8 décide de procéder demain ou Samedi au plus tard à l'examen du projet de loi .

La séance est levée à 15 heures .

Le Président de la Commission :

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, followed by a vertical line extending downwards.



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Vendredi 29 Mars 1929.

La Séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL,

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JENOUVRIER.  
HERVEY. MAHIEU. ROUSTAN. GEORGES BERTHO  
LAT. CHASTENET. FRANCOIS SAINT MAUR. CU-  
MINAL. LAVAL. FERNAND FAURE. SCHRAMECK.  
BIENVENU-MARTIN. REYNALD. RAIBERTI.  
GALLET. MILAN. HIRSCHAUER. COURTIER. RIC  
PERET. GARDEY. REBOUL.

CENTENAIRE DE L'ALGERIE

La Commission', sur le rapport de M. HERVEY, adopte :

1° - Le projet de loi tendant à compléter la loi du 31 décembre 1928 autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie, pour l'exercice 1929;

2° - Le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 20 millions de francs, au titre de la participation de la Métropole à la célébration du centenaire de l'Algérie.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- Nous avons à émettre un avis financier sur le projet de loi tendant à relever les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers.

M. JENOUVRIER.- Ce projet de loi a-t-il fait, de la part de la Commission des mines, l'objet d'un examen au fond ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ignore si la Commission des mines a procédé à cet examen. En tout cas, ce n'est qu'un avis financier que nous avons à émettre.

M. JENOUVRIER.....



M. JENOUVRIER.- Je m'oppose à ce que nous examinions ce projet tant que nous ne serons pas saisis du rapport de la Commission des mines.

M. LE PRESIDENT.- Nous attendrons donc d'être en possession de ce rapport.

La Commission adopte les conclusions d'un avis de M. ROY, favorable à l'adoption du projet de loi portant création d'un poste de conseiller à la Cour d'appel d'Orléans.

#### NOUVEL AMENAGEMENT DES CADRES

; DE

#### L'ADMINISTRATION PREFECTORALE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. MEJAN, sur le projet de loi adopté par la Chambre, relatif à un nouvel aménagement des cadres de l'Administration préfectorale.

M. ROUSTAN. donne lecture de l'avis financier sur ce projet de loi .

Il expose que ce projet qui a pour objet de rétablir 70 secrétaires généraux, de reclasser les préfectures et sous-préfectures, de créer des sous-préfectures hors classes, et de permettre au Ministre de conserver à sa disposition un certain nombre de préfets, se traduise, par rapport au régime antérieur à la réforme opérée par décret en 1926, par une économie annuelle de 4.070.000 francs sur les dotations budgétaires. Se plaçant sur le terrain exclusivement financier, le rapporteur déclare ne pas avoir d'objection à opposer au projet. En conséquence, il propose à la Commission d'émettre un avis favorable.

M. SCHRAMECK.- Ce projet a paraît-il, pour objet de

"désembouteiller"...



"désembouteiller" l'administration préfectorale où l'avancement serait impossible dans les conditions actuelles. Pour le rendre à nouveau possible, il faudrait permettre au ministre de relever de leurs fonctions certains préfets âgés, tout en continuant à leur payer leur traitement en les maintenant à la disposition du ministre. C'est une méthode qui me paraît, à la fois, dangereuse et peu efficace.

M. ROY.- Il n'est pas douteux que la carrière préfectorale est "embouteillée." Cela tient à ce que le ministre ne dispose plus des exutoires dont il disposait jadis en faveur des préfets fatigués. Il ne peut plus, dans la même proportion qu'autrefois, disposer en leur faveur, de sièges au Conseil d'Etat et à la Cour des Comptes. Il ne peut plus les nommer Trésoriers payeurs généraux. Il ne peut même plus les appeler à la direction des asiles départementaux du département de la Seine, le Conseil général de ce département s'y opposant.

Il en est réduit à solliciter de certaines grandes entreprises privées des emplois ou des postes d'administrateurs pour les préfets dont il estime devoir se séparer. Ce sont là pratiques qui ne pourraient se perpétuer et auxquelles le présent projet a pour objet de mettre fin.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez tout à fait raison. Il <sup>en</sup> n'y/a guère, on a fait entrer le préfet de l'Allier dans une Société qui presque aussitôt, est tombée en déconfiture, de sorte que le ministre cherche une autre entreprise qui consente à le prendre à son service.

M. HENRI ROY.- Je pourrais citer un autre préfet que l'on a pourvu d'un poste d'administrateur dans une société en l'assurant qu'il avait pour rémunération une part des bénéfices.....



bénéfices. Or, depuis sa création, cette société est en déficit.

M. SCHRAMECK.- Autrefois, les Ministères des Affaires Etrangères et des Colonies consentaient à confier des postes importants à des fonctionnaires de l'administration préfectorale. Pourquoi ne le font-ils plus ? Je ne sais pas que les frères Cambon, Alapetite, Saint aient le moins du monde abaissé le niveau du personnel de la Carrière et se soient montrés inférieurs aux missions qui leur ont été confiées.

M. le Rapporteur nous a dit que le projet permettra au ministre de relever de leur emploi, pour les conserver à sa disposition, 20 préfets âgés. Il y a, en effet, à l'heure actuelle, 20 préfets susceptibles d'être mis ainsi à la disposition, mais au cours des années à venir, ce nombre va s'augmenter et c'est au moins 37 préfets, si mes calculs sont exacts, qui pourront ainsi être mis à la disposition ou chargés de mission.

M. LE RAPPORTEUR.- Pardon ! Ces mises à la disposition ne pourront se faire que dans la limite du crédit de 1.500.000 francs ouvert à cet effet, au budget. C'est donc, au maximum 20 préfets qui pourront être mis à la disposition.

M. SCHRAMECK.- On dit qu'il faut remédier à l'embouteillage de l'administration préfectorale. Je ne vois pas que cette administration soit si embouteillée que cela puisse, depuis le 1<sup>er</sup> novembre, 7 ou 8 préfectures se sont trouvées vacantes, ce qui a donné lieu à des mouvements importants. A ce rythme, en 5 ans, la moitié des titulaires des préfectures pourront être renouvelés. Quelle administration pourrait se vanter d'être aussi peu embouteillée ?

M. RAOUL PERET.....



M. RAOUL PERET.- Nous allons, par ce projet, donner, au Ministre de l'Intérieur, le droit de mettre à sa disposition , tout en leur conservant leur traitement d'activité, un certain nombre de préfets. Cela revient à autoriser la création d'emplois nouveaux. Ces préfets, dit-on, pourront être chargés de missions. Quelles seront ces missions ? Il ne faudrait pas que l'on en inventât, uniquement pour permettre aux préfets " à la disposition", de toucher des frais de mission.

M. LE RAPPORTEUR.- Rassurez-vous. Il ne pourra être prononcé de mises à la disposition ni attribué de frais de mission que dans la limite du crédit de 1.500.000 francs.

M. JENOUVRIER.- Cet article 4 que critique M. SCHRAMEK ne me choque pas. Il constitue un moyen élégant de remplacer les préfets âgés, devenus inférieurs à leur tâche et qu'on ne veut pas toutefois révoquer, eu égard aux services qu'ils ont rendu au cours de leur carrière.

M. HENRI ROY.- Ce projet a pour objet de mettre fin à la grave crise d'avancement qui sévit dans le personnel de l'administration préfectorale. Pour rendre la vie à ce corps, on a trouvé ce moyen qui semble simple et qui consiste à mettre à la disposition du ministre, c'est-à-dire à conserver en surnombre, un certain nombre de fonctionnaires âgés et fatigués : préfets, secrétaires généraux, sous-préfets. Mais au lieu de les renvoyer chez eux en continuant de leur payer leur traitement, on se propose d'utiliser leurs services, et c'est cela qui me semble grave. A quoi va-t-on les employer, en effet ? Au contrôle des assurances sociales, au contrôle de la Loi LOUCHEUR sur les habitations à bon marché. C'est-à-dire que ces préfets dont le ministre affirme qu'ils ne font plus l'affaire dans l'administration.....



ministration dont ils connaissent cependant à fond les errements, on va les mettre à la tête d'organismes tout neufs où il faut des hommes jeunes, hardis, capables d'initiative. C'est cela qui m'effraie.

M. GEORGES BERTHOULAT.- Ayant passé dix années de ma jeunesse dans l'administration préfectorale, je lui garde toute ma sympathie. Or, j'estime qu'elle est actuellement dans une situation qui est de nature à légitimer les craintes de ceux qui l'aiment. Je crois que M. le Ministre de l'Intérieur en nous proposant ce projet a tiré le meilleur parti possible d'une situation difficile.

M. SCHRAECK.- Mais ce projet qui vise à supprimer l'em-bouteillage ne fera que l'aggraver. En effet, dans cinq ans, quand les vieux préfets actuels auront été remplacés par de plus jeunes, l'avancement sera encore bien plus difficile qu'il ne l'est actuellement.

M. JENOUVRIER.- Ces critiques de fond ne sont pas de la compétence de la Commission des Finances qui n'est saisie du projet que pour avis financier.

M. SCHRAECK.- Comment ! Mais en faisant ces critiques, je me place au point de vue des répercussions financières que peuvent avoir les mesures qu'on nous propose.

M. GEORGES BERTHOULAT.- En cette affaire, le point de vue financier doit nous intéresser seul. Or, le projet qui nous est soumis se traduit par une économie sur le régime antérieur à 1926; c'est-à-dire que je le voterai.

M. LE PRESIDENT.- Les articles 1, 2 et 3 ne sont pas contestés, je ne les mets donc pas aux voix. Je vais mettre aux voix l'article 4.

M. JENOUVRIER.- La règle n'est point que nous votions, article par article, les projets dont nous ne sommes saisis que pour.....



pour avis financier.

M. RAOUL PERET.\_ En effet, nous n'avons pas à nous prononcer sur le fond. Il ne faut pas faire prendre à la Commission des Finances des responsabilités qui ne lui incombent pas.

M. L'ENPRESIDENT.- L'arègle est bien telle que nous le dites; mais je dois vous faire observer que nous ne l'arrespectons presque jamais. Nous avons, en effet, coutume d'examiner d'abord successivement les articles, puis l'ensemble du projet.

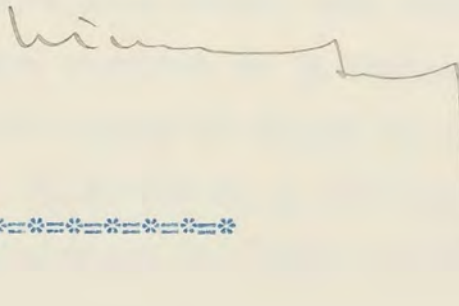
M. ROY.- Je propose la disjonction de l'article 4 et je demande que la Commission soit appelée à se prononcer sur cette proposition.

M. LE PRESIDENT met aux voix la proposition de disjonction Celle-ci est repoussée par 12 voix contre 6.

En conséquence, la Commission émet un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

La Séance est levée à 14 heures 50.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

1ère séance du Samedi 30 mars 1929

La Séance est ouverte à 14 heures 15, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. MARIO ROUSTAN.  
FERNAND FAURE. RAOUL PERET. MAHIEU.  
HERVEY. RIO. GALLET. COURTIER. LEBRUN.  
JENOUVRIER. PIERRE LAVAL. BIENVENU-MARTIN.  
GALLET. GEORGES BERTHOULAT. MILAN.  
FRANCOIS SAINT MAUR.

TRANSFERT DES SERVICES DE LA MARINE MARCHANDE

M. RIO.- Le Gouvernement va déposer aujourd'hui sur le bureau du Sénat, un projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour frais d'aménagement et d'installation des services de la Marine Marchande dans un immeuble domanial sis au N° 391 de la rue de Vaugirard. Il demandera l'urgence, et, en vue de la discussion immédiate, il nous a saisis officiellement du projet afin que nous puissions le rapporter.

Comme rapporteur du budget de la Marine Marchande, j'ai été chargé par notre président d'étudier le projet. Je vous demande de le rejeter.

Nous n'avons cessé depuis plusieurs années, d'inviter les Gouvernements successifs à trouver un immeuble dans lequel tous les services de la Marine Marchande pourront être groupés et définitivement installés.

Nous.....



Nous demandions une solution définitive, on ne nous apporte qu'une solution provisoire.

De quoi s'agit-il en effet ?

Les Services de la Marine Marchande, après de trop nombreux déménagements sont, pour quelques jours encore, installés rue du Boccador en vertu d'un bail consenti pour la somme de 170.000 francs par an. Mais ce bail expire le 15 avril prochain.

Le Gouvernement qui n'ignore pas ce terme fatal et qui a le devoir de chercher à loger l'administration de la Marine Marchande, a attendu la dernière heure pour nous demander l'autorisation d'engager 3 millions de dépenses pour faire une installation provisoire dans une chapelle désaffectée du collège des Jésuites.

Tout est à critiquer dans ce projet : la façon dont il nous est présenté, le caractère provisoire de l'installation envisagée, l'emplacement et l'insuffisance de l'immeuble choisi.

D'autres solutions étaient possibles et avantageuses. Je sais que le Gouvernement a été en mesure d'acquérir, dans d'excellentes conditions un immeuble situé rue de Lisbonne dans lequel 120 bureaux étaient déjà aménagés. Pourquoi a-t-on écarté ce projet qui aurait donné à l'administration de la Marine Marchande un cadre digne d'elle ?

Car enfin, Messieurs, il faut bien considérer que les services de la Marine Marchande ont dans la vie de la nation un rôle considérable. Des nécessités politiques, sur lesquelles je ne veux pas insister, ont conduit le Gouvernement à créer plutôt un Sous-Secrétariat d'Etat aux sports, qu'un Sous-Secrétariat d'Etat à la Marine Marchande. Mais il n'en reste pas

moins.....



moins que l'administration de la Marine Marchande est l'une des plus importantes qui soit. On ne peut pas, on ne doit pas la reléguer dans une chapelle désaffectée au fond de Vaugirard!

C'est une question de prestige national ! Quant j'étais Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine Marchande, j'ai reçu souvent des ambassadeurs ou bien des hautes personnalités étrangères. Que penseraient ces personnages d'une installation de fortune dans l'un des quartiers les plus lointains de Paris?

Comment ! A l'heure où nous dépensons plus de 130 millions uniquement pour faire une politique de prestige et maintenir notre pavillon sur des lignes lointaines nous lésinerions pour installer le service central de la Marine Marchande dans un local convenable ?

J'insiste de toutes mes forces pour le rejet du projet du gouvernement.

M. ALBERT MAHIEU.- La question du regroupement des ministères est extrêmement délicate. Elle est étudiée par une commission qui a été instituée et présidée longtemps par M. de Monzie et qui poursuit actuellement ses travaux sous la présidence de M. LABEYRIE.

Un grand programme d'avenir a été dressé. Il prévoit l'installation future de tous les ministères derrière l'école militaire. Mais cela c'est l'avoir !

Que faire dès maintenant ? Je crois que la solution pour la Marine Marchande serait soit d'acheter un immeuble soit de hausser d'un étage le Ministère des Travaux Publics.

J'incline plutôt pour la première car la seconde - possible pratiquement diminuerait l'harmonie de l'immeuble du Ministère des Travaux Publics dont la valeur marchande - si

l'on.....



l'on réalise plus tard le programme de centralisation qui entraînera forcément la désaffectation des immeubles actuels des Ministères - sera considérable.

L'achat d'un immeuble peut parfaitement se faire sans entraîner une grosse dépense pour le Trésor, si le gouvernement se décide enfin à liquider concurremment les terrains occupés actuellement par le Service des Phares et Balises et qui - en bordure de l'avenue d'Iéna - peuvent être vendus très chers.

M. LE PRESIDENT.- Le Gouvernement se heurte dans toutes ces questions de vente d'immeubles ou de réorganisations des services à la mauvaise volonté des administrations qui ne veulent jamais se dessaisir de ce qu'elles détiennent.

Mais, en ce qui concerne le projet que nous discutons, nous pourrions surseoir à toute décision, jusqu'à ce que M. le Ministre des Travaux Publics soit venu nous indiquer les conditions dans lesquelles se présente le transfert rue de Vaurigard (Assentiment).

Nous devons, d'ailleurs, examiner le collectif de décembre afin de soumettre nos propositions au Sénat dès que la Séance sera reprise.

#### COLLECTIF DE DECEMBRE

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général indique quels sont les chapitres et articles sur lesquels le désaccord avec la Chambre subsiste.

La Commission, sur sa proposition adopte les chapitres 22 bis, et 87 du budget de l'Instruction publique (Chiffre de la Chambre)

Le chapitre 26 (budget de la Légion d'honneur) est adopté (Chiffre de la Chambre. )

L'article.....



L'article 22 est adopté (texte de la Chambre).

L'article 34 bis (boissons gazeifiées) est adopté (texte de la Chambre).

A l'article 59 (Droit d'option entre divers régimes de retraites) la Commission adopte le 1<sup>er</sup> § et disjunt le second.

La disjonction est maintenue pour les articles 60 et 63.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL propose la disjonction de l'article 67 (admission au bénéfice du régime des services actifs des géomètres du cadastre).

M. REBOUL.- Je demande à la Commission de se rallier au texte de la Chambre. Il est sans inconvénients pour le Trésor puisque la mesure ne s'appliquerait qu'à 80 géomètres. La dépense totale ne dépasserait pas 20 à 30.000 Frs et cela seulement dans trois ans.

Les géomètres du cadastre sont venus me trouver et ils m'ont exposé que leur travail, constamment au grand air, était très pénible. Il me paraît juste de les admettre, pour la retraite, au bénéfice du régime des services actifs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je me suis refusé à recevoir la délégation des géomètres car je trouve inadmissible leur revendication. A cinquante cinq ans, un géomètre, par ses occupations, par son genre de vie, est certainement dans les meilleures conditions de santé. Si nous entrions dans cette voie où pourrions nous nous arrêter ? Les retraites coûteront 9 milliards au budget de 1929. N'est-ce point assez ?

M. PIERRE LAVAL.- Ce dont les géomètres se plaignent surtout c'est d'avoir une situation inférieure à celle d'agents qui, jusqu'ici, avaient été à égalité avec eux. Mais, ceci dit, je me rallie à la proposition de disjonction de M. le Rapporteur Général, car il serait très dangereux de s'engager dans.....



dans la voie où la Chambre est entrée avec l'article 67.

La disjonction est prononcée.

Les articles 74 et 77 sont adoptés (texte de la Chambre).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'article 80 concerne le déplacement des débits de boissons. La Chambre a repris son texte qui tend à rendre licite ce déplacement surtout le territoire de la Commune, chaque fois qu'il n'existe pas plus d'un débit de plein exercice pour 100 habitants ou fraction de 100 habitants.

Le Sénat a disjoint ce texte. Je propose le maintien de cette disjonction.

M. REBOUL.- Je reconnais que le texte de la Chambre n'est pas fameux mais il y aurait pourtant lieu de faire quelque chose pour faciliter la création de débits de boissons dans les chefs lieux de communes où il n'y en a plus, par suite de la perte de la licence. Nous voulons tous lutter contre l'exode rural. Pour cela, il faut rendre la vie à la campagne attrayante pour la jeunesse. Un lieu de réunion est indispensable dans une commune.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'indiquerai dans mon rapport tout l'intérêt de cette question et j'inviterai la Commission d'Administration générale à l'étudier afin qu'elle puisse être tranchée au prochain budget.

M. PIERRE LAVAL.- Je ne méconnais pas l'importance de la question soulevée par M. REBOUL, mais il ne faut pas oublier non plus la situation dans laquelle se trouvent certaines agglomérations de la banlieue nées en quelques années et où il n'y a pas suffisamment de débits.

M. GALLET.....



M. GALLET.-- Dans les montagnes, il est nécessaire qu'un débit de grande licence existe au moins dans chaque chef lieu de village . Or, pour cela, il ne faut pas se montrer trop strict dans l'application des dispositions législatives concernant les zones de protection. Nos chefs lieux se composent souvent exclusivement de l'église , de l'école et d'une ou deux maisons. Le café doit être un lieu de réunion pour les montagnards des environs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.-- Nous ne pouvons pas, à l'heure où nous sommes, établir un texte visant à la fois les campagnes, les villages de montagnes et la banlieue parisienne. Laissons ce soin à notre Commission d'administration. C'est le parti le plus sage.

La disjonction est prononcée.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.-- Je demande à la Commission de prendre une décision analogue pour l'article 83. Cet article, également relatif aux débits de boissons, avait primitivement pour objet unique de maintenir le régime des zones protégées. La Chambre des Députés y a ajouté une disposition qui autorise les transferts à l'intérieur de la zone protégée.

Je vous propose la disjonction afin que la Commission d'Administration générale examine la question en même temps que celle visée à l'article précédent.

M. LEBRUN.-- Je ne m'oppose pas à la disjonction, mais je répète ce que j'ai dit souvent, à savoir que la loi de 1915 aboutit à des absurdités et des iniquités et qu'il est indispensable de la modifier en ce qui concerne le régime des zones protégées.

M. PIERRE LAVAL.-- C'est tout à fait exact. La loi de 1915 est tellement absurde qu'elle a engendré deux jurisprudences.....



dences contradictoires: celle du préfet de police et celle de l'administration des Contributions indirectes.

La vérité c'est qu'il faut améliorer la loi de 1915 non pas pour augmenter le nombre des débits, mais pour en faciliter le mouvement.

La disjonction est prononcée.

L'article 86 est adopté (texte de la Chambre).

L'article 87 est disjoint.

L'article 90 est adopté (texte de la Chambre).

L'article 96 est disjoint.

L'article 105 est adopté (texte de la Chambre).

M. LE PRESIDENT.- M. le Ministre des Finances m'a fait connaître qu'il se tenait à la disposition de la Commission. Il tient, notamment à venir nous demander de renoncer à la disjonction des articles 80 et 96. D'autre part M. le Ministre des Travaux Publics tient à venir défendre devant nous le projet relatif au transfert des services de la Marine Marchande rue de Vaugirard.

Nous pourrions procéder tout de suite à l'audition de ces deux ministres.

M. HENRY CHERON, Ministre des Finances, et M. FORGEOT Ministre des Travaux Publics sont introduits.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL indique très brièvement quelles sont les décisions que vient de prendre la Commission en ce qui concerne le collectif.

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Je m'incline devant les décisions de la Commission, mais je tiens cependant à insister sur la nécessité de tenir compte du dernier vote de la Chambre sur l'article 80.

J'ai soutenu de mon mieux le point de vue du Sénat : je

me.....



me suis heurté à une résistance considérable et, finalement, j'ai été battu par une majorité de plus de cent voix.

Les "bistros" en vérité, sont des gens heureux. Ils font, pour la défense de leurs intérêts l'union de tous les partis. C'est un fait et nous ne pouvons pas le négliger.

Une nouvelle disjonction du Sénat, n'a que très peu de chance d'être acceptée par la Chambre. Dès lors, ne vaut-il pas mieux dès à présent chercher une transaction honorable ?

Notez d'ailleurs, que le Sénat a déjà emporté un très beau succès. Il y avait quatre articles sur les débits de boissons: il n'en reste plus que deux : 80 et 82.

Vous avez disjoint l'article 82 et vous avez bien fait.

L'article 80 mérite une attention toute particulière.

La rédaction de la Chambre est défectueuse mais ne peut-on pas en trouver une autre qui retiendra ce qu'il y a de juste dans la conception qui a inspiré ce texte ?

De la discussion de la Chambre, les principes suivants paraissent s'être dégagés:

D'une part, la loi de 1915 n'est nullement battue en brèche. Il ne s'agit que d'une rectification de cette loi, pour faciliter les transferts, même au delà de la distance de 150 mètres.

D'autre part, tous les orateurs ont affirmé qu'ils étaient tous désireux d'éviter l'augmentation du nombre des débits.

J'ai souligné moi-même, en outre, qu'il était bien entendu qu'on ne toucherait pas à la zone protégée et j'ai montré les inconvénients de toute nature qu'il pourrait y avoir à y porter atteinte.

Est-ce.....



Est-ce que tout cela ne peut pas être mis dans un texte législatif ?

S'il m'était permis de vous présenter une suggestion, je vous proposerais la rédaction suivante :

"Le 4<sup>e</sup> § de l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, modifié par la loi du 30 avril 1924, est à nouveau modifié ainsi qu'il suit :

"N'est pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit la translation sur le territoire d'une même commune d'un débit déjà existant,

"1<sup>o</sup> Si elle est effectuée par le propriétaire du fonds de commerce où ses ayants-droits et si elle n'augmente pas le nombre des débits existant dans la dite commune;

"2<sup>o</sup> Si elle n'est pas opérée dans une zone établie par application des dispositions de l'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 ou de l'article 46 de la loi de finances du 30 juillet 1913."

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je remercie M. le Ministre de sa suggestion, je vais étudier le texte qu'il nous propose.

M. GAILLET.- Certains débits situés dans des communes de montagnes ont disparu par suite de la mort du titulaire. Le texte que propose M. le Ministre ne permettra pas de les rétablir. Or, cela serait très souhaitable dans certaines communes de la Savoie privées de tout lieu de réunion. Ne pourrait-on pas viser cette situation spéciale dans le texte ?

M. LE MINISTRE.- Nous ne pouvons pas consentir à l'augmentation du nombre des débits de boissons. Ce serait revenir sur une politique déjà ancienne et qui a donné des résultats certains dans la lutte contre l'alcoolisme.

M. PIERRE LAVAL.- Le texte que nous suggère M. le Ministre.....



tre des Finances permettait peut-être de réaliser un compromis entre la Chambre et le Sénat. Mais si nous regardons plus loin que la "navette" de ce soir, il faut bien convenir qu'un pareil texte est plein de dangers.

S'il est voté, nous assisterons demain à une spéculation effrénée sur les licences. De petits débits situés dans les quartiers les plus pauvres de Paris, pourront être transportés dans le centre. A quels prix vont atteindre certaines licences ?

D'autre part, je constate que ce texte ne fait rien pour régler la situation des agglomérations nouvelles de la banlieue parisienne.

M. LE MINISTRE.- Nous étudions cette question. Elle est trop délicate pour être résolue ce soir par une improvisation.

M. LE PRESIDENT.- Le problème est très délicat, en effet, car si l'Etat crée de nouvelles licences, il devra en retirer des bénéfices.

Pour le moment, il ne s'agit pas de cela. Au fond, la véritable question que nous discutons me paraît être la suivante : La loi de 1915 tend à la diminution des débits puisqu'elle organise la disparition de certaines licences. On nous propose, non pas d'augmenter les licences, mais d'en cristalliser le nombre actuel. Pas de créations, mais plus de suppressions.

M. LE MINISTRE.- C'est en effet, tout le problème.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je me rallie au texte de M. le Ministre des Finances.

M. LEBRUN.- J'approuve moi aussi ce texte, mais il ne suffit pas pour faire disparaître certaines conséquences fâcheuses de la loi de 1915.

Aux.....



Aux termes de cette loi, les maires fixent les zones de protection. Or certains maires ont tellement créé de zones de protection, qu'en fait il ne reste plus de place pour les débits de boissons, et des propriétaires de licences peuvent se trouver, de ce chef, dans l'impossibilité de les exploiter.

Il faudrait donc que la loi établisse les zones de protection d'une manière uniforme pour toute la France.

M. BIENVENU MARTIN.- Les Préfets peuvent veiller à l'application de la loi de 1915 dans un sens assez large.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis impressionné par l'intervention de M. PIERRE LAVAL. Il est dangereux en effet de laisser s'instituer une sorte de spéculation sur les licences.

M. PIERRE LAVAL.- Evidemment. Quel cadeau ferions nous avec un pareil texte au petit débitant de Belleville et au propriétaire possédant un rez de chaussée disponible dans une rue très fréquentée du centre ou un débit de boisson pourra s'ouvrir?

M. LE PRESIDENT.- C'est d'autant plus dangereux que les grands bars offrent une tentation effroyable par leur éclairage, leur musique, leur cadre. Les vieux petits débits mal tenus attirent beaucoup moins la jeunesse.

M. LE MINISTRE.- Alors précisons que le texte ne s'appliquera pas à PARIS.

M. PIERRE LAVAL.- Nous n'admettons pas cela. Pas de législation d'exception ! Paris veut être traité comme le reste de la France.

La vérité, c'est qu'il est scandaleux qu'une pareille question soit abordée dans un cahier de crédits supplémentaires sans études préalables, sans enquêtes et sans même le temps de peser les conséquences des textes proposés.

M. RAOUL PERET.....



M. RAOUL PERET.- Le Sénat avait agi sagement en disjoignant toutes les dispositions relatives aux débits de boissons pour les faire étudier par sa commission d'administration. Restons sur cette position. Prononçons la disjonction une seconde fois.

M. PIERRE LAVAL.- Oui, cela vaut mieux. Et pourtant, je suis d'avis qu'il faut, dans une certaine mesure, revenir sur certaines rigueurs de la loi de 1915.

Le "bistro" est un personnage considérable. Qui songe à le nier ? Les hommes politiques sont tentés de leur accorder quelques satisfactions. Mais il faut procéder sagement, en tenant compte des nécessités et sans se laisser aveugler par des formules.

C'est ainsi que dans la banlieue parisienne on ne peut plus s'en tenir à la formule trop absolue de 1915. Là, des créations nouvelles de débits sont nécessaires et on sera obligé d'en venir là, tôt ou tard.

M. LE PRESIDENT.- Nous nous prononcerons tout à l'heure sur le texte nouveau proposé par M. le Ministre.

M. LE MINISTRE.- Je m'en rapporte à la sagesse de la Commission. Si elle disjoint le texte, nous reviendrons à nouveau devant la Chambre.

Je demande avant de sortir, à la Commission d'adopter le texte nouveau de l'article 96. L'ancien texte dispersait les ressources des habitations à bon marché; le nouveau les concentre pour la lutte contre la tuberculose, il n'y a qu'intérêt à l'adopter.

M. LE PRESIDENT.- Nous statuerons tout à l'heure définitivement sur l'article 82 et sur l'article 96.

M. FORGEOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.- Je me permets  
de.....



de demander à la Commission quelques minutes de sa bienveillante attention pour lui indiquer tout l'intérêt qui s'attache au vote rapide du projet de loi autorisant le transfert des services de la Marine Marchande dans un immeuble domanial situé rue de Vaugirard.

Vous savez que les services de la Marine Marchande sont actuellement installés Rue du Boccador, mais le bail de l'immeuble qui les contient expire le 15 avril.

En vue de cette échéance, le gouvernement a essayé de traiter avec le propriétaire pour obtenir un nouveau bail. Il s'est heurté à des prétentions tout à fait inacceptables. Au lieu de 170.000 francs par an que nous payons actuellement, le propriétaire réclamait un loyer de un million.

Plutôt que de passer sous les fourches caudines d'un propriétaire intraitable, nous avons cherché à acquérir un immeuble. Nous nous sommes trouvés, de ce côté là, en présence du refus formel du Ministre des Finances qui s'est retranché derrière la volonté plusieurs fois exprimée par le Parlement de voir utiliser tous les immeubles domaniaux avant d'en acquérir d'autres.

Nous avons cherché, en conséquence un immeuble domanial. L'année 1928 s'est passée en vaines recherches. Dès le début de 1929 nous avons été orientés par la Commission LABEYRIE vers l'ancien collège des Jésuites de la rue de Vaugirard qui a été acheté par l'Université de Paris mais qui ne pourra être entièrement aménagé par elle avant de longues années.

Nous avons reconnu que l'ancienne chapelle pouvait parfaitement contenir tous les services de la Marine Marchande, non seulement ceux de la rue du Boccador, mais même ceux qui occupent encore une partie des locaux de la rue Octave Gréard  
qui.....



qui appartiennent régulièrement au Ministère de la Marine.

Dire que les fonctionnaires de ces services voient d'un très bon oeil cet espèce d'exil dans l'extrémité de la rue de Vaugirard, après avoir occupé les locaux de la rue du Boccador, serait excessif. Mais c'est là un argument qui ne pouvait m'empêcher de faire une pareille opération si celle-ci était par ailleurs avantageuse pour l'organisation de la Marine Marchande et pour le Trésor.

Avantageuse, il n'est pas douteux que l'opération l'est à tous les points de vue.

L'installation des bureaux coûtera 2 millions et demi. Mais comme d'autre part nous n'aurons à payer qu'un bail de 1 franc par an à l'Université de Paris pendant 15 ans, cela fait à peine une annuité de 166.000 Frs, inférieure donc au loyer que nous payons actuellement.

Si, par la suite, dans un projet de regroupement des ministères, la Marine Marchande devait être incorporée à un groupement de différents services publics, les aménagements que nous aurons fait rue de Vaugirard aurait tout au moins l'avantage de pouvoir servir à l'Université de Paris. Cela ne vaut-il pas mieux que de céder devant les propositions scandaleuses du propriétaire de l'immeuble de la rue du Boccador ?

Je crois avoir ainsi largement justifié le projet qui vous est soumis.

Il me reste à m'excuser de vous le présenter aussi rapidement, mais je n'ai pas pu faire mieux. Il n'y a que quelques semaines que nous avons eu l'idée de ce transfert, et je n'ai pu déposer mon projet qu'après m'être mis entièrement d'accord avec le recteur de l'Université et le doyen de la

Faculté.....



Faculté de Médecine sur les conditions du bail qui nous est consenti.

M. ALBERT MAHIEU.- Où en est le projet de regroupement des ministères élaboré par la Commission LABEYRIE ?

M. LE MINISTRE DES FINANCES.- Les études de la Commission se poursuivent, mais d'ores et déjà il a été décidé, par un décret paru au Journal Officiel qu'aucun changement d'affectation d'un immeuble domanial ne pourra se faire sans l'autorisation du Ministre des Finances. C'est un premier pas dans l'exécution d'un plan d'ensemble qui nécessite une direction unique.

M.M. les Ministres des Finances et des Travaux Publics se retirent.

M. LE PRESIDENT.- Nous allons statuer tout d'abord sur les deux articles du collectif que M. le Ministre nous demande de reprendre.

La disjonction de l'article 82 est maintenue.  
L'article 96 est adopté (texte de la Chambre).

M. LE PRESIDENT.- Nous devons maintenant reprendre la discussion du projet de loi sur le transfert des services de la Marine Marchande rue de Vaugirard.

M. RIO.- Je persiste à considérer le projet comme détestable.

L'administration de la Marine Marchande ne doit pas être reléguée rue de Vaugirard dans une chapelle aménagée. C'est un ministère d'affaires. Laissons le dans le quartier des affaires !

Il aurait beaucoup mieux valu acheter l'immeuble de la rue de Lisbonne, ainsi que l'occasion s'en est présentée. L'affaire eût été avantageuse pour le Trésor et elle eût permis à la Marine Marchande de jeter l'ancre dans un quartier

et.....



et dans une maison digne d'elle.

M. GEORGES BERTHOULAT.- N'avons-nous pas toujours protesté contre les achats d'immeubles ? Serait-il admissible que l'Etat procède à de pareils achats alors qu'il laisse abandonnés bon nombre de ses immeubles domaniaux ?

M. FERNAND FAURE.- J'avais été impressionné par l'argumentation de M. RIO, mais après les explications du Ministre je suis partisan du projet.

Il est conforme aux directives données cent fois par le Parlement. Nous aurions mauvaise grâce à ne pas l'accepter.

M. RAOUL PERET.- Je déplore seulement que l'on ne songe qu'à une installation provisoire pour les services de la Marine Marchande.

M. PIERRE LAVAL.- La solution n'est pas parfaite, mais puisque le gouvernement nous dit qu'il n'y en a pas d'autres, inclinons nous et faisons lui confiance.

M. RIO.- Je reste convaincu que l'on aurait pu faire autre chose.

Le Projet de loi est adopté par 8 voix contre 0.

M. RIO.- Je me suis incliné devant l'avis de la majorité de la Commission, mais si je m'abstiens de combattre le projet, je ne peux tout de même pas en demander le vote au Sénat.

M. FERNAND FAURE est désigné comme rapporteur et chargé de déposer son rapport à la séance de l'après midi.

#### RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS

La Commission adopte les conclusions favorables d'un avis de M. PASQUET sur le projet de loi tendant à relever les retraites de vieillesse et d'invalidité des ouvriers mineurs.

La Séance est levée à 15 heures 55.

Le Président de la Commission :





COMMISSION DES FINANCES

---

2ème Séance du Samedi 30 Mars 1929

La séance est ouverte à 20 heures 30, sous la  
Présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents : MM. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. FERNAND  
FAURE. COURTIER. LAVAL. GALLET. RIO  
PERET. CUMINAL. HERVEY. MAHIEU.

---

COLLECTIF DE DECEMBRE.

M. LE PRESIDENT.- La parole est à M. le Rapporteur  
Général pour nous faire connaître les décisions que vient  
de prendre la Chambre sur les points restant en litige du  
Collectif de Décembre.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur, donne lecture de son  
rapport. Il expose que le désaccord entre les deux Assem-  
blées ne porte plus que sur les articles 22, 60 et 80. Il  
propose à la Commission d'accepter l'article 22 (exonéra-  
tion fiscale pour les achats de terrains destinés à la  
construction); de disjoindre l'article 60 (régime des  
pensions des anciens ouvriers immatriculés des établisse-  
ments militaires); et d'accepter la nouvelle rédaction  
de l'article 80 autorisant le transfert des débits de  
boissons sans limitation de distance, à l'intérieur des  
seules communes de moins de 5.000 habitants.

M. PIERRE LAVAL.- Au cours de notre précédente  
délibération j'avais, en présence d'un texte voté par la  
Chambre .....



Chambre autorisant le libre transfert des débits de boissons dans l'intérieur de la commune, sans distinction de communes, émis la crainte que pour Paris, cette faculté ne donnât lieu à certaines spéculations .

Pour répondre aux préoccupations que j'avais exposées, la Chambre a limité le champ d'application de son texte aux seules communes comptant moins de 5.000 habitants.

Dans l'intervalle , je me suis renseigné auprès des deux Chambres Syndicales qui groupent les dizaines de milliers de débitants de boissons que compte le département de la Seine et l'on m'a démontré que mes craintes étaient vaines. Je viens donc vous demander d'accepter le texte de la Chambre mais en supprimant la limitation aux communes de moins de 5.000 habitants.

Sans avoir d'avantages, cette limitation présenterait des inconvénients. En effet, si elle était maintenue, le débitant qui, à Paris, voit s'exercer contre lui le droit de reprise de son propriétaire , ne pourrait plus, bien que conservant sa licence, se rétablir en raison de l'impossibilité à laquelle il se heurterait presque toujours, de retrouver un local dans le rayon de 150 mètres de son ancien débit.

Et puis, la question a un aspect politique. Les débitants de Paris et des communes de la Seine, par l'organe de leurs Chambres syndicales, demandent à être traités sur le même pied que les débitants du reste de la France. Ils sont au nombre de plusieurs dizaines de milliers; il serait souverainement maladroit de les mécontenter alors que le parti communiste ne cherche qu'à exploiter leur mécontentement .

Je .....



Je me suis rendu à la Chambre, j'y ai vu M. MALVY et M. ERNEST LAFONT qui m'ont déclaré qu'ils ne s'opposeraient pas à ma proposition.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il est regrettable de faire une navette entre les deux Chambres pour cette seule question.

M. PIERRE LAVAL.- Croyez bien qu'elle en vaut la peine. C'est grâce à l'appoint des voix des petites commerçants écrasés d'impôts que le communiste Marty a été récemment élu à Puteaux. Ne créons pas un nouveau sujet d'irritation et de mécontentement.

Je reconnais que c'est un peu de ma faute si la Chambre a voté son texte restrictif. J'avais en effet dit, ici-même, -et mes paroles ont été rapportées devant la Commission des Finances de l'autre Assemblée, - que je craignais que la liberté du transfert des licences ne favorisât la spéculation et qu'on ne vit des personnes acquérir, pour un prix modique des licences dans les quartiers périphériques afin de pouvoir en les y transférant ouvrir sur nos grandes artères de nouveaux débits de boissons. J'avais dit que cela permettrait la transformation des Champs Elysées, des grands boulevards, etc. en avenues de marchands de vins.

Or, il m'a été démontré qu'avant le vote de la loi de 1915 limitant le nombre des débits de boissons, il n'y avait pas, sur ces voies, plus de débits de boissons qu'il n'y en a actuellement et qu'il n'y en aura demain si vous permettez la libre circulation des licences.

D'ailleurs, les progrès de l'alcoolisme proviennent non du fait des débits de boissons régulièrement autorisés, mais des fraudes auxquelles donne lieu l'absence de contrôle

sur .....



sur les débits de boissons hygiéniques. Ces débits ne doivent pas vendre de boissons titrant plus de 23 degrés . Or, on y consomme couramment toutes sortes de boissons alcooliques.

Je demande donc à la Commission de supprimer la limitation aux communes de moins de 5.000 habitants et d'inviter le Gouvernement à déposer un texte instituant un contrôle effectif des débits de boissons hygiéniques.

M. LE PRESIDENT.- Je propose à la Commission d'entendre M. le Ministre des Finances (assentiment).

Audition de M. le Ministre des Finances

M. CHERON, Ministre des Finances, est introduit auprès de la Commission.

M. LE PRESIDENT lui expose la contestation à laquelle donne lieu l'article 80 .

M. PIERRE LAVAL.déplore que l'on modifie ainsi, par accident, au hasard de la discussion d'un collectif une législation d'aussi grande conséquence que celle qui régit les débits de boissons .

Il déclare qu'il ne peut accepter le texte voté par la Chambre car il est inadmissible que l'on légifère contre certaines communes . Si l'alcoolisme constitue un danger dans les grandes villes, il en constitue également un dans les agglomérations de moins de 5.000 habitants.

L'orateur expose à nouveau les arguments qu'il vient de développer avant l'arrivée de M. le Ministre.

Il termine en regrettant que son nom ait été prononcé devant la Commission des Finances de la Chambre.

M. le MINISTRE.répond que c'est à la suite de sa précédente audition par la Commission que, frappé par les arguments .....



arguments qu'avait alors fait valoir M. PIERRE LAVAL, il s'est rendu devant la Commission des Finances de la Chambre et que, lui indiquant les spéculations auxquelles pouvait donner lieu dans les grandes villes le libre transfert des licences, il a obtenu de celle-ci, puis de la Chambre, le vote du texte que combat maintenant M. PIERRE LAVAL et qui, cependant, dans l'esprit de ses auteurs était destiné à répondre aux préoccupations qu'il avait exprimées.

M. LE MINISTRE demande, dans ces conditions, à M. PIERRE LAVAL et à la Commission d'accepter le texte voté par la Chambre, étant entendu qu'il s'engage à apporter, dès la rentrée, un texte rectificatif de nature à apaiser les inquiétudes de M. PIERRE LAVAL.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL déclare se rallier à la proposition de M. le Ministre.

M. PIERRE LAVAL insiste et fait observer que puisqu'on apporte une dérogation aux principes rigides de la loi de 1915, il serait injuste et souverainement impolitique de priver du bénéfice de cette dérogation les dizaines de milliers de débitants des grandes villes.

Il termine en se déclarant certain que la Chambre acceptera sans difficulté de supprimer la limitation aux communes de moins de 5.000 habitants.

M. LE PRESIDENT appuie les observations de M. LAVAL. La question n'intéresse pas, en effet, que Paris et les grandes villes, mais toutes les petites villes de France. Comment refuser à telle sous-préfecture ou à tel chef-lieu de canton, sous prétexte qu'il compte 5.100 habitants ce que l'on accordera au chef-lieu de canton voisin parce qu'il n'en compte que 4.900 ?

M. LE MINISTRE .....



M. LE MINISTRE déclare qu'il ne méconnaît pas la valeur des raisons invoquées par la Commission, mais que, toutefois, il se verra dans l'obligation de défendre, devant le Sénat, le texte voté par la Chambre. Il ajoute que si la Haute Assemblée ne croit pas devoir le suivre, il annoncera son intention de proposer à bref délai l'institution d'un impôt progressif sur les cessions de licence, afin d'atteindre, dans toute la mesure du possible, une spéculation qu'il persiste à redouter.

M. LE PRESIDENT applaudit à cette proposition. Elle lui paraît un premier pas vers l'établissement d'un impôt progressif ~~xxxx~~ sur les ventes et reventes de fonds de commerce, impôt dont il avait demandé la création lors de son passage au Ministère en 1924 et que le Parlement avait cru devoir écarter.

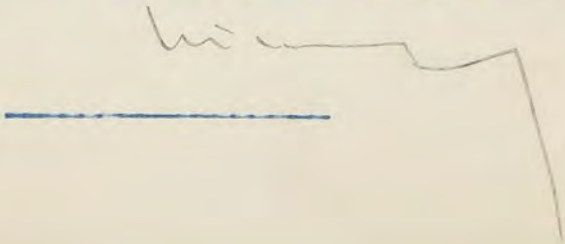
- La Commission décide de supprimer de l'article 80 la disposition limitant le bénéfice de cet article aux seules communes de moins de 5.000 habitants.

Supplément de pension aux veuves des Maréchaux.

La Commission sur le rapport de M. FERNAND FAURE, adopte le projet de loi accordant un supplément exceptionnel de pension aux veuves des Maréchaux de France et des généraux ayant exercé de grands commandement pendant la guerre de 1914 à 1918.

La séance est levée à 21 H. 20

Le Président de la Commission:





COMMISSION DES FINANCES

=====

Séance du 6 Juin 1929

La séance est ouverte à seize heures , sous la présidence de M. JENOUVRIER, Doyen d'âge, puis de M. CLEMENTEL.

Présents : MM. JENOUVRIER. CLEMENTEL. MILAN. REYNALD.  
FERNAND FAURE. HIRSCHAUER. JEANNENEY.  
GEORGES BERTHOULAT. GUILLAUME CHASTENET.  
CHARLES DUMONT. STUHL. FRANCOIS MARSAL.  
RAIBERTI. FRANCOIS SAINT MAUR. RAOUL PERET.  
ALBERT MAHIEU. GALLET. ROUSTAN. BLAIGNAN.  
PIERRE LAVAL. SERRE. VICTOR PEYTRAL.  
BIENVENU-MARTIN. LEBRUN. FARJON. MARCEL  
REGNIER. JOSEPH COURTIER. REBOUL.

-----

M. JENOUVRIER.- Président d'âge . Avant de procéder à l'élection de notre bureau, permettez à votre Président d'un instant d'adresser un souvenir à ceux de nos collègues, qui, pour des raisons diverses, ne font plus partie de la Commission et de souhaiter la bienvenue à ceux qui les ont remplacés .

Ces derniers vont s'apercevoir bientôt du travail assidu , insoupçonné et parfois méconnu , mais toujours efficace , que notre Commission est appelée à fournir et qu'elle effectue toujours dans l'union de tous les efforts vers l'intérêt public , au milieu de discussions fort longues et passionnées .....



nées mais où l'ardeur des convictions ne fait jamais oublier la courtoisie.

Ces traditions de travail et de courtoisie nous sont chères . Elles ont fait à la fois le renom de notre Commission et son charme qui sont tels que tous les membres du Sénat ont l'ambition d'en faire partie.

Avant de nous remettre à la tâche qui sera particulièrement lourde durant cette fin de session, nous devons procéder à l'élection de notre président.

Bien que la candidature officielle soit interdite, je m'arrobe le droit de vous présenter un candidat.

Faire son éloge me serait facile . Il me suffira de vous dire son nom qui est sur toutes les lèvres..

Messieurs, je vous propose de remplacer, par acclamation au fauteuil de la présidence, M. CLEMENTEL (Applaudissements).

Par acclamation et à l'unanimité , M. CLEMENTEL est élu président.

M. JENOUVRIER, Président d'âge.- Mon cher Président, je n'ai pas besoin de vous dire combien je suis heureux de vous installer de nouveau dans cette présidence à laquelle vous appelle la confiance de tous vos collègues qui est encore peut-être inférieure à l'amitié qu'ils ont pour vous (Applaudissements unanimes).

M. LE Président d'âge quitte le fauteuil de la Présidence où prend place M. CLEMENTEL.- Les deux présidents reçoivent les marques de sympathie de tous les membres de la Commission.

M. CLEMENTEL, Président.- Je suis infiniment touché de la nouvelle marque d'affection que vous venez de me donner. Je vous remercie tous du fond du coeur et de votre confiance et de votre amitié.

Ma .....



Ma reconnaissance va tout spécialement à notre Président d'âge qui vient, avec tant de délicatesse, de me donner une nouvelle preuve de sa sympathie qui m'est précieuse . Il m'en avait donné déjà des marques nombreuses car son amitié pour moi , dont je suis fier , dure depuis de nombreuses années.

Qu'il me permette de lui dire que je lui rends son affection avec le respect dû à notre doyen d'âge - un jeune doyen , toujours assidu à nos séances, l'esprit alerte, la répartie prompte , toujours prêt à défendre avec une ardeur juvénile l'intérêt du pays et les droits de la Commission. (Applaudissements).

Ces droits, pour lesquels nous avons souvent lutté paraissent cette année devoir être respectés. Le projet de budget a été déposé à la fin du mois de mai . J'espère que cette année, enfin, notre Commission pourra en poursuivre l'examen avec tout le temps nécessaire et que le Sénat sera en mesure de délibérer dans des conditions meilleures que pour les budgets précédents.

Je remercie tous nos collègues du travail ardu qu'ils ont fourni l'année dernière et j'exprime à nos collègues PHILIP et HERVEY nos regrets de ne plus les voir au milieu de nous.

Je souhaite la bienvenue à MM. BLAIGNAN et MARCEL REGNIER qui les ont remplacés . M. BLAIGNAN nous revient après une courte absence . Nous avons déjà apprécié sa collaboration et nous sommes heureux de le voir revenir parmi nous, comme nous sommes heureux d'accueillir M. MARCEL REGNIER qui nous arrive précédé de la réputation bien méritée qu'ils'est faite au Sénat et dont la collaboration nous sera très utile .

Dès .....



Dès la reprise de ses travaux, notre Commission va avoir à prendre des décisions extrêmement importantes. Nous allons étudier la question des dettes intérieures et le rapport des experts . Peut-être aurons-nous à faire officieusement remarquer au Gouvernement que le Sénat doit pouvoir se prononcer sur ces graves problèmes avant toute ratification. Une ratification par décret à la suite d'une interpellation à la Chambre clôturée par un ordre du jour favorable serait une procédure inadmissible pour la haute Assemblée.

Nous aurons à faire entendre notre voix en temps utile . pour faire sauvegarder les droits imprescriptibles du Sénat.

Et maintenant, Messieurs, mettons-nous à la tâche . Pour ma part, je puise dans la manifestation de confiance et de sympathie dont vous venez de m'honorer , une raison nouvelle de me consacrer corps et âme à mes devoirs de président.

Ces devoirs sont d'ailleurs rendus faciles et agréables par les traditions de courtoisie que rappelait tout à l'heure avec raison M. JENOUVRIER.

Je suis fier de présider une Commission modèle , comme la nôtre , où se trouve réalisée l'union complète des coeurs et des intelligences pour l'intérêt supérieur du pays (Applaudissements).

Nous devons tout d'abord, compléter notre bureau par l'élection de deux Vice-Présidents et de deux Secrétaires

Je vous propose d'étendre au bureau tout entier la confiance que vous avez témoignée à votre président et de réélire par acclamation MM. RAIBERTI et JEANNENEY , Vice-Présidents MM. CHASTENET et MILAN, Secrétaires (Approbation).

Par acclamations sont élus :

Vice .....



Vice-Présidents : M.M. RAIBERTI et JEANNENEY.

Secrétaires : M.M. GUILLAUME CHASTENET et  
MILAN.

Sur la proposition de M. le Président, il est  
procédé dans les mêmes conditions à l'élection du  
Rapporteur Général.

M. CHARLES DUMONT est élu par acclamations.

M. LE PRESIDENT..- Le bureau se trouve ainsi  
constitué. Je vous remercie en son nom.

Il est procédé à la désignation des Rapporteurs  
spéciaux pour l'étude du budget de 1930.

Les rapports sont ainsi répartis :

Rapports particuliers .....



RAPPORTS PARTICULIERS

TITULAIRES

Finances .....	MM. FERNAND FAURE
Services d'Alsace et Lorraine.....	GEORGES BERTHOULAT
Justice - 1 <sup>e</sup> Section: Services judiciaires .....	HENRI ROY
Justice - 2 <sup>e</sup> Section: Services pénitentiaires...	HENRI ROY
Affaires Etrangères .....	REYNALD
Intérieur .....	MARIO ROUSTAN
Guerre .....	ALBERT MAHIEU
Poudres et Salpêtres .....	GENERAL STUHL
Marine .....	RAIBERTI
Instruction Publique - 1 <sup>e</sup> Section: Instruction Publique .....	PEYTRAL
Instruction Publique - 2 <sup>e</sup> Section: Beaux-Arts...	CHASTENET
Instruction Publique - 3 <sup>e</sup> Section: Enseignement technique - Ecole Centrale .....	CUMINAL
Commerce et Industrie .....	SERRE
Air .....	GENERAL HIRSCHAUER
Travail et Hygiène .....	LOUIS PASQUET
Colonies - Protectorats - Chemins de fer et port de la Réunion .....	ALBERT LEBRUN
Agriculture .....	ABEL GARDEY
Travaux Publics - 1 <sup>e</sup> Section: Travaux Publics ..	MILAN
Travaux Publics - 2 <sup>e</sup> Section: Marine marchande et Pêche - Caisse des Invalides de la Marine ...	RIO
Travaux Publics - 3 <sup>e</sup> Section: Régions Libérées..	PIERRE LAVAL
Travaux Publics - Chemins de fer .....	JEANNENEY
Travaux Publics - Mines et Forces Hydrauliques..	BLAIGNAN
Pensions .....	GALLET
Postes et Télégraphes - Caisse d'Epargne .....	FARJON
Monnaies et Médailles .....	CHASTENET
Imprimerie Nationale .....	JENOUVRIER
Légion d'Honneur .....	FRANÇOIS SAINT MAUR
Algérie .....	REGNIER



M. LE PRESIDENT fait connaître qu'il a reçu de M. le Président du Conseil diverses consultations juridiques concernant la procédure de ratification des accords relatifs aux dettes intéalliées .

Ces documents seront reproduits à la machine à écrire et communiqués aux membres de la Commission.

M. LE PRESIDENT donne lecture de la liste des projets ou propositions en instance devant la Commission et invite les Rapporteurs à lui faire connaître ceux de ces projets qui pourront être inscrits à l'ordre du jour des prochaines séances\_

M. CHARLES DUMONT , Rapporteur Général.- Indépendamment de ces projets et propositions qui lui sont soumis, notre Commission a le devoir d'étudier, dès maintenant deux questions importantes : 1° - celle de l'emploi des plus-values budgétaires, 2°- celle des dégrèvements

La première de ces questions pourrait être mise à l'ordre du jour de notre prochaine séance que je vous propose de tenir demain.

Vous savez que de toute part les Syndicats de fonctionnaires où les associations diverses revendiquent une part, aussi large que possible, des plus values budgétaires. Il est des intérêts qui ne sont pas défendus par des syndicats ou des confédérations. Ce sont ceux des petites communes rurales.

N'allons-nous par prendre leur défense ? Il me semble que c'est là le rôle du Sénat qui est l'émanation directe des communes .

L'heure me paraît venue de profiter des plus-values budgétaires pour améliorer les conditions de la vie rurale afin d'enrayer la désertion des campagnes. Je me propose d'étudier .....



dier la question à ce point de vue en me préoccupant notamment de l'achèvement rapide des travaux d'adduction d'eau et de la réalisation de l'automatique rural.

Dans quelque temps, nous aborderons la question des dégrèvements. Il faut, en effet, s'attendre à ce que la Chambre prenne l'initiative de réaliser tout de suite un certain nombre de dégrèvements proposés par le Gouvernement pour le budget de 1930. Des dispositions dans ce sens seront peut-être inscrites dans le collectif de Juin qui nous viendra sans doute, selon l'habitude, à la fin de la session. Si nous n'avons que quelques heures pour délibérer sur des dispositions aussi graves, que nous ayons eu au moins auparavant quelques semaines pour y réfléchir!

M. LE PRESIDENT.-- M. le Rapporteur Général propose une séance pour demain.

S'il n'y a pas d'opposition, la séance pourrait être fixée à demain, seize heures :

Il en est ainsi décidé .

La séance est levée à 16 heures 20 '.

Le Président de la Commission des  
Finances :





COMMISSION DES FINANCES

-----

Séance du Vendredi 7 Juin 1929

La séance est ouverte à 16 heures, sous la Présidence de M. CLEMENTEL.

Présents : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. RAIBERTI.  
STHUL. GARDEY. REGNIER. PERET. GALLET.  
JEANNENEY. FERNAND FAURE. ROY. MILAN.  
SERRE. CUMINAL. COURTIER. ROUSTAN.  
FRANCOIS SAINT MAUR. BLAIGNAN. REBOUL.  
REYNALD. CHASTENET. LEBRUN. BERTHOULAT.  
BIENVENU-MARTIN. BERENGER. RIO. LAVAL.  
FRANCOIS MARSAL. FARJON.

-----

EXPOSE DE M. LE RAPPORTEUR GENERAL SUR LA SITUATION  
DE L'EXERCICE 1929.

---

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'exposé de M. le Rapporteur Général sur la situation de l'exercice 1929 et sur les mesures à prendre par le Gouvernement en conformité de la dernière loi de finances et du collectif de Mars 1929.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- Avant la fin de la session ordinaire, le Parlement aura à se prononcer sur la question des dettes intégrallées et sur celles dont nous .....



nous nous entretiendrons ultérieurement , et sur trois cahiers de crédits : le collectif de Juin, le cahier relatif au report de crédits et un projet portant ouverture de crédits supplémentaires importants au titre de l'exercice en cours.

Cecahier , le plus important des trois, devra particulièrement retenir notre attention tant en raison des déclarations précédemment faites et des engagements précédemment pris par le Gouvernement qu'en raison du communiqué récent annonçant que le gouvernement demanderait le vote d'un crédit supplémentaire de 400 millions pour achever , à partir du 1er Juillet 1929, le réajustement des traitements des fonctionnaires .

Cette décision a été inspirée <sup>au</sup> Conseil des Ministres par la constatation des plus-values réalisées tant au cours du précédent exercice qu'au cours de l'exercice actuel. Déjà en effet, les comptes des quatre premiers mois de 1929, font ressortir un excédent de 1916 millions sur les évaluations budgétaires . Le compte du Trésor à la Banque de France est créancier de plus de cinq milliards et celui de la Caisse autonome auprès du même établissement, de plus de 6 milliards.

Ces chiffres font ressortir qu'il y a une surabondance de moyens de paiement entre les mains des contribuables. Et- il n'est pas douteux qu'une des causes et non la moindre de la poussée de hausse du coût de la vie que nous constatons en dépit de la stabilisation de la monnaie provient du déséquilibre qui existe entre la masse des moyens de paiement et la masse des choses à acheter .

M. FERNAND FAURE.- La hausse dont vous parlez ne provient-elle pas de ce que les prix, en valeur-or sont encore inférieurs en France à ce qu'ils sont dans la

plupart.....



plupart des autres pays du monde ?

M. ROY.- Cette différence est maintenant devenue très faible .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Jene méconnaiss pas la raison qu'invoque M. Fernand FAURE , mais je suis persuadé que la principale cause de la hausse du coût de la vie est due à la surabondance des moyens de paiement .

Cette surabondance des capitaux inemployés entre les mains de l'Etat aussi bien qu'entre celles de la Caisse autonome est un fait . Pour ce qui est de la situation de cette dernière , nous aurons à en discuter dès que nous serons saisis du rapport de son Conseil d'Administration.

M. MILAN, Président du Comité Financier de la Caisse autonome . - Ce rapport est à l'imprimerie .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Et nous aurons à nous demander si ces sommes considérables dont elle dispose ne pourraient pas être converties en rentes achetées sur le marché .

Bornons-nous pour le moment à examiner la question des plus-values budgétaires . Elles se chiffrent , pour le budget de 1929 , à 2.890 millions et les premiers résultats de l'exercice en cours nous donnent la certitude qu'elles ne font que croître . Vers quels excédents déraisonnables allons nous ? Est-il sage de laisser ainsi les plus-values fiscales s'enfler démesurément au détriment de l'économie nationale ? Pour mettre un frein à cet accroissement , des dégrèvements sont prévus dans le prochain collectif de 1929 . La Chambre aura incessamment à en connaître . Mais d'ici là , nous Sénat, qui n'avons pas à l'initiative en matière financière , devons-nous nous contenter d'être inertes ? Je ne le crois pas et j'estime qu'il est préférable d'être discuté et critiqué ,  
plutôt .....



plutôt qu'ignoré.

Le Sénat, selon un mot célèbre est , "le grand conseil des Communes de France". Nos communes et particulièrement nos petites communes rurales manquent des ressources indispensables pour procéder aux grands travaux indispensables d'adduction d'eau et d'électrification . Or, seule la réalisation de ces travaux permettra de lutter efficacement contre le redoutable fléau qu'est la désertion des campagnes . J'estime donc que le Sénat doit prendre l'initiative de demander que les communes rurales bénéficient un peu de la surabondance de capitaux que l'on constate .

Par les articles 142 à 144 de la dernière loi de finances, nous avons obtenu que l'Etat mette, pendant une période de 5 années, au rythme de 100 millions par an , une somme de 500 millions à la disposition des départements , cette somme devant être consacrée par les départements, à des prêts à long terme aux communes pour leur permettre de remettre en état leur vicinalité . Le texte prévoyait qu'un règlement d'administration publique préciserait les conditions d'application de ces dispositions .

Six mois ont passé et le décret n'est pas encore rendu . Cela est inadmissible . Aussi je vous propose de nous autoriser M. le Président , M. le Rapporteur Spécial et moi-même, à écrire , en votre nom, à M. le Président du Conseil une lettre pour protester contre ce retard apporté par l'administration à l'exécution de la loi .

M. HENRY BERENGER.- Très bien !

M. LE PRESIDENT.- La Commission accepte la proposition de M. le Rapporteur Général (Assentiment).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- En ce qui concerne l'électrification rurale, j'avais dit , lors de la discussion du budget , que le crédit de 150 millions prévu à cet effet, me paraissait.....



me paraissait nettement insuffisant. Il me fut répondu qu'il ne s'agissait là que d'un crédit d'engagement dont on ne pouvait même pas affirmer qu'il pourrait être épuisé et qu'il n'y avait pas lieu, par conséquent, de gonfler le budget des dépenses par des crédits de cette sorte trop largement calculés. Sans méconnaître la force de cette argumentation qui me fut déjà opposée, il y a plusieurs années, par notre collègue Henry BERENGER alors Rapporteur Général, je n'en persistai pas moins dans ma manière de voir. Les événements me donnèrent raison, puisque les programmes déjà établis dépassent le montant du crédit d'engagement figurant au budget et qu'on ne peut plus, à l'heure actuelle, dresser de programme pour de nouveaux travaux d'adduction et d'électrification.

Je pense donc qu'il faut demander au Gouvernement d'inscrire dans le prochain cahier de crédits, de nouveaux crédits d'engagement afin que l'on puisse continuer à établir des programmes d'électrification.

Cela fera, si vous le voulez bien, l'objet d'une seconde lettre que nous nous proposons d'adresser à M. le Président du Conseil et à MM. les Ministres de l'Agriculture et des finances.

M. PERET.- A ce propos, je vous signale que l'art. 75 de la dernière loi de finances autorisant l'élévation du taux des subventions de 33 à 50 % pour les travaux d'extension des réseaux existants aux écarts, stipulait qu'un décret serait pris qui réglerait les modalités d'application de cette disposition. Six mois ont passé et ce décret n'a pas encore été rendu.

M. GARDEY, Rapporteur du Budget de l'Agriculture.- Il s'agit non pas d'un décret, mais d'un arrêté. Cet arrêté est en préparation et il sera publié incessamment.

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- Nous adresserons une lettre au Ministre pour le prier de sa hâter .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La troisième question dont je désire vous entretenir est celle de l'adduction d'eau. Les fonds provenant du produit des jeux et du prélèvement sur le pari mutuel et qui sont destinés à subventionner des travaux d'adduction d'eau sont devenus insuffisants. Depuis la guerre, un grand nombre de demandes de subventions n'ont pu recevoir satisfaction.

Pour rattraper en partie ce retard, on avait voté en 1928, un crédit de 30 millions. Cela étant loin de suffire, nous avons demandé, M. GARDEY et moi-même, lors de la discussion du budget de 1929, à combien s'élevait le montant des subventions impayées. Il nous fut répondu qu'il s'élevait à 106 millions. Nous fûmes alors assez heureux pour obtenir l'inscription au budget d'un crédit de 100 millions; pour les 6 millions restant, M. le Ministre des Finances nous qu'il y serait pourvu donna l'assurance/au moyen de crédits inscrits à l'un des plus prochains cahiers de crédits supplémentaires au titre de l'exercice 1929.

Mais ce faisant, on se bornera à liquider le passé. Or, il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine; nous avons pu nous en rendre compte l'été dernier quand la sécheresse fut cruellement ressentie dans nos campagnes. Cette gêne causée par la sécheresse a incité un grand nombre de communes à établir des programmes de travaux d'adduction d'eau. Si nous ne faisons pas un effort budgétaire pour leur venir en aide, les fonds du pari mutuel étant insuffisants, c'est un nouveau retard qui va se créer.

A l'heure où le Gouvernement fait voter des centaines de millions en faveur des fonctionnaires et des pensionnés

il .....



il serait bon que l'on fit quelque chose pour permettre à nos populations rurales d'avoir l'eau dont elles ont besoin pour leur alimentation, pour l'alimentation de leur bétail et pour leur hygiène. Si vous y consentez, nous écrirons une troisième lettre en ce sens aux Ministres intéressés.

M. LE PRESIDENT.- C'est la suppression des courses, donc du Pari Mutuel, pendant la guerre qui a été la cause du retard dont vient de parler M. le Rapporteur Général. Ce retard atteignit 106 millions. Aussi, voyant que les demandes de subventions restaient plusieurs années avant de recevoir satisfaction les Communes s'abstinrent-elles d'entreprendre aucun travaux d'adduction d'eau. Depuis que le passé a été liquidé en grande partie et que les demandes nouvelles recommencent à recevoir satisfaction, les communes qui avaient ajourné l'exécution de leurs travaux se mettent à exécuter ceux-ci d'où un afflux de demandes de subventions. Il importe de veiller à ce qu'un nouveau reliquat de demandes insatisfaites ne se crée pas à nouveau.

M. MILAN.- Ajoutez qu'au lendemain de la guerre, les communes des régions libérées se sont vu attribuer la moitié des crédits prévus au budget pour travaux d'adduction d'eau, alors qu'elles eussent dû logiquement être servies au titre des réparations.

M. HENRY BERENGER.- M. le Rapporteur Général a rappelé qu'en 1924, alors que j'étais Rapporteur Général, je me suis opposé à l'inscription au budget de crédits d'engagements dont j'estimais le montant trop élevé. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, malgré tous nos efforts, nous ne parvenions pas à équilibrer le budget; le devoir du Rapporteur Général était donc de s'opposer à toute inscription de dépenses, même éventuelles, qui eussent pu compromettre l'équilibre précaire.....



précaire que l'on parvenait à grand peine à établir sur le papier.

Mais maintenant, la situation n'est plus la même. Non seulement, le budget est en équilibre, mais encore il est en considérable excédent. C'est donc dire que, sans renier en rien mon attitude de 1924, la situation n'étant plus la même, j'adhère pleinement à la proposition de M. le Rapporteur Général.

M. LE PRESIDENT.- La Commission est donc unanime pour nous autoriser à adresser au Gouvernement la lettre dont a parlé M. le Rapporteur Général (Assentiment).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- L'électrification, les travaux d'adduction d'eau sont des moyens de combattre le dépeuplement de nos campagnes; ils ne sont toutefois pas suffisants. Une des causes de l'exode vers les villes, c'est l'état d'isolement dans lequel sont contraints de vivre nos paysans. Pour supprimer cet isolement divers moyens peuvent être envisagés au premier rang desquels il convient de placer le téléphone. L'usage de celui-ci, malheureusement, ne se développe pas, parce que les trois quarts du temps, il est, par la force même des choses, muet. Il ne le sera plus le jour, ou au système dans lequel les communications sont données par un personnel à qui on ne saurait réclamer 24 heures de présence par jour, on substituera le téléphone automatique tel qu'il fonctionne en Suisse et en Bavière.

Cela coûtera très cher, dira-t-on. Non, si l'on utilise, pour l'équipement de nos réseaux ruraux, du matériel allemand fourni au titre des prestations en nature. Je m'étais permis de le dire lors de la discussion du dernier budget. Mais ayant appris que l'administration des Finances entendait priver celle des P.T.T. de toute participation

aux .....



aux prestations en nature à titre gratuit qui figurent au budget pour un milliard , sous le prétexte que les Postes sont dotées d'un budget autonome , nous avons protesté et M. le Ministre des Finances nous a donné l'assurance que les P.T.T. bénéficieraient, au même titre que les autres administrations des prestations en nature.

Or, on n'a tenu aucun compte des observations que nous avons faites et la promesse du Ministre est demeurée lettre morte. J'estime, dans ces conditions, que nous devons exiger l'inscription dans le prochain collectif, d'un crédit d'engagement qui permette de commencer l'installation de l'automatique rural grâce à l'emploi des prestations en nature .

Si vous le voulez bien, M. le Président, M. FARJON et moi-même nous écrirons à M. le Sous-Secrétaire d'Etat des P.T.T. une lettre lui demandant de prier le Gouvernement d'inscrire ce crédit.

M. HENRY BERENGER.- Très bien.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Dans ces conditions, je crois que nous pourrions faire tenir à la presse , le communiqué suivant :

( M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture du texte qu'il se propose de communiquer à la presse. Après un échange d'observations entre M. le Président, M. BIENVENU-MARTIN et M. le Rapporteur Général , ce texte , sous réserve de quelques modifications de forme, reçoit l'approbation de la Commission).

M. HENRY BERENGER déclare qu'il donne son adhésion pleine et entière à la teneur des lettres dont M. le Rapporteur Général donne lecture . Il félicite M. le Président et M. le Rapporteur Général des initiatives courageuses et

justes .....



justes qu'ils ont prises en la circonstance.

Acquisition d'un immeuble Rue de Bellechasse pour  
l'installation des Services de l'Enseignement  
Technique

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi tendant à l'acquisition d'un immeuble sis Rue de Bellechasse , N° 50 , et destiné au Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne lecture de son rapport sur ce projet de loi qui a pour objet l'acquisition d'un immeuble enclavé dans les bâtiments du Ministère et sur l'emplacement duquel on élèverait une construction destinée à abriter les services de l'enseignement technique actuellement isolés les uns des autres .

Il conclut à l'adoption.

M. FERNAND FAURE.- La dépense totale qu'entraînera l'adoption de ce projet de loi ne sera pas inférieure à 2 millions. C'est là un chiffre qui mérite de retenir notre attention.

Et puis, le moment est-il bien choisi de procéder à une acquisition d'immeuble au moment où l'on songe à restreindre le patrimoine immobilier de l'Etat ?

Je ne méconnaiss pas qu'il y ait un intérêt très grand à opérer le regroupement des services de l'Enseignement technique mais ne serait-il pas possible d'effectuer ce regroupement à moindres frais, en utilisant les locaux existants . Regroupement , cela n'implique pas une extension des surfaces occupées, à moins que l'on ne démontre que ces surfaces sont insuffisantes .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Elle le sont en effet.

M. FERNAND FAURE .- Et pour les augmenter, vous croyez qu'il.....



qu'il est nécessaire d'acquérir un terrain et de construire sur ce terrain un bâtiment de cinq étages.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Oui, car tous les services du Ministère de l'Instruction Publique et spécialement celui de la Comptabilité sont à l'étroit. Quant à l'enseignement technique, certains de ses bureaux sont installés dans les salons de réception du Ministère, d'autres sont logés sous les combles, d'autres, enfin sont hospitalisés au Ministère du Commerce et au Ministère de la Guerre.

M. LE PRESIDENT.- Cela est compréhensible en raison de l'extension qu'a pris l'enseignement technique au cours de ces dernières années.

M. SERRE.- Que notre Collègue FAURE aille visiter les locaux occupés actuellement par l'enseignement technique et il changera d'avis !

M. FERNAND FAURE.- Quoi qu'il en soit, je désire que mon observation figure au procès-verbal. J'ajoute que je crains fort que le devis des dépenses arrêté à 2 millions ne soit très largement dépassé.

M. ROUSTAN.- En réalité, ce qu'on nous demande de n'est pas seulement de permettre le regroupement, mais aussi l'extension des services de l'enseignement technique. Je ne méconnaissais d'ailleurs nullement la nécessité de cette extension. Mais je voudrais qu'aussitôt terminée cette opération qui libèrera un certain nombre de locaux du Ministère, on procédât à un regroupement général des services de l'Instruction Publique.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vous avez tout à fait raison et je le demanderai dans mon rapport.

M. JEANNENEY.- J'admets les raisons qui militent en faveur du regroupement des services de l'enseignement technique et de l'extension des locaux qu'ils occupent. Il n'en est pas

moins .....



moins choquant de constater que nous allons autoriser une acquisition d'immeuble destinée à accroître le domaine de l'Etat alors que nous nous plaignons sans cesse et à juste titre que de nombreux bâtiments faisant partie de ce domaine demeurent inoccupés.

Nous devrions profiter de l'occasion pour demander où en est l'œuvre de liquidation du domaine national qui dure depuis plusieurs années .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous pouvons écrire une lettre en ce sens à M. le Président du Conseil.

M. FERNAND FAURE.- Je demande que chaque fois qu'une administration proposera d'acheter un immeuble pour s'agrandir, on cherche à lui donner satisfaction en utilisant les immeubles du domaine actuellement inoccupés.

M. LE PRESIDENT.- Il y a à Picpus un terrain très vaste qui conviendrait à merveille à l'installation de nombreux services dépendant du Ministère des Finances . Pourquoi ne l'utilise-t-on pas , au lieu de maintenir, au Pavillon de Flore où il constitue un danger permanent d'incendie, le service des émissions. Je prie M. FERNAND FAURE , Rapporteur du Budget des Finances, de vouloir bien étudier cette question.

M. HENRY BERENGER.- Le maintien au Pavillon de Flore de ce "cimetière des bons de la Défense " est un scandale.

M. LE PRESIDENT.- Avant la guerre , étant Ministre des Colonies, j'ai accepté qu'on me délogeât du Pavillon de Flore afin que ce bâtiment fût rendu aux Musées nationaux . Or, pendant la guerre, on y a installé le service des émissions il y est encore .

Autre exemple de biens domaniaux inutilisés : le champ de manoeuvre d'Issy-les-Moulineaux . Il ne sert à rien, aucune troupe n'y venant faire l'exercice . J'ai attiré l'attention du Ministère de la Guerre sur lui , en lui signalant l'intérêt

qu'il .....



qu'il y aurait à l'aliéner . Immédiatement pour justifier son maintien, l'autorité militaire a décidé que, deux fois par semaine , une Compagnie de vincennes viendra y faire l'exercice .

M. RAOUL PERET.- J'attire l'attention de la Commission sur un fait grave. On me signale que sur les terrains dépendant de l'école militaire , on construit un immeuble destiné à abriter l'Office national des assurances sociales et qui coûtera , m'a-t-on dit, 50 millions. Il faudrait que l'on se renseignât sur ce que l'on commence à appeler "le scandale des assurances sociales". Pour le fonctionnement de la loi, on va recruter des milliers de fonctionnaires. Comment les paiera-t-on si, comme l'a annoncé M. le Ministre du Travail, on réduit le montant des cotisations des assurés sans diminuer le montant des prestations dont ils sont appelés à bénéficier . Si nous entrons dans cette voie, c'est la ruine de nos finances .

Je crois savoir que le Conseil d'Etat, en préparant le règlement d'administration publique prévu par la loi instituant les assurances sociales , a signalé le danger. Il me paraît qu'il serait opportun d'engager une conversation sérieuse sur cette question avec les deux Ministres qualifiés : celui des Finances et celui du Travail. Et pour amorcer cette conversation, on pourrait saisir l'occasion que nous fournit la construction du coûteux immeuble dont j'ai parlé.

M. LE PRESIDENT .- M. le Ministre du Travail a en effet, fait à la Chambre des déclarations sur les modifications qu'il conviendrait d'apporter selon lui à la loi sur les assurances sociales . Il serait bon de lui demander de venir s'expliquer devant nous sur ces questions.

M. LE RAPPORTEUR .....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela est en effet nécessaire. Toutefois, je vous demande un délai pour me permettre d'étudier à fond le dossier, en collaboration avec M. PASQUET, Rapporteur spécial du Budget du Travail.

M. FERNAND FAURE.- Je vous signale, à mon tour, que la Caisse des Dépôts et Consignations doit effectuer à ses bâtiments des travaux qui coûteront des millions.

M. LE PRESIDENT.- Le débat est terminé.

Personne ne s'oppose au vote du projet ?

M. FERNAND FAURE.- Pardon ! Je déclare voter contre.

- Le <sup>P</sup>rojet de loi est adopté.

CREATION DE 3 BUREAUX AU MINISTRE DE L'INTERIEUR.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier de la proposition de loi portant création de trois bureaux à l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur.

M. ROUSTAN, Rapporteur, donne lecture d'un avis financier favorable à l'adoption de la proposition qui a pour objet la création d'un bureau de l'urbanisme et du contentieux, d'un bureau des lotissements et d'un bureau chargé de la surveillance de la main d'œuvre étrangère, à la Sûreté Générale.

M. PIERRE LAVAL exprime la crainte que la création du bureau des lotissements n'ait pour objet de créer des postes permanents en faveur des employés de la Commission Supérieure d'aménagement de Paris dont il avait été dit, lors de la création de cette Commission, qu'ils n'auraient que le caractère d'employés temporaires.

M. FERNAND FAURE critique la création d'un bureau spécial du contentieux.

M. LE RAPPORTEUR propose que la Commission entende le Ministre sur ces deux questions.

M. JEANNENEY.....



M. JEANNENEY.- Le Ministre de l'Intérieur actuel témoigne d'une activité à laquelle je suis le premier à rendre hommage . Il nous dit avoir besoin de nouveaux moyens d'action ; nous aurions mauvaise grâce à les lui refuser . Mais pour lui donner ces moyens d'action, est-il nécessaire de créer trois bureaux permanents à l'administration centrale? Ne pourrait-on se borner à voter des crédits suffisants pour lui permettre de recruter le personnel qui lui est actuellement nécessaire, personnel qu'on licencierait lorsque la tâche pour lequel il aurait été recruté serait achevée .

En réalité , il me semble que ce que l'on veut surtout, c'est augmenter les cadres , afin de donner au personnel des facultés plus grandes d'avancement .

M. LE PRESIDENT.- Je crois qu'il serait préférable , avant de statuer , d'entendre le Ministre .

M. HENRY BERENGER.- En effet.

- La Commission décide d'entendre M. le Ministre de l'Intérieur .

PROPOSITION DE M. de LAS CASES (taxe d'écoulement  
à l'égout.)

- La Commission sur la proposition de M. ROUSTAN, Rapporteur, émet un avis défavorable à l'adoption de la proposition de loi de M. de LAS CASES , concernant la date d'application de la loi du 2 Janvier 1928, relative à la taxe d'écoulement à l'égout.

CREATION DE DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX DES P.T.T.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, de la proposition de loi tendant à la création d'un Directeur des Postes, dans le départements et les lignes de bureaux ambulants où n'existe ni un Directeur .....



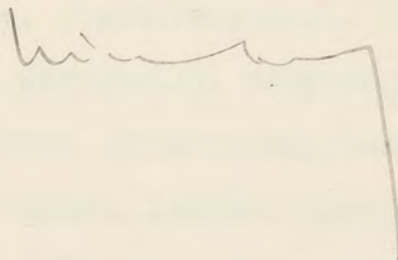
teur régional , ni un Directeur délégué.

M. FARJON, Rapporteur, donne lecture d'un avis favorable à l'adoption de la proposition .

Les conclusions du Rapporteur sont adoptées, après un échange d'observations entre MM. BIENVENU-MARTIN ,  
PIERRE LAVAL , le Président et le Rapporteur Général.

La séance est levée à 17 heures 50.

Le PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:





COMMISSION DES FINANCES

---

Séance du Vendredi 14 Juin 1929

La séance est ouverte à 15 heures, sous la Présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents : MM. CLEMENTEL, CHARLES DUMONT. JEANNENEY.  
REYNALD. ROUSTAN. CUMINAL. ROY. PIERRE  
LAVAL. MARCEL REGNIER. GALLET. RIO.  
BLAIGNAN. FRANCOIS-MARSAL. JOSEPH COURTIER.  
GEORGES BERTHOULAT. FERNAND FAURE. PASQUET.  
RAOUL PERET. HIRSCHAUER. HENRY BERENGER.  
SERRE. MILAN. LEBRUN. ALBERT MAHIEU. ABEL  
GARDEY. RAIBERTI. SCHRAMECK.

---

AUDITION DE M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'audition de M. ANDRE TARDIEU, Ministre de l'Intérieur, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant création de trois bureaux à l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur (N° 268-année 1929).

M. ANDRE TARDIEU, Ministre de l'Intérieur, est introduit.

.....



S E N A T

COMMISSION DES FINANCES

Séance du vendredi 14 Juin 1929

La séance est ouverte à quinze heures,  
sous la présidence de M. CLEMENTEL.

Audition de M. André Tardieu,  
Ministre de l'Intérieur

sur le projet de loi, adopté par la Chambre des  
Députés, portant création de trois bureaux à l'ad-  
ministration centrale du Ministère de l'Intérieur.  
(n° 268, année 1929).

M. LE PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à  
M. le Ministre et donne la parole à M. Rou<sup>S</sup>tan,  
rapporteur.

M. LE RAPPORTEUR. Monsieur le Président,  
j'ai écrit l'autre jour sous la dictée le libellé  
des questions que certains de nos collègues dési-  
raient poser à M. le ministre de l'intérieur et je  
sais que depuis - M. le ministre de l'intérieur  
me l'a dit en séance publique, il s'est préoccupé  
de chacune de ces questions. J'espère qu'il va  
nous apporter des réponses précises et satisfaisan-  
tes pour nous tous.

M. LE PRÉSIDENT. Nous vous écoutons, mon-  
sieur le ministre.



M. André TARDIM, ministre de l'intérieur.  
Monsieur le président, je vais en effet répondre aux questions précises qu'a bien voulu me faire parvenir M. Roustan, mais je voudrais auparavant me couvrir d'une autorité que je ne pourrais pas trouver meilleure.

Vous vous rappelez - c'est d'ailleurs dans l'exposé des motifs du projet de loi voté par la Chambre - que c'est votre commission même, dans le rapport de M. Roustan sur le budget de l'intérieur, exercice 1929, et, d'autre part, en séance, M. Mounié, sur la même question, qui ont signalé que le 4e bureau de la direction départementale du ministère de l'intérieur était dans l'impossibilité absolue de faire face à sa tâche.

J'ai expliqué cette impossibilité du mieux que j'ai pu dans l'exposé des motifs. Pour épargner le temps de la commission, je n'y reviens pas. Mais, tout en répondant aux questions précises qui m'ont été posées, je demande à la commission de bien vouloir quand même se reporter à cet exposé des motifs, qui me paraît très clair, probant, et je reviens à la question.

Sur la première question qui m'a été posée, Messieurs, je m'expliquerai clairement, je l'espère en tout cas. Ce dont j'ai besoin avant tout - et tous ceux d'entre vous, qui sont nombreux, qui ont eu à diriger des administrations me comprendront - ce dont j'ai besoin avant tout, pour que le travail du directeur et de la direction puissent se faire, c'est de chefs de bureau. Des rédacteurs et des dacty-



lographes, on peut en trouver dans les concours, mais cela n'assure pas la direction même du bureau. Le directeur de l'administration départementale n'a plus personne, étant donné le développement de la matière de sa direction, à qui il puisse confier la responsabilité de certaines questions qui étaient médiocres hier et qui aujourd'hui et demain seront extrêmement importantes. Ce sont les chefs de bureau de la direction départementale qui sont surchargés ; ce ne seront ni les rédacteurs ni les dactylographes qui remédieront au retard : leur travail n'est que matériel et secondaire.

Et le directeur ne trouve personne en face de lui, qui soit responsable de certaines catégories d'affaires sur lesquelles je vais revenir.

Ce qu'on a toujours constaté, c'est que le 4e bureau était trop chargé. Mon projet a pour but, si je puis dire, de le désosser, et je ne peux le désosser sans créer une organisation qui se concrétise dans la personne du chef de bureau, assisté de son sous-chef. Par conséquent, me donner des rédacteurs en plus, ce n'est pas la peine, sans me donner de chefs. D'ailleurs, si je n'avais besoin que de rédacteurs, je ne vous demanderais rien, parce que j'ai encore des sous-préfets détachés : il me suffit de signer un arrêté pour les affecter à une direction du ministère. Ce dont j'ai également besoin, c'est de chefs de service, qui soient vis-à-vis du directeur, et par lui vis-à-vis de moi, responsables de certaines catégories de questions que j'ai marquées déjà dans l'exposé des motifs et sur les-



quelles je reviendrai tout à l'heure.

A propos de ces mêmes questions, M. Roustan me disait : "Est-ce que les besoins auxquels vous voulez faire face ne sont pas provisoires ?" Là-dessus, je réponds : "oui et non". Sans doute, les 500 millions d'avances aux départements pour les adductions d'eau et la vicinalité ont été votés pour cinq ans ; c'est vrai. Sans doute, les lotissements représentent une répartition des crédits sur dix ans ; c'est vrai aussi. Mais vous avez trop l'habitude de ces questions pour croire qu'au bout de dix ans, la question des lotissements sera épuisée. Il restera une liquidation, et sans doute un recommencement. Il en est de même pour les avances pour la vicinalité et les adductions d'eau. Ce n'est pas avec 500 millions en cinq ans que nous allons faire grand'chose. Par conséquent, cela continuera et cela aura raison de continuer.

Je peux donc dire que ce provisoire - qui représenterait déjà dix ans, et l'on peut quand même légiférer pour dix ans - deviendra du définitif.

J'ajoute que si je regarde la marche du travail législatif depuis la guerre, et si je vois - le projet de loi vous l'indique - l'énormité des attributions nouvelles qui tombent sur les épaules des fonctionnaires du ministère de l'intérieur, il n'y a vraiment pas d'excès à vous demander, conformément au vœu de vos rapporteurs, ces deux chefs de bureau, des deux sous-chefs, ces six rédacteurs et ces quatre commis.

La seconde question était relative au ser-



vice du contentieux. Je n'ai jamais eu l'intention de créer un service du contentieux du ministère de l'intérieur. C'est un service du contentieux, qui existe déjà, mais qui est surchargé et qui fonctionne très mal, de la direction départementale. Ce contentieux fait partie de la vie même du bureau tel que je le conçois ; il aura une partie des attributions du bureau chargé de l'urbanisme. Il lui faudra examiner - comme quelques rédacteurs, non dirigés, ont actuellement à l'examiner - tous les recours pour excès de pouvoir, tous les pourvois de pleine juridiction, sur lesquels le Conseil d'Etat, quotidiennement, demande l'avis du ministère de l'intérieur. Ce sont de gros dossiers, il en arrive tous les jours.

Et puis, il faut bien dire que dans l'état actuel, du fait de l'accumulation et du manque d'une direction technique, l'examen de ces recours et de ces pourvois se fait très superficiellement. Cela donne lieu, quelquefois, à des incidents compliqués et durables, et, par ailleurs, je n'ai pas besoin de faire remarquer à la commission que le fait, pour l'administration de l'intérieur, de donner en réponse aux questions du Conseil d'Etat, des avis bien étudiés et bien motivés, concourt à former la jurisprudence administrative, et qu'il est intéressant que cette contribution soit la meilleure possible.

M. Roustan m'a dit aussi, avec un optimisme dont je le félicite, que la besogne arrivait au ministère de l'intérieur complètement mâchée par les préfectures. Je voudrais bien que ce soit vrai, mais cela n'est pas exact. Le travail qui vient des pré-



fectures est quelquefois bien fait, mais il arrive aussi qu'il soit moins bien fait et les fonctionnaires départementaux, il y en a de très méritants, mais il y en a aussi dont l'expérience n'est pas toujours à la hauteur des complications des questions que nous avons à traiter.

D'ailleurs, quand bien même on supposerait que toutes les préfectures sont parfaites, cela ne supprimerait pas le travail du ministère de l'intérieur. Vous avez toutes les questions de tutelle, par exemple. Il y en a des quantités. Ces questions comportent des décrets ou des décrets rendus en Conseil d'Etat. Cela veut dire des rédactions de décrets, des élaborations de rapports ou de projets de loi. Egalement - on rejoint ici par un biais, parce que tout se rejoint, des affaires contentieuses - vous avez également toute la réglementation départementale et communale. Nous faisons, dans les lois de finances, des lois avec quelle abondance, vous le savez. Tout cela fait beaucoup. Je prends un exemple qui est d'avant-hier. Le ministre des finances, que j'avais saisi d'un projet de réforme des finances départementales et communales, m'a répondu avec vérité, je dois le reconnaître, que, pour se faire une opinion, il faudrait qu'il eût une statistique complète de la situation financière des départements et des communes, et les statistiques dont je dispose sont incomplètes et imparfaites.

M. FERNAND FAURE. Elles n'existent pas.

M. LE MINISTRE. Je disais, plus modeste-



ment, qu'elles sont insuffisantes.

Ajoutez à cela la répartition des subventions, la vérification des justifications d'emploi, pour un budget qui dépasse terriblement le coefficient 5 par rapport à l'avant-guerre. Vous avez là une augmentation de matières de travail qui demande non seulement des bras en plus, mais aussi quelques têtes pour diriger ces bras.

L'honorable M. Roustan a demandé aussi quelle va être la différence entre le système actuel et le système proposé, pour les lotissements. J'ai déjà répondu par une note adressée au rapporteur que la loi de mon prédécesseur et ami M. Albert Sarraut n'en est actuellement qu'aux tout premiers débuts de son application. Le 4e bureau de l'administration départementale et communale a pris, avec ses moyens actuels, la charge de cette application. Dès maintenant, il n'y suffit pas, et quand l'application sera à son plein - il s'agit de dix ans, et nous ne sommes pas à la fin de la deuxième année - il est évident que le 4e bureau n'y suffira pas. C'est ce que j'avais d'ailleurs signalé, j'y reviens toujours, à MM. Roustan et Mounié.

Ce que je vous demande, c'est, pour toutes ces questions, de lotissements, d'avoir un homme, un chef de bureau, qui ne fera que cela, et qui, par conséquent, sera responsable vis-à-vis de son directeur et de son ministre de toutes les affaires de lotissement, où il faut quand même regarder de près pour défendre les finances de l'Etat, parce que sa contribution représente 50 %.



-266-

Faire une économie de 514.000 francs sur des traitements de chefs de bureau et de rédacteurs, alors qu'il s'agit de centaines de millions engagés, c'est, je crois, une mauvaise opération.

Il y a d'ailleurs autre chose. On est en train d'élaborer un règlement d'administration publique, qu'a prévu un décret de 1926 sur le régime municipal. Cela a donné lieu entre les Finances, les Travaux publics et l'Intérieur à une longue polémique, qui n'est pas tout à fait résolue encore, qui va l'être. Lorsque ce règlement d'administration publique sera sorti, il faudra bien qu'il y ait, au ministère de l'Intérieur, quelqu'un pour l'appliquer.

On répond à cela - et je retrouve là la première question - que la loi Sarraut est une loi d'une durée limitée de dix ans. J'ai déjà répliqué qu'après ces dix ans, d'une part il y aura une liquidation, et d'autre part qu'il n'y a pas lieu de penser que dans dix ans les phénomènes démographiques nous amèneront peut-être à continuer le travail des lotissements.

Si j'avais demandé les milliers de fonctionnaires qu'on vous demandera pour les assurances sociales, je comprendrais votre émotion, mais s'agissant de la création de trois bureaux, je crois vraiment que je ne dois pas vous alarmer.

L'honorable M. Roustan m'avait dit aussi :  
 "Est-ce que,  
~~XXXXXXXXXX~~, encore qui concerne l'urbanisme, votre projet ne dissimule pas, avec la pudeur qui convient, l'intention de consolider dans leur emploi les provisoires qui sont au service de la commission supérieure



d'aménagement de la région parisienne, dont le travail est d'ailleurs excellent ?"

Là, je rassurerai la commission de la façon la plus simple. Cette commission supérieure d'aménagement ne comporte aucune sorte d'emploi provisoire qu'il pourrait être question de cristalliser. Il y a les membres de la commission - qui ne sont pas des employés - et il y a comme fonctionnaires, un secrétariat, composé de deux personnes : le chef du 4e bureau, dont je viens de vous indiquer la situation surchargée, et un archiviste paléographe inspecteur des monuments historiques, qui a été très utile et qui reçoit de dérisoires indemnités, mais qui n'a aucune possibilité d'entrer dans l'administration de l'Intérieur; par conséquent, la question ne se pose pas.

Alors, je résume en disant que, comme je l'ai indiqué dans l'exposé des motifs du projet de loi, trois raisons expliquent la surcharge que j'ai esquissée à propos des questions que m'avait posées mon ami M. Roustan.

Vous avez des dispositions<sup>si</sup> nouvelles, que le Parlement vote chaque année et qu'il faut bien appliquer.

Vous avez des lois plus ou moins récentes qui entrent aujourd'hui dans leur phase active d'application, telle la loi sur les lotissements.

Et enfin vous avez, devant vous, et à la Chambre, une série de réglementations nouvelles, en cours de rapport ou de discussion soit devant les commissions, soit devant les assemblées, et qui vont



également nous apporter un très important surcroît de travail.

En même temps, je me permets de vous dire que l'administration de l'intérieur, on l'a beaucoup mutilée. On l'a mutilée <sup>de</sup> ~~aux~~ deux directions. Les préfets, on les a pour ainsi dire démunis, et j'essaie, en ce moment, de remettre dans leurs mains au moins une supervision générale de l'administration de leur département. A l'heure qu'il est, les nominations se font, trois fois sur quatre, sans qu'ils aient été consultés, et souvent, sans qu'ils en soient mis au courant. Je ne crois pas utile, je crois même que ce n'est pas sans danger, de maintenir l'administration de l'Intérieur, qui représente une très petite dépense au budget, dans une situation où elle est manifestement incapable d'accomplir son travail.

Ce n'est pas notre faute si l'on a voté des lois, s'il y a des dispositions nouvelles, si, depuis la guerre, un grand nombre de problèmes se sont posés.

J'ai eu l'occasion, à la tribune du Sénat, de faire allusion à une affaire pour laquelle je reviendrai devant vous : la création d'une direction pour les questions d'associations. Le Sénat, tout entier, m'a applaudi quand j'ai indiqué la situation et mes intentions. Croyez-vous qu'il soit sans danger que ce phénomène formidable de l'association civile et religieuse soit aux mains simplement de deux rédacteurs du ministère de l'Intérieur ? Croyez-vous qu'il soit sans inconvénient que les



1.850 associations déclarées d'utilité publique échappent à tout contrôle, et que pour toutes les autres, celles des deux articles de la loi de 1901, on ne sache même pas si elles existent ? Je poserai la question, pas aujourd'hui : je ne suis pas prêt, - la question des deux bureaux de la direction départementale et de la sûreté générale. Elle se pose de façon pressante, et si ces bureaux m'étaient refusés, je dis, en pesant tous mes mots, qu'il resterait, bien entendu, ma responsabilité ministérielle devant le Sénat pour les fautes qui pourraient être commises, mais que je me sentirais hors d'état d'appliquer des sanctions pour ces fautes, étant donné que mon personnel n'est plus en état de faire face aux besoins.

Alors qu'il s'agit de 514.000 francs sur un budget de 55 milliards, je ne crois pas vraiment que l'affaire soit de celles qui puissent beaucoup vous arrêter.

M. PIERRE LAVAL. La lecture du projet ~~du~~ du gouvernement fixe la commission sur la nécessité de la création des emplois qu'il demande. Mais, comme rapporteur du budget des régions libérées, je me permets de faire une remarque, que je ne fais d'ailleurs pas pour la première fois devant cette commission. Puisqu'il faut affecter à d'autres administrations des quantités de fonctionnaires, qui sont payés et qui ne font rien, je profite de la circonstance pour appeler, une fois de plus, l'attention du gouvernement sur ce qui me paraît étrange : solliciter des candidats à des emplois nouveaux par le moyen de concours, alors que l'administration emploie et paie des fonctionnaires.



res qui ont fait leurs preuves, et que le ministre de l'intérieur connaît bien, puisqu'il les a eus sous ses ordres comme ministre des régions libérées.

Je fais une distinction en ce qui concerne les chefs de bureau ; je suis d'accord avec le ministre de l'Intérieur pour constater que peut-être il ne trouverait pas, dans le personnel des régions libérées les trois personnages qualifiés pour tenir ces emplois. Mais, je me réfère à ses explications mêmes : il a indiqué que pour les sous-chefs, les rédacteurs, les commis et les dactylographes, il n'éprouverait aucune difficulté à les recruter.

Je suis d'avis de voter le projet, le choix des trois chefs de bureau étant laissé au ministre, d'après les règlements en vigueur, mais, en ce qui concerne les 21 autres employés, ils devraient être de préférence recrutés parmi le personnel des régions libérées.

Le total de la dépense pour ces 21 employés serait de 230.709 francs ; si l'on y ajoute les indemnités pour charges de famille et autres, on arrive à 296.469 francs. Les chefs de bureau ne sont pas compris dans ces chiffres. Au moment nous allons inscrire dans un budget de 55 milliards une dépense supplémentaire, il n'est pas spécialement indiqué de la grossir encore de 296.000 francs de plus, puisque nous avons la possibilité de déduire cette somme d'un autre budget que celui de l'intérieur.

J'aurais encore l'occasion de me plaindre que le placement des fonctionnaires auxquels je pense n'ait pas été fait dans d'autres administrations.



C'est la première fois que l'occasion m'est offerte d'adresser sous une forme concrète ma requête au gouvernement, et je ne pense pas qu'il y verra le moindre inconvénient.

Pour le surplus, en ce qui concerne l'application de la loi sur les lotissements, je suis le moins qualifié des membres de la commission pour dire au gouvernement que si j'avais un vœu à formuler, ce serait que la loi ait son application accélérée au lieu d'être ralentie. Je ne proteste donc pas contre les nominations projetées. Je demande simplement au ministre de l'intérieur de faire un effort pour recruter ce personnel parmi le personnel actuellement employé, ou plutôt parmi le personnel actuellement payé, mais inoccupé, des régions libérées.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. M. Pierre Laval sait que comme ministre des régions libérées, j'ai fait le maximum pour qu'on prenne dans les autres administrations une partie du personnel de ce ministère ; c'est en somme moi qui ai commencé la liquidation du personnel et je l'ai menée assez loin.

Je suis tout disposé à entrer dans les vues de M. Pierre Laval. Je signale simplement que, à l'Office National du Combattant, où l'on a amené un flot de fonctionnaires des régions libérées, le travail ne se fait plus, parce qu'ils manquent non seulement de compétence, mais de présence : ils refusent de venir, purement et simplement.

Un membre de la commission. Qu'on les révoque :



M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Dans un travail comme celui qu'on aura à faire, j'ai besoin de gens compétents, et qui consentent à venir. (Mouvement). C'est fantastique, c'est entendu, mais il y a eu une confusion qui s'est établie. Vous savez bien comment on a recruté le personnel des régions libérées ; il n'a pas été possible de faire une sélection méthodique : les gens qui étaient là considéraient que c'était une partie de leur pension ou une rente que l'Etat leur faisait. J'en connaissais de bons. Ceux-là, je tâcherai de les prendre, mais je voudrais bien que le Sénat me permette de faire cela au mieux.

M. PIERRE LAVAL. Si le ministre ne trouve pas ~~assez~~ assez de bons éléments aux Régions Libérées, j'exprime le vœu que les autres fonctionnaires nécessaires soient pris parmi les sous-préfets qui sont payés et ne font rien.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. D'abord, je vais avoir diminué ce nombre de sous-préfets de 100 unités, et, en second lieu, je ne peux pas obliger un sous-préfet à entrer dans l'administration centrale. Je peux les y employer ; déjà quelques-uns y sont ; mais je ne peux pas cacher à la commission que les sous-préfets détachés que j'emploie dans les services du ministère m'assaillent pour redevenir sous-préfets ; par conséquent, ce n'est pas là l'élément stable d'une administration durable.

M. JEANNERET. Non seulement je ne désire pas gêner l'action de M. le ministre de l'Intérieur,



mais je déclare même que je rends hommage à l'impulsion très heureuse et très forte qu'il a donnée à son administration. Il ne s'agit donc pas de lui refuser des moyens d'action. Il s'agit de savoir quel est le meilleur moyen de les lui donner.

Je persiste à croire que les trois bureaux complets, avec les états-majors de chefs, de sous-chefs, les rédacteurs, les commis, sans parler des banquettes, des tapis, des plumiers appropriés qu'il faudra leur donner, ne sont pas du tout indispensables.

Des moyens d'action, M. le ministre peut en trouver déjà dans le personnel qu'il a à sa disposition, car, dans la besogne d'un chef de bureau, il y a deux parts : le travail purement bureaucratique, qui consiste à expédier les dossiers qu'on met sur sa table, et une besogne plus théorique, presque doctrinale, qui consiste à suivre le travail des commissions, la préparation des projets, et à inspirer, sur des questions d'ordre doctrinal et technique, les décisions du ministre.

Mais pour cette catégorie-là, et pour des besoins qui, il faut le reconnaître, sont dans une certaine mesure des besoins temporaires, rien n'empêchera M. le ministre de recourir à la compétence spéciale des administrateurs éprouvés qu'il va retirer des cadres de l'administration préfectorale. Il est impossible que dans cette cohorte, il ne s'en trouve pas au moins un qui étudié les questions d'urbanisme ou de vicinalité. M. le ministre peut en prendre auprès de lui en mission temporaire plus ou moins pro-



longée.

Pour le reste, l'expédition des affaires administratives proprement dites, en quoi la qualité de chef de bureau ajoutera-t-elle plus particulièrement de valeur au travail qui va être demandé ?

Je connais, dans une administration financière, des services extrêmement importants conduits, gérés par un sous-chef, avec beaucoup d'autorité, de célérité, d'activité et de compétence, et qui n'en souffrent nullement. Je crains beaucoup qu'on n'aille enfler démesurément des états-majors qu'on ne pourra plus ensuite réduire.

Je ne fais nullement une opposition irréductible, mais je répète que sur ce point je voudrais avoir pleine satisfaction. Des besoins nouveaux se sont développés. Parce qu'un bureau spécial sera consacré à ce genre d'affaires, en iront-elles mieux ? Ce qu'il faut surtout pour cela, c'est un sous-chef compétent, bien choisi. Pour la vicinalité, il n'y a pas besoin d'avoir quatre galons sur les manches, trois me paraissent devoir suffire, et peut-être deux.

M. CHARLES DUMONT, rapporteur général. Je m'excuse de ma naïveté, mais vraiment j'avais cru que vous nous demandiez, monsieur le ministre, de fortifier votre administration centrale en prenant parmi les sous-préfets les éléments dont vous avez besoin. Je voyais là la régularité budgétaire. Mais vous venez de dire tout à l'heure, à la fin de vos développements, un mot qui nous trouble : vous ne pensez pas prendre parmi les sous-préfets les hommes dont vous avez besoin pour les lotissements ? C'est



leur spécialité ; la vicinalité ? c'est l'A.B.C. de leur métier. Et les questions d'adduction d'eau ! Ce que nous pouvons leur demander de plus utile, c'est de donner de bons conseils à nos maires pour leur apprendre à former les dossiers des adductions d'eau. Qui, parmi les fonctionnaires haut-le-pied, peut être mieux préparé que nos sous-préfets d'arrondissements ruraux à renforcer les cadres de notre administration pour ces travaux-là, et aussi pour l'application des articles 142 à 144 de la loi de finances, à propos desquels nous vous avons saisi de notre étonnement que le décret ne soit pas encore paru ?

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. C'est un excellent argument en faveur de ma demande.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Laissez-moi vous dire que les sous-préfets sont les premiers à pouvoir vous donner tous les renseignements utiles. Comment ! vous ne pouvez pas les appeler à Paris pour dix ans ! Vous ne pouvez pas les faire entrer dans l'administration ! S'il y a besoin d'une loi la Chambre est toute prête à la voter. J'ai sous les yeux une proposition tendant à la suppression des administrations centrales des ministères et demandant qu'elles se recrutent dans les services extérieurs. C'est une idée que nous avions autrefois, dans l'Université, qui nous était fort chère, et qui serait très bonne. Il y a là, pour votre esprit novateur, une application à faire, lorsqu'il s'agit de fonctionnaires disponibles, et parmi lesquels se trouvent certainement



les compétences nécessaires.

M. LE RAPPORTEUR. Il semble résulter de cette discussion que le principe des trois bureaux n'est même pas contesté s'il n'y avait pas de chefs de bureaux.

M. JEANNENEY. S'il n'y a plus de chefs, il n'y a plus de bureaux.

M. LE RAPPORTEUR. Je crois que M. le ministre acceptera très volontiers que la commission des finances marque son désir de recruter le personnel - non pas les chefs de bureaux, ce n'est pas possible ; quand on me dit qu'on pourra se passer d'un chef de bureau, je vous répète que je suis allé dans les services, où j'ai été très bien reçu, et j'en ai vu un, celui du 4<sup>e</sup> bureau, vous ne pouvez plus rien lui donner, il est à bout, cet homme. Si ce n'est que cela qui est en discussion, je demande à M. le ministre s'il accepterait que la commission marque son désir très ferme, très net, d'aller prendre le maximum de personnel dans le personnel inutilisé et payé, qui est à la fois dans les Régions libérées et parmi les sous-préfets. Qu'en pensez-vous, monsieur le ministre ?

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Je vais répondre à la fois aux observations de M. Jeanneney et à celles de M. Roustan.

En ce qui concerne la disponibilité de sous-préfets que je pourrais utiliser à des fonctions de ce genre, je voudrais rappeler à la commission que le



Sénat , à une très forte majorité, dont je me suis réjoui - 278 voix, si je me rappelle bien - a voté le 30 mars dernier une loi relative au remplacement de ces sous-préfets mis en l'air par les décrets de 1926.

A ce moment, j'ai dit au Sénat - et le Sénat m'a suivi - que mon désir était de supprimer ces fonctionnaires disponibles et de les rétablir dans leurs fonctions actives. J'y ai réussi, grâce au vote des deux Chambres, et mon effectif de fonctionnaires en surnombre, qui était de 193 au moment du vote de la loi, va tomber demain, après mon prochain décret de nominations de secrétaires généraux et de sous-préfets, à moins de 90. Là-dessus, il y a 45 conseillers de préfecture; il me reste donc 45 sous-préfets. Pour me conformer à la loi, je vais les remettre sous-préfets et secrétaires généraux, et ce sera fini dans dix mois.

Par conséquent, je ne peux pas compter sur eux comme éléments stables de bureau ayant à faire face à des besognes permanentes.

La commission peut marquer son désir, et j'en tiendrai le plus grand compte, mais je lui indique qu'il arrivera un moment, pas très lointain, où il n'y aura plus de sous-préfets en surnombre. Ils vont rentrer dans leur administration d'origine, et par conséquent ne seront plus disponibles pour faire des rédacteurs.

M. HENRY BERENGER. C'est le triomphe des décrets d'économies.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Il ne faut



pas être si sévère pour des décrets qui ont eu tout de même certains avantages, qu'on a pris dans une période où on travaillait vite. A ce moment, on avait un peu moins de liberté d'esprit pour les critiquer.

M. HENRY BERENGER. Cela a sauvé la France !

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. En tout cas, elle est dans une meilleure situation aujourd'hui qu'alors.

M. HENRY BERENGER. Je n'en suis pas persuadé.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. C'est votre opinion.

Pour prendre les choses comme elles sont, les deux Chambres ont voté une loi qui tend à supprimer les fonctionnaires en surnombre. Je ne peux donc pas compter sur ces fonctionnaires pour dans un an.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Ne croyez-vous pas que lorsque le Parlement a voté la loi dont vous venez de parler, il avait dans la pensée de ne faire jouer cette loi que dans la mesure où l'on n'aurait pas l'emploi des fonctionnaires disponibles ? Mais quand il y a un emploi pour eux ?...

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Laissez-moi vous rappeler que, sur initiative parlementaire, on a introduit dans la loi du 30 mars un article pour que les trois sous-préfets actuellement employés au ministère de l'intérieur comme rédacteurs eussent le droit de redevenir....



droit de redevenir sous-préfets. Ce texte a été voté par la Chambre comme par le Sénat. Résultat : pour mon prochain mouvement, mes deux rédacteurs qui s'occupent des associations me demandent de redevenir sous-préfets.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. C'est un mauvais texte.

M. LE RAPPORTEUR. Je l'ai rapporté ici en lisant les débats de la Chambre.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Tant qu'il n'est pas changé,...

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Nous pouvons le changer, si telle est votre opinion.

Je m'excuse de ne m'être pas rappelé ce détail. Nous avons voté la loi pour permettre à M. le ministre, dont l'administration était encombrée de 190 fonctionnaires, d'utiliser ces gens. Mais si nous apercevions ici la possibilité de les utiliser, il y aurait des raisons de ne pas faire jouer la loi avec autant de précipitation et d'ampleur, et, serait-ce même en modifiant la loi dont nous venons de parler, je crois vraiment que l'on a le droit de demander à des sous-préfets, le jour où la nation a supprimé 72 sous-préfectures, de se laisser utiliser au mieux. On leur offre non pas une situation agréable, équivalente, où l'on utilise leurs capacités et leur expérience ; cela s'appelle, je pense, respecter les droits acquis. Il y a, à côté des droits acquis des fonctionnaires, le droit respectable des contribua-



bles, et cette politique à laquelle nous ne voudrions pas faire trop d'exceptions quotidiennes, c'est-à-dire la politique qui consiste à ne pas étendre indéfiniment le personnel des administrations.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je vous signale simplement que je suis tout prêt à loger dans ces bureaux trois, quatre, six sous préfets, car il ne faut pas tout de même exagérer ce que M. Jeanneney appelle les états-majors. Je demande trois chefs de bureau, trois sous-chefs et 9 rédacteurs ; il n'y a pas de sous-directeurs, pas de sous-chefs'adjoints, comme dans les cabinets de ministre ; c'est assez élémentaire.

Je veux bien y mettre des sous-préfets, des fonctionnaires des régions libérées, je ne demande pas mieux ; j'ai simplement répondu que le recrutement par les régions libérées, en ce moment, étant donné que les bons éléments ont été pris dans les deux dernières années et que - c'est le bon sens - les administrations ont recueilli d'abord ceux de qui on pouvait attendre un bon travail, ne vaut pas cher comme productivité technique...

Dans le sens que demandent MM. Jeanneney, Dumont et Roustan, je ferai aussi tout ce que je peux. Si vous voulez que je dise que j'accueillerai le plus respectueusement du monde, cela va sans dire, mais avec le désir aussi de m'y conformer, le voeu marqué par la commission que je mette, pour le moment présent, un certain nombre de ces fonctionnaires à ce travail, oui.



M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Et le texte des deux sous-préfets ?

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. La Chambre ne le voterait pas.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL. Vous êtes capable de le faire voter.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. Je ne sais pas de quoi je suis capable, mais, qu'est-ce que vous voulez ? mettez-vous à leur place. Vous me permettez de parler tout à fait librement ? Ces trois sous-préfets détachés au ministère de l'intérieur, et qui regrettent d'avoir ainsi quitté, parce qu'ils avaient besoin de manger à ce moment, une carrière qu'ils aimaient, et qui sont tous les trois des fonctionnaires très distingués, ils n'ont rien dit à moi, ils ont été très déferents pour leur ministre, mais, suivant le procédé habituel, une quarantaine de parlementaires pour chacun sont venus me signaler leur cas, et l'amendement a été déposé à la Chambre, et, comme il n'avait rien d'abusif, on m'a dit : "Vous rouvrez l'avancement, ne soyez pas impitoyable pour ceux-là qui, sous l'aiguillon de la nécessité, ont accepté de changer de carrière et se trouvent, au nombre de trois, dans une carrière qu'ils aimeraient mieux quitter pour reprendre leur ancienne carrière, s'ils en ont l'occasion.

J'ai accepté l'amendement; parce qu'il avait une immense majorité à la Chambre, il l'aurait eue aussi au Sénat.

Ces trois-là, forts du texte de la loi,



ils ne demandent leur réintégration avec priorité - c'est dans la loi, je ne peux pas la leur refuser, et quand j'en aurai pris d'autres, ils demanderont la même chose.

M. HENRI ROY. Si vous révoquiez les fonctionnaires préfectoraux qui font trop fréquemment appel aux parlementaires, dans l'impossibilité où vous êtes de révoquer les parlementaires eux-mêmes ?

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. J'ai développé cette double idée : les préfets tâchent trop de parler aux parlementaires, et réciproquement. Seulement, on ne transforme pas les mœurs, et la vérité, c'est que, dans un cas comme celui-ci - ces trois sous-préfets sont Floch (?), Brun (?) et Labaume (?), ce sont des gens très bien - Brun et Labaume sont les deux seuls qui, dans ce ministère bizarre, traitent les questions d'associations, quand ils n'y seront plus, je n'aurai plus personne dans mon administration de l'intérieur qui sache ce que c'est qu'un dossier d'association civile ou religieuse. Vous savez, c'est quand même paradoxal. Je sais bien que vos administrations centrales coûtent cher. Je suis tout à fait de l'avis de M. Jeanne-ney, mais on est arrivé à une telle incohérence dans l'organisation, que, quand on essaie d'y regarder avec un esprit de méthode et de sens commun, on fait des découvertes prodigieuses.

On fait des discours partout pour glorifier l'association, phénomène de la civilisation moderne, on nous glorifie d'avoir voté des lois : il n'y a



personne pour en surveiller l'application. Le phénomène de l'association religieuse, qu'elle soit catholique, protestante, juive ou islamique, personne n'en sait rien. Sur les 1853 associations déclarées de l'utilité publique, le ministère/intérieur en contrôle 11 par an !

Pour tous ces besoins, les ~~xxxx~~ préfets mis à la disposition ne sont pas au nombre de 50, ils sont au nombre de 6. Ils sont dès maintenant affectés, sauf un, qui est à six semaines de la retraite et que je n'ai pas affecté. Mais les cinq préfets qui ont l'air de faire nombre, leurs affectations sont définies pour chacun d'eux dès maintenant.

Quant aux sous-préfets, je ne demande pas mieux, mais je vous dis qu'ils ne s'attarderont pas dans ces fonctions-là.

M. LE RAPPORTEUR. Là encore, le ministère de l'intérieur, dont je fais l'éloge - pas de M. Tardieu, mais de ses prédécesseurs - est un des rares qui aient bien voulu consentir à appeler trois sous-préfets, car ce qu'il faut savoir, c'est que pas un ministère n'a aidé au décongestionnement que nous demandions. M. Poincaré avait demandé qu'il n'y eût plus de concours, et le jour où il y a eu des emplois de rédacteurs, que des sous-préfets avaient demandés, au ministère des finances, on a organisé un concours à l'exclusion des sous-préfets.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. J'ajouterai que la première fois, après le décret de 1926, que



j'ai vu annoncer un concours dans une administration qui n'était pas la mienne, j'ai fait rapporter l'arrêté, et que, soit à la marine marchande, soit à la justice, ~~xxx~~ aux nationalisations, j'ai casé beaucoup de monde des régions libérées. Je ne demande qu'à continuer dans cette voie. Mais j'ai cru de mon devoir de vous dire la limite qu'il faut respecter.

M. LE PRESIDENT. Avez-vous, messieurs, une autre question à poser ?...

Monsieur le ministre, nous allons délibérer immédiatement.

M. LE MINISTRE DE L'INTERIEUR. J'espère, messieurs, que votre délibération me sera clément.

(M. le Ministre de l'Intérieur se retire).

. . . . .



Suite de la discussion du projet de loi portant  
création de 3 bureaux au Ministère de l'Intérieur.

M. LE PRESIDENT.- Après avoir entendu M. le Ministre, nous devons statuer sur le projet de loi relatif à la création de 3 bureaux au Ministère de l'Intérieur. Quel est l'avis du Rapporteur ?

M. ROUSTAN, Rapporteur.- Je pense que nous serons tous d'accord pour autoriser le Ministre à organiser les trois bureaux nouveaux dans les conditions suivantes : 3 chefs de bureau pris dans les cadres du Ministère de l'Intérieur, les Sous-Chefs, et les Rédacteurs, pris parmi les sous-préfets sans emploi ou les cadres du Ministère des Régions Libérées.

Pour obliger le Ministre à procéder selon nos désirs, je propose que nous réduisions le crédit ouvert à l'art.2. Ne laissons subsister dans ce crédit que la somme nécessaire à la création des trois chefs de bureaux c'est-à-dire 107.625 francs.

M. RAOUL PERET.- N'est-ce pas là un procédé un peu radical ? Que se passera-t-il si le Ministre ne peut pas recruter son personnel au Ministère des Régions Libérées ? Ce qu'il vient de nous déclarer tout à l'heure montre qu'il n'y a pas beaucoup d'espoir à fonder sur ce point.

M. ALBERT LEBRUN.- Je fais pour ma part des réserves formelles sur le jugement par trop sévère porté tout à l'heure par le Ministre sur le personnel de l'Administration des Régions Libérées. Je connais fort bien cette administration que j'ai eu l'honneur de diriger. On compte encore dans ses cadres des éléments très intéressants ayant des titres universitaires, de la bonne volonté et de l'expérience.....



rience. On pourrait facilement y trouver 7 à 8 chefs de bureaux, une vingtaine de sous-chefs et des Rédacteurs.

Je suis d'ailleurs informé que le Conseil d'Etat délibèrerait hier sur le sort à donner à ces fonctionnaires.

M. HENRY ROY.- Dans ces conditions, nous devrions surseoir jusqu'à ce que nous connaissions la décision du Conseil d'Etat. Tant que nous ne la connaissons pas, nous ne pouvons pas savoir s'il y a des fonctionnaires disponibles pour le Ministère de l'Intérieur au Service des Régions Libérées.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- Je crois qu'il faudrait chercher un texte enjoignant au Gouvernement de rechercher dans des économies les crédits nécessaires à la création envisagée des trois nouveaux bureaux. Sous cette réserve, nous ne pouvons qu'approuver cette création.

M. RAOUL PERET.- L'idée est excellente mais je ne vois pas comment un pareil texte pourrait être rédigé.

M. ALBERT MAHIEU.- Si ces trois bureaux sont inutiles, n'en autorisons pas la création. Mais si, comme je le crois, cette création est indispensable, eh bien! laissons au Ministre la possibilité de les organiser de manière qu'ils donnent le meilleur rendement possible.

Nous ne pouvons pas d'une manière trop stricte lui imposer le choix de ses collaborateurs.

N'oublions pas, en outre, que le personnel de l'Administration centrale des Régions Libérées n'est pas entièrement disponible, car il faudra encore, pendant plusieurs années, conserver un service liquidateur.

M. PIERRE LAVAL.- Les déclarations de M. le Ministre de l'Intérieur concernant les mérites et la valeur du personnel des Régions Libérées m'ont beaucoup surpris.

Comment !.....



Comment ! voilà un service qui a eu en quelques années à organiser la reconstitution des régions dévastées, qui a eu à utiliser des crédits dépassant 100 milliards et voilà que l'un de ses anciens chefs vient nous déclarer maintenant qu'il est uniquement composé de fonctionnaires incapables .

On a parlé souvent du scandale des régions dévastées . Mais vraiment si le jugement de M. TARDIEU était exact ce serait là le plus grand scandale !

En réalité , je dois le dire comme Rapporteur , le personnel des Régions Libérées ne mérite nullement les critiques sévères que vient de lui adresser , un peu légèrement, le Ministre de l'Intérieur .

Ce personnel s'est montré à la hauteur de sa lourde tâche et aujourd'hui on pourrait encore attendre beaucoup de services des fonctionnaires qui ont mené à bien l'oeuvre de restauration de l'immense région dévastée.

Malheureusement , toutes les administrations, quelles qu'elles soient, opposent une résistance farouche à toute tentative du Gouvernement d'introduire dans leurs cadres des fonctionnaires des Régions Libérées .

Cette résistance égoïste, contraire à l'intérêt général, est inadmissible . Elle doit être vaincue car il est scandaleux de voir maintenir des fonctionnaires dans des emplois devenus inutiles alors que, par ailleurs, on nomme de nouveaux fonctionnaires et l'on ouvre des concours .

M. LE PRESIDENT.- Il me semble que tout le monde est d'accord sur le principe même de la création des trois bureaux. Mais j'ai entendu M. ROY proposer de surseoir à toute décision sur l'application jusqu'à ce que le règlement d'administration publique ~~soit~~ délibéré par le Conseil d'Etat soit publié et

que .....



que nous connaissions les règles établies par ce règlement. Je vais consulter la Commission sur cette proposition.

M. HENRY ROY.- Je vais plus loin encore , Monsieur le Président, je demande qu'il soit sursis à toute décision <sup>lui</sup> sur le projet de loi/même.

Je suis de ceux qui ont toujours protesté au sein de cette Commission , contre les créations d'emploi inutiles. J'ai gardé le souvenir de longues discussions à ce sujet et de nombreuses décisions prises .

Jadis, sur ce point, la doctrine de la Commission était formelle . Nous voulions diminuer le nombre des fonctionnaires . Je reste pour ma part fidèle à cette doctrine.

Seules des créations d'une utilité incontestable pourraient trouver grâce à mes yeux . Or, celle que propose le Ministre de l'Intérieur est loin de remplir ces conditions.

M. LE RAPPORTEUR.- L'utilité des trois nouveaux bureaux demandés par le Ministre me paraît au contraire tout à fait évidente.

Mais comme je suis , moi aussi, hostile à l'augmentation du nombre des fonctionnaires, j'insiste pour que nous adoptions un texte obligeant le Gouvernement - sauf pour les trois chefs de bureau - à se procurer les crédits nécessaires à la nomination des sous-chefs , rédacteurs et dactylographes , par des économies réalisées sur d'autres chapitres du budget.

Une pareille décision serait conforme à la doctrine de la Commission que rappelait tout à l'heure M. ROY et je ne vois pas pourquoi nous ne la prendrions pas tout de suite.

M. HENRY ROY.- Lorsque l'Administration des Régions

Libérées .....



Libérées a été créée, il a été entendu que ce n'était qu'une Administration provisoire. Les fonctionnaires embauchés dans cette administration n'ont pu l'être qu'à titre temporaire. Aujourd'hui, la besogne terminée, on peut les congédier.

J'admets que l'on tienne compte de certaines situations et que ce congé soit entouré de quelques ménagements. Mais, il n'en est pas moins vrai qu'il doit avoir lieu.

Au lieu de congédier les fonctionnaires des Régions libérées, si vous créez des emplois nouveaux pour les utiliser, vous faites purement et simplement des créations nouvelles. Vous stabilisez l'accroissement du nombre des fonctionnaires consécutive à la création du Ministère des Régions Libérées.

Les économies dont vous parlez ne sont que des trompes l'oeil!

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- De nombreux fonctionnaires des Régions Libérées venaient d'autres administrations. L'Etat est lié à eux par un contrat. On ne peut pas les congédier.

Au surplus, le personnel nécessaire pour les trois bureaux du Ministère de l'Intérieur, peut n'être pas seulement recruté dans les services des Régions Libérées. On peut trouver des éléments excellents dans l'Administration préfectorale.

On pourrait indiquer dans la texte que le crédit nécessaire au fonctionnement des trois bureaux sera prélevé sur les annulations correspondantes réalisées aux chapitres 1 des Régions Libérées et 6 de l'Intérieur.

M. PIERRE LAVAL.- En spécifiant toutefois que le

Ministre.....



Ministre pourra nommer les trois chefs de bureaux par promotion dans son administration, car il faut reconnaître qu'il a besoin de spécialistes pour cet emploi.

b Un crédit de 107.625 francs pourra être ouvert à cet effet par l'article 2.

M. LE PRESIDENT .- Je dois mettre aux voix la proposition de sursis de M. ROY.

M. HENRY ROY.- Je la retire tout en conservant mon opinion sur l'inutilité de la création demandée.

- L'article 1er est adopté.

En ce qui concerne l'article 2, la Commission adopte le principe de la proposition de M. le Rapporteur Général et de M. PIERRE LAVAL et elle charge M. le Rapporteur et M. le Rapporteur Général de traduire cette décision dans un texte.

#### COMMUNICATION RELATIVE AUX EMPRUNTS OR.

M. LE PRESIDENT.-J'ai reçu de M. le Ministre des Affaires Etrangères une lettre relative à la question des emprunts-or contractés en France par des Gouvernements étrangers avant le 1er Août 1914.

M. LE PRESIDENT donne lecture de cette lettre .

.....



Ministère  
des  
Affaires Etrangères

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----

Direction  
des  
Affaires politiques  
et commerciales.

Paris, le 12 Juin 1929

EUROPE

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 28 mai, vous m'avez demandé de vous faire connaître l'avis de mon Département relativement à une proposition de loi de M. Dominique Delahaye tendant à assurer le paiement en or des emprunts contractés en France par des Gouvernements ou des sociétés étrangères avant le 1<sup>er</sup> août 1914.

Comme vous le savez, le Gouvernement français n'a jamais manqué d'appuyer auprès des Gouvernements étrangers, lorsqu'elles lui paraissaient justifiées, les revendications de cet ordre qui lui étaient présentées par les Porteurs et notamment par l'Association Nationale des Porteurs français de valeurs Mobilières. Des résultats appréciables ont été acquis de la sorte en ce qui concerne la reprise, sur la base de l'or, du service financier des emprunts bulgares, roumains, ottomans et de l'ancienne dette austro-hongroise. De même, le Gouvernement français a obtenu que la Cour Permanente de Justice Internationale fût appelée à statuer sur cette question relativement à certains emprunts serbes et brésiliens. La décision de la Cour de la Haye à cet égard sera très prochainement rendue.

Il semble qu'il y ait lieu de continuer à s'attacher à une méthode qui a fait ses preuves, alors qu'on ne voit guère comment une loi française établissant que les emprunts-or contractés en France doivent être remboursés au change de l'or, pourrait être considérée par les Gouvernements étrangers comme pouvant les lier au même titre qu'un engagement contractuel ou qu'un jugement d'une Cour arbitrale.

Agréez, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre des Affaires  
Etrangères  
Signé: BERTHELOT



M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- Il n'est pas un mot de cette lettre qui ne mériterait de notre part un démenti et une rectification.

Malheureusement , c'est inutile, et nous n'avons plus à intervenir.

Bornons nous à donner acte au Ministre de sa réponse.

M. LE PRESIDENT.- La question vaut tout de même la peine d'être étudiée et je demande à M. ROY de nous en entretenir prochainement.

M. ROY.- Volontiers, mais quelle est , sur ce sujet, l'opinion du Ministre des Finances ?

M. LE PRESIDENT.- Nous l'avons consulté , mais il ne nous a pas encore répondu .

M. ROY.- Il serait indispensable d'avoir sa réponse afin de connaître exactement l'opinion du Gouvernement.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Hélas ! dans cette affaire, l'opinion du Gouvernement importe peu . Nos représentants devant la Cour de La Haye se voient opposer l'arrêt de la Cour de Paris qui a jugé que le paiement en or ne pouvait être réclamé par les porteurs français d'un emprunt conclu par la Ville de Tokio avant la guerre .

Pour effacer les conséquences déplorables de cet arrêt, le Gouvernement aurait dû faire des déclarations à la Tribune du Parlement . Il n'a rien fait.

Cette passivité coûtera cher à la France!

Dès que j'ai connu l'arrêt de la Cour de Paris , j'ai compris le parti qu'en tireraient nos adversaires à la Haye et je suis intervenu auprès du Garde des Sceaux pour attirer son attention sur la nécessité de hâter l'examen du pourvoi introduit devant la Cour de Cassation contre cet arrêt.

Rien .....



Rien n'a été fait dans ce sens, et il m'a été affirmé que la Cour de Cassation ne statuerait pas avant le mois de Novembre .

M. LE PRESIDENT.- Je vais demander au Ministre des Finances de nous donner sa réponse et sa lettre vous sera communiquée en même temps que celle de M. le Ministre des Affaires Etrangères.

M. HENRY ROY pourra alors nous faire un exposé de la question.

STATUT DES RETRAITES DES AGENTS DES GRANDS  
RESEAUX DE CHEMINS DE FER.

M. ROY.- L'ordre du jour appelle l'exposé financier par M. Jeanneney, Rapporteur, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant le statut des retraites des agents des grands réseaux de chemins de fer et créant une caisse autonome des retraites commune à tous les réseaux d'intérêt général (N° 149 - année 1929).

M. JEANNENEY.- Rapporteur.- Donne lecture de son avis concluant à l'approbation des conclusions du rapport de M. FERNAND RABIER au nom de la Commission des Chemins de fer .

D'accord avec le Ministre des Travaux Publics , cette Commission a proposé de ne pas passer à la discussion de l'article unique du projet, le nouveau statut des retraites des agents des grands réseaux devant être établi - conformément à des directives indiquées dans le rapport de M. RABIER - par les réseaux eux-mêmes .

L'avis de M. JEANNENEY est approuvé .

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de M.

le .....



le Ministre des Travaux Publics donnant sa complète approbation aux termes de cet avis.

REORGANISATION DE L'ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS  
INDIRECTES .

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen , pour rapport au fond, du projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1929 en vue de procéder à la réorganisation de l'Administration des contributions indirectes (N° 194-année 1929).

La parole est à M. FERNAND FAURE, Rapporteur .

M. FERNAND FAURE, Rapporteur.- Je dois très loyalement indiquer à la Commission que la lecture de mon rapport demandera deux heures .

M. MILAN.- On pourrait le faire imprimer sur épreuves .

M. SCHRAMECK.- Renvoyons ce projet à une autre séance.

M. LE RAPPORTEUR.- Je suis à l'entière disposition de la Commission, mais j'ai le devoir de lui faire remarquer que le personnel des contributions indirectes a hâte de voir réaliser cette réforme.

M. LE PRESIDENT.- Nous avons toute confiance dans le travail de notre Rapporteur dont nous connaissons toute la compétence et la conscience . Nous pourrions donc statuer dès aujourd'hui sur les conclusions du rapport (Assentiment).

M. LE RAPPORTEUR donne lecture des parties essentielles de son rapport et des conclusions .

Celles-ci tendant à l'adoption sans modifications, du texte de la Chambre, sont approuvées.

M. JEANNENEY.- En ce qui concerne le crédit de

1.500.000 francs .....



1.500.000 francs ouvert par le projet, il faudra obtenir du Gouvernement l'engagement formel qu'il sera réservé exclusivement à la réforme.

M. LE RAPPORTEUR.- J'ai déjà insisté sur ce point dans mon rapport, et je le ferai à la tribune.

ACHAT DE TERRAIN POUR L'HOTEL DES DOUANES DE MARSEILLE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle une communication de M. Fernand FAURE, Rapporteur, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture sur l'exercice 1929, d'un crédit de 3.250.000 Frs , en vue de l'achat d'un terrain destiné à la construction d'un Hôtel des Douanes à Marseille (N° 314, année 1929).

M. FERNAND FAURE, Rapporteur.- J'ai été chargé de vous présenter un rapport sur un projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1929, d'un crédit de 3.250.000 francs en vue de l'achat d'un terrain destiné à la construction d'un hôtel des douanes à Marseille.

J'ai pris aussitôt possession du dossier et je me suis aperçu qu'il ne contenait aucun renseignement.

J'ai adressé un questionnaire au Ministre des Finances . J'attends encore sa réponse sur un certain nombre de questions mais j'ai obtenu sur d'autres quelques précisions.

Une note assez détaillée m'indique la contenance et l'emplacement du terrain dont l'acquisition est projetée.

Par ailleurs , comme j'avais demandé si l'Etat ne possédait pas à Marseille un terrain où l'on put construire l'Hôtel des Douanes, il m'a été répondu que le seul terrain appartenant à l'Etat était très mal situé , à la sortie d'un tunnel et que, la Compagnie P.L.M. avait certains droits dessus.

Ce .....



Cela n'est, m'a-t-on dit, qu'après une mission de l'Inspection générale des Finances et des pourparlers entre cette mission et la Cie P.L.M. que l'on a renoncé à utiliser ce terrain.

J'étudie la question de très près car j'estime regrettable que l'Etat qui possède tant de terrains ou d'immeubles inutilisés procède encore à une acquisition de terrain et à des constructions neuves.

Je vais notamment demander l'avis de la Chambre de Commerce et de la Municipalité de Narseille.

Toutefois, je suis obligé d'aller vite car l'option de l'Etat sur le terrain à acquérir expirera le 30 Juin .

Je prendrai mes dispositions pour que mon étude ne risque pas de faire perdre à l'Etat cette option.

M. MARIO ROUSTAN.-- Vous<sup>avez</sup>/raison en pareille matière de vous entourer de toutes les précautions possibles.

Nous avons voté à la dernière séance un projet autorisant l'acquisition d'un immeuble rue de Grenelle pour la direction de l'enseignement technique.

Depuis lors certains renseignements complémentaires m'ont été donnés et je me demande si nous avons eu raison d'approuver cette acquisition.

Il m'a été indiqué en effet que l'Etat pourrait trouver dans les immeubles du Ministère des Pensions, rue de Bellechasse l'emplacement nécessaire pour les locaux de l'enseignement technique.

Ne pourrions nous pas reprendre la question ?

M. LE PRESIDENT.-- Nous ne pourrions le faire qu'en remettant régulièrement l'affaire à l'ordre du jour .

Aujourd'hui , il ne nous appartient pas de revenir sur une décision prise .

M. ALBERT MAHIEU.....



M. ALBERT MAHIEU.- Nous aurions tort de revenir la-dessus car l'Etat fait une excellente affaire en achetant l'immeuble de la Rue de Grenelle .

En ce qui concerne les locaux de la Rue de Bellechasse ils sont inutilisables . Les bâtiments du Ministère des Pensions tombent en ruines .

La meilleure opération pour l'Etat consistera à vendre le terrain sur lequel sont ces immeubles .

M. ROUSTAN.- Je n'insiste pas .

M. LE PRESIDENT.- En ce qui concerne le projet sur l'Hôtel des Douanes de Marseille, nous attendons le rapport de M. FERNAND FAURE pour nous prononcer .

#### BUDGET DE 1930.

Monsieur le Président.- L'ordre du jour appelle l'exposé de M. le Rapporteur Général sur le projet de budget de 1930, mais je crois savoir que M. le Rapporteur Général va nous proposer de l'ajourner .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il m'avait paru nécessaire de saisir tout de suite la Commission du projet de budget pour lui permettre d'étudier quels seront les dégrèvements que l'on pourrait songer à appliquer avant le vote du budget de 1930.

Mais, à la réflexion , j'ai reconnu que cette méthode pourrait soulever les susceptibilités de la Chambre .

Il vaut mieux que nous n'ayons pas l'air de prendre l'initiative d'une application immédiate de certains dégrèvements et de dicter à la Chambre ce qu'elle doit faire .

M. LE PRESIDENT.- Cela vaut mieux en effet.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je vous propose donc de renvoyer .....



voyer cet exposé jusqu'au moment où les travaux de la Chambre seront assez avancés pour que notre étude ne soulève aucune critique de la part de l'autre Assemblée .

IMMEUBLE POUR LES ASSURANCES SOCIALES

M. JEANNENEY.- Nous parlions tout à l'heure de la nécessité de n'autoriser l'Etat à acquérir des immeubles et à faire des constructions neuves que dans des cas tout à fait exceptionnels .

Or , nous savons tous que l'Etat a entrepris une construction formidable pour loger les services des assurances sociales . Combien cela coûtera-t-il ?

M. LE PRESIDENT.- Nous entendrons M. LOUCHEUR , Ministre du Travail, sur ce point.

La séance est levée à 17 heures 30.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:





COMMISSION DES FINANCES  
-----

Séance du 17 Juin 1929

La séance est ouverte à 17 heures 45 , sous la  
Présidence de M. CLEMENTEL, Président .

Présents : MM. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. RAIBERTI.

JEANNENEY. CHASTENET. BERENGER. BLAIGNAN.

ROUSTAN. CUMINAL. PASQUET. FERNAND FAURE.

SAINT MAUR. FARJON. STUHL. BERTHOULAT.

REBOUL. SCHRAMECK.

=====

LOYERS

M. LE PRESIDENT explique à la Commission les conditions dans lesquelles la Commission des Finances a dû examiner d'urgence les dispositions fiscales introduites , en séance publique, à la Chambre des Députés, dans la loi sur les loyers , sans que la Commission des Finances ait pu en connaître . Il informe la Commission du désir que lui a exprimé M. MALVY que les dispositions fiscales soient disjointes afin de permettre à la Commission des Finances de la Chambre des Députés de pouvoir être régulièrement saisie.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général, chargé de présenter un avis financier, fait un exposé d'ensemble sur les différentes dispositions financières comprises dans la loi.

L'ARTICLE 30 bis (nouveau) - (Taxe spéciale à la charge des locataires qui effectuent des sous-locations) est  
disjoint.....



disjoint après observations de MM. MARIO ROUSTAN et CHASTENET.

L'article 30 ter (dégrèvement de l'impôt foncier en faveur des propriétaires qui subissent les prorogations prévues par la présente loi) est également disjoint.

L'article 31 (1<sup>o</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéa) (Report au 1<sup>er</sup> Juillet 1939 du délai extrême pour bénéficier de l'exonération fiscale prévue pour les constructions neuves ), est adopté sous une réserve de forme.

Sur les 3<sup>o</sup> et 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article, la Commission décide , sur la proposition de M. CHARLES DUMONT, en conformité de l'avis du Département des Finances, et compte tenu que la Commission des Finances de la Chambre n'a pu en délibérer , de disjoindre les textes adoptés par l'autre Assemblée .

M. CHARLES DUMONT expose finalement les raisons pour lesquelles il estime que l'alinéa nouveau voté par la Chambre , - tendant à ne pas faire entrer en ligne de compte pour l'établissement de la contribution des patentes, de la contribution personnelle-mobilière , ainsi que des taxes spéciales perçues au profit des départements et des communes , les augmentations successives de loyer prévues par la présente loi - doit être disjoint.

(L'alinéa nouveau est disjoint).

Une discussion a lieu sur la disposition votée par la Chambre tendant à frapper d'une taxe fiscale spéciale tout appartement ou logement qui, n'étant pas loué, n'aurait pas été occupé effectivement depuis six mois au moins.

Après observations de MM. CLEMENTEL, DUMONT, RAIBERTI, ROUSTAN, JEANNENEY, SAINT MAUR, BERENGER, la Commission des Finances décide de disjoindre cette disposition tout

en .....



en exprimant sa volonté que cette grave question soit l'objet d'une étude approfondie , d'accord entre les services du Ministère des Finances et les Commissions parlementaires.

PROCEDURE POUR L'EXAMEN DU PLAN YOUNG ET LA RATIFICATION  
DES DETTES INTERALLIEES .

M. LE PRESIDENT, saisit la Commission d'une proposition qui lui a été présentée par M. BERTHOULAT tendant à réunir - pour une audition commune du Gouvernement - les 4 Commissions des Finances et des Affaires Etrangères de la Chambre et du Sénat .

(La Commission décide de ne pas donner suite à cette suggestion, contraire aux précédents parlementaires ).

M. HENRY BERENGER, autorisé par M. CLEMENTEL, donne connaissance à la Commission du questionnaire établi par la Commission sénatoriale des Affaires Etrangères , qui a manifesté le désir d'entendre , dans une réunion commune avec la Commission des Finances, le Gouvernement sur le plan YOUNG et la ratification des dettes intérieures . Il informe la Commission des Finances que la Commission des Affaires Etrangères s'est montrée unanime à demander que les Chambres soient appelées à ratifier les accords eux-mêmes.

M. LE PRESIDENT fait part à la Commission d'un entretien qu'il a eu récemment avec le Président du Conseil au cours duquel M. POINCARE lui a donné l'assurance qu'il ne poserait pas la question de confiance sur la question de procédure pour la ratification des dettes par le Parlement .

La Commission décide de se réunir Vendredi 21 Juin  
pour .....



pour délibérer sur la procédure à suivre pour l'examen du plan YOUNG et la ratification des accords intéralliées sur les dettes .

La séance est levée à 19 heures 15.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, followed by a vertical line extending downwards.



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Vendredi 21 Juin 1929

La Séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. M. CHARLES DUMONT. HIRSCHAUER.  
BERTHOULAT. REYNALD. FRANCOIS MARSAL.  
MAHIEU. BERENGER. FARJON. CHASTENET. SERRE  
REGNIER. ROY. CUMINAL. REBOUL. FERNAND  
FAURE.

LETTRE DE M. LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE  
RELATIVE AUX CREDITS POUR L'ELECTRIFICATION DES  
CAMPAGNES.

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de M. le Ministre de l'Agriculture en réponse à celle qu'il lui avait récemment adressée au sujet de l'insuffisance des crédits d'engagement inscrits au budget pour le programme d'électrification rurale. M. le Ministre fait connaître que le gouvernement se propose de demander au Parlement de porter le montant de ces crédits à 250 millions. La Commission prend acte avec satisfaction de cette réponse de M. le Ministre de l'Agriculture.

RATIFICATION DES DETTES INTERALLIEES

(Procédure)

M. LE PRESIDENT.- M. LUCIEN HUBERT, Président de la Commission des Affaires Etrangères m'a fait connaître qu'il serait désireux que la Commission des Affaires Etrangères se joignit.....



à celle des finances pour entendre M. le Président du Conseil sur la question des dettes interalliées. Je lui ai répondu que nous étions tout disposés à accepter cette méthode qui ménagera les instants du gouvernement en lui épargnant l'obligation de se présenter successivement devant les deux Commissions.

D'autre part, notre collègue BERTHOULAT avait proposé que les deux commissions du Sénat se joignissent à celles de la Chambre devant qui M. le Président du Conseil dépose actuellement. Cette proposition nous a paru soulever de graves objections car elle met en jeu les prérogatives respectives des deux Assemblées.

Néanmoins, pour entrer dans les vues de notre collègue et pour éviter que M. le Président du Conseil ne soit obligé de recommencer devant nous le long et fatigant effort qu'il accomplit en ce moment devant les commissions de la Chambre, je crois que nous pourrions lui demander de nous faire tenir, jour par jour, la sténographie de son exposé. Cette sténographie vous serait distribuée et nous pourrions, d'un commun accord, préparer un questionnaire auquel nous prierions M. le Président du Conseil de venir répondre devant nous.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je me permets d'appuyer cette proposition, qui, tant au point de vue de l'organisation intérieure de nos travaux qu'à celui de l'impression que produira sur le public le choix d'une méthode aussi diligente, ne peut qu'avoir d'heureux résultats.

M. LE PRÉSIDENT.- Nous gagnerons en effet du temps, et, parfaitement éclairés sur toutes les parties du débat, nous pourrons dès le lendemain de l'audition de M. le Président du Conseil, nous prononcer en toute connaissance de cause sur la

procédure.....



procédure qu'il convient d'adopter pour la ratification des accords relatifs aux dettes intérieures : ratification par décret ou ratification législative.

M. GEORGES BERTHOULAT.- L'opinion ne comprendrait pas qu'on obligeât le Président du Conseil à recommencer l'effort formidable qu'il accomplit en ce moment devant les Commissions de l'autre Assemblée; c'est pourquoi j'avais proposé que les Commissions compétentes des deux Chambres se réunissent pour entendre en commun l'exposé de M. le Président du Conseil. La Commission n'a pas cru devoir me suivre et je le regrette. Toutefois je tiens à dire que l'objection constitutionnelle que l'on m'avait opposée n'est pas fondée; le traité de droit parlementaire de M. Eugène PIERRE se borne à déclarer qu'il n'y a pas de précédents à une telle proposition.

Maintenant, il est trop tard pour qu'elle puisse présenter un intérêt. Je ne puis donc que me réserver de la reprendre pour l'avenir, après étude approfondie des questions qu'elle soulève.

M. LE PRESIDENT.- Faites cette étude et saisissez la Commission de telle proposition que vous jugerez convenable.

M. HENRY BERANGER.- Il n'y a pas de précédent dit M. BERTHOULAT. Sa proposition, si elle était adoptée, en créerait un et je ne m'opposerais pas quant à moi, à son adoption.

D'ailleurs, est-il bien exact de dire qu'il n'y a pas de précédent. Je crois me rappeler qu'en août 1926, s'agissant du vote de projets financiers importants, on a décidé de réunir, à Versailles, une Assemblée Nationale qui était bien composée de Sénateurs et de Députés. Cette Assemblée a décidé de nommer une Commission de 30 membres composée elle aussi de sénateurs et de Députés, Commission qui a étudié le projet et présenté un rapport à l'Assemblée. Pourquoi, pour la ratification d'accords.....



cords dont on a dit qu'ils engagent la France pour 62 ans, ne procéderait-on pas de même ? Est-ce que la convocation d'une Assemblée nationale ne permettrait pas de gagner du temps sur la procédure parlementaire courante ?

M. CLEMENTEL.- Le précédent que vous invoquez ne saurait nous encourager à persévérer dans cette voie. La discussion devant cette Commission mixte a eu lieu dans des conditions telles que si l'on n'avait pas été en présence d'un projet très bref sur les termes duquel on savait que la question de confiance serait posée, on n'en serait jamais sorti.

D'ailleurs la Commission dont M. BERTHOULAT propose la réunion n'aurait pas, comme celle de Versailles, à statuer sur les projets en discussion.

M. GEORGES BERTHOULAT.- Ce ne serait, en effet, qu'une réunion de diverses commissions pour effectuer en commun les études préparatoires d'un projet.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Votre proposition est évidemment délicate, car chaque Chambre étant jalouse de ses prérogatives, il est à craindre qu'aucune d'elle n'accepte que les réunions communes se tiennent dans l'enceinte de l'autre. Ne pourrait-on, pour résoudre cette difficulté, décider que la réunion des Commissions se tiendrait en un territoire neutre, au ministère des Affaires Etrangères, par exemple ?

M. GEORGES BERTHOULAT.- Avant de reprendre ma proposition je désirerais savoir si elle agréée au gouvernement.

M. ALBERT MAHIEU.- Vous n'avez pas à vous préoccuper de cela. C'est une question qui relève exclusivement de la police intérieure des deux Assemblées.

La Commission décide qu'elle se réunira mercredi 26 juin pour discuter l'avis financier présenté par M. ROY sur le projet relatif à la réforme judiciaire.

La Séance est levée à 15 heures 1/2.

Le Président de la Commission :



Commission des FINANCES

Séance du mercredi 26 juin 1929.

La Séance est ouverte à Seize heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. JEANNENEY. FAR-  
JON. PIERRE LAVAL. STUHL. GALLET. MARCEL RE-  
GNIER. RIO. ROY. FRANCOIS SAINT MAUR. FER-  
NAND FAURE. BLAIGNAN. PHILIP. CUMINAL. GEOR-  
GES BERTHOULAT. RAOUL PERET. ALBERT LEBRUN.  
ALBERT MAHIEU. MARIO ROUSTAN. JENOUVRIER.  
J. COURTIER. REBOUL. RAIBERTI. ABEL GARDEY.  
BIENVENU-MARTIN.

DETTES INTERALLIEES

M. LE PRESIDENT.- Avant d'aborder l'ordre du jour, je dois faire une communication à la Commission au sujet de la visite que j'ai faite à M. le Président du Conseil, lundi dernier, avec M. LUCIEN HUBERT, Président de la Commission des Affaires Etrangères.

Nous avons M. LUCIEN HUBERT et moi, indiqué à M. le Président du Conseil que les deux commissions du Sénat, désireuses de hâter l'examen par la Haute Assemblée de la question de la ratification des accords sur les dettes interalliées, avaient recherché la procédure la plus expéditive et la meilleure.

J'ai.....



J'ai dit, notamment, que l'un des membres de la Commission des Finances avait exprimé le vœu que les auditions de M. le Président du Conseil aient lieu devant les deux commissions compétentes de la Chambre réunies à cet effet, avec les deux Commissions des Finances et des Affaires Etrangères du Sénat.

M. le Président du Conseil m'a répondu qu'une pareille réunion des Commissions des deux Assemblées, était contraire à la constitution et que, d'ailleurs, cette procédure exceptionnelle souleverait à la Chambre les plus vives protestations.

M. le Président du Conseil m'a fait allusion à ce propos, du mécontentement très visible des Députés ne faisant pas partie des Commissions des Finances et des Affaires Etrangères qui considèrent les membres de ces commissions comme des privilégiés.

M. GEORGES BERTHOULAT.- S'il en est ainsi, je retire ma proposition.

M. LE PRESIDENT.- J'ai indiqué ensuite à M. le Président du Conseil que nous serions très disposés à nous contenter de la communication du compte rendu sténographique de ses auditions devant les Commissions de la Chambre. Nous pourrions étudier à loisir ce compte rendu, et, lorsque nous entendrions à notre tour M. le Président du Conseil, nous nous bornerions à lui poser des questions sur quelques points précis. Cela nous ferait gagner du temps, et cela éviterait au chef du gouvernement des redites fastidieuses et inutiles.

M. le Président du Conseil n'a pas pu accepter cette procédure car à sa demande aucun compte rendu sténographique des auditions n'est fait à la Chambre. Les procès verbaux, forcément très sommaires, sont même revus par lui et il s'est réservé le droit d'en supprimer tout ce qui lui paraît présenter un caractère confidentiel.

Il.....



Il résulte de ces diverses raisons que nous devons attendre pour recevoir les explications du gouvernement que la Chambre ait statué.

Cela m'a amené à demander à M. le Président du Conseil quel était son sentiment sur le calendrier probable des travaux de la Chambre dans les semaines qui vont suivre.

Selon lui, les auditions du gouvernement rempliront toute la dernière semaine de juin.

La semaine entre le 1<sup>er</sup> et le 7 Juillet sera prise par les délibérations des commissions, l'élaboration et l'impression des rapports.

La discussion devant la Chambre pourra s'engager vers le 8 Juillet et durera jusqu'au 14. Ce n'est donc que vers le 15 Juillet que le Sénat sera saisi à son tour.

Les Commissions de la Chambre vont discuter à la fois la question de procédure et la question de fond. Le gouvernement ne posera pas la question de confiance à propos de la ratification par décret mais il défendra de toutes ses forces ce procédé de ratification qui lui paraît de beaucoup le plus avantageux à la fois parce qu'il permet les réserves et qu'il n'engage pas définitivement l'avenir.

M. MARIO ROUSTAN.- Le gouvernement refera-t-il devant nous les mêmes communications qu'aux commissions de la Chambre ? Nous serons déjà éclairés par les débats en séance publique.

M. LE PRESIDENT.- Un grand nombre de documents lus aux Commissions sont confidentiels. Le débat en séance publique sera donc insuffisant pour nous mettre au courant et le Président du Conseil sera obligé de refaire presque complètement devant nous l'exposé qu'il poursuit en ce moment à la Chambre.

M. ALBERT MAHIEU.- Allons-nous examiner en même temps le plan Young ?

M. LE PRESIDENT.....



M. LE PRESIDENT.- Non. Les accords concernant le plan Young ne seront soumis à la ratification du Parlement qu'après réunion de la Conférence internationale prévue pour le mois d'août.

Passons maintenant à l'ordre du jour.

REPORTS DE CREDITS DE L'EXERCICE 1928 à  
L'EXERCICE 1929.

La Commission adopte le rapport de M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1928 à l'exercice 1929.

COLLECTIF DE JUIN (Exercice 1928)

La Commission adopte le rapport de M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général, sur le projet de loi, adopté par la Chambre, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1928, au titre du budget général et des budgets annexes.

ORGANISATION JUDICIAIRE

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. ABEL GARDEY sur l'organisation judiciaire (n° 335, année 1929).

M. HENRI ROY, Rapporteur,- Avant d'exposer très franchement tout le mal que je pense du texte qui nous est proposé par la Commission de Législation, je tiens à témoigner au rapporteur de cette commission, notre Collègue et ami M. ABEL GARDEY toute mon admiration. Son rapport est un modèle de clarté et il restera sans doute dans les annales parlementaires comme un des meilleurs essais de solution du problème de la quadrature du cercle.

N'est-ce.....



N'est-ce pas en effet, Messieurs, quelque chose d'analogue à la réalisation de la quadrature du cercle que ce que tente la Commission de Législation en prétendant rétablir des tribunaux sans avoir de magistrats pour les constituer ?

Une loi comme celle que nous devons faire ne peut être une simple idéologie. Il faut la calquer sur les réalités pratiques. Or, c'est un fait indéniable que la carrière judiciaire est abandonnée aujourd'hui par les jeunes gens.

Le temps n'est plus où la bourgeoisie française envisageait les fonctions judiciaires comme le plus enviable idéal.

Dans "Mademoiselle de la Seiglière", Jules Sandeau nous montre un bâtonnier du barreau de Poitiers, avocat ayant une clientèle considérable, qui recherche comme fin de carrière un siège de Conseiller à la Cour dans cette même ville. On rirait d'un romancier moderne qui prêterait de pareilles ambitions à l'un de ses personnages et d'ailleurs, je suis bien persuadé que le bâtonnier actuel de Poitiers, notre cher Collègue MORAND, considérerait comme une déchéance ce qui tentait si fortement le bâtonnier de "Mademoiselle de la Seiglière".

Aujourd'hui on pense plutôt comme ce père de famille qui disait : "J'ai un fils qui ne réussit pas au barreau. Je vais en faire un magistrat".

Puisqu'il en est ainsi et que nous manquons de magistrats, comment réaliser la réforme judiciaire ?

Je ne veux pas revenir à la discussion si souvent abordée des mérites respectifs du juge unique ou de la collégialité. Le système du juge unique a toutes mes sympathies, mais j'abandonne provisoirement sa défense pour rester dans le domaine des réalisations pratiques.

Depuis longtemps les difficultés du recrutement des magistrats avaient préoccupé les pouvoirs publics et les parlementai-

res.....



res. Les cartons du ministère de la Justice sont pleins d'études, de projets et de rapports tendant à la suppression des tribunaux les moins occupés. Il y avait là, si l'on y avait puisé en 1926, tous les éléments d'une réforme viable.

Malheureusement, les magistrats, allant plus loin encore se montraient en général favorables à la suppression radicale de tous les petits tribunaux afin de n'avoir plus que des résidences agréables dans des villes d'une certaine importance. C'est cette tendance qui a triomphé en 1926. Alors qu'il aurait fallu supprimer 130 à 150 tribunaux, on en a supprimé brutalement 227.

Au lendemain de cette réforme dont je n'ai jamais dissimulé l'exagération et les conséquences fâcheuses, j'ai dit et écrit que le retour au "statu quo ante" aurait plus d'inconvénients que d'avantages.

Je pensais alors, avec beaucoup de personnes, que la réforme de 1926 pourrait être corrigée dans ce qu'elle avait de trop radical et que l'on arriverait à un régime satisfaisant par le rétablissement des tribunaux pour lesquels la suppression avait été une véritable erreur.

Le gouvernement paraissait incliner vers cette solution lorsqu'un fait nouveau est intervenu : je veux parler du rétablissement du scrutin d'arrondissement.

Ce rétablissement a paru comme le prélude du rétablissement des tribunaux d'arrondissement. La Chambre est entrée dans cette voie en exigeant - et avec quelle passion ! - la reconstitution d'une partie de ces tribunaux. Allant encore plus loin, la Commission de Législation du Sénat les rétablit tous.

Il ne nous appartient pas de revenir sur les décisions de la Commission de Législation. Restant strictement dans mon rôle, je veux me cantonner dans l'examen de l'incidence financière du projet.

Il.....



Il y a actuellement 70 magistrats à la suite, mais ces 70 magistrats seront à peine suffisants pour combler les vacances existant dès à présent dans les 138 tribunaux actuels. L'application du projet exigera environ 400 magistrats nouveaux.

M. ABEL GARDEY.- Il faudrait 395 magistrats si l'on rétablissait les tribunaux d'arrondissement purement et simplement, mais avec la composition spéciale que nous envisageons pour certaines sections, il suffira de 250 magistrats.

M. LE RAPPORTEUR.- Il est vrai que la Commission a prévu une composition bizarre pour certaines sections. Ce sera en quelque sorte des "tribunaux de seconde zone".

M. ABEL GARDEY.- Je proteste contre cette qualification injuste. Les tribunaux constitués conformément à l'article 4 § 2 du projet donneront plus de garanties aux justiciables que les tribunaux constitués conformément à la loi Nail de 1919.

M. LE RAPPORTEUR.- Je vous en prie, laissons de côté la loi Nail que personne ne songe à défendre ici. Il ne s'agit pas de faire mieux que la loi Nail. Il faut s'efforcer de faire bien.

En calculant le supplément de dépense résultant de la nomination de magistrats nouveaux sur les traitements actuels on peut estimer d'une manière très approximative qu'il faudra pour les traitements un crédit nouveau de 15.900.000 Frs. Ce crédit devra être augmenté en tenant compte du relèvement des traitements, lorsque ce relèvement sera réalisé.

Il faudra prévoir, d'autre part, des indemnités de démenagements qui s'élèveront à un total de 1.500.000 Frs.

Que se passera-t-il pour les geffiers ?

La.....



La Commission a très bien compris qu'il fallait prévoir dans chaque section un greffe autonome. Le greffier, chacun le sait, est la cheville ouvrière d'un tribunal. Or, je me demande, où l'on trouvera des greffiers pour les 227 tribunaux rétablis ?

La Commission paraît croire que les anciens greffiers vont demander à reprendre leurs greffes. Quelle erreur ?

Pour dorer la pilule aux greffiers, le gouvernement a remboursé les greffiers dont le greffe était supprimé dans des conditions très avantageuses pour eux. On leur a payé leurs greffes à un prix très supérieur aux prix réels et ils ont reçu de ce chef une somme globale de 27.972.000 francs.

Il ne s'en trouvera pas beaucoup pour revenir aujourd'hui sur la bonne affaire qu'ils ont ainsi faite, d'autant plus que la plupart ont pris une autre situation et investi leurs capitaux ailleurs.

Au point de vue financier, la question se pose de la façon suivante :

L'Etat a versé 25 millions pour racheter les greffes (les greffiers de rattachement ayant payé le supplément). Les nouveaux greffiers devront théoriquement verser la valeur de leurs offices. Mais pratiquement en trouvera-t-on ?

Passons à l'incidence de la réforme sur le régime pénitentiaire. La réforme de 1926 a permis de réaliser des économies appréciables tant par le resserrement des circonscriptions pénitentiaires et la diminution du personnel qui en a été la conséquence, que par l'application du système de la régie aux prisons nombreuses et par une meilleure organisation de travail des prisonniers.

Si l'on revient au régime ancien, tous ces avantages disparaîtront.....



paraîtront ce qui peut représenter l'abandon d'une économie de 6 millions par an et un manque à gagner pour l'Etat de 7 à 10 millions.

D'autre part, il va falloir remettre en état les prisons abandonnées. Si l'on rétablissait toutes les prisons, il faudrait prévoir de ce chef une dépense immédiate de 9 millions et une charge annuelle de 7 millions.

En limitant le rétablissement à 25 prisons seulement comme paraît le prévoir la Commission, c'est tout de même un supplément de dépense de 2.150.000 (dépense immédiate, et de 1.367.000 (dépense annuelle) qu'il faudra inscrire au budget.

La plupart des petites prisons auront besoin, si l'on veut les remettre en état, de réparations considérables. Qui supportera la dépense ?

La thèse officielle du ministère de l'intérieur est que les dépenses d'entretien des prisons sont des dépenses obligatoires par les départements. Il en résulterait que ces dépenses peuvent être inscrites aux budgets départementaux même en cas de refus des Conseils généraux.

Mais de nombreuses personnalités très qualifiées et notamment M. Mosset, inspecteur des services administratifs au ministère de l'intérieur soutiennent, au contraire, en pareille matière, l'impossibilité de l'inscription d'office.

Je signale cette difficulté sans prétendre la résoudre. Il me paraît quant à moi qu'il serait scandaleux de faire supporter aux départements les conséquences de fautes qu'ils n'ont pas commises.

En ce qui concerne le projet lui-même, comment devons nous le conclure ?

J'ai dit que je trouvais ce projet mauvais et inapplicable.....



ble. Mais, nous sommes en présence d'une volonté formelle de la Chambre, et sans doute demain d'une volonté non moins formelle du Sénat, de rétablir les tribunaux d'arrondissement.

Contre ce mouvement irraisonné que pourrions-nous ? Je vous propose de déposer un avis objectif et sans conclusion, déclarant simplement que nous ne nous opposons pas à la discussion du projet.

M. ABEL GARDEY.- Je fais des réserves sur certains points de l'exposé de M. le Rapporteur.

En ce qui concerne notamment les greffiers, je suis sûr que le recrutement sera beaucoup plus facile qu'il ne le croit et que nombreux seront les anciens greffiers qui reprendront leurs greffes.

Je ne méconnaissais pas d'autre part, les inconvénients qui pourraient résulter du rétablissement d'un trop grand nombre de prisons, mais justement la Commission n'a pas rendu obligatoire la réouverture de toutes les prisons d'arrondissement. On commencera par le rétablissement d'un très petit nombre.

M. PIERRE LAVAL.- En 1926 tout le monde était d'accord sur la nécessité de supprimer un certain nombre de tribunaux. On hésitait seulement sur le critérium à adopter, et les divers projets envisageaient la suppression d'un nombre de tribunaux oscillant entre 30 et 150 suivant le nombre minimum d'affaires que l'on considérerait comme indispensable.

Il me paraît maintenant tout à fait insensé de revenir en arrière et de vouloir rétablir tous les tribunaux d'arrondissement, même ceux sur la suppression desquels tout le monde était d'accord depuis de longues années.

Tout le monde sait, par exemple, que la plupart des justiciables du tribunal de BEAUME LES DAMES sont obligés de passer à BESANÇON pour aller à BEAUME. Rétablir un tribunal dans ces conditions.....



conditions est contraire à l'intérêt même des justiciables. Le fait n'est pas isolé.

Il n'est pas douteux qu'au lendemain du vote du projet actuel, les mêmes raisons qui avaient provoqué le mouvement d'opinion contre le maintien de tribunaux inutiles, apparaîtront comme toujours vivantes et nous verrons renaître les projets et propositions si nombreux avant 1926.

Est-ce digne du Parlement que de voter une loi que l'on sait mauvaise et que l'on sera dans la nécessité d'amender aussitôt après sa mise en application ?

Il me semble que le Sénat serait bien inspiré en rappelant au gouvernement que la suppression d'un certain nombre de tribunaux n'est pas incompatible avec le rétablissement du scrutin d'arrondissement et qu'au surplus il faut, en pareille matière, penser avant tout à organiser une bonne administration de la justice.

M. LE RAPPORTEUR.- Notre situation est très difficile en face d'un pareil projet.

La vérité c'est que ce projet est absolument inapplicable. Je défie le gouvernement de créer plus de 50 tribunaux sur les 227 que l'on prétend rétablir.

Mais alors, dira-t-on le texte est sans inconvénients ?

Je réponds que le projet de notre commission de législation n'en est pas moins très dangereux parce qu'il va faire naître dans tous les chefs-lieux d'arrondissement des espoirs qui ne pourront pas être réalisés.

Le gouvernement devrait avoir la sagesse de montrer la situation telle qu'elle est devant le Sénat. Je n'ose pas espérer cette sagesse.

A nous donc de dire la vérité au Sénat .

Il.....



Il faut dire et répéter - ce qui est incontestable - que jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1930, on ne pourra pas équiper plus de cinquante tribunaux même si l'on va - ce qui est une opération désastreuse pour les justiciables - à la pêche des magistrats.

M. ABEL GARDEY.- Il y a déjà plus de 100 candidatureurs à la Chancellerie!

M. LE RAPPORTEUR.- C'est vrai, mais ce sont là toutes les candidatures accumulées depuis trois années. Lorsque tous ces candidats seront nommés - ce qui n'est peut être pas très désirable pour tous car il ne suffit pas de poser sa candidature aux fonctions judiciaires pour remplir toutes les conditions de moralité et de capacité - vous n'en trouverez pas d'autres avant longtemps.

Et les greffiers ! Comment les nommerez vous ?

Devant l'impossibilité absolue en face de laquelle on se trouve, il faudra abandonner le projet de la commission .

Je le dis et je le dirai dans mon rapport car il faut bien tout de même que quelqu'un dise la vérité.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur général,- Nous sommes en présence d'une sorte de folie collective qui des chefs lieux d'arrondissement a gagné les Assemblées Parlementaires.

Il faudrait gagner quelques mois, pour laisser à l'opinion publique le temps de revenir à la sagesse.

Je compte beaucoup sur le bon sens de nos populations pour comprendre qu'il est des suppressions de tribunaux inoccupés qui répondent à un véritable besoin.

M. LE RAPPORTEUR.- Ne vous faites pas d'illusion !

En 1926, le Conseil municipal de PITHIVIERS était tellement convaincu de l'inutilité du tribunal de cette ville qu'il a refusé de voter une motion proposée par le maire, notre Collègue.....



lègue M. DONON, tendant au maintien de ce tribunal.

Tout dernièrement, dès que le vote de la Chambre a été connu, le même Conseil municipal a réclamé le rétablissement immédiat du Tribunal de PITHIVIERS.

Il en est ainsi dans toute la France.

M. ABEL GARDEY.- M. le Rapporteur est beaucoup trop pessimiste.

Nous avons prévu une constitution spéciale pour certains tribunaux qui permettra de parer à l'insuffisance du nombre des magistrats .

M. LE RAPPORTEUR.- Oui, nous allons voir reparaître un nouveau "Juge baladeur". Celui-ci ne prendra plus, comme l'ancien, un "aller et retour" quotidien, mais il en prendra un annuel. Les Compagnies de chemins de fer y perdront mais je ne suis pas sûr que les justiciables y gagneront **BEAUCOUP**.

Même avec cette institution bizarre d'un juge délégué à une section pour une année la loi est absolument inapplicable dans le délai de 5 ans qui est prévu.

M. ABEL GARDEY.- Je ne peux pas laisser dire cela.

Que pourrait faire la Commission de Législation. Ce n'est pas à elle qu'il appartenait de dresser une liste des tribunaux à supprimer et des tribunaux à maintenir.

En maintenant le cadre départemental, elle permet au gouvernement de faire face aux nécessités d'une bonne administration de la justice en tenant compte du personnel dont il dispose.

Ce personnel est insuffisant à l'heure actuelle, je le reconnais, mais le gouvernement peut parfaitement, s'il le veut, trouver de bons magistrats en puisant à des sources auxquelles il n'a pas l'habitude de recourir. Il lui suffit de le vouloir

et.....



et de donner aux magistrats la situation matérielle à laquelle ils ont droit.

M. LE RAPPORTEUR.- Ces sources seront insuffisantes.

M. ABEL GARDEY.- De nombreux magistrats, au lendemain des décrets 1926 ont été mis, sur leur demande, en retraite anticipée. Ils ne demanderaient qu'à reprendre un poste.

M. LE RAPPORTEUR.- Peut-être, mais ce sont tous des magistrats ayant droit à des postes assez élevés. Si vous les reprenez vous allez embouteiller la carrière judiciaire pendant plusieurs années ce qui ne facilitera pas le recrutement des jeunes.

M. RAOUL PERET.- M. ABEL GARDEY a droit à tous nos éloges pour son rapport. Mais qu'il me permette de lui dire qu'il a mis bien du talent au service d'une mauvaise cause.

Le projet de la Commission de législation est indéfendable à tous les points de vue.

S'il est adopté, il consacrera la déchéance de la magistrature. Comment on veut rétablir des tribunaux dont l'utilité est reconnue depuis 20 ans ! C'est une honte !

J'ai connu un président du tribunal de PONTOISE qui résidait bien entendu à PARIS, Un jour quelqu'un lui conseillait de prendre un abonnement de chemin de fer. Il répondit dédaigneusement : "C'est inutile. Je ne vais pas assez souvent à PONTTOISE". La Commission veut rétablir une centaine de tribunaux dans lesquels les magistrats ne seront pas plus occupés que le Président de PONTTOISE.

Qui gagnera à cette réforme ? Je peux affirmer qu'elle n'augmentera le prestige ni de la magistrature, ni du Sénat.

Le projet soulève une quantité de questions très délicates.

Le.....



Le système des délégations supprime en fait l'immovibilité de certains juges. C'est extrêmement grave.

Prendre de pareilles mesures et vouloir en même temps intensifier le recrutement des magistrats, c'est véritablement accumuler les contradictions.

Je crois qu'il faut tenter l'impossible pour retarder la discussion de ce projet. Le temps ramènera peut être les Assemblées à la sagesse.

M. ABEL GARDEY.- La discussion ne peut être retardée. Elle commencera le 4 Juillet comme M. le Garde des Sceaux en a pris l'engagement formel.

En ce qui concerne l'immovibilité, je réponds à M. PERRET que notre projet ne la supprime pas plus que les décrets 1926.

M. LE PRESIDENT.- Ce qui est très grave, c'est que la Commission de Législation s'est prononcée pour le retour à la compétence des juges de paix telle qu'elle était fixée avant le décret du 5 novembre 1926.

Ce décret avait été très bien accueilli des justiciables qui se montrent dans l'ensemble très satisfaits de la juridiction des juges de paix.

Je déposerai un amendement dans le sens du maintien des règles établies par le décret du 5 novembre 1926.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il est bien évident que si la Commission de Législation prétend diminuer la compétence des juges de paix c'est pour alimenter un peu les sections qu'elle rétablit dans les arrondissements. Il faut le dire bien franchement.

M. ABEL GARDEY.- Cette question de la compétence des juges de paix est très importante et la Commission de Législation étudiera l'amendement de M. le Président CLEMENTEL.

M. JOSEPH COURTIER.....



Après

M. JOSEPH COURTIER.- M. ABEL GARDEY je viens défendre l'oeuvre de la Commission de Législation.

Le maintien du tribunal départemental est extrêmement important. Il permettra une organisation meilleure des chambres de disciplines des officiers ministériels.

En outre, on ne peut pas dire que l'on rétablit les tribunaux d'arrondissements. A aucune ligne du texte ne figure cette expression.

M. LE RAPPORTEUR.- Ne tirons aucun argument de cette hypocrisie !

M. LE PRESIDENT.- La Commission doit se prononcer sur les propositions de M. le Rapporteur tendant au dépôt d'un avis ne contenant aucune conclusion.

M. ROUSTAN.- Il faut que le rapport soit très objectif.

M. LE RAPPORTEUR.- Il le sera.

L'avis est adopté.

#### TRAVERSEE DES VOSGES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. PERCHOT sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées des Vosges : ligne de Saint-Dié à Sainte Marie aux Mines et ligne de Cornimont à Metzeral (N° 738-année 1928).

M. JEANNENEY, Rapporteur donne lecture de son avis.

M. ALBERT MAHIEU.- Vous dites dans votre rapport qu'il serait impossible de faire circuler des trains express sur une ligne ayant une rampe de 33. Permettez-moi de vous signaler qu'une pareille affirmation est inexacte.

Sur la ligne de NEUSSARGUE j'ai construit autrefois une ligne sur une rampe de 33 et les express y circulent sans difficultés.....



ficultés.

Sous cette réserve, j'approuve pleinement votre rapport.

L'avis de M. JEANNENEY est adopté.

NOMINATION D'UN RAPPORTEUR.

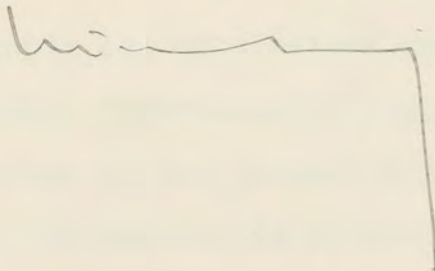
M. JEAN PHILIP est nommé rapporteur du budget de l'Instruction Publique en remplacement de M. VICTOR PEYTRAL.

RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA MARINE.

M. LE PRESIDENT fait connaître qu'il a reçu 36 exemplaires d'un rapport dressé par la Commission de la Marine à la suite d'un voyage en Tunisie. Ce rapport sera distribué aux membres de la Commission.

La Séance est levée à 17 heures 35.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES

Séance du Vendredi 5 Juillet 1929.

La séance est ouverte à 15 heures , sous la Présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents : MM. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. GARDEY.  
MAHIEU. PERET. RAIBERTI. HIRSCHAUER.  
FERNAND FAURE. SERRE. BLAIGNAN.  
PHILIP. COURTIER. REBOUL. BERENGER.  
CUMINAL. REGNIER. MILAN. GALLEE.  
FRANCOIS MARSAL. PASQUET. BERTHOULAT.

ADOPTION DE DIVERS PROJETS.

La Commission adopte les conclusions de trois avis financiers de M. MAHIEU, favorables à l'adoption :

1° de la proposition de loi tendant à l'aliénation au profit du Trésor , du château de Porquerolles (département du var).

2° à la création à la ville de villefranche-de-Conflent, de terrains et bâtiments militaires déclassés;

3° à la vente de la poudrerie de Saint rons.

La Commission adopte ensuite les conclusions de l'avis financier de M. RAIBERTI , favorable à l'adoption du projet de loi portant que les officiers généraux de marine ayant servi en activité pendant toute la guerre 1914-1918 ou jusqu'à la limite d'âge et ayant, dans le grade de Vice-Amiral , commandé en chef devant l'ennemi,

soit.....



soit l'armée navale, soit la Marine dans la zone des armées du Nord, devront être inhumées à l'Hôtel national des Invalides (nouvelle rédaction présentée par la Commission de la Marine).

- La Commission adopte les conclusions de l'avis financier de M. CHARLES DUMONT, favorables à l'adoption du projet de loi portant interdiction de l'exercice de la profession de banquier aux individus frappés de certaines condamnations et aux faillis non réhabilités.

- Elle adopte également les conclusions de l'avis financier de M. ABEL GARDEY, favorables à l'adoption de la proposition de résolution de M. CASSEZ et d'un très grand nombre de ses collègues, invitant le Gouvernement à mettre à la disposition des caisses de crédit agricole, une somme de 500 millions pour, la dite somme être employée à des prêts à long terme.

- Elle adopte également les conclusions du Rapport de M. FERNAND FAURE tendant à l'adoption de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés.

#### HOTEL DES DOUANES DE MARSEILLE.

M. LE PRESIDENT.- Je donne la parole à M. Fernand FAURE qui désire faire à la Commission une communication au sujet du projet de loi relatif à l'acquisition d'un terrain pour l'édification d'un bâtiment destiné à l'administration des douanes de Marseille .

M. FERNAND FAURE.- Il est hors de doute que les locaux actuellement occupés par l'administration des douanes doivent être abandonnés. Mais comment les remplacer ?

Deux .....



remplacer ?

Deux terrains s'offraient à l'administration : l'un d'une surface de 3.200 mètres carrés, appartient aux Domaines; l'autre d'une superficie de 2.400 mètres seulement, appartient à la Cie de Navigation Packer.

C'est sur ce dernier terrain que l'administration des douanes a jeté son dévolu dès l'automne dernier. La Cie propriétaire en demandait 4 millions. Trouvant à juste titre ce prix excessif, l'Administration négocia, obtint un rabais et traita pour le prix de 3.250.000 francs. Un projet de rectification de l'acte d'acquisition fut soumis au Parlement et voté sans examen ni discussion par la Chambre.

Or, le terrain domanial est au moins aussi bien situé puisqu'il occupe l'angle du Boulevard et de la Place de la Joliette. Pourquoi ne l'utiliserait-on pas ?

On objecte qu'il est concédé gratuitement d'ailleurs, à la Cie P.L.M. qui y a établi les voies par lesquelles ses gares sont raccordées au port de la Joliette. Mais il ne paraît qu'il serait aisé de construire au-dessus de ces voies, le bâtiment nécessaire à la douane. Il suffirait, pour cela, de déplacer légèrement les voies. Mais les ingénieurs de la Cie P.L.M. s'opposent à cette solution.

Sur ma demande, un Inspecteur des finances a été envoyé à Marseille pour essayer de résoudre la question. Il n'a rien pu obtenir. On a alors demandé un rapport à l'ingénieur en chef du port de Marseille; je ne vous étonnerai pas en disant que ce rapport conclut dans le même sens que ceux des Ingénieurs de la Cie P.L.M.

J'ai demandé à l'administration des douanes d'étudier la construction d'un bâtiment au-dessus des voies ferrées existantes. Cette étude n'a pas été faite; on sent que l'administration.....



tration ne veut pas gêner la Cie P.L.M. et qu'en conséquence, elle préfère le terrain de la Cie Packer.

La Direction générale des douanes m'a délégué hier un de ses fonctionnaires, à l'effet de me convaincre. Je lui ai répondu que si la Cie Packer consentait à abaisser ses prétentions à 1.000 francs le mètre carré, j'accepterais de me laisser convaincre. De nouvelles négociations peuvent d'ailleurs être entreprises puisque l'option consentie à l'Etat par la Cie Packer n'expire que le 31 Juillet.

J'ai appris ce matin, de la bouche même de la plus haute personnalité du Sénat, que M. le Président de la Chambre, - qui est député de Marseille - , tenait beaucoup à ce que le projet fût voté avant la fin de la session. Je me suis permis d'exposer l'état de la question à cette haute personnalité qui m'a vivement conseillé de voir M. le Président de la Chambre et de lui demander de faire une pression amicale sur la Cie Packer pour l'amener à abaisser ses prétentions.

Je demande donc à la Commission d'autoriser à faire cette demande.

M. LE PRESIDENT.- La Commission ne peut officiellement vous donner un tel mandat ; elle ne peut que surseoir à statuer sur le projet et vous prier de procéder à toutes les études que vous jugerez convenables à l'effet d'obtenir pour le Trésor des conditions plus favorables que celles qui sont prévues à ce projet.

M. FERNAND FAURE.- Je vous remercie, Monsieur  
le .....



le Président. J'adresserai dès ce soir , une demande d'audience à M. le Président BOUISSON.

ADOPTION DE DEUX PROJETS

La Commission adopte :

1 ° le Rapport de M. PASQUET sur le projet de loi portant ouverture au Ministre du Travail d'un crédit de 30.000 francs, à titre de subvention au Comité d'organisation de la 4ème réunion de la Commission internationale permanente pour l'étude des maladies professionnelles.

2° L'avis financier de M. GEORGES BERTHOULAT , favorable à l'adoption du projet de loi mettant en vigueur dans les départements du Haut-rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle , la législation française sur l'assistance judiciaire.

RAPPORT DE M. LE GENERAL HIRSCHAUER SUR LA SITUATION DE L'AERONAUTIQUE EN AFRIQUE DU NORD.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle le rapport de la mission confiée à M. le Général HIRSCHAUER, sur la situation de notre aéronautique en Afrique du Nord .

.....



COMMISSION DES FINANCES

---

RAPPORT DE MISSION du GENERAL HIRSCHAUER,

Sénateur.

=====

Le 15 Février 1928, le Général HIRSCHAUER remettait à la Commission des Finances, un premier rapport concernant l'Aviation en AFRIQUE du NORD ; ce rapport portait spécialement sur l'Aviation Militaire et Civile de l'ALGERIE orientale et de la TUNISIE.

Le mauvais temps persistant avait empêché de porter les investigations sur la partie occidentale de l'ALGERIE et sur le MAROC.

A - AVIATION MILITAIRE : ALGERIE

Il est rappelé ci-dessous le résumé des conclusions du rapport susvisé : nécessité :

- 1° - d'améliorer le matériel volant,
- 2° - nécessité de doter l'Aviation Militaire d'Escadrilles de chasse,
- 3° - Amélioration et remplacement des terrains d'atterrissage,
- 4° - Dotation d'éléments de D.C.A.
- 5° - Organisation de grandes réserves de carburant et d'ateliers mécaniques .

Ces diverses questions ont été examinées à nouveau en ce qui concerne l'ALGERIE en Avril 1929, c'est-à-dire 15 mois après la mission de 1928.

1° - MATERIEL VOLANT.

Le matériel volant employé en ALGERIE et TUNISIE est toujours .....



jours le BREGUET 14, toutefois en voie de remplacement par le POTEZ.

Le matériel BREGUET 14 est à bout de souffle; il nécessite des réparations incessantes, ses moteurs sont usés, gros consommateur d'essence et de service difficile.

Il suffit de rappeler que si le voyage ALGER-TOUGGOURT et retour s'est effectué sans incident, le voyage AIN SEFRA, OUDJDA a dû être fait par voie de fer, le matériel Avion BREGUET 14, n'ayant pu être mis en route, malgré deux heures d'efforts, et à coup sûr le Commandant de l'Aviation d'ORAN avait désigné son meilleur appareil, son meilleur pilote, son plus dévoué mécanicien.

Le voyage du MAROC sur RABAT, MARRAKECH , CASABLANCA , s'est effectué sur un Avion POTEZ qui donne toute satisfaction et va progressivement remplacer le BREGUET.

Ce remplacement ne sera pas complet avant 15 mois, au moins. Il est fait toutes réserves sur les conséquences que peut entraîner ce retard.

Ceci dit, il a été constaté que d'une manière générale, les existants en magasin correspondent aux dotations réglementaires; le nombre existe; la qualité , on le répète est insuffisante.

2° - ESCADRILLES DE CHASSE: Il n'en existe pas plus en 1929 qu'en 1928 - c'est-à-dire: ZERO.

On ne saurait trop le répéter, cette situation, en cas de guerre - et surtout de guerre de surprise avec un ennemi européen, peut avoir de très graves conséquences.

Si la TUNISIE devenait le théâtre d'opérations de cette nature, ce ne serait pas l'unique groupe de 2 Escadrilles de Bombardement et d'observation, stationné à TUNIS qui suffirait; il faudrait appeler en hâte les escadrilles d'ALGERIE, peut-être une partie de celles du MAROC.

On .....



On peut admettre que les échelons volants par temps maniable, mettraient : ceux d'ALGERIE , en moyenne 2 jours et ceux du MAROC 3 jours, pour se rendre en TUNISIE. Les échelons roulants demanderont pour être concentrés, en moyenne 6 jours pour les éléments algériens, 8 jours pour ceux du MAROC.

On peut imaginer le sort réservé à ces éléments entrant successivement en action, et ayant devant eux une Aviation de chasse assez puissante, sans être eux-mêmes pourvus de cet élément de protection.

### 3° - TERRAINS D'ATTERRISSAGE et CASERNEMENTS.

Il a été signalé l'an dernier que le terrain de MAISON-CARREE près ALGER, était insuffisant , trop étroit, et nécessitant parfois des atterrissages avec vent de côté. De plus, il est au bord de la mer, donc soumis aux attaques du large. La décision est prise de transférer ailleurs l'installation de l'Aviation d'ALGER.

Il existe un magnifique terrain à MAISON-BLANCHE, terrain appartenant à l'état , sur lequel est installé l'Aviation civile , sur lequel la Marine devait emmagasiner ses réserves; sur ce terrain existent des bâtiments permettant d'abriter les Officiers et Sous-Officiers célibataires, plus 270 hommes de troupe.

Les conditions de vol sur ce terrain sont parfaites.

Mais ce terrain, ancien marécage est paraît-il fiévreux; en outre, il est à plus de 10 kilomètres de MAISON-CARREE, seul point où on pourrait se ravitailler; aussi l'autorité militaire a-t-elle décidé il y a un an, de mettre le centre d'Aviation à BLIDA, ou plus exactement à 3 kilomètres de BLIDA, ville où on trouve des Etablissements d'instruction, où on peut recruter des ouvriers civils.

Mais tout est à organiser ou à construire.

Il faut remarquer que le terrain de BLIDA sera moins favorable que celui de MAISON-BLANCHE au point de vue du vol. Les montagnes et

les .....



les gorges de la CHIFFA sont proches.

On aura échangé les inconvénients de MAISON-CARREE contre d'autres- Restent les avantages d'être loin de la côte et d'avoir une ville à proximité.

Le terrain de SETIF - qui, on le rappelle , est à l'altitude de 1040 , est toujours aussi médiocre - et inutilisable après les chutes de neige - on y construit un casernement.

Il faut alors y construire sans tarder des logements d'officiers et Sous-Officiers mariés; à cela bien des raisons:

- Le terrain est à plusieurs kilomètres de SETIF , donc dépense de transport et pertes de temps.

- Il est indispensable pour la discipline que les Officiers soient près des troupes et service;

- Il faut assurer aux cadres de carrière des avantages matériels qui les attachent au pays. Or, actuellement, un appartement de 4 pièces et cuisine , coûte à SETIF 500 francs par mois , les Sous-Officiers mariés payent en moyenne 200 francs par mois pour des logements exigus (2 pièces et cuisine), n'ayant ni électricité, ni eau ; or, l'indemnité de logement pour les Sous-Officiers, est de 95 francs par mois!

4° - DEPENSES ANTI-AERIENNES.

Comme 1928 - rien.

5° - RESERVE DE CARBURANTS , ATELIERS.

Depuis 1928, pas de modification.

A - AVIATION DE COLOMB-BECHAR.

A COLOMB-BECHAR, se trouve une Escadrille détachée provisoirement d'ORAN (cap Paolacci).

On comprend l'importance de son service de reconnaissance pour la sécurité ; or, un détachement de moins de 90 jours, assure

aux .....



aux cadres détachés une indemnité destinée à couvrir les frais de la double installation; au bout de 3 mois, l'indemnité est supprimée.

L'Escadrille de COLOMB-BECHAR a été envoyée en ce poste le 15 Novembre; le 15 Février, les trois mois accomplis, elle n'a pas été relevée; toute indemnité spéciale a cessé d'être perçue; mais le personnel marié ne peut faire venir sa famille à COLOMB-BECHAR - où il ne pourrait être logé - D'ailleurs, pour combien de temps ?

Il faut une Escadrille permanente à COLOMB-BECHAR,<sup>(1)</sup> donc, il y faut des pavillons d'officiers et Sous-Officiers mariés, et un bon casernement pour la troupe.

B - AVIATION MILITAIRE-MAROC.

L'Aviation Militaire au MAROC constitue un Régiment, le 37ème.

L'Etat-Major du Régiment est à RABAT, auprès du Commandant Supérieur des Troupes du Maroc et du Résident Général.

Le Parc chargé de fournir le matériel de rechange, d'exécuter les réparations, de dresser le personnel mécanicien, d'entraîner le personnel navigant rentrant de congé ou de convalescence, est à CASABLANCA.

Les divers éléments de Régiments sont dispersés, et en quelque sorte à pied d'œuvre, savoir:

2	Escadrilles	à FEZ
2	"	à MEKNES
1	"	à KASBAH
1	"	à ASSAKA
2	"	à BEN DENIF
1	"	à MARRAKECH
1	"	à OUARZAZET

Ces Escadrilles ont huit appareils volants (sauf les 2 Escadrilles .....

(1) relevée par fractions.



drilles de GOLIAT bi-moteurs à 6 appareils).

Le Général Commandant Supérieur des Troupes du MAROC ne tarit pas d'éloges sur le personnel volant de l'Aviation, et c'est justice.

Les appareils BREGUET 14 sont en voie de remplacement par des appareils POTEZ 25 - incontestablement supérieurs.

Mais le POTEZ comme le BREGUET est un appareil unimoteur; or l'aviation marocaine est destinée à survoler des pays montagneux, de haute altitude et des pays insoumis, donc sans atterrissages possibles .

Certes, les appareils bi-moteurs sont coûteux , encombrants, mais la guerre a montré qu'une avarie à un moteur sur deux, n'entraînait pas un atterrissage immédiat, et donnait au pilote, surtout s'il vole haut, un très grand rayon d'atterrissage.

Ces appareils seraient gros dépenseurs d'essence et la dotation en essence est de plus en plus limitée.

D'autre part, les pilotes se plaignent de ne pouvoir voler pour s'entraîner, pour le sport.

A plusieurs reprises, il a été demandé que dans les Escadrilles pourvues d'appareils avec moteurs puissants, les pilotes aient à leur disposition, pour l'entraînement, des appareils avec moteurs de 80 à 100 CV.

A la mobilisation, ces appareils serviraient à entraîner les pilotes de réserve , d'appareils de liaison, etc.

Les terrains d'atterrissage sont nombreux et bien entretenus. Les casernements sont en général convenables. Les logements pour les militaires de carrière sont par contre insuffisants et on ne peut que répéter ici ce qui a été dit à propos de l'ALGERIE.

HANGARS..- Il est évident que les bonnes installations de matériel sont non seulement une cause d'économie , mais encore une cause

de .....



de sécurité pour le personnel navigant. Or, on ne peut construire en plein été, et les projets n'étaient pas encore approuvés en Avril 1929; donc tout travail est remis à Octobre.

Les entrepreneurs , pour prendre part aux adjudications, ont dû déposer dès Novembre 1928, des cautionnements importants; inutile de dire qu'ils protestent contre le retard apporté.

Il faut noter que le personnel détaché au T.O.E. a le droit de rentrer dans la Métropole au bout d'un certain temps, c'est-à-dire quand il est bien au courant.

Il faut tout faire pour le retenir au MAROC, pour le bien du Service; et pour économiser les deniers de l'Etat; les voyages coûtent cher, et il y a assez de retours forcés pour cause de santé; il suffit de rappeler que de 1925 à 1928, il a été rapatrié du Maroc 90 Officiers et 490 Sous-Officiers.

Il y a une expression que j'ai entendu répéter souvent:

Nous désirons être traités comme les fonctionnaires civils. Un tel désir n'a rien d'excessif , étant données les conditions de vie des aviateurs et les dangers courus (au Maroc les Militaires de carrière ont un supplément de 3/10 , les fonctionnaires civils de 5/10).

A remarquer que l'Algérie assure sur ses ressources , le maintien aux Militaires de carrière, des indemnités spéciales à l'Algérie pendant les congés ou missions dans la Métropole ; la Tunisie vient de suivre cet exemple.

Le MAROC attend.

Or, les fonctionnaires civils , en congé régulier dans la Métropole y perçoivent les indemnités marocaines . Il va de soi que les observations faites au sujet du personnel de l'Aviation s'appliquent intégralement aux Officiers et cadres de carrière des

Corps .....



Corps d'Afrique: Légion étrangère, tirailleurs, etc.

Ces Corps valent par leurs cadres - et rien que par leurs cadres. Si ces derniers connaissent bien la mentalité spéciale des hommes qu'ils ont à commander, les résultats sont excellents; sinon, ils sont mauvais.- C'est là encore qu'il importe de maintenir sur place les cadres expérimentés.

La règle du "plafond" pour les pensions de retraite a des inconvénients graves; elle incite les "coloniaux" et les "africains" à réduire leurs séjours dans la Colonie ou le Protectorat.

On ne saurait trop insister sur la nécessité d'assurer aux cadres des logements convenables et à des prix ne dépassant pas l'indemnité de logement accordée par l'Etat.

Or, au MAROC comme en ALGERIE, les logements loués, sont presque toujours d'un prix notablement supérieur à l'indemnité de logement accordée aux Sous-Officiers.

C'est ainsi qu'il n'existe au MAROC que 86 logements militaires de Sous-Officiers mariés (dont 79 provisoires contre 7 définitifs)

Pour les Officiers, il y a 39 logements, (dont 36 provisoires contre 3 définitifs).

Et il faut voir certains de ces logements provisoires, Caisses d'Avions transformées <sup>(1)</sup>, baraques en bois recouvertes de tôle ondulée, etc. et cela sous le climat marocain :

#### APPEL DE JEUNES SOLDATS

L'Aviation du MAROC reçoit des contingents appelés venant de France; ces contingents arrivent en Mai et Novembre.

L'appel .....

---

(1) aux Sous-Officiers installés dans une caisse d'Avion, on supprime l'indemnité de logement!



L'appel de Mai est désastreux ; les recrues arrivent à la saison la plus chaude ; au bout de l'été, un tiers de l'effectif est évacué ou envoyé à la côte,

Il ne faut donc envoyer dans ces régions que des recrues de la levée de Novembre.

M. LE PRESIDENT.- Nous écrirons une lettre au Ministre pour le prier de ne plus envoyer de jeunes recrues au Maroc, pendant la saison chaude.

M. MILAN.- C'est un crime que d'envoyer de jeunes Français au mois de Mai, dans des endroits comme Marrakech où il fait 45° à l'ombre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce qui est surtout impardonnable, c'est de les loger dans des bâtiments insuffisants où l'on gèle la nuit et où l'on grille aux heures chaudes . Sans demander que l'on construise partout des casernes semblables à celle du 1er Zouave à Casablanca qui est une merveille, il faut exiger qu'on ne loge nos soldats que dans des constructions convenables et non plus dans des baraquements qui ne les protègent qu'insuffisamment contre les rigueurs du climat.

- Continuant son exposé , M. LE GENERAL HIRSCHAUER indique que, d'autre part, chaque escadrille compte à l'effectif 10 indigènes ; de l'avis des Commandants d'Escadrille cet effectif devrait être double et

comprendre.....



comprendre un Sous-Officier et 2 caporaux. Le contingent métropolitain pourrait alors être un peu réduit.

#### ATELIERS ET RESERVES D'ESSENCE

Rien de nouveau depuis l'an dernier.

Comme il faut toujours, pour préparer une défense, se placer dans la plus mauvaise hypothèse, il faut admettre que durant quelques semaines, les communications maritimes pourront être interdites. Dans cette hypothèse, on en arrive, et c'est la conclusion du Commandant de l'Aviation d'Algérie à la nécessité de disposer des réserves en moteurs, cellule, essence, qui dépassent, et de beaucoup, ce dont on dispose actuellement.

Et puis, il faut se défendre contre des attaques aériennes; et à BIZERTE, il n'y a rien, ni comme avions de chasse, ni comme matériel de tir contre avions.

#### ----- COMMANDEMENT -----

Au point de vue guerre, l'AFRIQUE DU NORD est UNE. Il faut un commandement unique pour l'ensemble des forces - il existe. Il faut un commandement unique pour les forces aériennes ou par exemple le titre d'Inspecteur.\_

Et ici, la valeur, la renommée du Chef importe plus que le grade.

-----  
C/ AVIATION CIVILE.....



C - AVIATION CIVILE.  
=====

Le rapport de 1928 a fait remarquer que sur les lignes régulières en FRANCE & AFRIQUE du NORD :

TOULOUSE - CASABLANCA.

MARSEILLE - ALGER.

ANTIBES - TUNIS.

la première et la dernière avaient fonctionné avec une certaine régularité.

Il en est de même cette année.

Toutefois, les accidents tragiques de matériel signalés sur la première ligne, ont été remplacés par des accidents dûs à des atterrissages forcés dans des zones où la domination espagnole n'assure en rien la sécurité du personnel forcé d'atterrir.

La conclusion est toujours la même :

Eviter les atterrissages forcés, d'une part en employant des appareils tri-moteurs, de l'autre, en assurant par goniotélémetrie, la marche dans la brume.

La ligne MARSEILLE-ALGER mal desservie l'an dernier, est cette année en grande amélioration.

Tout d'abord l'escale aux BALEAR<sup>9</sup>ES, est devenue possible. D'autre part, l'emploi de bons avions bi-moteurs donne déjà d'excellents résultats.

En Mars, il y eût 24 traversées sur 26 prévues, avec 5 h.45 de moyenne de durée dans le sens ALGER-MARSEILLE et 5 h.05 dans l'autre sens.

( Le minimum de temps a été 3 h. 50 ).

On peut citer le voyage du 6 Avril MARSEILLE-ALGER par violent coup de mistral; ce vent avait retardé de 6 heures l'arrivée du bateau à ALGER; les avions ont passé dans les deux sens.

Les.....



Les appareils employés ont été au début des LATÉ ( 2 moteurs Jupiter 380 CV), remplacés par des appareils Cams (Chantiers aéro maritimes de la SEYNE) ( 2 moteurs hispano de 500 CV)

Le départ de l'Etang de BERRE (sauf le cas infiniment rare de gel<sup>(1)</sup>) est facile; le départ et l'amerrissage dans le Port d'ALGER encore ouvert à la grosse Houle de NORD à EST, est difficile; les travaux en exécution dans le Port d'ALGER feront disparaître cet inconvénient. Pourrait-on avoir des appareils marins pouvant atterrir sur patins ? Ne pourrait-on pas surtout utiliser, par les vents d'EST, la rade de SIDI FERRUCH.?

Il est à remarquer qu'une lettre partie d'ALGER le mardi 6 h. du matin, arrive à MARSEILLE le même jour entre 12 & 14 heures. Elle est distribuée à PARIS le *Mercrdis matin* ~~Jouidi à la lère distribution.~~

Jusqu'à présent, la ligne a été uniquement postale, elle deviendra une ligne pour voyageurs quand le 3ème moteur assurera, conjointement avec l'escale possible aux BALEARES, la sécurité complète.

Le personnel volant de cette ligne est à féliciter pour son courage et son endurance<sup>(2)</sup>.

La ligne TOULOUSE - CASABLANCA a donné dans ce sens, en MARS 1929, 29 départs, avec un total de 19 Passagers, 2109 kilog. de correspondance, 606 de colis ( plus 684 kilog. de matériel d'entre-  
treprise. ....

---

(1) - Ce qui s'est présenté en Janvier 1929.

(2) - Ces lignes étaient écrites quand s'est produit dans le port d'ALGER le terrible accident, au départ de l'hydravion, accident qui a coûté la vie à 4 passagers. Cet accident serait dû au choc d'une épave contre la coque.- Si cette cause est réelle, on peut s'étonner de la mauvaise tenue du port, constamment parcouru par des canots à moteurs.-



Dans le sens CASABLANCA - TOULOUSE, il y eut 31 voyages, - un par jour, résultat remarquable; les poids transportés ont été de 2133 kilog. de correspondance et 22 kilog. de colis ( plus 495 kilogr. de matériel d'entreprise) .

Au total, le poids payant transporté par cette ligne en MARS a donc été de 4.868 kgs.

La ligne CASABLANCA - DAKAR a donné en MARS les résultats suivants :

5 voyages dans chaque sens, d'une durée moyenne de 16 heures et ayant au total transporté 844 kilos de correspondance, 360 kilos de colis (plus de 1662 Kgs de matériel d'entreprise) soit, 1204 Kilos de fret payant.

Ici encore, il faut noter le "cran" du personnel navigant, cran qui s'est maintenu malgré les captures tragiques qui sont dans la mémoire de tous.

Rien à observer de nouveau en ce qui concerne la ligne ANTIBES - TUNIS.

Mais, on tient à faire remarquer combien les communications parallèles à la côte sont lentes par les moyens terrestres. Il peut paraître étonnant qu'une ligne postale CASABLANCA - TUNIS n'existe pas encore; les terrains d'atterrissage existent et ils sont excellents - il y a environ 1500 kilomètres de RABAT à TUNIS, soit 12 heures de vol, escales comprises, au besoin avec 2 transbordements en cours de route.- Il faut trois jours de chemins de fer pour le même voyage.

La ligne TOULOUSE - AMERIQUE DU SUD a donné en MARS les résultats.....



(1)  
sultats suivants : Les voyages susvisés ont été prolongés jusqu'à  
BUENOS-AYRES , on eût ainsi :

De TOULOUSE à BUENOS-AYRES , 5 voyages, durée allant de 7  
jours 12 h. à 9 jours 6 h.

De BUENOS-AYRES à TOULOUSE, 5 voyages allant de 8 jours 16 h,  
à 11 jours 15 h. jusqu'ici cette ligne encore en partie maritime  
n'a transporté que la correspondance.

En résumé, l'Aviation civile est en progrès.- Inutile d'ajou-  
ter qu'il y a encore des progrès à réaliser, surtout en ce qui  
concerne le rendement financier des lignes.

---

(1) Un accident grave en Janvier.- Avion perdu en mer.

M. LE PRESIDENT félicite M. le Général HIRSCHAUER  
pour son si remarquable exposé . Il ajoute qu'il écrira  
une lettre à M. le Ministre de l'Air pour lui faire connaî-  
tre le sentiment de la Commission au sujet de l'intérêt qu'il  
y a à n'envoyer de nouvelles recrues au Maroc qu'au moment  
de l'incorporation du second demi-contingent, c'est-à-dire  
au mois de Novembre .

M. LE PRESIDENT fait connaître qu'il a reçu de M. le  
Garde des Sceaux , une lettre relative à la question des

emprunts-or .....

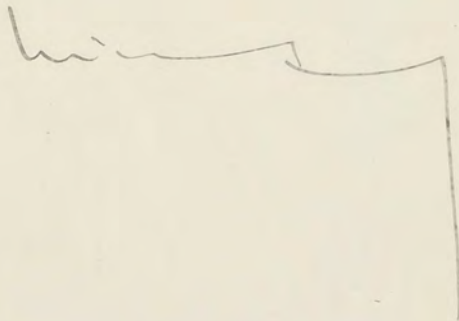


emprunts-or .

Sur la demande de M. le Rapporteur Général,  
il est décidé que le texte de cette lettre sera  
dactylographié et distribué aux membres de la  
Commission .

- La séance est levée à 16 heures 30.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:

A handwritten signature in dark ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke, followed by a vertical line extending downwards.



COMMISSION DES FINANCESSéance du Mercredi 17 Juillet 1929.

La Séance est ouverte à 16 heures 30, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. ALBERT MAHIEU.  
ALBERT LEBRUN. FRANCOIS SAINT MAUR. MILAN  
GARDEY. JEAN PHILIP. RIO. GENERAL STUHL.  
RAOUL PERET. HIRSCHAUER. REYNALD. BIENVE-  
NU-MARTIN. BLAIGNAN. CUMINAL. HENRY BEREN-  
GER. MARIO ROUSTAN. JOSEPH COURTIER.

M. LE PRESIDENT donne à la Commission des nouvelles de M. FERNAND FAURE qui vient de subir une opération et il exprime, au nom de tous, le voeu qu'il soit promptement rétabli.

M. LE PRESIDENT.-- La Commission s'associe à moi, j'en suis sûr, pour souhaiter que l'indisposition de M. le Président du Conseil ne s'aggrave pas.

M. LE PRESIDENT DU CONSEIL qui est victime du surmenage a dû s'aliter et son médecin lui prescrit un repos absolu jusqu'à samedi.

Il est possible que cette fâcheuse indisposition vienne retarder encore l'issue de la discussion commencée à la Chambre sur la ratification des accords concernant les dettes interalliées.

On pouvait espérer jusqu'ici que cette discussion se terminerai samedi prochain. S'il en est ainsi, je compte vous convoquer pour dimanche après midi.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL a déjà rédigé une partie considérable de son rapport et, si nous délibérons Dimanche et Lundi, ce rapport pourra être mis en distribution mardi.

Rien ne s'opposera dans ces conditions, à ce que la discussion s'ouvre au Sénat mercredi ou jeudi.

M. RAOUL PERET.- Que va faire la Chambre pour le collectif ?

M. LE PRESIDENT.- Je crois qu'elle va, conformément au désir du gouvernement, se borner à voter les dispositions concernant les dégrèvements qui s'appliquent aux transactions immobilières. Celles-ci, en effet, sont complètement arrêtées par l'annonce du dégrèvement et il y aurait inconvénient à ne pas légiférer pour elles tout de suite.

La discussion des autres dispositions du collectif sera renvoyée à la rentrée.

Telles sont, Messieurs, les prévisions que l'on peut faire sur la marche des travaux parlementaires jusqu'à la clôture de la session.

Avant d'aborder l'ordre du jour, il me reste encore à remercier nos collègues MILAN et LEBRUN de nous avoir communiqué le rapport sur les opérations de la Caisse d'amortissement. Ce rapport nous a tous prodigieusement intéressé.

#### ORGANISATION DES CADRES DES RESERVES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du Rapport de M. le Général HIRSCHAUER sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant addition à la loi du 8 janvier 1925 (art. 22) sur l'organisation des cadres des réserves de l'armée de terre (N° 376 - année 1929).

M. ALBERT MAHIEU donne lecture de son avis qui est adopté.

LIGNE.....



LIGNE A HAUTE TENSION ENTRE EGET ET ARREAU.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen pour avis financier, des conclusions du rapport de M. FEUGA sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant une convention passée par le Ministre de la Guerre et le Ministre des Finances en vue de la cession à la Compagnie des chemins de fer du Midi d'une ligne de transport d'énergie électrique à haute tension entre EGET et ARREAU (Htes-Pyrénées). (N° 397 - année 1929).

M. ALBERT MAHIEU donne lecture de son avis qui est adopté.

MODIFICATION A LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, des conclusions du rapport de M. CHAUVEAU sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales (N° 454-année 1929).

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'avis de M. PASQUET qui est adopté.

CREDIT POUR L'EXPOSITION DE BARCELONE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable au chapitre 158 bis du budget du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts pour la participation du Sous-Secrétariat d'Etat de l'Enseignement technique et des Beaux-Arts à l'exposition générale et internationale de Barcelone (Mai à décembre 1929) (N° 422-année 1929).

M. CUMINAL donne lecture de son rapport qui est adopté.

ELECTRIFICATION.....



ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour rapport, au fond, du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'engagement de dépenses, en 1929, pour l'électrification des campagnes.-

M. ABEL GARDEY, Rapporteur, donne lecture de son rapport concluant à l'adoption du projet.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur général.- Vous pouvez indiquer dans le rapport que ce projet a été déposé par le Gouvernement sur la demande pressante du Sénat.

M. ABEL GARDEY.- J'en ai déjà fait mention. J'insisterai.

M. MARIO ROUSTAN.- LE TITRE du projet est défectueux.

M. ABEL GARDEY.- Oui, je l'ai signalé moi-même dans mon rapport et je l'indiquerai à la tribune, mais il faut se garder de renvoyer le projet à la Chambre.

Le rapport est adopté.

NOMINATION D'UN RAPPORTEUR.

M. SERRE est désigné comme rapporteur pour le projet de loi relatif aux banques populaires.

M. ABEL GARDEY est chargé de demander le renvoi à la Commission de la proposition concernant le traitement des professeurs d'agriculture en se basant sur une lettre reçue ce matin du ministre des Finances et qui demande instamment à la Commission de rejeter la proposition de résolution.

QUESTION DES EMPRUNTS COMMUNAUX.

M. LE PRESIDENT.- Au nom du groupe des maires, quelques collègues m'ont demandé d'insister auprès de la Commission pour qu'elle réserve un accueil favorable, au moment de la discussion prochaine du collectif, à une proposition tendant à diminuer les charges fiscales qui pèsent actuellement sur les emprunts communaux.

Je.....



Je saisis de la question M. le Rapporteur Général et la Commission.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai eu hier une conversation avec plusieurs membres de la Commission des Finances de la Chambre. J'ai recueilli l'impression que la majorité de cette commission était décidée à renvoyer à la rentrée l'examen des divers dégrèvements qui figuraient dans le projet de collectif déposé par le gouvernement.

Cette décision est très sage car on ne peut pas, sans danger improviser en pareille matière.

Il est incontestable que le problème du dégrèvement des emprunts communaux doit être réservé pour l'étude d'ensemble à laquelle il sera procédé.

La question est d'ailleurs très complexe car si l'on peut admettre très bien la réduction à 12 % de la taxe de 18 %, on ne voit pas, par contre comment on pourrait modifier ou supprimer la taxe de transmission qui est une assurance sur la fraude perçue, pour la même raison, sur tous les titres au porteur quels qu'ils soient.

De même, on ne voit pas comment l'on pourrait modifier les règles générales sur le timbre, dans une loi d'exception.

M. LE PRESIDENT.- Je répondrai, si vous le voulez bien, au groupe des maires, que nous ne pouvons pas examiner en ce moment une pareille question.

M. MILAN.- Soit, mais précisez bien que la Commission ne refuse d'examiner le problème de l'allègement des charges fiscales qui pèsent sur les emprunts communaux que pour des raisons d'opportunité. Il ne faudrait pas que l'on puisse croire que la Commission est hostile aux dégrèvements en pareille matière.

M. BIENVENU-MARTIN.....



M. BIENVENU-MARTIN.- Oui. Il est indispensable de bien indiquer que la Commission n'a pas délibéré sur le fond même de la proposition.

M. LE PRESIDENT.- Je ferai une réponse dans ce sens en faisant ressortir que le problème des dégrèvements, lié à toute notre politique financière, doit être étudié en bloc, et qu'il sera procédé à cette étude, dès la rentrée.

ECHANGE DE VUES SUR LA RATIFICATION  
DES ACCORDS CONCERNANT LES DETTES.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- M. LE PRÉSIDENT a indiqué tout à l'heure que la Commission serait convoquée le lendemain du jour où la Chambre aura statué.

Je vous donnerai à ce moment là lecture de mon rapport. Il est prêt en grande partie et déjà imprimé sur épreuves.

Cette procédure exceptionnelle nous a paru indispensable pour que le Sénat soit saisi des rapports de ses Commissions lorsqu'il sera appelé à son tour à délibérer.

J'ai estimé en outre que moins le Sénat aura de temps pour délibérer, plus il importe que le rapport de la Commission des Finances soit complet.

Je tiens d'ores et déjà à indiquer comment j'ai conçu le plan de ce rapport.

Tout d'abord, je fais une étude aussi précise que possible des négociations relatives à la dette anglaise.

J'indique quel a été le point de vue constant des Anglais (note Balfour) et, au contraire, quelle a été la thèse de nos gouvernements, demandant toujours une priorité pour la reconstitution des régions dévastées.

J'étudie l'accord CAILLAUX-CHURCHILL et je montre qu'il est en réalité un compromis entre les deux points de vues.

En annexe, je publie les documents essentiels à l'étude de ces négociations.

Dans.....



Dans une deuxième partie, j'étudie l'accord MELLON-BERENGER.

Je montre quelle est l'origine de la dette américaine. Je rappelle la lettre du Président WILSON, au moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis et j'étudie comment ont été souscrits les fameux certificats de dette.

Là est la partie essentielle de mon rapport et celle que je recommande à votre attention.

Comme je juge désirable que la ratification soit votée à une immense majorité, je m'efforce d'introduire dans mon raisonnement le plus possible de la pensée de ceux qui ne sont pas disposés à ratifier.

Je démontre que les certificats de dette n'ont pas pu être et ne sont pas de véritables engagements à vue.

Leur caractère résulte d'un formalisme un peu étroit des bureaux qui ont été chargés de l'établir, mais il n'a jamais pu être dans la pensée des américains pas plus que dans celle des Français, que des paiements aussi considérables pourraient jamais être exigés à vue.

Les Américains savaient bien quand ils nous faisaient signer ces certificats de dette que nous serions dans l'incapacité de faire honneur à notre signature en cas de défaite.

Qu'est-ce donc que ces certificats, sinon des assignations sur la Victoire?

Si la Victoire avait été acquise plus rapidement, la guerre se serait terminée, comme toutes les guerres passées, par l'imposition au vaincu d'une indemnité de guerre.

C'est évidemment sur cette indemnité que comptait l'Amérique lorsqu'elle nous faisait signer les certificats. Elle se réservait ainsi une priorité sur le tribut du vaincu au vainqueur.

La.....



La guerre a duré trop longtemps pour pouvoir se terminer ainsi. Le vaincu était trop épuisé pour que l'on puisse songer à lui demander une indemnité.

Dès 1919, l'Amérique renonce à faire payer l'Allemagne. Elle se retire des affaires d'Europe, et les certificats de dettes après avoir été des assignations sur les fruits de la victoire ne deviennent plus que des dettes ordinaires qui ne peuvent être réduites qu'en considération de la capacité de paiement du débiteur.

J'analyse le revirement de l'âme américaine depuis l'enthousiasme du début de l'intervention, jusqu'aux débats qui ont abouti à l'accord MELLON-BERENGER.

En regard, je dépeins les différents états d'âme de la France depuis la guerre en voyant changer l'attitude de son créancier. J'oppose au drame américain, le drame français.

Je montre nos efforts pour obtenir au moins, comme ultime ressource, la clause de sauvegarde. Je cite le discours de M. CAILLAUX à l'ouverture de la mission qu'il présidait et le rapport de M. BERENGER. Je détaille la lutte entre la conception américaine du début de la guerre qui est restée celle de la France et la nouvelle conception américaine qui lui est opposée.

Je conclus dans le sens de la ratification.

Je démontre que c'est là la seule solution possible.

Je réfute, en passant, l'opinion de ceux qui prétendent que nous devrions payer les stocks avec les devises que détient la banque de France.

Si nous agissions ainsi, tout d'abord, l'Amérique reviendrait sur la réduction de dette qu'elle nous a consentie et, au lendemain du paiement des stocks, nous nous trouverions

non.....



non pas devant une dette diminuée par ce paiement, mais devant une dette accrue.

En outre, nous agirions très imprudemment si nous cédions en paiement nos devises, car ces devises sont la protection de l'escompte à bas prix, si nécessaire pour notre commerce, en même temps que la sauvegarde de notre indépendance et de notre force dans les discussions internationales futures.

Il ne serait pas plus raisonnable de notre part de solder les stocks avec un emprunt.

Cet emprunt serait conclu dans des conditions très défavorables et il compromettrait par la hausse du taux de l'argent qu'il provoquerait toute l'oeuvre de la Caisse d'amortissement.

M. MILAN.- Vous pouvez ajouter qu'une pareille politique rendrait impossible les grandes conversions que nous pourrions sans doute effectuer dans les années qui vont suivre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est un point de vue que je n'oublie pas.

Pour conclure, je pose la question suivante : "Peut-on obtenir à l'heure actuelle des accords plus avantageux que les accords CAILLAUX-CHURCHILL et MELLON-BERENGER" ?

J'y réponds en disant que si les conditions de ces accords paraissent dures, il n'en est pas moins vrai que celles que l'on nous imposerait demain si nous ne ratifions pas, le seraient bien davantage encore.

Sur ce point, il n'y a aucune illusion à se faire. Nous savons ce que l'on peut attendre de M. SNOWDEN, chancelier de l'Echiquier; nous savons aussi que ce que l'Amérique nous a consenti en 1926 l'a été en considération de notre situation financière et que nous aurions aujourd'hui à attendre un tout autre traitement.

Je.....



Je conclus donc qu'il faut ratifier.

Ratifier sans réserve avec l'Angleterre, avec réserves avec les Etats-Unis car l'origine des dettes est tout à fait différente.

Ces réserves, et la forme dans laquelle elles pourront être présentées, devront être l'objet d'un examen spécial après le vote de la Chambre.

J'indique simplement aujourd'hui qu'à mes yeux la France ne peut pas accepter que l'on veuille supprimer son indépendance et que nous avons le droit de rappeler les conditions dans lesquelles les dettes de guerre ont été conclues.

M. LE PRESIDENT.- Je remercie en notre nom à tous M. le Rapporteur général de l'énorme travail qu'il a fait et dont il vient d'une manière tout à fait lumineuse, de nous indiquer les grandes lignes.

Je voudrais indiquer à la Commission, avant toute discussion sur la question des dettes, quelle est l'opinion des étrangers.

Cette opinion, j'ai pu la saisir sur le vif la semaine dernière au cours de la réunion de la Chambre de Commerce internationale qui a groupé à ANSTERDAM des hautes personnalités de tous les pays.

Eh bien! d'une manière unanime tous les étrangers sont surpris de l'attitude du Parlement français en présence du problème des dettes.

Les meilleurs amis de la France m'ont dit : "Comment ? vous êtes le pays que l'on envie, vous qui n'avez pas de chômage, vous qui possédez le plus d'or après l'Amérique, vous qui êtes le pays où l'on vit le mieux et à meilleur marché, vous voudriez vous soustraire à des obligations que tous les autres belligérants ont acceptées !".

Les.....



Les étrangers voient dans les débats de la Chambre une manoeuvre de politique intérieure. Ils attendent que nous cessions ce jeu qu'ils jugent indigne de nous et que nous envisagions ce grand problème non plus sur le plan politique, mais, comme il doit l'être, sur le plan international.

Les étrangers qui suivent l'évolution de notre opinion publique avec le plus d'intérêt sont peut être les Anglais. Ils savent bien que si nous nous décidions à solder les stocks avec les livres sterling de la Banque de France il en résulterait une secousse formidable sur le marché des changes. La livre perdrait ce que gagnerait le dollar.

A ce jeu - qui nous coûterait d'ailleurs très cher puisque nous perdrons le bénéfice des abattements consentis par l'accord MELLON-BERENGER - nous serions sûrs de dresser contre nous l'Angleterre toute entière. Les conservateurs seraient d'accord avec M. SNOWDEN pour abandonner complètement les principes de la note Balfour.

Ce sont là des considérations que l'on ne peut indiquer que très discrètement en séance publique, mais que nous ne pouvons négliger.

Je signale, d'autre part, à notre rapporteur qu'il ne serait pas sans intérêt de montrer, très loyalement, que, si au lendemain de la guerre, la solidarité interalliée a été rompue, la faute en revient aussi bien à nous qu'aux Américains.

Une Commission économique interalliée avait été créée pendant la guerre. Cette Commission réglait les questions de ravitaillement. Elle avait créé dans chaque pays, et notamment en France des consortiums.

C'était un régime anormal, un régime de circonstance mais il était nécessaire et son maintien aurait assuré la coopération.....



tion interalliée dans l'après guerre comme dans la guerre.

Brusquement, sous la pression des intérêts privés qui avaient hâte de s'affranchir des prohibitions et des restrictions, la liberté du commerce a été proclamée par le gouvernement.

Cette décision a été prise en dehors de moi qui étais président de la Commission économique. Je l'ai connue à un banquet du Comité Mascuraud, de la bouche du Garde des Sceaux M. NAIL. Tout le monde applaudit sauf moi ce qui fut longuement commenté.

Je savais que le contrôle cordial de la vie économique par des organismes interalliés était nécessaire pendant quelques années encore.

Le retour à la liberté économique était tellement impossible en 1919 que dès 1920, le Ministre du Commerce M. ISAAC, un libéral de l'école de Cobden, dût revenir aux prohibitions.

Malheureusement le front économique interallié était rompu, irrémédiablement rompu.

Reconnaissons loyalement que les Américains ne sont pas les seuls responsables du dépôt trop précipité du harnais de la guerre.

M. RAOUL PERET.- Il est indispensable de bien indiquer dans le rapport que tous les pays débiteurs de l'Amérique ont fait l'impossible pour obtenir la clause de sauvegarde et que cette clause a été refusée à tous.

M. MARIO ROUSTAN.- Je conçois bien que M. le Rapporteur général ait préparé son rapport à l'avance car il n'aurait pas eu le temps s'il avait attendu au dernier moment. Il n'en reste pas moins que cette façon de procéder présente quelques inconvénients.

La question peut ne plus être la même quand le débat sera.....



ra terminé à la Chambre.

Tels arguments qui paraissent importants aujourd'hui pour ront paraître inutiles à force de redites. Tels autres, au contraire, devront être davantage mis en lumière,

Il me paraît donc indispensable que M. le Rapporteur réserve pour la fin toute la partie essentielle de son rapport afin d'en faire une oeuvre vivante.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai tenu compte par avance des observations si judicieuses de M. ROUSTAN.

Je n'ai rédigé définitivement que la partie historique de mon rapport. J'ai tenu à ce que celle-ci soit très complète et s'appuie sur des documents que je publie en annexe.

Toute cette partie là devait être faite à tête reposée.

Certains chapitres, sont je le crois, aussi complets que possible notamment celui sur les stocks. J'ai tenu à jeter la lumière sur cette question qui a donné naissance à des légendes de toutes sortes.

J'ai montré comment et pourquoi l'on avait acheté les stocks sur la demande instante de l'Amérique et même sous la menace d'arrêt d'avances de crédits absolument indispensables.

J'ai indiqué aussi que la légende de l'acceptation de la dette sans vérification d'aucune facture était absolument inexacte. L'argumentation de M. DUBOIS est fondée sur cette légende : on voit ce qu'il faut en penser !

M. LE PRESIDENT.- Vous avez raison d'éclairer l'opinion.  
des  
C'est là une question des plus mal connues.

Répondez aussi à la thèse insoutenable qui tend à représenter le gouvernement, au moment de l'achat des stocks, comme ayant voulu spéculer sur la hausse du franc.

Les Américains se refusent à admettre que nous soyons fondés à demander une réduction sous prétexte que, par suite de la baisse du franc, nous avons une somme à payer beaucoup plus.....



plus considérable que celle qui était prévue au contrat.

Ils répondent avec quelque raison que nous avons, par ailleurs, réalisé en sens inverse des bénéfices considérables sur les avances MORGAN.

M. ALBERT MAHIEU.- M. ARISTIDE BRIAND dans son très beau discours a fait une allusion très discrète à la susceptibilité Américaine. Prenez garde, Monsieur le Rapporteur Général, de ne rien dire dans votre rapport qui puisse être mal interprété de l'autre côté de l'Atlantique. Soyez excessivement prudent!

M. HENRY BERENGER.- Cui. Dans l'analyse de ce que M. le Rapporteur Général appelle le drame américain, il faut être très circonspect. On a souvent tendance en France à attribuer le revirement de l'opinion américaine en ce qui concerne la question des dettes au triomphe du parti républicain qui, en 1920 a remplacé le parti démocrate.

Prenons garde de ne rien dire dans ce sens.

Tout d'abord, nous ne devons pas le faire parce que c'est inexact et, en outre, nous aurions tort de le faire parce que nous n'avons pas à nous mêler d'une manière quelconque de la politique intérieure des Etats-Unis.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Rien n'est plus juste.

M. HENRY BERENGER.- Il ne faut pas oublier que le revirement de l'opinion américaine a commencé bien avant le succès des Républicains. La fameuse réponse à M. de BILLY a été inspirée par le Président WILSON, et la première expression déjà complète de la politique américaine actuelle en matière de règlement des dettes interalliées se trouve dans une lettre très caractéristique du Président WILSON à M. Lloyd George.

Veillons donc à ne pas attribuer au parti républicain une évolution des esprits dont il n'est pas responsable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis tout à fait d'accord avec vous dans ce sens et je me suis gardé, dans mon rapport, d'accuser un parti quelconque d'avoir provoqué le revirement que nous déplorons.

M. HENRY BERENGER.- Il y a eu un moment en France où certains journaux ont imprudemment cherché à opposer les deux grands partis américains. Ils ont misé sur la victoire des démocrates croyant que cette victoire amènerait un règlement différent des dettes.

Erreur psychologique colossale ! Au cours de la dernière campagne électorale, le parti démocrate a fait sur la question des dettes encore plus de démagogie que le parti républicain. Il a montré encore plus d'intransigeance afin d'attirer des électeurs et faire de la surenchère contre le parti au pouvoir.

Prenons garde. Il faut que nous retirions au moins un bénéfice moral de cette ratification que nous ne voterons tous qu'avec le coeur contrit.

Il serait infiniment grave de laisser, au moment de la ratification, par des imprudences de langage et des fausses manoeuvres, s'insinuer dans l'âme américaine un élément de mauvaise humeur et de rancune.

Nous ne savons pas de quoi sera fait l'Avenir. L'Amérique qui nous a sauvé hier, aura peut être à nous sauver encore demain. En face d'une agression toujours possible, la République française a besoin de pouvoir toujours compter pour l'appuyer sur sa fille la République des Etats-Unis.

Nous avons gagné la guerre par l'union étroite de l'Angleterre, les Etats-Unis et la France. Notre but doit être de maintenir cet accord aussi étroit que possible.

M. LE PRESIDENT.- Je dois ajouter, pour bien faire comprendre l'état d'esprit des américains, ce que m'a dit la semaine dernière le maire de NEW-YORK.

Ce.....



Ce personnage qui jouit dans son pays d'une situation considérable me disait ceci : "Si les Etats-Unis avaient conservé jusqu'au bout leur neutralité, que ce serait-il passé à la fin de la guerre ? Vous nous auriez payé toutes nos factures sans protester comme vous avez réglé vos dettes avec vos autres fournisseurs neutres : Norvégiens, Hollandais, Suisses ou Espagnols. Dès lors, pourquoi voulez vous que le fait que nous vous avons secouru avec le sang de nos soldats, puisse nous mettre dans une situation désavantageuse au point de vue du règlement de nos dettes " ?

C'est là le raisonnement que font les Américains.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis tout à fait d'accord avec M. BERENGER pour reconnaître qu'au cours de la dernière campagne électorale il y a eu une véritable surenchère entre les candidats des deux partis pour faire payer les débiteurs quels qu'ils soient et retirer l'Amérique des affaires d'Europe.

Il faut parler avec discrétion des variations de la politique américaine. Je n'y manquerai pas.

Mais si tous les Américains raisonnent comme le maire de NEW-YORK, ils se trompent et il convient de le leur dire.

Personne, en effet, ne soutiendra sérieusement que les Etats-Unis ne sont entrés en guerre que pour nous soutenir.

Si l'Amérique est entrée en guerre, c'est parce qu'elle a estimé son honneur engagé. Elle a combattu pour des buts Américains . C'est bien naturel.

Du reste, chacun sait que si l'Amérique n'était pas entrée en guerre, les hostilités auraient cessé faute d'argent. Ils ont porté une vigueur nouvelle aux belligérants alliés mais ce n'était pas alors par désintéressement qu'ils ont fait tuer des milliers de soldats.

On me dit qu'il faut ménager la susceptibilité américaine. Nul plus que moi ne sent combien, en effet, nous ne devons rien.....



rien dire qui puisse froisser nos amis des Etats-Unis.

Nous lirons ensemble mon rapport. Vous m'indiquerez les corrections que vous jugerez nécessaires. J'ai trop conscience de ma responsabilité pour ne pas faire les corrections que vous jugerez nécessaires.

Mais il est un point sur lequel je ne peux pas transiger.

J'estime que nous devons, tout en ratifiant, demander une clause de sauvegarde et cette clause, je ne veux pas implorer pour l'obtenir, je veux montrer que nous y avons droit.

Toute l'histoire des douze dernières années démontre notre droit. Les meilleurs arguments sont pour nous. Nous n'avons pas le droit de les laisser dans l'ombre.

Pour être bien sûr de ne pas me tromper sur l'âme Américaine j'ai consulté l'écrivain qui me paraît le mieux la connaître : M. ANDRE SIEGFRIED. Il a approuvé mon rapport.

ANDRE SIEGFRIED m'a expliqué comment les Américains avaient changé d'opinion et comment, partis pour une croisade, ils sont devenus les créanciers que nous savons.

Il m'a montré les soldats Américains partis pleins d'illusions pour la France; ils allaient vers les champs de bataille et d'héroïsme: ils ont trouvé des cantonnements où il y avait beaucoup de femmes, du vin et il faut bien le reconnaître - des mercantis -.

Au contact des réalités, l'enthousiasme est tombé et l'on a pu craindre cette cassure entre les diverses nationalités qui forment les Etats-Unis. Il faut voir que tout cela est à l'origine de la question des dettes.

Je le répète. J'estime que nous devons revendiquer la clause de sauvegarde comme un droit basé sur des faits précis.

Nous.....



Nous le devons, d'autant plus, qu'il est indispensable d'attirer vers la ratification la grosse majorité du Sénat.

Rien ne serait plus lamentable que de voir, dans les années qui vont suivre, la question de la ratification des dettes animer les polémiques politiques entre les divers partis.

C'est un problème national. Transportons le du plan politique sur le plan national.

M. RAOUL PERET.- Vous avez raison, on a égaré l'opinion, surtout celle des anciens combattants. Il faut l'éclairer.

Tâchons de trouver une formule de réserve qui, sous la forme sentimentale qui convient, donne satisfaction à la plus grande partie des Français.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Surtout n'oublions pas le service que les Américains nous ont rendu pendant la guerre.

C'est eux qui nous ont sauvé. Leur arrivée a démoralisé l'Armée Allemande.

Les Etats-Unis ont eu d'autant plus de mérite de s'engager dans la guerre qu'une grande partie de leur population est d'origine allemande.

Nous serions des ingrats si nous ne manifestions pas la reconnaissance profonde que nous leur devons.

M. LE PRESIDENT.- Au surplus, il ne faut pas s'étonner outre mesure du revirement de l'opinion publique Américaine.

Un revirement semblable s'est produit en Angleterre. N'ai-je pas entendu moi-même, au cours de la campagne électorale de 1919, M. Lloyd George proclamer que le Kaiser serait pendu et que l'Allemagne payerait les frais de la guerre ?

M. HENRY BERENGER.- Il est un argument que les Américains ne manquent pas d'opposer lorsqu'on demande pour les alliés une réduction des dettes de guerre.

Avant la guerre l'Amérique avait une dette publique qui ne dépassait pas 1 milliard de dollars.

Après.....



Après la guerre, cette dette est montée à 24 milliards. Si l'on déduit les dettes des divers alliés qui s'élèvent à une dizaine de dollars, il n'en reste pas moins que l'Amérique a dépensé pour la guerre 13 millions de dollars.

On voit ce qu'il faut penser de la thèse de M.M. LOUIS DUBOIS ET MARIN qui demandent la mise en une masse commune de toutes les dettes de guerre.

Il serait peu avantageux pour nous de procéder ainsi. En ce qui concerne la clause de sauvegarde, je suis de ceux qui la souhaitent et qui ont tout fait pour l'obtenir.

Comment ne serais-je pas partisan des réserves puisque j'en ai fait moi-même en signant le traité ?

Cer, Messieurs, c'est là un fait que l'on ignore trop : Au moment de la signature, j'ai été autorisé par M. MELLON, président de la Commission américaine des dettes à donner lecture d'une note dont le gouvernement, par l'organe de M. RAOUL PERET, alors ministre des Finances, m'avait indiqué les termes.

Il était dit dans cette note que si la France se trouvait hors d'état de remplir ses engagements elle se ~~tournerait~~ **tournerait** vers son créancier pour lui demander de proportionner ses charges à sa capacité de paiement.

J'ai fait cette réserve qui n'a été suivie d'aucune observation et d'aucune discussion.

Il n'est pas inutile de souligner, qu'aucun Etat n'avait été admis avant la France à procéder ainsi.

Peut-être le mieux serait-il de reprendre aujourd'hui la formule de réserve de 1926 ? C'est celle qui risquerait le moins de froisser l'opinion américaine.

M. RAOUL PERET.- Le droit américain fait d'ailleurs une obligation à tout créancier de se rapprocher de son débiteur et de lui  
consentir.....



consentir des conditions nouvelles lorsque sa capacité de paiement a diminué pour des raisons indépendantes de sa volonté.

M. LE PRESIDENT.- Pourquoi ne s'entendrait-on pas tout simplement à la formule du traité de Versailles : "Le Président de la République est autorisé à ratifier et à faire exécuter s'il y a lieu..." ?

M. HENRY BERENGER.- L'essentiel est de nous mettre d'accord avec le gouvernement sur une formule. Il serait prématuré aujourd'hui de nous prononcer.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous prendrons contact avec M. le Président du Conseil, aussitôt après la clôture de la discussion à la Chambre.

M. FRANCOIS SAINT-MAUR.- Je suis très heureux de savoir que des réserves ont été faites au moment de la signature de l'accord. Cela montre que l'opinion de la France a toujours été unanime pour demander une clause de sauvegarde.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL a indiqué tout à l'heure qu'il entendait présenter les revendications de la France comme un droit. Je souscris pleinement à cette manière de procéder.

J'ai l'impression que, pour provoquer un retraitement d'opinion nécessaire à la Chambre, M. le Président du Conseil s'est fait un peu trop l'avocat de l'Amérique. A M. CHARLES DUMONT de plaider maintenant en notre nom le dossier de la France.

M. ALBERT MAHIEU.- Je ne crois pas que la formule suggérée par M. le Président soit suffisante. C'est une clause de style qui répond simplement à ce fait que la plupart des traités ne sont pas, dans leur entier, exécutable tout de suite. C'est pour cela que l'on introduit le "s'il y a lieu".

La Séance est levée à 18 heures 45.

Le Président de la Commission :



COMMISSION DES FINANCESSéance du lundi 22 juillet 1929.

La Séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. BIENVENU-  
MARTIN. GALLET. REGNIER. CHASTENET. GARDEY.  
LEBRUN. HENRI ROY. HIRSCHAUER. FARJON.  
STUHL. PHILIP. HENRY BERENGER. SERRE.  
BERTHOULAT. RIO. RAIBERTI. FRANCOIS SAINT-  
MAUR. BLAIGNAN. PASQUET. COURTIER. ROUS-  
TAN. PIERRE LAVAL. REYNALD. REBOUL. MILAN.  
RAOUL PERET.

ADOPTION DE DIVERS PROJETS.

La Commission sur le rapport de M. SERRE, adopte le projet de loi portant modification à la loi du 13 mars 1927, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite propriété et à la moyenne industrie.

Sur le rapport de M. CHARLES DUMONT, Rapporteur général, elle adopte :

1° - Le projet de loi complétant l'article 20 de la loi du 21 mars 1928 sur les régimes de retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

2° - la proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 44 de la loi du 30 mars 1929 aux bénéficiaires de l'article 22 de la loi du 21 mars 1928;

3° - Le projet de loi tendant à approuver diverses modifications à la loi du 29 juin 1927, relative au nouveau régi-

me.....



me des pensions du personnel de l'Imprimerie nationale;

4° - Le projet de loi autorisant les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle à entrer en possession de la part qui leur revient sur les bénéfices réalisés par les mines domaniales de potasse, au cours des exercices 1924 à 1928 inclus;

5° - Le projet de loi tendant à accorder dans les colonies de la Guadeloupe des prêts aux communes et établissements publics et aux propriétaires d'immeubles qui ont souffert du cyclone du 12 Septembre 1928.

Sur le rapport de M. REYNALD, la Commission donne un avis favorable à l'adoption du projet de loi tendant à autoriser la vente à l'amiable d'un immeuble dit "Maison de la Marine" sis à Reykjavik (Islande), appartenant à l'Etat et précédemment affecté au logement des Marins français naufragés.

Sur le Rapport de M. REYNALD, elle adopte le projet de loi concernant la taxe sur la carte d'identité des étrangers.

Sur le rapport de M. PHILIP, la Commission adopte le projet de loi portant ouverture d'un crédit en vue de l'octroi d'une subvention au bureau interfédéral du scoutisme français pour la participation des scouts et éclaireurs de France au congrès international de LIVERPOOL.

Enfin, sur le rapport de M. PHILIP, elle donne un avis favorable à la proposition de loi relative à la titularisation des instituteurs et institutrices stagiaires pourvus seulement du brevet élémentaire.

#### BANQUES POPULAIRES

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant modification à la loi du 13 mars 1927 ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie.

M. SERRE.....



M. SERRE, Rapporteur expose que le projet a pour objet une réorganisation des banques populaires sous le contrôle du Ministère des Finances, celui-ci se substituant au Ministère du Commerce précédemment chargé du contrôle. Conformément aux dispositions du projet, une Chambre syndicale des banques populaires vient de se constituer. Elle a, à sa tête, un parlementaire. M. le Rapporteur demande à être autorisé à indiquer à M. le Ministre des Finances que la Commission verrait un grand inconvénient au maintien d'un parlementaire à la présidence de la Chambre syndicale des banques populaires.

Sous cette réserve, M. le Rapporteur conclut à l'adoption du projet de loi

M. HENRY BERENGER.- Est-ce que les fonctions de Président de la Chambre syndicale sont rétribuées ?

M. LE RAPPORTEUR.- Non, car les banques populaires sont des institutions coopératives.

M. BIENVENU-MARTIN.- Glissons sur le caractère coopératif de ces banques. Il est fort contestable.

M. LE PRESIDENT.- Voici en deux mots, la genèse du projet. Il existe 100 banques populaires; certaines d'entre elles, gérées sans une prudence suffisante, ont failli sauter. Pour que leur défaillance ne jette pas le discrédit sur l'institution même des banques populaires, le gouvernement a dû leur venir en aide; mais il a exigé qu'elles se constitueraient en Chambre syndicale et fussent désormais solidaires les unes des autres. Les banques ont déféré à cette invitation et créé une Chambre syndicale à la tête de laquelle elles ont appelé un député, M. RICHER qui est président d'une banque populaire. Pour donner satisfaction à notre rapporteur et nous conformer aux errements toujours suivis par la Commission dans les questions de ce genre, nous pourrions prier M. le Ministre des Finances de demander à M. RICHER de vouloir bien abandonner la Présidence de.....



de la Chambre syndicale.

M. HENRI ROY.- En somme, parce que certaines banques populaires ont été très imprudemment gérées, on va molester celles qui ont été bien gérées. Est-ce uniquement pour éviter un scandale?

M. LE RAPPORTEUR.- Il est inexact de dire que l'on moleste les banques bien gérées en les rendant solidaires des autres. Cette solidarité a toujours existé. Elle était assurée par une caisse centrale, mais cette caisse ayant mal rempli son rôle, on la supprime et on la remplace par une Chambre syndicale.

M. HENRI ROY.- Il conviendrait de rappeler aux banques populaires leur rôle véritable et de les inviter à ne plus faire de la banque, mais de l'assistance bancaire.

M. LE PRESIDENT.- Vous avez tout à fait raison.

M. LE RAPPORTEUR.- L'adhésion que nous donnons au projet entraîne l'approbation d'une avance de 45 millions faite par l'Etat à la Chambre syndicale, cette avance étant remboursable en 15 années.

Ceci dit, je crois que ce n'est pas une bonne chose de faire passer les banques populaires sous le contrôle de l'administration des finances et je suis persuadé que, tôt ou tard, on devra les faire passer de nouveau sous le contrôle du ministère du commerce.

Néanmoins, je vous demande d'adopter le projet de loi.

Le projet de loi est adopté.

#### DETTES INTERALLIEES.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi relatif à la ratification des accords sur les dettes intéralliées.

M. CHARLES DUMONT.....



M. CHARLES DUMONT, Rapporteur général, donne lecture de son rapport sur ce projet de loi.

Il lit d'abord le texte des accords MELLON-BERENGER et CAILLAUX-CHURCHILL et le tableau des annuités à payer en vertu de ces accords. Puis il étudie la dette anglaise, sa constitution, son origine, son caractère bancaire, son règlement par l'accord CAILLAUX-CHURCHILL. Il examine ensuite les questions se rattachant à la note Balfour, au plan Bonar Law et à la note Curzon.

Dans une seconde partie, M. le Rapporteur général étudie la dette américaine. Il en fait l'historique et il constate qu'en 1917 et en 1918, l'Amérique avait la même conception que nous des dettes: une assignation sur la victoire.

En 1919, la position change; les emprunts contractés par la France prennent le caractère d'une dette commerciale. Une Commission des dettes est créée au Parlement Américain, qui a seulement pouvoir d'accorder des délais et des réductions sur le taux des intérêts.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL donne connaissance à la Commission des discours et des notes échangées entre M.M. CAILLAUX et MELLON et du rapport adressé par M. HENRY BERENGER, Ambassadeur de France, au gouvernement, et faisant connaître que son effort a porté, au cours des négociations dont il a été chargé, sur la réduction du montant des premières annuités et sur la réduction du taux des intérêts. Les concessions obtenues dans cet ordre d'idées aboutissent en fait à une réduction de 50 % du montant de la créance américaine. Enfin, M. HENRY BERENGER a obtenu l'insertion dans le texte des accords d'une clause de report à 3 ans; ladite clause pouvant être invoquée par la France sans que celle-ci ait de justification à fournir. Il est bien évident qu'en cas de caren-

ce.....



ce de l'Allemagne, cette clause serait invoquée, ce qui permettrait d'ouvrir de nouvelles négociations.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL fait ensuite une étude de la question des stocks. Il fait justice des calomnies qui se sont fait jour dans la presse à ce propos; et il donne connaissance de la déposition faite par M. Paul MOREL, ancien sous-secrétaire d'Etat des Finances, devant le Comité parlementaire français du commerce, déposition dont il résulte que ce n'est pas le gouvernement français qui a sollicité qu'on lui vende les stocks américains, mais qu'il y a été contraint, d'une part, par l'opinion publique, et d'autre part par les représentants de l'Amérique, le juge PARKER et le colonel DAWES qui ont menacé le gouvernement français de lui refuser tous nouveaux crédits s'il refusait d'acheter les stocks et qui ont exigé, non sans brutalité que le paiement en fût stipulé en dollars.

Les stocks ont été acquis pour 400 millions de dollars, ce qui au cours d'alors, représentait 2.200 millions. Ils ont été revendus, compte tenu des frais de gestion et de liquidation 3.117 millions. L'opération sans être brillante, n'eût donc pas été mauvaise si la baisse du franc, portant le dollar de 7,25 , cours de 1919, à 25 francs, cours actuel, n'en avait fait une opération désastreuse.

M. LEBRUN. — M. le Rapporteur Général vient de parler de la brutalité avec laquelle les représentants du gouvernement américain en usaient alors à notre égard ; que la Commission me permette de lui en donner un exemple.

En 1919, alors que j'étais ministre des Régions Libérées, je fus informé un jour par M. CLEMENCEAU, Président du Conseil, qu'une division américaine devant quitter la Rhénanie, avait  
 décidé.....



décidé de vendre ses chevaux et que si nous ne les lui achetions pas immédiatement, elle les vendrait à l'Allemagne. Or, nous avions besoin de chevaux pour nos régions dévastées. Le couteau sous la gorge, nous dûmes nous plier aux exigences américaines.

M. LE PRESIDENT.- Un autre exemple. J'étais alors ministre du Commerce. Des jambons avaient été commandés en Amérique pendant la guerre. Les hostilités terminées, nous aurions voulu annuler la commande. Nous fûmes menacés par M. HOOVER de voir arrêter net notre approvisionnement en blé si nous ne prenions pas les jambons. Que voulez-vous que nous fissions ? Nous avions absolument besoin de blé; nous primes les jambons.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Il faut que le souvenir de tels faits demeure dans les archives de la Commission.

M. LE PRESIDENT.- Oui, mais nous ne devons pas en faire état au dehors afin de ne pas augmenter l'amertume du pays.

Reprenant son exposé, M. le Rapporteur Général examine ensuite la façon dont les divers états débiteurs de l'Amérique ont réglé leur dette envers celle-ci.

Il termine en concluant à la ratification des accords CAILLAUX-CHURCHILL et MELLON-BERENGER et en demandant à la Commission de proposer au Sénat le vote de la motion suivante :

"Le Sénat constate :

1° - Que les conventions internationales obligent l'Allemagne à des versements qui, tout à la fois, couvrent une partie des annuités prévues aux accords de Washington et de Londres;

2° - Qu'au cas où l'Allemagne suspendrait ou diminuerait notablement ses versements, le Gouvernement français aurait

le.....



le droit de demander le report à trois années de tout ou partie de ses paiements en vertu de l'art. 2, dernier alinéa de l'accord de Washington et de l'art. 4 de l'accord de Londres, complétés en ce qui concerne ces deux articles par les lettres du 12 Juillet 1926 de M.M. CAILLAUX et CHURCHILL.

Le Sénat compte, dans les négociations qui s'ouvriraient alors sur l'amitié et la loyauté des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Les dettes de guerre ont été contractées en vue d'assurer la victoire des grandes causes intérieures pour lesquelles plusieurs millions d'hommes ont combattu et sont morts. Leur règlement ne saurait aggraver les charges de la France ni restreindre sa liberté législative de nation souveraine."

M. LE PRESIDENT.- La discussion générale est ouverte.

M. HENRY BERENGER.- Le plan Young établit un parallélisme entre les versements que nous devons faire à nos alliés et ceux que nous devons recevoir de l'Allemagne. Il en résulte que si nous refusions de ratifier les accords relatifs à nos dettes, l'Allemagne pourrait refuser de se soumettre au plan Young. Or, le défaut de ratification nous mettrait dans l'obligation de payer immédiatement la dette des stocks, soit 10 milliards. Ce seraient donc, non plus les contribuables allemands, mais les contribuables français qui seraient obligés de payer ces 10 milliards.

Et puis, comment se procurer immédiatement ces 10 milliards ? En liquidant les devises détenues par le Trésor et par la Banque de France ? M. le Rapporteur Général l'a montré, ce serait là une politique désastreuse. Par voie d'emprunt lancé dans le public, alors ? Mais cela arrêterait net la politique d'amortissement heureusement poursuivie depuis 2 ans provoquerait le relèvement du taux des emprunts à long terme et rendrait.....



rendrait impossible les opérations de conversion que l'on peut espérer pour 1931.

Ratifions donc.

D'ailleurs, je suis persuadé qu'un moment viendra où la liquidation de toutes les dettes américaines s'imposera et où la banque des règlements internationaux prévue par le plan Young devra émettre un emprunt pour procéder à cette liquidation.

Pour le surplus, je tiens à faire remarquer que les Américains ne nous ont pas imposé le système des intérêts composés comme les Britanniques, ce qui réduit le poids de la charge que nous aurons à supporter.

Sans ratification, le montant de notre dette envers l'Amérique peut être évalué à 4.025 millions de dollars. Or, en vertu des accords que j'ai signés, ce montant est ramené à 2.008 millions de dollars ou à 1.681 millions de dollars selon que l'on établit le calcul au taux de 4 1/4 ou au taux de 5 %.

Il serait enfin injuste d'oublier dans quelles conditions les accords ont été signés. A ce moment, notre monnaie n'était pas stabilisée et l'on pensait que le règlement de notre dette extérieure permettrait la stabilisation dans les conditions les moins désavantageuses possibles. Depuis, on a procédé à une revalorisation du franc et on l'a stabilisé sans purger auparavant notre dette extérieure. Ce n'est pas une raison pour se montrer injuste envers les gouvernements qui ont conclu les accords.

Je sais bien que ceux qui s'opposent à la ratification nous accusent d'avoir négligé d'invoquer auprès des Américains les lourds sacrifices que nous avons faits au cours de la guerre pour la cause commune. Croit-on vraiment que j'ai

omis.....



omis de faire valoir ces arguments ? Croit-on que je n'ai pas parlé de nos 1.500.000 morts et des dévastations subies par 10 de nos plus riches départements ? Mais c'est précisément parce que j'ai fait valoir tous ces arguments que j'ai obtenu des concessions qui équivalent à un abattement de 60 % du principal de notre dette. Quant à croire que nous aurions pu en obtenir l'annulation totale, c'est un enfantillage.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Vous avez raison.

M. HENRY BERENGER.- Je m'incline avec respect devant l'admirable exposé de M. le Rapporteur Général. Je me permets toutefois de lui demander s'il ne serait pas bon de préciser d'une façon très nette que ce n'est pas le contribuable français qui aura à supporter les charges résultant des accords passés avec l'Angleterre et avec l'Amérique. Ces accords ont en effet été conclus en fonction du plan Dawes et le plan Young qui doit se substituer à ce dernier est plus formel encore : la charge des dettes interalliées incombe à l'Allemagne et chaque fois que la France aura à payer 125 millions au titre de ces dettes, elle recevra de l'Allemagne 600 millions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je l'ai dit, mais il n'en est pas moins vrai que si l'Allemagne supporte la charge de ce que nous devons verser aux Etats-Unis; elle ne paye qu'une part très faible de nos réparations et rien des pensions que nous devons verser à nos mutilés et à nos veuves de guerre.

Et puis, parlons net. Je crois qu'il serait de mauvaise politique de ne pas dire franchement ce que nous pensons du problème des dettes interalliées; il ne faut à aucun prix affaiblir notre position ni devant le pays, ni devant le Sénat, ni surtout devant l'opinion américaine.

M. LE PRESIDENT.- Il me semble que M. le Rapporteur ne

montre.....



montre pas assez que le rôle de l'Angleterre a été bien différent de celui de l'Amérique. A la fin de la guerre, j'ai eu à négocier avec ces deux puissances la question du maintien des accords financiers conclus en vue de la poursuite des hostilités. De Lord Reading, j'ai obtenu sans peine l'engagement que l'Angleterre maintiendrait les accords antérieurement conclus, afin de permettre à la France de revenir à la vie normale. Du colonel House, représentant de l'Amérique, je n'ai rien pu obtenir de semblable. Il m'apparaît donc qu'il serait intéressant de montrer que, dans cette affaire des prêts à la France, le rôle de l'Angleterre n'a pas été exactement le même que celui des Etats-Unis.

D'autre part, vous déclarez que les travaillistes anglais, actuellement au pouvoir attaquent la note Balfour comme trop favorable à la France. Je crois qu'il serait bon de distinguer parmi les travaillistes. En effet, M. MAC DONALD ne s'est pas associé aux attaques de M. SNOWDEN.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Aux dernières attaques, possible ! mais il n'en a pas moins dit que les contribuables anglais étaient chargés de la dette française par suite de la trop grande générosité des conservateurs à notre égard. Et à la Chambre des lords, les lords travaillistes PARMOOR et THOMAS ont repris l'affirmation de M. MAC DONALD en précisant que c'était la doctrine travailliste. Et ils ont ajouté que l'accord CAILLAUX-CHURCHILL avait fait bénéficier la France d'avantages qui lui avaient été offerts par lord BALFOUR pour qu'elle n'occupe pas la Ruhr et que l'ayant quand même occupée, les avantages offerts dans la note Balfour eussent dû être annulés.

M. LE PRESIDENT.- Il n'empêche qu'en 1924, M. MAC DONALD premier ministre était loin d'approuver l'attitude odieuse

de.....



de son chancelier de l'Echiquier, M. SNOWDEN, à notre égard.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pour vous donner satisfaction, à la phrase : "M. SNOWDEN et le parti travailliste", je substituerai, dans mon rapport, la phrase : "M. SNOWDEN et un grand nombre d'hommes de son parti..."

M. REBOUL.- D'ailleurs, pour bien juger de ces choses, il convient de se placer sur le plan de la lutte entre travail listes et conservateurs.

M. ALBERT MAHIEU.- Quel sera le rôle de la Commission des Réparations après la création de la banque internationale prévue au plan Young ? Je crains fort qu'il ne soit réduit à néant.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai, d'ailleurs, évité dans mon rapport de parler du plan Young qui n'a encore pas d'existence véritable. La ratification des accords relatifs aux dettes n'engage d'aucune manière l'adhésion au plan Young. Si celui-ci est adopté par les gouvernements, lorsqu'il nous sera soumis pour ratification, j'aurai des réserves à faire sur ses dispositions. Je ne crois pas, notamment, que nous devions abandonner les garanties que nous tenons de l'article 430 du traité de Versailles.

M. ALBERT MAHIEU.- Il faudrait dire que nous demandons le maintien de la C.D.R.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je suis tout prêt à demander ce maintien. Je dis d'ailleurs, dans mon rapport, parlant de la C.D.R. "... qui continuera à exister". Et nous y veillerons.

M. BIENVENU-MARTIN.....



M. BIENVENU-MARTIN.- Il n'empêche que l'on considère communément qu'elle disparaîtra, après l'adoption du plan Young.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- S'il doit en être ainsi, je déclare que je ne voterai pas la ratification du plan Young, car ce serait la suppression de toutes les garanties que nous tenons du traité de Versailles. Si on les supprime, ces garanties, qu'on nous en donne d'autres à la place et nous verrons si nous devons les considérer comme suffisantes. Pour bien marquer notre position à cet égard, j'introduirai, dans mon rapport, une phrase ainsi conçue : "...la C.D.R. ou tout autre organisme qui pourra lui être substitué".

M. ROUSTAN.- Le texte de la motion de réserve de M. le Rapporteur Général me satisfait. Toutefois, il se peut qu'en séance publique, un texte différent - plus long ou plus court - soit présenté qui nous paraisse convenir mieux. Quelle sera alors notre situation à nous qui aurons déjà approuvé le texte de M. le Rapporteur Général ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si des contre-propositions sont présentées en séance, nous demanderons qu'elles nous soient renvoyées; nous les examinerons et s'il y a lieu nous les substituerons à notre texte.

Ceci dit, je crois que ma motion est préférable à celle qu'a votée la Chambre parce que d'abord, elle fait des constatations et qu'ensuite elle parle de la clause de report et des négociations qui s'ouvriraient alors et sur les résultats desquelles nous aurions à nous prononcer en toute liberté.

M. HENRY BERENGER.- La motion présentée par M. le Rapporteur Général est conforme aux déclarations que j'ai lues en anglais, devant la Commission des Dettes et que j'ai versées au dossier. Je ne puis donc qu'y adhérer pleinement.

Elle.....



Elle a l'avantage de rappeler, en termes précis, des contrats que nous pouvons ou non ratifier; elle rappelle des clauses de report qui constituent à mes yeux la meilleure des clauses de sauvegarde. C'est dire que je la voterai.

M. ALBERT LEBRUN.- Cette motion diffère, dans sa rédaction considérablement de celle qu'a votée la Chambre. Est-ce que cela ne nous expose pas à voir nos créanciers nous dire un jour : Vous avez voté, vous Parlement français, deux motions de réserves différentes; laquelle est la bonne et quelle valeur ont-elles ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faut, et sur ce point, je suis entièrement d'accord avec le gouvernement -, que les motions votées par les Chambres diffèrent dans leur texte. Sinon, nous nous exposerions à nous entendre dire par nos créanciers, et M. SNOWDEN n'y manquerait pas -, que la motion votée par les deux Chambres constitue un texte législatif et qu'elle rend inopérante la loi de ratification.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Votre texte, Monsieur le Rapporteur général, dit qu'au cas de carence de l'Allemagne, au cours des négociations qu'entraîneraient le fait par nous d'invoquer la clause de report, "le Sénat compte.... sur l'amitié... des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne." Ne pourriez-vous dire "sur l'amitié et sur la justice." ?

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je dis : " sur l'amitié et la loyauté". La loyauté implique la justice, avec quelque chose de plus.

Le parti républicain, au cours de la dernière campagne électorale, a fait une déclaration disant que les accords consentis aux débiteurs des Etats-Unis, et notamment à la France, sont "équitable". Ce parti a triomphé. Il en résulte que pour le gouvernement et la très grosse majorité des représentants du peu

ple.....



ple américain ces accords doivent être considérés comme équitables et que le peuple américain ne reconnaît pas à ses mandataires ni à ses fonctionnaires le droit de transférer les charges de la dette des épaules françaises sur les épaules américaines. Voilà quelle est l'opinion de la très grosse majorité de la nation américaine. Il n'y aurait aucun intérêt, à vouloir la heurter de front, il suffit de faire appel à sa loyauté.

M. FRANCOIS SAINT MAUR.- Je n'insiste pas. Je n'ai d'ailleurs pas voulu dire que les accords actuels, - l'Allemagne remplissant ses obligations -, fussent injustes; j'ai simplement voulu dire qu'il serait injuste que nous fussions contraints de payer si l'Allemagne refusait un jour de remplir ses obligations.

M. RAOUL TERET.- Le texte que nous propose M. le Rapporteur général diffère très sensiblement de celui qu'a voté la Chambre. Cette diversité pourra donner lieu à des interprétations nombreuses. Ne pourrions nous le modifier de telle sorte qu'il apparaisse comme le complément du texte voté par la Chambre ?

M. LE RAPporteur GENERAL.- Le texte de la Chambre est déjà commenté. Il fait, notamment de la part du Daily Télégraph, l'objet de nombreuses critiques; et en effet, il est critiquable. Il convient donc que nous votions un texte différent. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il ne faut pas que l'identité des motions de réserves votées par les deux Assemblées leur donne l'apparence d'un texte législatif; car nos créanciers pourraient dire que ces réserves rendent nulle la loi de ratification.

M. JOSEPH COURTIER.- Ne pourrait-on, tout au moins en une phrase, rappeler le texte voté par la Chambre.

M. LE RAPporteur GENERAL.....



M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL.- Non, car la Chambre, en le votant ne s'est pas préoccupée de ce que ferait le Sénat.

M. LE PRESIDENT.- J'ajoute que M. le Président du Conseil souhaite vivement que le texte de la motion de réserves du Sénat diffère de celui de la Chambre.

M. HENRY BERENGER.- Il y a d'ailleurs un précédent à cette manière de faire. Au cours des hostilités, quand il a été décidé que la France ferait connaître ses buts de guerre, le Sénat a adopté une résolution dont le texte était différent de celui de la résolution votée par la Chambre.

M. LE RAPPORTEUR GÉNÉRAL.- Vous avez tout à fait raison de rappeler ce précédent.

M. GEORGES BERTHOULAT. - Il n'est d'ailleurs pas mauvais que nous nous rallions à <sup>un</sup> texte plus étudié et plus complet que celui de la Chambre, car pour l'opinion américaine, le Sénat est quelque chose de supérieur à la Chambre.

M. LE PRESIDENT.- La discussion est close.

Je suis sûr d'être l'interprète de la Commission en adressant à M. le Rapporteur Général l'expression de notre reconnaissance pour l'étude à laquelle il s'est livré et pour le labeur qu'il a accompli. (Applaudissements).

Je vais maintenant mettre aux voix le texte du projet de loi portant ratification des accords CAILLAUX-CHURCHILL et MELLON-BERENGER.

Ce projet de loi, mis aux voix, est adopté par 19 voix, contre 1.

M. LE PRESIDENT met ensuite aux voix la motion proposée par M. le Rapporteur Général. Cette motion est adoptée, à l'unanimité de 25 votants.

SITUATION DES PROFESSEURS D'AGRICULTURE....



SITUATION DES PROFESSEURS D'AGRICULTURE.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen, pour avis financier, de la proposition de résolution de M. Alexandre ISRAËL et d'un grand nombre de ses collègues tendant à inviter le gouvernement à proposer d'urgence au Parlement toutes les mesures propres, pour l'amélioration de la situation des professeurs d'agriculture, particulièrement à leur entrée dans la carrière, à en assurer un plus large recrutement.

M. ABEL GARDEY, Rapporteur expose que cette proposition de résolution a pour objet de parer à la crise qui se manifeste dans le recrutement des professeurs d'agriculture. Il fait connaître que le Ministère des finances s'oppose à son adoption en faisant valoir que les traitements des fonctionnaires en question ont bénéficié, par rapport aux chiffres de 1914, de relèvements dont les coefficients varient de 5,35 à 7.

M. LE PRESIDENT.- Le corps des professeurs d'agriculture compte de très nombreuses sympathies dans le Sénat; il ne serait donc pas de bonne politique de conclure au rejet pur et simple de la proposition. Je crois qu'il serait préférable d'en modifier le texte de telle sorte qu'il ne présente plus d'inconvénients au point de vue financier.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La question que soulève la proposition est complexe et délicate. On invoque la crise de recrutement; mais cette crise, elle sévit pour toutes les fonctions publiques. Les professeurs d'agriculture sont sympathiques, je ne le nie pas. Il en est parmi eux qui ont une action fort utile et d'autres dont le rôle est moins digne d'éloges. Leurs traitements sont-ils si insuffisants qu'on le dit ? Ce n'est pas sûr. Ils débutent en effet, à 15.000 Frs et peuvent aller jusqu'à 30.000 Frs, mais cela n'est pas tout : ils reçoivent.....



vent en effet des subventions départementales et jouissent d'avantages qui ont bien leur agrément: les tournées en automobile qu'ils effectuent ne constituent pas une tâche si absorbante et si pénible que cela. En somme, ils ne sont pas les plus à plaindre parmi les fonctionnaires.

Les traitements de l'ensemble de ceux-ci ont été fixés par la Commission MARTIN. Il n'appartient pas au Sénat de bouleverser au profit d'une catégorie de fonctionnaires, - si intéressants soient-ils -, les travaux de cette Commission.

J'estime donc que le plus que nous puissions faire, c'est d'inviter le gouvernement à étudier les causes qui tarissent le recrutement des professeurs d'agriculture.

M. MAHIEU.- M. le Rapporteur général a raison. Dans mon Département, les professeurs d'agriculture reçoivent, en sus de leurs émoluments d'Etat, 6.000 Frs du Conseil Général et 6.000 francs de l'Office agricole.

M. LE RAPporteur GENERAL.- Alors que tant de docteurs ès sciences touchent des traitements dérisoires.

M. LE PRESIDENT.- La proposition a été signée par plus de 100 de nos collègues. Ne les heurtons pas de front, nous risquons d'être battus. Modifions simplement le texte de façon à lui enlever sa nocivité.

La Commission décide que M. le Rapporteur présentera un avis verbal concluant à l'adoption de la proposition sous la réserve que le texte en sera modifié conformément à la proposition de M. le Président.

#### CREATION D'EMPLOIS AU MINISTERE DE L'INTERIEUR.

M. ROUSTAN rappelle que la Commission avait décidé de surseoir à statuer sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit pour la création de 3 postes de chef de bureau et de divers.....



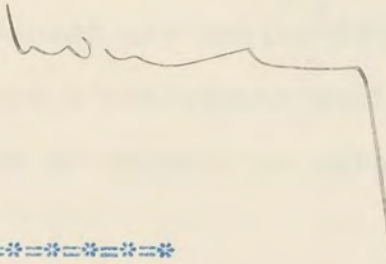
vers emplois au Ministère de l'Intérieur. Il s'est mis en rapport avec M. le Ministre de l'Intérieur et celui-ci a accepté que le crédit fût limité à la somme nécessaire à la rémunération de trois chefs et de trois sous-chefs de bureau, s'engageant, pour le surplus, à demander que le reste du personnel fût rétribué sur les crédits disponibles des Régions Libérées.

Dans ces conditions, le rapporteur propose à la Commission d'émettre un avis favorable à l'adoption du projet de loi.

Les conclusions du rapporteur sont adoptées.

La séance est levée à 18 heures.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



COMMISSION DES FINANCES  
-----

Séance du 25 juillet 1929.

La Séance est ouverte à 19 heures 1/2, sous la présidence de M. CLEMENTEL.

PRESENTS : M.M. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. PASQUET. MILAN  
RIO. REGNIER. GARDEY. FARJON. STUHL.  
SERRE. LAVAL. RAIBERTI. ROUSTAN. REYNALD.  
BERENGER. HIRSCHAUER. GALLET. COURTIER.

-----  
RAJUSTEMENT DES RENTES DES VICTIMES

D'ACCIDENTS DU TRAVAIL.

M. LE PRESIDENT.- La Chambre vient de voter un projet de loi relatif au rajustement des rentes des victimes d'accidents du travail. Dans un but d'apaisement social, on nous demande de rapporter d'urgence ce projet. La parole est à M. le Rapporteur du Travail.

M. PASQUET, Rapporteur du budget du Travail.- Ce projet a pour objet d'améliorer la situation des malheureuses victimes d'accidents du travail, situation lamentable si l'on songe qu'à l'heure actuelle un mutilé à 100 % ne touche que 4.735 Frs par an. Je vous demande de l'adopter.

M. MILAN.- Ce texte grève-t-il le budget ?

M. LE PRESIDENT.- Non; pour le moment, du moins.

M. FARJON.- Il est, en effet, financé au moyen d'une augmentation des taxes auxquelles sont soumis les employeurs.

M. LE PRESIDENT.- La Commission des finances de la Chambre, par l'organe de son rapporteur, M. LANDRY, a conclu à son adoption tout en formulant le regret qu'il ne contienne aucune disposition en faveur des familles nombreuses.

M. CHARLES DUMONT.....



M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- M. le Rapporteur pourrait, tout en concluant à l'adoption du texte qui nous est soumis exprimer le vœu qu'il soit procédé à une refonte complète de la législation sur les accidents du travail. Il y a là un certain nombre de dispositions contraires à l'équité et qui doivent être redressées.

M. LE RAPPOREUR SPECIAL.- Je ne manquerai pas de faire cette observation.

Le projet de loi est adopté.

#### FONDS DE CONCOURS AUX DEPARTEMENTS.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant répartition des fonds de concours aux départements et aux communes.

M. ROUSTAN, Rapporteur spécial.- Ce projet de loi, que nous sommes appelés à voter chaque année, nous est toujours transmis à la veille de la clôture de la session, si bien qu'il nous est matériellement impossible de l'examiner sérieusement.

M. LE GENERAL STUHL.- Vous avez tout à fait raison.

M. LE PRESIDENT.- En effet, et nous vous demanderons, Monsieur le Rapporteur, de vous livrer à une étude de cette question à l'occasion de l'examen du budget du Ministère de l'Intérieur.

M. LE RAPPOREUR GENERAL.- Ce projet modeste est une survivance d'une législation périmée qui avait pour objet d'accorder aux départements pauvres ou considérés comme tels d'après la valeur de leur centime, des secours. Au fur et à mesure que la valeur du centime de ces départements augmente et dès qu'elle dépasse un certain chiffre, ils cessent d'avoir droit à une subvention. Il n'y a plus que 13 départements.....



ments considérés comme pauvres.

M. MILAN.- L'an dernier le département de la Savoie a touché 45.000 Frs à ce titre. On les lui enlève cette année. Pourquoi ? Comment équilibrerons nous notre budget alors que nous avons à supporter des charges très lourdes pour l'entretien de nos routes que les automobiles des touristes venus du monde entier mettent chaque été dans un état lamentable ?

M. SERRE.- Ces touristes, en échange, laissent des sommes considérables dans le département.

M. MILAN.- Ils laissent des sommes considérables entre les mains des sociétés hôtelières, étrangères, pour la plupart, au département.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Si l'on supprime la subvention accordée antérieurement au département de la Savoie, c'est parce que la valeur de son centime a augmenté. Ceci dit, je reconnais que la valeur du centime n'est pas le criterium de la pauvreté du département. Il est des départements, - le Jura, par exemple -, où le centime est assez élevé et dont les budgets n'en sont pas moins en déficit à raison des charges énormes qu'ils supportent pour assurer l'exploitation de leurs voies ferrées.

Il faudrait supprimer ces crédits de secours et réorganiser la législation des fonds communs.

Néanmoins, nous ne pouvons pas, pour cette année, priver les départements appelés à en bénéficier, des subventions prévues au présent projet de loi. Je vous demande donc de l'adopter.

Le projet de loi est adopté.

#### ADOPTION DE DIVERS PROJETS.

Sur le rapport de M. SERRE. la Commission adopte :

1° -.....



1° - le projet de loi portant ouverture d'un crédit de 135.000 francs pour les dépenses se référant à la conférence diplomatique relative aux expositions internationales et à la Commission internationale des foires et expositions;

2° - le projet de loi relatif à la participation de la France aux expositions internationales d'Anvers et de Liège, en 1930.

PARTICIPATION FRANCAISE A DIVERS CONGRÈS  
INTERNATIONAUX.

M. LE PRESIDENT.- L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères de crédits destinés à assurer la participation française à divers congrès internationaux.

M. REYNALD, Rapporteur spécial expose que ce crédit a pour objet d'assurer la participation de la France :

1°-au Congrès de l'association scientifique internationale d'agriculture des pays chauds et au Congrès international du café, à Séville;

2°-au Congrès international du génie civil de Tokio;

3°-au 13ème Congrès international de physiologie de Boston;

4°-au 2° Congrès international de forages, de Paris;

Il conclut à l'adoption du projet de loi.

M. FARJON.- J'ai reçu tout dernièrement une lettre de la Chambre syndicale de mon industrie m'informant qu'aucun français n'avait encore demandé à être délégué au Congrès de Tokio.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Cela est profondément regrettable. Les Japonais qui ne manquent jamais d'envoyer des délégués aux Congrès que nous organisons ne manqueront pas d'être  
froissés.....



froissés de cette abstention.

M. LE PRESIDENT.- D'autant plus qu'ils sont prêts à faire d'importants sacrifices pour recevoir des délégués français. Ces jours derniers, à la réunion de la Chambre de commerce internationale à ANSTERDAM, les représentants du Japon m'ontdit qu'ils tenaient essentiellement à la présence de délégués français au Congrès du génie civil et ils m'ont assuré que si M. GUILLET, le Directeur de l'Ecole centrale consentait à se rendre à Tokio, ils serait élu président du Congrès, par acclamations.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- De toute façon, la France ne sera pas absente du Congrès puisque d'ores et déjà, on est assuré que cinq ingénieurs français habitant au Japon y assisteront ainsi que des ingénieurs appartenant aux services de l'Indo-Chine. Néanmoins, cela ne suffit pas et il faut que la délégation française ait à sa tête des personnalités éminentes venues de France.

Nous devrions donc prier M. le Rapporteur d'écrire à M. le Ministre des Affaires Etrangères pour lui faire savoir que la Commission verrait d'un oeil favorable, si cela est nécessaire, une augmentation du crédit afin que la France fût dignement représentée.

M. LE PRESIDENT.- En effet, et M. le Rapporteur pourrait insister sur l'intérêt qu'il y aurait à demander à M. GUILLET de vouloir bien prendre la tête de la délégation française.

M. LE RAPPORTEUR .- J'écirai cette lettre.

Le projet de loi est adopté.

#### CREDIT MARITIME.

La Commission adopte, sur le rapport de M. RIO, le projet de loi tendant à l'amélioration des conditions de fonctionnement.....



tionnement de la loisur le crédit maritime.

PENSION DES OFFICIERS MARINIERS.

M. RAIBERTI.- Nous sommes saisis, pour avis financier, du projet de loi portant modification de l'alinéa 3 de l'article 5 de la loi du 14 avril 1924, relatif au calcul de la pension des officiers mariniere du corps des équipages de la flotte.

La Commission de la Marine, saisie pour examen au fond, conclut par l'organe de son rapporteur M. RIO, à l'adoption de ce projet. Ses répercussions financières que l'administration déclare ne pouvoir chiffrer précisément ne semblent pas considérables. Dans l'intérêt du recrutement de notre cadre de maistrance, je vous propose d'émettre un avis favorable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous ne pouvons pas voter un projet de cette importance sans l'étudier attentivement et sans avoir demandé l'avis du ministère des Finances. Il ne serait pas digne de nous d'émettre un avis financier sur un projet dont l'administration avoue ne point pouvoir calculer les répercussions financières.

M. RAIBERTI.- Ce projet aura pour résultat d'augmenter de 12 % le taux des pensions dont bénéficient les officiers mariniere. Il n'a pas été ~~présenté~~ sans avoir fait l'objet d'une étude de la part de l'administration des finances puisqu'il porte le contre seing de M. le Ministre des Finances.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai déjà attiré l'attention de la Commission sur le péril que fait courir aux finances publiques l'accroissement de la dette viagère. Les chiffres tous nus font voir l'étendue de ce péril : En 1913, 300.000 pensionnés de l'Etat, se partageaient annuellement 300 millions; aujourd'hui, ils sont 520.000 et touchent 4 milliards.....



liards. N'aggravons pas ce péril en accordant, à la légère, des faveurs nouvelles à certaines catégories de fonctionnaires, faveurs dont les autres catégories ne manqueraient pas de réclamer ultérieurement le bénéfice.

M. RAIBERTI.- Mais les officiers mariniere sont actuellement défavorisés par rapport aux autres fonctionnaires et c'est pour les mettre sur un pied d'égalité avec ceux-ci que le gouvernement a pris l'initiative du présent projet de loi.

M. RIO.- C'est en effet, une question d'équité. Pour tous les fonctionnaires, la pension de retraite est calculée sur l'intégralité du traitement. Les officiers mariniere touchent une indemnité de nourriture de 12 francs qui de toute évidence devrait entrer en ligne de compte pour l'établissement de la solde de base sur quoi est calculée la pension. Or cette indemnité n'entre en ligne de compte, jusqu'à présent, qu'à concurrence de 1 Fr. 50. On propose de l'y faire entrer jusqu'à concurrence de 8 francs, c'est la justice même.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- A partir de quel âge les officiers mariniere ont-ils droit à pension?

M. RIO.- Au bout de 25 ans de services, c'est-à-dire à partir de l'âge de 43 ans pour ceux qui se sont engagés à 18 ans.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ne pourrait-on pas les inciter à rester plus longtemps au service, réserver le bénéfice du supplément de pension à ceux d'entre eux seulement qui consentiront à servir jusqu'à 50 ans ?

M. RIO.- Cela n'est pas possible, car il faut encourager le recrutement si nous voulons conserver de bons cadres de maîtrise. D'ailleurs, ceux des officiers mariniere qui quittent le service au bout de 25 ans de services reçoivent une pension bien plus faible que ceux qui - très nombreux - restent.....



tent dans les cadres jusqu'à 50 ans.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions émettre, un avis favorable à l'adoption du projet, sous réserve que l'administration des finances avec qui M. le Rapporteur va se mettre immédiatement en rapport ne s'y opposera pas.

(Assentiment unanime).

#### DESIGNATION D'UN RAPPORTEUR.

M. ROUSTAN est chargé du rapport sur le projet de loi tendant à réglementer le sucrage des vins.

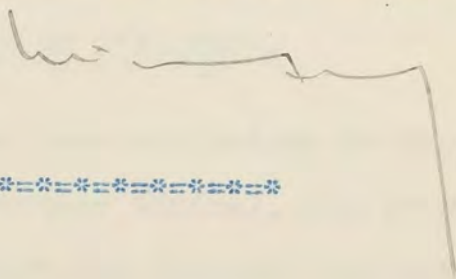
#### CONVENTIONS AVEC LA C<sup>ie</sup> DES MESSAGERIES MARITIMES.

M. RIO rappelle qu'il a demandé à M. le Président de vouloir bien écrire à M. le Ministre chargé de la Marine Marchande pour le prier d'adresser à la Commission les rapports faits par son administration sur le fonctionnement des conventions passées avec la C<sup>ie</sup> des Messageries Maritimes, afin que le contrôle de la Commission sur l'exécution de ces conventions puisse s'exercer.

M. LE PRESIDENT répond qu'il a écrit en ce sens à M. le Ministre.

La Séance est levée à 20 heures vingt.

Le Président de la Commission :



\*\*\*\*\*



## COMMISSION DES FINANCES

-----

Séance du Vendredi 26 Juillet 1929.

La séance est ouverte à 17 heures 20, sous la Présidence de M. CLEMENTEL, Président.

Présents : MM. CLEMENTEL. CHARLES DUMONT. BIENVENU-MARTIN  
 GEORGES BERTHOULAT. GUILLAUME CHASTENET.  
 JEAN PHILIP. GARDEY. RIO. REYNALD. MARCEL  
 REGNIER. CUMINAL. GENERAL STUHL. JEANNENEY.  
 GENERAL HIRSCHABER. RAOUL PERET. MILAN.  
 MAHIEU. LEBRUN. JOSEPH COURTIER. FRANCOIS  
 SAINT MAUR. RAIBERTI? PASQUET. FARJON.  
 SERRE. PIERRE LAVAL.

-----

CREDIT AGRICOLE A LONG TERME.

La Commission adopte les conclusions du rapport de M. ABEL GARDEY sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, facilitant par des avances de l'Etat les opérations de crédit à long terme effectuées en application de la loi du 5 Août 1920 sur le crédit mutuel et la coopération agricoles.

BANQUE DE L'ALGERIE.

La Commission adopte les conclusions du rapport de M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant relèvement du maximum d'émission de la Banque de l'Algérie.

CHAMBRE DE .....



CHAMBRE DE COMMERCE DE St DIZIER.

La Commission adopte le rapport de M. MILAN sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, autorisant l'Etat à faire à la Chambre de commerce de St Dizier une avanceremboursable de 2 millions 500.000 francs sans intérêt et à relever la taxe de péage perçue sur les marchandises, au profit de cette compagnie, sur le canal de la Marne à la Saône (section comprise entre les ports de Heuilley-cotton et de Lacey-sur-vingeanne).

VOYAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

La Commission adopte les conclusions du rapport de M. CHARLES DUMONT sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant ouverture d'un crédit de 400.000 francs pour les dépenses résultant du voyage de M. le Président de la République en Belgique.

PARTICIPATION A DIVERS CONGRES INTERNATIONAUX.

La Commission adopte les conclusions du rapport de M. REYNALD sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires Etrangères de crédits destinés à assurer la participation françaises à divers congrès internationaux.

SUCRAGE DES VINS

M. LE PRESIDENT.- La Chambre a adopté ce matin une proposition de loi tendant à réglementer le sucrage des vins.

Elle tend à réprimer une fraude dont l'usage commence à se répandre, notamment en Algérie, et qui consiste dans le sucrage et la chaptalisation des vins. On réussit, par

ce ..... .



ce moyen , à multiplier abusivement la production en hectolitres et les grands départements viticoles sont ainsi lésés.

Les représentants de ces départements se sont mis d'accord pour soutenir devant la Chambre l'interdiction de sucrage des vins . Le texte voté interdit le sucrage dans les départements appartenant aux Cours d'Appel d'Aix, Nîmes, Montpellier, Bordeaux, Agen , Pau et Alger. Les départements situés au nord de cette délimitation ne sont soumis à aucune interdiction .

M. le Général STUHL.- Ce texte mérite d'être étudié.  
Il nous faudrait le temps de l'examiner.

M. LE PRESIDENT.- Le Gouvernement insiste pour que ce projet soit voté avant la clôture de la session. Nous devons donc délibérer tout de suite.

J'ajoute que notre Collègue M. le Général STUHL n'a rien à redouter de ce texte , rien n'étant changé au régime actuel pour les départements d'Alsace et de Lorraine.

M. GUILLAUME CHASTENET.- Je ne peux pas donner mon adhésion au texte voté par la Chambre, car il lèse les intérêts des viticulteurs de la Gironde .

Il est impossible de mettre la loi au service de certains intérêts privés contre d'autres intérêts.

Le texte voté par la Chambre aboutit à l'écrasement d'une minorité. Il sert des questions de concurrence et des intérêts électoraux , mais il va à l'encontre de la justice.

M. LE GENERAL HIRSCHAUER.- Je ne ~~ne~~ voterai pas la proposition de loi non plus et cela pour d'autres raisons que celles que vient de faire valoir M. CHASTENET.

Je me place uniquement au point de vue des consommateurs.

Or,.....



Or, il n'est pas douteux que l'interdiction du sucrage des vins aura pour conséquence immédiate la hausse des prix.

Sommes-nous bien dans notre rôle en intervenant sur le marché des vins pour provoquer une hausse alors que le prix de cette boisson est déjà prohibitif pour les travailleurs modestes ?

M. MARIO ROUSTAN.-Je ne comprends pas l'émotion soulevée par le texte très sage voté par la Chambre.

En réalité rien n'est changé pour la plupart des départements . Les viticulteurs de la Moselle , de la Bourgogne ou de la Loire , continuent à sucrer .

Seuls les départements du Midi perdront la faculté de sucrer . Pourquoi ?

C'est que pour eux le sucre est donné par le soleil. Lisez la liste des départements dans lesquels le sucrage sera supprimé et vous verrez que ce sont tous des départements dans lesquels le soleil peut amener le raisin à maturité.

En ce qui concerne la Gironde, je reconnais que le texte est trop absolu . Nous allons chercher une transaction de nature à donner satisfaction aux viticulteurs Bordelais.

M. MILAN.- Ne vaudrait-il pas mieux penser aux consommateurs ?

La proposition de loi est faite pour maintenir les cours élevés des vins . Je ne la voterai pas .

M. BIENVENU-MARTIN.- Gardez-vous de juger la loi sur des apparences trompeuses . Il s'agit uniquement de réprimer une fraude qui tend à se généraliser .

M. MARIO ROUSTAN.- Evidemment. Seul le produit de la fermentation du raisin frais doit être vendu comme vin. Tout le reste c'est de la fraude.

J'insiste.....



J'insiste pour que la loi soit votée avant la clôture de la session.

M. MILAN.- Laissez-nous le temps de l'étudier.

M. MARIO ROUSTAN.- Le groupe agricole l'a longuement étudiée. Il s'est prononcé en faveur du vote immédiat.

M. LE PRESIDENT.- Nous pourrions charger M. MARIO ROUSTAN du rapport en lui donnant mandat de rechercher avec le Ministre de l'Agriculture et le groupe agricole une transaction acceptable pour la Gironde (assentiment).

M. MARIO ROUSTAN est désigné comme Rapporteur.

#### OFFICIERS MARINIERS.

La Commission adopte un avis présenté par M. RAIBERTI sur le projet de loi portant modification de la loi du 14 Avril 1924 relative au calcul de la pension des officiers mariniers des équipages de la flotte.

#### ROUTES NATIONALES EN ALGERIE.

La Commission adopte l'avis de M. MARCEL REGNIER sur le projet de loi relatif aux routes nationales en Algérie.

La séance est levée à 17 heures 45 .

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES :





## COMMISSION DES FINANCES

Séance du 31 Juillet 1929

La séance est ouverte à seize 30', sous la Présidence de M. CLEMENTEL, Président .

Présents : MM. CLEMENTEL, CHARLES DUMONT, BIENVENU-MARTIN  
REYNALD. SCHRAMECK. CUMINAL. ROUSTAN.  
PIERRE LAVAL. MAHIEU. CHASTENET. JEAN  
PHILIP. GEORGES BERTHOULAT. SERRE. JOSEPH  
COURTIER.

ACHAT D'UN TERRAIN POUR L'HOTEL DES DOUANES DE MARSEILLE.

M. LE PRESIDENT donne lecture d'une lettre de M. FERNAND FAURE, par laquelle ce dernier, retenu loin du Sénat, par son état de santé, tient à mettre ses collègues au courant de la réponse qu'il a reçue de M. le Ministre des Finances aux diverses questions posées au sujet du projet de loi relatif à l'achat d'un terrain pour l'hôtel des douanes à Marseille.

M. le PRESIDENT donne lecture de cette réponse invitant la Commission à émettre un vote favorable.

M. FERNAND FAURE déclare , malgré l'avis du Ministre, rester hostile au projet. Toutefois, il prie la Commission d'examiner la question . Le Ministre déclare qu'il est urgent de statuer afin de profiter d'une option qui expire le 31 Juillet . La Commission doit voir si elle peut prendre la responsabilité d'un ajournement.

M. SCHRAMECK .....



M. SCHRAECK.- Je ne connais pas la question mais il me paraît que le prix demandé est excessif. L'affaire mérite d'être étudiée. Je ne crois pas qu'un ajournement puisse entraîner un inconvénient quelconque car la Société immobilière Marseillaise ne refusera pas de prolonger le délai d'option.

M. ALBERT MAHIEU.- J'inclinerais plutôt à l'adoption des conclusions du Ministre des Finances qui sont très judicieuses. L'idée de construire sur le terrain domanial en bordure de la voie ferrée doit être abandonnée.

M. MARIO ROUSTAN.- L'affaire n'est pas très urgente puisque le Gouvernement n'a pas insisté pour que la loi soit votée avant la clôture de la session.

Laissons le temps à notre Rapporteur d'étudier le dossier.

L'ajournement est prononcée.

#### MAISON DE LA CHIMIE.

M. CHARLES DUMONT, Rapporteur Général.- Le Gouvernement insiste beaucoup pour que nous déposions un rapport favorable sur le projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1929 d'un crédit extraordinaire en vue de l'acquisition par l'Etat de l'hôtel de la Rochefoucauld d'Estissac pour y placer la maison de la Chimie.

Vous savez ce qu'est la Maison de la Chimie.

Lors du centenaire de Berthelot, en 1927, l'idée s'est très rapidement répandue qu'au lieu d'élever un nouveau monument au célèbre chimiste, il serait préférable de créer une maison de la chimie. Une souscription a été ouverte ; elle a donné très rapidement 23 millions dont

10 .....



10 millions fournis par l'étranger .

L'Etat français a décidé, comme souscription , de donner le terrain et l'immeuble nécessaire à l'établissement de cette maison.

Après des hésitations nombreuses, il a choisi pour cela l'Hôtel de la Rochefoucauld d'Estissac, situé 28 Rue Saint Dominique .

Comme c'était mon devoir de Rapporteur Général, je suis allé visiter cet Hôtel et j'en suis revenu avec la conviction profonde que l'Etat en procédant à une pareille acquisition ferait une opération désastreuse .

L'hôtel serait vendu 3.333 francs le mètre . C'est un prix excessif , même Rue Saint Dominique . D'autre part, il serait difficile , étant donné la nécessité de respecter l'hôtel lui-même , de placer dans les communs la Maison de la Chimie et, comme on voudrait le faire aussi, le foyer universitaire.

D'autre part, les conditions dans lesquelles l'achat a été conclu sont tout à fait inadmissibles . Un crédit de 1 million 500.000 francs a été prévu pour le cas où le Parlement ne ratifierait pas l'acquisition . Jamais je n'avais vu une chose pareille ! Si cette pratique se généralisait, que deviendrait le contrôle parlementaire ?

Dans ces conditions, je déclare ne pouvoir rapporter le projet.

M. ALBERT MAHIEU.- Il faut bien tout de même aboutir à l'installation de la maison de la Chimie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il y a d'autres immeubles que l'hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac ? pourquoi ne pas obtenir plutôt une partie du parc de l'ancienne ambassade d'Autriche qui a plus de 3 hectares . Là, on pourrait placer et bien placer , une Maison de la Chimie , tandis que, à

l'Hôtel.....



l'hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac, tout sera étriqué et insuffisant.

M. ALBERT MAHIEU.- Je suis membre du conseil d'administration de la Maison de la Chimie et, à ce titre, je connais bien la question.

J'estime que les critiques de M. le Rapporteur Général ne sont pas fondées. Il suffit de voir les plans donnés par l'architecte qui doit aménager l'hôtel de La Rochefoucauld pour voir que rien ne sera étriqué ni insuffisant.

On peut demander de chercher mieux encore, mais aboutira-t-on ?

Voilà 2 ans que l'on cherche sans résultats.

L'Etat a donné à la maison de la chimie le terrain des Phares, avenue d'Iéna. Puis il a repris son cadeau, à la fois parce qu'il était trop considérable (le terrain valant au moins trente millions !) et parce qu'il était trop loin du quartier latin.

L'heure n'est-elle pas venue d'aboutir ?

M. LE PRESIDENT.- Pourquoi la Commission n'a-t-elle pas été pressentie au moment de l'acquisition de l'hôtel de La Rochefoucauld ? Nous avons l'air, avec le dédit de 1 million 500.000 francs prévu, de délibérer le couteau sous la gorge.

M. ALBERT MAHIEU.- Tout s'est passé très régulièrement, mais il fallait bien se hâter. Puisque l'Etat a retiré à la maison de la Chimie le terrain des Phares, il fallait trouver autre chose sous peine de donner à l'étranger l'impression d'un fiasco lamentable.

Nous avons recueilli dix millions à l'étranger. Quelle figure ferions-nous si nous ne pouvions pas parvenir à

installer.....



installer une maison de la chimie convenable.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pourquoi n'avez-vous pas orienté vos recherches vers les terrains de l'Ambassade d'Autriche.

M. ALBERT MAHIEU.- Nous avons envisagé cette question, mais nous avons très rapidement acquis la certitude que l'on ne pouvait rien espérer de ce côté là.

Le Gouvernement a certainement l'intention de rendre , un jour ou l'autre, l'immeuble et les terrains de l'Ambassade à la République Autrichienne. On peut d'ailleurs interroger sur ce sujet , le Ministre des Affaires Etrangères.

M. GEORGES BERTHOULAT.- Je ne comprends pas l'intérêt de la discussion . On nous demande un crédit de 15 millions pour l'acquisition d'un immeuble pour la Maison de la Chimie , et l'on nous dit que ces 15 millions constitueront la souscription de l'Etat à cet établissement .

Or, je ne crois pas que personne ici conteste le principe de cette souscription ni même son quantum.

Donnons donc les 15 millions. Donnons les vite puisqu'on les attend depuis longtemps.

Qu'importe que la Maison de la Chimie soit ici plutôt que là. Ce qui importe c'est qu'elle s'établisse sans tarder.

M. SCHRAMECK.- Il n'en reste pas moins que l'on pourrait peut-être faire cet établissement dans des conditions meilleurs sur les terrains de l'Ambassade d'Autriche. La question mérite d'être étudiée.

M. LE PRESIDENT.- Puisqu'il y a divergence de vues entre nous, je vais convoquer M. le Ministre de l'Instruction Publique et le Directeur de l'Enseignement supérieur.

M. ALBERT MAHIEU.- Convoquez aussi M. PAINLEVE, comme  
Président.....



Président du Conseil d'Administration de la Maison de la Chimie.

M. LE PRESIDENT.- Je vais le prévenir lui aussi.

En les attendant , nous pourrons examiner le projet de loi portant dégrèvement d'impôts au titre de l'exercice 1929.

#### DEGREVEMENTS.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Je tiens à souligner dans mon rapport l'intérêt qui s'attache à ce que le Gouvernement demande par décret en Conseil d'Etat , l'ouverture des crédits nécessaires pour le développement de la cité Universitaire et les adductions d'eau potable.

Il ne faudrait pas que le retard apporté dans le vote du collectif arrête des travaux aussi urgents.

M. ALBERT MAHIEU.- Il faudrait aussi inviter le Gouvernement à user de cette procédure pour les constructions scolaires.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Limitons plutôt notre observation, pour lui donner plus de poids , aux deux crédits que j'indiquais tout à l'heure et qui ne peuvent soulever de contestation.

M. BIENVENU-MARTIN.- D'autant mieux qu'en invitant le Gouvernement à engager des crédits par décret, nous sortons tout à fait de notre rôle et rompons avec nos traditions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- C'est vrai. Mais il faut bien tenir compte des nécessités.

Passons maintenant à l'examen des dispositions votées par la Chambre des Députés.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.donne lecture de son rapport.

Les divers .....



Les divers articles du projet sont adoptés sans discussion à l'exception des articles 10 et 12 qui ont donné lieu aux observations suivantes :

M. LE PRESIDENT.- Article 10.- L'article 13 du décret du 21 Décembre 1926, portant codification des textes législatifs en matière d'impôt sur les transports, est complété par les dispositions suivantes :

"Sont exonérés de l'impôt :

1°-En ce qui concerne la grande vitesse, les transports de bestiaux ainsi que les expéditions composées exclusivement des denrées énumérées à l'article 15 des conditions d'application du tarif général des grands réseaux;

2°-En ce qui concerne la grande et la petite vitesse les expéditions de marchandises en transit d'une frontière à l'autre ainsi que les expéditions faites directement à destination d'un pays étranger ".

M. SCHRAMECK.- Le dégrèvement réalisé par cet article n'aura aucune répercussion sur le prix des transports. C'est donc un cadeau inutile que nous allons faire.

M. BIENVENU-MARTIN.- Seuls les commerçants vont bénéficier de ce cadeau. C'est une prime pour les intermédiaires seuls.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Peut être ce faible dégrèvement tendra-t-il justement à favoriser le rapprochement entre consommateurs et producteurs. Si ce résultat n'est pas obtenu, il est évident que le dégrèvement consenti n'aura aucune action sur le prix de la vie .

M. CUMINAL.- Les colis agricoles vont-ils bénéficier du dégrèvement ? Il serait éminemment souhaitable que les tarifs de ces colis fussent réduits. Ils sont, à l'heure actuelle, absolument prohibitifs.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Les colis agricoles sont  
en .....



en effet soumis à des prix de transports trop élevés. L'article 10 va diminuer ces prix mais d'une manière insuffisante.

M. ALBERT MAHIEU.- La vérité est qu'il faudrait entrer résolument dans la voie de la réduction des tarifs de transport. Ce que l'on fait aujourd'hui est dérisoire. Un dégrèvement d'au moins un milliard serait nécessaire.

A ce dégrèvement, d'ailleurs, l'Etat ne perdrait que peu de choses car il récupérerait une bonne partie des recettes abandonnées. Sur l'intensification des transports qui ne manquerait pas de suivre.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Nous sommes loin aujourd'hui d'un pareil dégrèvement. Contentons-nous cependant de la mesure modeste sans nous faire d'ailleurs beaucoup d'illusions sur la portée économique d'une réduction d'impôt ainsi limitée.

L'article 10 est adopté.

M. LE PRESIDENT donne lecture de l'article 12 (dégrèvement sur les sucres).

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- La réduction du droit de consommation sur les sucres réalisée par l'article 12 n'est qu'une première étape.

Le Gouvernement étudie en ce moment une hausse du droit de douane sur les sucres étrangers.

M. ALBERT MAHIEU.- Cette hausse est indispensable pour sauver l'industrie du sucre de betteraves menacée par l'intensification de la production du sucre de canne.

M. MARIO ROUSTAN.- On va donner une illusion au public car le sucre ne baissera pas. Comment fera-t-on pour les stocks qui sont encore chez les commerçants ?

M. ALBERT MAHIEU.....



M. ALBERT MAHIEU.- On va faire un recensement de ces stocks et il y aura restitution des droits.

L'article 12 est adopté.

MAISON DE LA CHIMIE (Suite).

M. LE PRESIDENT.- Nous reprenons la discussion du projet de loi relatif à l'acquisition de l'Hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac pour la Maison de la Chimie.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- J'ai indiqué tout à l'heure que je ne pouvais pas rapporter favorablement ce projet . Il faudrait envisager la désignation d'un rapporteur . Ne pourrait-on pas nommer M. CUMINAL.

M. CUMINAL.- Je trouve très fâcheux que nous passions notre temps , d'une part à inviter le Gouvernement à tirer parti des immeubles de l'Etat et d'autre part à consentir à toutes les acquisitions nouvelles qui nous sont proposées. Je reconnais toutefois que le projet actuel se présente dans des conditions tout à fait particulières.

Il est temps d'aboutir à la création de la Maison de la Chimie . L'Etat promet de donner un local depuis plus de deux ans . Qu'il exécute enfin sa promesse !

M. LE PRESIDENT.- Ne pourrait-on pas suggérer l'achat de quelques hectares dans le parc de l'Ambassade d'Autriche ?

M. ALBERT MAHIEU.- C'est impossible . Le Ministère des Affaires Etrangères ne veut rien céder de ce parc qu'il conserve intact pour des fins plus ou moins mystérieuses.

Non, en vérité ! Si l'on veut aboutir à quelque chose, il faut accepter l'acquisition de l'Hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac.

C'est la seule solution pratique . La Commission Labeyrie qui a longuement étudié la question a abouti d'ailleurs à

cette .....



cette conclusion.

M. LE PRESIDENT.- On me fait savoir que M. PAINLEVE, Ministre de la Guerre et M. CAVELIER, Directeur de l'Enseignement supérieur se tiennent à notre disposition dans le salon d'attente.

D'autre part nos collègues de la Commission de l'Enseignement MM. VICTOR BERARD, et HONNORAT ont demandé à être également entendus.

S'il n'y a pas d'opposition, je vais les faire introduire.

M. PAINLEVE, M. CAVELIER, MM. VICTOR BERARD et HONNORAT sont introduits.

M. LE PRESIDENT.- La Commission des Finances a tenu à recueillir l'avis de toutes les personnes compétentes avant de statuer sur le projet de loi relatif à l'acquisition de l'Hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac.

La Commission n'est nullement hostile à une subvention importante de l'Etat à la Maison de la Chimie, notamment sous la forme d'un immeuble destiné à l'abriter, mais elle ne peut s'empêcher de trouver que le projet qui lui est soumis se présente dans des conditions tout à fait anormales.

Pourquoi n'a-t-elle pas été avertie du contrat passé avec la famille de La Rochefoucauld d'Estissac ? Pourquoi, dans ce contrat, a-t-on laissé introduire une clause prévoyant un dédit de 1.500.000 francs au cas de non ratification par le Parlement ?

Nous ne pouvons pas sans protester laisser passer de semblables pratiques contraires à tous les précédents.

M. PAINLEVE, Ministre de la Guerre.- Je me présente devant vous bien moins comme Ministre que comme Président du Conseil d'Administration de la Maison de la Chimie.

Depuis.....



Depuis des années nous attendons de l'Etat l'immeuble qu'il nous a promis . Nous avons espéré successivement une partie de l'Ambassade d'Autriche, l'Observatoire, le terrain occupé par la Direction des Phares .Quelle figure ferions-nous devant les étrangers qui ont généreusement subventionné la Maison de la Chimie ,si l'espoir que nous avons maintenant de planter notre tente à l'hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac nous était ravi.

On a cherché partout. On a trouvé seulement cet hôtel pour créer la Maison de la Chimie dans un point assez central et sur un terrain assez vaste.

Dès que l'on a eu découvert ce terrain , le Comité a tout mis en oeuvre pour s'en assurer la propriété. Il a traité avec les propriétaires et pour aboutir il a accepté le dédit de 1.500.000 francs que ceux-ci exigeaient.

Je reconnais qu'il y a là quelque chose d'anormal. Mais n'oublions pas, à la décharge des signataires du contrat, que la situation dans laquelle l'Etat a mis la Maison de la Chimie en lui retirant le terrain de la Direction des Phares qu'il lui avait donné formellement est encore plus anormale.

De cette situation , je vous supplie de nous permettre de sortir enfin.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Pouvez-vous affirmer que l'Hôtel de la Rochefoucauld d'Estissac et ses dépendances sera suffisant pour loger la Maison de la Chimie.

M. LE MINISTRE DE LA GUERRE.- Le terrain a une superficie très suffisante . Evidemment il faudra édifier des constructions.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Respectera-t-on l'hôtel ?

M. LE MINISTRE.....



M. LE MINISTRE DE LA GUERRE.- On construira un immeuble neuf .

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Il faudra pour cela des dépenses considérables pour ne faire que quelque chose d'étriqué.

M. VICTOR BERARD, Président de la Commission de l'Enseignement.- Je comprends que la Commission des Finances se soit émue de l'introduction dans un marché conclu par l'Etat d'un dédit en cas de non ratification....

M. LE PRESIDENT.- Nous délibérons en quelque sorte le couteau sous la gorge.

M. LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT.- C'est vrai, mais cette question me paraît cependant d'un intérêt secondaire.

Il est indispensable d'aboutir. Après les hésitations regrettables qui durent depuis plusieurs années. L'Etat a promis à la Maison de la Chimie de l'installer dans un immeuble digne d'elle. Qu'il tienne sa promesse. C'est une question d'honneur.

Ceci dit, je fais quelques réserves sur l'utilité du foyer universitaire qu'il est question de joindre à la maison de la Chimie.

On a parlé de salles de réceptions, de fêtes, de banquets. Tout cela est bel et bon , mais est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux avant de faire ces dépenses somptuaires , doter notre budget de l'instruction publique de crédits assez élevés pour que nos professeurs soient payés décemment ?

A l'heure actuelle, Messieurs, les examinateurs du concours d'agrégation reçoivent encore 6 francs par copie corrigée e

Un professeur.....



Un professeur de province , convoqué à Paris pour faire partie d'un jury d'examen reçoit la maigre indemnité de 42 francs par jour .

N'est-ce pas dérisoire ?

Que voulez-vous que pensent nos professeurs avec de pareils salaires de famine lorsqu'ils apprennent que le directeur l'institut de Coopération intellectuelle vient d'acheter une automobile de 120.000 francs ou bien lorsqu'ils voient gaspiller des centaines de millions dans une institution aussi inutile que la Bibliothèque du Musée de la Guerre à Vincennes..

Prenez vos précautions , Messieurs les Administrateurs de la Maison de la Chimie , pour qu'il n'y ait ni gaspillage ni coulage dans votre fondation. Dans ce but, ajournez le projet de création d'une maison de réception universitaire.

(A ce moment, M. PIERRE MARRAUD, Ministre de l'Instruction Publique est introduit).

M. PIERRE MARRAUD, Ministre de l'Instruction Publique. L'Etat avait promis de donner à la Maison de la Chimie, le vaste terrain de la direction des Phares . Un peu tard, il s'est parçu que son cadeau était trop généreux et il a retiré sa promesse. Pouvait-il en rester là ? Personne ne peut le penser .

Au terrain des Phares , nous substituons aujourd'hui l'hôtel de La Rochefoucauld d'Estissac . C'est une excellente opération pour l'Etat .

M. BIENVENU-MARTIN.- A-t-on le choix entre cet immeuble et d'autres ?

M. LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.- Non. On a cherché partout. Aussi, je me permets d'insister auprès de

la .....



la Commission pour le vote du projet.

M. CUMINAL.- Je suis prêt à appuyer les observations si justes de M. Victor BERARD et à en faire état dans mon rapport, si la Commission me fait l'honneur de me nommer rapporteur.

M. HONNORAT.- Je suis d'accord avec M. BERARD sur la nécessité, d'une part de réprimer les abus et d'autre part de relever le traitement des membres de l'Enseignement, mais je trouverais très regrettable que le rapport contint des réserves sur l'utilité du foyer universitaire.

M. CUMINAL.- Il s'agit de réserves sur le fonctionnement et non sur l'utilité.

M. LE RAPPORTEUR GENERAL.- Ce qu'il faut marquer surtout c'est que l'Etat donne simplement le terrain et les immeubles existants. Le fonctionnement de la Maison de la Chimie ne coûtera jamais un sou au budget.

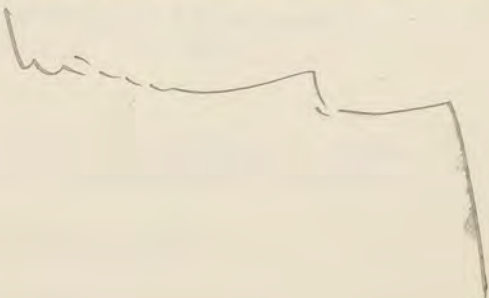
M. HONNORAT.- On ne demandera rien à l'Etat. Nous trouverons les concours nécessaires.

(MM. les MINISTRES se retirent ainsi que MM. CXVELIER, VICTOR BERARD et HONNORAT).

M. CUMINAL est désigné comme Rapporteur et chargé de faire un rapport favorable.

Le séance est levée à 18 heures 45 '

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES:





# TABLE DES MATIERES

- - A -  
-----

	<u>Pages</u>
ACTIONS A VOTE PLURAL (désignation d'un Rapporteur)	109
AERONAUTIQUE (Crédit Grands mutilés).....	116
AERONAUTIQUE en AFRIQUE du NORD (Rapport Hischauer)	327
ALGERIE (Centenaire de) Rapport HERVEY .....	205
ALGERIE (Routes nationales en) Avis Marcel Régnier	394
ALIENES (Modification à la loi organique du 30 Juin 1838).....	85
ALSACE-LORRAINE (4 avis financiers Georges Berthoulat: assurances sociales - assurances maladies).....	90
ASSISTANCE JUDICIAIRE (Avis financ. Berthoulat).....	327
ASSURANCES SOCIALES en ALSACE-LORRAINE (Rapport Charles DUMONT).....	79
ASSURANCES SOCIALES (Immeuble).....	298
-d°- (Modification à la loi) Avis PASQUET.....	345
Audition Ministre des COLONIES (privilège d'émission Banque A.C.F.).....	24
Audition Ministre des FINANCES (Crédits Collectif Décembre - Débits de boissons).....	231
Audition Ministre de la GUERRE (Collectif Décembre)-	145
Audition Ministre de l'INTERIEUR (Création de 3 Bureaux au Ministère de...) .....	258
Audition Ministre de l'INTERIEUR (Réforme administrative).....	182
Audition Ministre des TRAVAUX PUBLICS (transport énergie électrique) Avis financier PEYTRAL.....	196
Avis financier GEORGES BERTHOULAT (Assistance judiciaire départements recouvrés - Assurances Sociales)	90 - 327
Avis financier CHARLES DUMONT (Aliénés).....	85
Avis financier CHARLES DUMONT (Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs).....	91
Avis financier CHARLES DUMONT (Elections consulaires)	92



	Pages
Avis financier CHARLES DUMONT (Elections consulaires).....	92
Avis financier Charles DUMONT (Exercice profession banquier).....	324
Avis financier ABEL GARDEY (Caisse de crédit agricole).....	324
Avis financier ABEL GARDEY (Chasse dans les forêts domaniales).....	85
Avis financier (Comblement du bras de l'Ill).....	84
Avis financier FARJON (Création de Directeurs départementaux des P.T.T.).....	257
Avis JEANNENEY (Chemins de fer Algériens)	92
JEANNENEY	
Avis Financier/ (Chemin de fer de Blanville et Sarrebourg).....	84
Avis financier JEANNENEY (Chemins de fer départementaux Corse, Vivarais, Lozère).	94 & 115
Avis financier JEANNENEY (Déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées des Vosges).....	321
Avis financier JEANNENEY (Retraites des agents des grands réseaux de chemins de fer).....	293
Avis financier LEBRUN (Privilège émission Banque A.O.F.).....	10
Avis financier ALBERT MAHIEU (Cession à la Compagnie des chemins de fer du Midi d'une ligne d'énergie électrique).....	345
Avis financier ALBERT MAHIEU (Cession de fortifications désaffectées).....	81
Avis financier ALBERT MAHIEU (Enceinte de Calais)....	96
Avis financier ALBERT MAHIEU (Porquerolles Villefranche de Conflans - Saint Fons)..	323
Avis financier PASQUET (Assurances sociales - modification à la loi-).....	345
Avis financier PASQUET (Ouvriers des mines en Algérie et aux Colonies).....	86
Avis financier PASQUET (Retraites aux ouvriers mineurs).. .....	227



	Pages
Avis financier VICTOR PEYTRAL (Distribution é- nergie électrique).....	76 & 196
Avis financier RAIBERTI (Pension des Officiers mariniers).....	387 & 394
Avis financier RAIBERTI (Inhumation des Amiraux aux Invalides).....	149 & 323
Avis financier REYNALD (Trois conventions pos- tales internationales)	9
Avis financier MARIO ROUSTAN (Garantie de sta- bilité en faveur des fonctionnaires).....	99
Avis financier HENRI ROY (Organisation judi- ciaire).....	310
Avis financier MARIO ROUSTAN (Réforme adminis- trative).....	206
Avis financier MARCEL REGNIER (Routes nationa- les en Algérie).....	394
Avis financier MARIO ROUSTAN (Statut des emplo- yés communaux).....	96 & 99
Avis financier MARIO ROUSTAN (Taxe de façade Marseille).....	99
Avis financier MARIO ROUSTAN (Proposition ta- xe écoulement à l'égout).....	256

B

BANQUE DE L' A.O.F. (Renouvellement du privi- lège d'émission de la).....	10 - 24 - 56 - 82
BANQUE DE L'ALGERIE (Relèvement d'émission de la).....	390
BANQUE DE FRANCE (Intervention Charles DUMONT)	2
BANQUES POPULAIRES (Rapport SERRE).....	346 - 365
BANQUIERS (Exercice de la profession de).....	324
BUDGET DE 1930 (Expèsé Charles DUMONT).....	297
BUREAUX (Création de trois bureaux au Minis- tère de l'Intérieur).....	255 - 285

C

CADRES DE L'ADMINISTRATION PREFECTORALE (nou- vel aménagement des) Avis financier MARIO ROUSTAN.....	206
CADRES DE RESERVE (Organisation des)Avis AL- BERT MAHIEU.....	344



	<u>Pages</u>
CAISSE AUTONOME DES RETRAITES DES MINEURS (Avis financier CHARLES DUMONT).....	91
CENTENAIRE DE L'ALGERIE. (Rapport HERVEY).....	205
CENTENAIRE JEANNE D'ARC (5 <sup>e</sup> )..... (Rapport HENRI ROY).....	177
CESSION DE TERRAINS A NEVERS (Rapport de FERNAND FAURE).....	162
CAISSE DE CREDIT AGRICOLE (Avis financier ABEL GARDEY).....	324
ENCEINTE DE CALAIS (Avis financier ALBERT MAHIEU)..	96
CANTONNIERS (Intervention PIERRE LAVAL).....	123
CARTE IDENTITE DES ETRANGERS (Rapport REYNALD)....	364
CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT DIZIER (Rapport MILAN)	391
CHASSE DANS LES FORETS DOMANIALES (Avis financier ABEL GARDEY)...	85
CHEMIN DE FER DE SAINT CHARLES A GUELMA ET D'ORLEANS-VILLE A VIALAR (Avis financier JEANNENEY).....	92
CHEMIN DE FER ENTRE BLANVILLE ET SARREBOURG (Avis financier JEANNENEY).....	84
CHEMIN DE FER DE BOUG A FROUARD (Avis financier JEANNENEY).....	84
CHEMIN DE FER DEPARTEMENTAUX CORSE, VIVARAIS, LOZERE) Avis financier JEANNENEY).	94 & 115
CHEMIN DE FER DU MIDI (Cession ligne de transport énergie électrique)-Avis financier ALBERT MAHIEU -	345
COMPLEMENT BRAS DE L'ILL (Avis financier ABEL GARDEY).....	84
COMMISSION DES FINANCES CHARGE D'EXAMINER LE BUDGET DE 1930 (Installation de la ).....	230
COMMISSION DE L'AIR .....	95
COMMUNICATION FERNAND FAURE (Hôtel des Douanes de Marseille).....	324
COMPTE SPECIAUX DU TRESOR.....	1
CONFERENCE DIPLOMATIQUE (Crédit exposition internationale).....	1
INDIRECTES CONTRIBUTIONS/(Réorganisation des) Rapport FERNAND FAURE).....	177 & 294

.....



CONVENTIONS AVEC LA COMPAGNIE DES MESSAGERIES MARITIMES. (.....)	389
CREATION DE TROIS BUREAUX AU MINISTERE DE L'INTERIEUR. ....	255 & 285
CREDIT AGRICOLE A LONG TERME. ....	390
CREDIT CHAMBRE DES DEPUTES. ....	324
CREDIT COLLECTIF <sup>de mars</sup> (Rapport CHARLES DUMONT). ....	167
CREDITS COLLECTIFS DE JUIN EXERCICE 1928 (Rapport CHARLES DUMONT). ....	310
CREDIT COLLECTIF DE DECEMBRE (Rapports CHARLES DUMONT). ....	127 - 145 215 - 228
CREDIT COMMISSION INTERNATIONALE (Maladies professionnelles). ....	327
CREDIT FONCIER DE FRANCE (Extension des opérations à certaines colonies du). ....	123
CREDITS (Reports de ( Exercice 1928 à 1929). ....	310
CREDIT EXPOSITION BARCELONE (Rapport CUMINAL). ....	345
CREDITS EXPOSITIONS INTERNATIONALES. ....	385
CREDIT MARITIME (Rapport RIO). ....	306
CREDITS GRANDS MUTILES AERONAUTIQUE (Rapport HIRSCHAUER). ....	116
CREDIT 180.000 Frs <sup>Organisation des</sup> (Expositions internationales). ....	1
CREDIT PARTICIPATION FRANCAISE A DIVERS CONGRES INTERNATIONAUX (Rapport REYNALD). ....	385
CREDIT PETIT ET MOYEN COMMERCE (Rapport SERRE). ...	363
CREDITS AU TITRE DE L'EXERCICE 1928 (Régularisation de ) Rapport CHARLES DUMONT). ....	2
CREDITS POUR SUBVENTION AU SCOUTISME FRANCAIS (Congrès de LIVERPOOL). .... Rapport PHILIP -...	364
CREDIT VOYAGE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. ....	391

- D -

DEBITS DE BOISSONS .....	159
DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE (Nouvelle traversée des Vosges )Avis financier JEANNENEY. ....	321
DEGREVEMENTS .....	400- 240
DETTES INTERALLIEES (Procédure de ratification des) Rapport CHARLES DUMONT). ....	240 303 - 307 343-348-366 .....



- E -

Pages

ELECTION DU BUREAU de la COMMISSION des FINANCES	238
ELECTIONS CONSULAIRES (Rapport Charles Dumont) ..	92
ELECTION du PRESIDENT de la COMMISSION des FINANCES	235
ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES (Lettre du Ministère de l'Agriculture).....	303 - 346
EMPLOYES COMMUNAUX (Suppression d'emplois).....	99 - 175
EMPRUNTS COMMUNAUX .....	346
EMPRUNTS ETRANGERS (Paiement en or des) (Désignation d'un Rapporteur ).....	110
EMPRUNTS OR (Lettres du Ministre des Affaires Etrangères et du Garde des Sceaux).....	290 - 341
ENERGIE ELECTRIQUE (Distribution d').....	76
EVACUATION DES BASTIONS de l'enceinte de PARIS (Rapport Albert Mahieu).....	180
EXPEDITIONNAIRES (Suppression du cadre des ).....	158
EXPOSE CHARLES DUMONT sur le projet de BUDGET de 1930 .....	297
EXPOSE CHARLES DUMONT sur la situation de l'exercice 1929 .....	242
EXPOSITIONS INTERNATIONALES (Organisation des)....	1

- F -

FONCTIONNAIRES (Garantie de stabilité des).....	99
FONDS COMMUNS DES RESEAUX (Lettre de M. de ROTHSCHILD ).....	76
FONDS DE CONCOURS AUX DEPARTEMENTS .....	383
FORTIFICATIONS DESAFFECTEES (Cession des)..... !	81
FUNERAILLES du GENERAL SARRAIL (Rapport Mahieu)...	127

- G -

GUADELOUPE (Prête aux propriétaires d'immeubles sinistrés).....	164 364
---	------------



## - H -

## Pages

HOTEL DES DOUANES de MARSEILLE (Rapport de M. FERNAND FAURE).....	295-324-395
--	-------------

## - I -

IMPRIMERIE NATIONALE (Pension - personnel) Rapport Charles Dumont .....	363
IMMEUBLE Rue de BELLECHASSE (Enseignement technique) (Rapport Charles Dumont).....	251
IMPOTS AUTOMOBILES .....	155
INDEMNITE PERTE AU CHANGE AU PERSONNEL DES SERVICES DIPLOMATIQUES .....	6
INHUMATION AUX INVALIDES DES OFFICIERS GENERAUX et AMIRAUX (Avis financier RAIBERTI) .....	149 - 323
INSTALLATION DE LA COMMISSION DES FINANCES CHAR- GEE D'EXAMINER LE BUDGET DE 1930 .....	284
INSTITUTEURS (titularisation des ) Rapport Jean PHILIP .....	364
Intervention CHARLES DUMONT (BANQUE DE FRANCE)	2
Intervention PIERRE LAVAL (CANTONNIERS).....	123
Intervention PIERRE LAVAL (Employés du Ministère des Régions Libérées).....	123
Intervention REBOUL (BANQUE de l'A.O.F.).....	82
Intervention RAOUL PERET (Assurances sociales)	254
Intervention Raoul PERET (Pharmacies mutualistes)	169 - 175
Intervention SCHRAMMECK (extension des opérations du Crédit Foncier à certaines colonies).....	123
Intervention Général STUHL (Revision contrats exhumations militaires).....	81
INVALIDES (Inhumation aux Invalides des Officiers généraux des armées de mer) Avis Raiberti.....	180

## - L -

Lettre Ministre des Affaires Etrangères (Emprunts or).....	290
---	-----



- L -

Pages

Lettre Ministre de l'Agriculture (Electrification des campagnes).....	303
Lettre Garde des Sceaux (Emprunts or).....	341
Lettre Ministre de la Guerre (Inhumation aux Invalides des Maréchaux et Généraux ayant combattu en chef devant l'ennemi).....	117
Lettre de M. de Rotschild (Fonds communs des réseaux).....	76
LOYERS (Taxe à la charge des locataires effectuant des sous-locations et autres dispositions)	299

- M -

MAISON DE LA CHIMIE (Rapport Charles Dumont)...	391 - 403
MAISON DE LA MARINE (Vente d'un immeuble dit..)	364
MARECHAL FOCH (Funérailles du) Rapport Mahieu	126
MARINE MARCHANDE (transfert des services de la)	212
MARSEILLE (Taxe de façade).....	99
MINISTERE DE L'AIR (Crédit supplémentaire pour installation du).....	115
MINISTERE DE L'INTERIEUR (Création de 3 Bureaux)	255-285-380
MINES -Retraites ouvrières .....	86
MONNAIES D'OR ET D'ARGENT .....	2

- O -

OBLIGATIONS VILLE DE TOKIO (Arrêt Cour d'Appel de Paris .....	111
OFFICIERS MARINIERS (Pensions des) Avis financier Raiberti .....	387 - 394
ORGANISATION JUDICIAIRE (Avis financier Henri Roy ).....	310

- P -

PARIS (Entretien des chaussées de).....	86
PENSIONS (Personnel de l'Imprimerie nationale) Rapport Charles Dumont.....	363
PENSION EXCEPTIONNELLE à la MARECHALE FOCH (Rapport Charles Dumont).....	163



- P -	Pages
PENSIONS aux veuves des Maréchaux (Supplément de) Rapport Fernand Faure .....	233
PENSIONS aux victimes de la guerre (Relèvement des) Rapport Charles Dumont.....	106
PENSIONS (Relèvement des).....	161
PHARMACIES MUTUALISTES (Intervention Raoul Péret	169
PLAN YOUNG - DETTES INTERALLIÉES (Ratification des).....	301 - 307
PLUS-VALUES BUDGÉTAIRES (Emploi des).....	240
PRESIDENT (Election du).....	235
PRIMES D'ALIMENTATION des TROUPES (Rapport Albert Mahieu).....	171
PROGRAMME NAVAL (Rapport Raiberti présenté par M. Charles Dumont).....	2 - 77
PROFESSEURS D'AGRICULTURE (Situation des).....	379
PROPOSITION DOMINIQUE DELAHAYE (Paielements en or des emprunts étrangers).....	110
P.T.T. (Création de Directeurs départementaux) Avis financier Farjon.....	256

- R -	
Rapport Commission de la Marine sur voyage en Tunisie (Distribution d'un).....	322
Rapport CUMINAL (Exposition de Barcelone).....	345
Rapport Charles DUMONT (Assurances sociales en Alsace et Lorraine).....	79
Rapport Charles DUMONT (Circulation des vins)...	91
Rapport Charles DUMONT (Crédits collectif de Décembre 1928).....	127
Rapport Charles DUMONT (Crédits collectif de Mars 1929).....	167
Rapport Charles DUMONT (Dettes intéralliées-Exa- men procédure).....	366
Rapport Charles DUMONT (Immeuble Rue de Belle- chasse - Enseignement technique).....	251
Rapport Charles DUMONT (Maison de la Chimie)....	391



- Rapports Charles DUMONT :

Pension exceptionnelle à la Maréchale Roch .....	163
Pensions au personnel de l'Imprimerie nationale	363
Prêts aux propriétaires d'immeubles sinistrés de la Guadeloupe .....	164 - 364
Régime des vins en Alsace-Lorraine.....	79
Régulation <sup>vis</sup> de crédits au titre de l'exercice 1928	2
Relèvement des pensions civiles et militaires....	106-161
Relèvement des pensions aux victimes de la guerre .....	106
Retraites des ouvriers des Etablissements indus- triels de l'Etat .....	363

- Rapports FERNAND FAURE :

Hôtel des Douanes de Marseille .....	295
Réorganisation des Contributions indirectes .....	177
Supplément de pension aux veuves des maréchaux...	233

- Rapport ABEL GARDEY :

Electrification des campagnes.....	346
------------------------------------	-----

- Rapport HERVEY :

Budget de l'Algérie - Ouverture d'un crédit de 20 millions, participation de la Métropole au centenaire de l'Algérie .....	205
--	-----

- Rapports HIRSCHAUER :

Crédits Grands mutilés de l'aéronautique .....	116
Crédits Ministère de l'AIR .....	115
Situation de l'aéronautique en Afrique du Nord ..	327

- Rapports MAHIEU :

Evacuation des bastions de l'enceinte de Paris...	180
Funérailles du Maréchal FOCH.....	126
Funérailles du Général SARRAIL .....	127
Prime d'alimentation aux troupes .....	171

- Rapports MILAN :

Chambre de Commerce de Saint Dizier .....	391
Entretien des Chaussées de Paris .....	86



- <u>Rapports PASQUET :</u>	
Crédit Commission internationale des maladies professionnelles .....	327
Rentes victimes accidents du travail .....	382
- <u>Rapports PHILIP :</u>	
Subvention au scoutisme français (Congrès de Liverpool) .....	364
Titularisation des instituteurs .....	364
- <u>Rapports REYNALD :</u>	
Carte identité des étrangers .....	364
Maison de la Marine .....	364
Participation française à divers Congrès inter- nationaux .....	385
- <u>Rapport RIO :</u>	
Crédits maritimes .....	386
- <u>Rapport ROUSTAN :</u>	
Fonds de concours aux départements .....	383
- <u>Rapport HENRI ROY :</u>	
5ème Centenaire de Jeanne d'Arc .....	177
- <u>Rapports SERRE:</u>	
Banques populaires .....	365
Crédits Expositions internationales .....	1
Crédit petit et moyen commerce .....	363
Rapporteur du Budget de l'Instruction Publique (Désignation du) .....	322
Rapports particuliers (répartition des) .....	239
Réforme administrative (Audition du Ministre de l'Intérieur) .....	182
Régions Libérées (fonctionnaires du) .....	123



- R -

Pages

Renouvellement du privilège d'émission de la Banque de l'A.O.F. ....	10
Retraite des agents des grands réseaux de chemins de fer (Avis financier) Jeanneney)...	293
Retraite des ouvriers des Etablissements in- dustriels de l'Etat (Rapport Charles Dumont)	363
Retraite vieillesse des ouvriers mineurs (Rapport Pasquet).....	205 - 227
Revision des contrats exhumations militaires.. (Intervention Général Stuhl).....	81
M. de ROTHSCHILD (lettres fonds communs des réseaux).....	76

- S -

Général STUHL (Revision contrats exhumations militaires).....	81
--	----

- T -

TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES (Opérations de mouture Coopératives agricoles).....	167
TAXE ECOULEMENT A L'EGOUT (Avis Roustan sur proposition de LAS CASES ).....	256
TRESOR (Bons spéciaux du).....	1

- V -

VINS (Régime des vins en Alsace-Lorraine)Rap- port Charles Dumont.....	79
VINS (Circulation des) Rapport Charles Dumont.....	91
VINS (Sucrage des) Désignation d'un Rapporteur	389 - 391